autogestion

Études, débats, documents

Rédaction - Administration - Abonnements

Éditions Anthropos, 15, rue Racine, Paris 6e - Tél. DAN. 99-99

Dans le Cahier n° 1, paru en décembre 1966 figuraient au sommaire les textes suivants :

JEAN DUVIGNAUD : Georges Gurvitch : une théorie sociologique de l'autogestion.
GEORGES GURVITCH : Extraits de l'œuvre.
HENRI LEFEBVRE : Problèmes théoriques de l'autogestion.
A. FIAMENGO : L'importance de l'autogestion pour la solution des conflits internationaux.

CHRONIQUES

Perspectives de l'autogestion en Algérie, YVES SARTAN
Autogestion et Parti, MICHEL RAPTIS
Célestin Freinet et l'autogestion pédagogique, RENÉ LOURAU.

COMPTES RENDUS ET BIBLIOGRAPHIE

CAHIER N° 2 (AVRIL 1967)

ENQUÊTES

ROBERT JAULIN, CLAUDE BONNAL, PIERRE BERNARD : L'autogestion dans les grandes fermes algériennes en 1963.

DÉBAT THÉORIQUE

YVON BOURDET : Autogestion et démocratie.
RENÉ LOURAU : L'autogestion et les managers.
YVES SARTAN : L'autogestion à la lumière du marxisme.

ETUDES

L'autogestion ouvrière en Yougoslavie, JOZE GORICAR
Principes, types et problèmes de la démocratie directe dans les kibboutzim, MENACHEM ROSNER.

CHRONIQUES

Un faux dilemme : intéressement matériel ou autogestion, JOSEPH FISERA.
Solidarité tribale et autogestion, MICHEL RAPTIS.

COMPTES RENDUS

CAHIER N° 3

Le dossier de l'autogestion en Algérie

MICHEL RAPTIS

Le cahier : 10 F.
Souscription à 4 cahiers : 36 F.

autogestion

cahier n° 4

DÉCEMBRE 1967

10 F

autogestion

Études, débats, documents

Sommaire

A. PANKRATOVA : **Les Comités d'usines en Russie à l'époque de la Révolution (1917-1918).**
Didier L. LIMON : **Lénine et le contrôle ouvrier.**
Yves SARTAN : **Les Soviets, la gestion ouvrière et les positions de Lénine, suivi d'un choix de textes de LENINE sur la gestion ouvrière.**
Yvon BOURDET : **Les Soviets. Quels Soviets ? La théorie marxiste d'Otto Bauer et la pratique de Lénine.**
Michel RAPTIS : **Isaac Deutscher et la démocratie Soviétique.**

COMPTES RENDUS

Fr. BLOCH-LAINE, Ernest MANDEL, Gilbert MATHIEU : **Réforme de l'entreprise ou contrôle ouvrier ?**
Anatole KOPP : **Ville et Révolution.**
Mosché LEWIN : **Le dernier combat de Lénine.**
Marcel LIEBMAN : **La Révolution russe.**
Jean-Jacques MARIE : **Les paroles qui ébranlèrent le monde, Anthologie bolchevique.**

autogestion

Études, débats, documents

Rédaction - Administration - Abonnements

Éditions Anthropos, 15, rue Racine, Paris 6e - Tél. DAN. 99-99

Comité de rédaction :

Jean BANCAL, Yvon BOURDET, Henri DESROCHE, Jean DUVIGNAUD, Joseph FISERA, Daniel GUÉRIN, Serge JONAS, Henri LEFEBVRE, Catherine LÉVY, Didier L. LIMON, René LOURAU, Albert MEISTER, Pierre NAVILLE, Michel RAPTIS, Yves SARTAN

Le cahier : 10 F.
Souscription à 4 cahiers : 36 F.

les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire, mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (C.C.P. Paris 8.721-23)

Directeur-Gérant : Serge JONAS.

autogestion

Études, débats, documents

Sommaire

Anna Mikhaïlovna PANKRATOVA : « Les Comités d'usines en Russie à l'époque de la Révolution (1917-1918) » 3

Didier L. LIMON : « Lénine et le contrôle ouvrier » .. 65

Yves SARTAN : « Les Soviets, la gestion ouvrière et les positions de Lénine dans la révolution russe » .. 111

suivi d'un :

Choix de textes de LENINE sur la gestion ouvrière 125

CHRONIQUES

Yvon BOURDET : « Les Soviets. Quels Soviets ? La théorie marxiste d'Otto Bauer et la pratique de Lénine » 145

Michel RAPTIS : « Isaac Deutscher et la démocratie soviétique » 163

COMPTES RENDUS

Fr. BLOCH-LAINE, Ernest MANDEL, Gilbert MATHIEU : « Réforme de l'entreprise ou contrôle ouvrier ? » (Jean Sanvoisin) 171

Anatole KOPP : « Ville et Révolution » (Catherine Lévy) 174

Moshé LEWIN : « Le dernier combat de Lénine » (Daniel Guérin) 177

Marcel LIEBMAN : « La Révolution russe » (Michel Raptis) 178

Jean-Jacques MARIE : « Les paroles qui ébranlèrent le monde, Anthologie bolchevique » (Yves Sartan) .. 179

Comités d'usines en Russie à l'époque de la révolution (1917-1918)

Anna PANKRATOVA

Le texte qui suit est composé de très larges extraits d'un livre de Anna Michaïlovna Pankratova, publié à Moscou en 1923 *et jusqu'à présent inédit en français. Née en* 1897 *à Odessa, dans une famille ouvrière, l'auteur a participé à la révolution russe alors qu'elle était étudiante à l'Université d'Odessa. En* 1919, *elle adhère au Parti bolchevique et devient pendant les années de guerre civile* (1919-1922) *responsable du travail du parti en Ukraine et dans l'Oural. C'est en* 1925 *qu'elle peut terminer ses études à la section d'histoire de l'Institut des Professeurs rouges. Elle se consacre, dès lors, avant tout, à l'histoire de la classe ouvrière russe sur laquelle elle a publié près de deux cents travaux scientifiques — dont les plus importants sont* Le mouvement ouvrier en 1917, *Recueil de documents ; Moscou,* 1928 *et* Le mouvement ouvrier en Russie au XIX[e] siècle, *Recueil d'articles et documents, Moscou* 1950-52, *nouvelle édition,* 1955 *— tout en travaillant comme rédactrice et co-auteur de manuels sur l'histoire de l'U.R.S.S. pour les Instituts pédagogiques et les écoles secondaires. Elle est également connue comme pédagogue et a formé de jeunes historiens. Elle devint membre actif de l'Académie des Sciences de la République socialiste de Biélorussie en* 1940, *puis professeur à l'Université d'Etat de Moscou et à l'Académie des Sciences sociales auprès du C.C. du P.C.U.S. Depuis* 1953, *devenue académicienne, elle était rédacteur principal de la revue* Voprossi Istorii (*Questions d'histoire*). *En* 1952, *au XIX[e] congrès du P.C.U.S., elle fut élue membre du Comité central. Député du Soviet suprême, elle fut aussi membre du présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S. Elle meurt le* 25 *mai* 1957.

Publiée à la fin de la guerre civile, sa brochure sur Les Comités d'usines en Russie, *bien que portant sur des événements en cours relève d'une véritable approche historique. Et s'il restitue le « climat » de la révolution, ce document dépasse cependant le cadre d'une simple chronique.*

« Usine constitutionnelle » dans la période de la révolution de Février. Les comités d'usines en lutte pour la production

La logique interne de la révolution qui s'était développée dans un pays capitaliste mit tout de suite en avant les mots d'ordre et les tâches qui sortent des limites du régime capitaliste. L'antagonisme aigu de classe entre le travail et le capital, la mise à nu des positions de classe des parties en lutte, l'impuissance de l'économie minée par la guerre, et enfin, le simple instinct de conservation de classe — tout le climat historique exigeait la mobilisation de la classe ouvrière pour un changement définitif dans les rapports économiques.

La classe ouvrière ne pouvait pas se contenter du « droit au travail », cette « première formule impuissante, comme disait Marx, par laquelle se résumaient les revendications révolutionnaires du prolétariat ».

La crise du capitalisme qui se manifesta vers la fin de la guerre plaça la bourgeoisie dans le rôle de désorganisatrice de la production. La catastrophe économique qui attendait la classe ouvrière à la suite du règne illimité des capitalistes dans le domaine de la production menaçait de disparition aussi la nouvelle classe qui prenait la relève de la bourgeoisie. Cela signifie que la lutte pour limiter la domination du capital dans son autocratie économique était inévitable. C'est pourquoi elle devint le contenu essentiel de la Grande Révolution Russe.

« Le droit au travail », dit Marx en définissant la ligne selon laquelle doit se développer la lutte conséquente de classe du prolétariat pour la réorganisation effective des relations sociales et économiques, est un non sens absurde, un minable vœu pieux. En réalité, derrière le droit au travail se dresse le pouvoir sur le capital, l'appropriation des moyens de production, leur soumission à la classe ouvrière associée, par conséquent la destruction du salariat, du capital et de leur « relation réciproque » (1). La justesse de cette thèse généralement simple fut corroborée entièrement par tout le processus de la lutte de classe ouvrière.

La conquête des moyens de production et l'inéluctabilité de la prise du pouvoir par le prolétariat étaient évidentes longtemps avant Octobre lorsque s'était révélée l'absolue nécessité de remplacer la dictature de l'impérialisme par la dictature du prolétariat.

Déjà à la fin du XIX[e] siècle et surtout au début du XX[e], à « l'époque du libéralisme industriel » (qui en fait n'existait pas en Russie) avait succédé irrévocablement un régime capitaliste nouveau créé par la croissance extraordinaire de la force organisée du capital unifié et porté à l'apogée par la guerre qui avait mis au pouvoir les couches les plus élevées de la bourgeoisie financière et capitaliste.

(1) Karl Marx. *Les luttes de classes en France.*

Une puissante organisation impérialiste d'Etat s'était créée qui étranglait la classe ouvrière, la privant du droit de coalition, de grève, de liberté de déplacement, de liberté de parole et de presse, attachant les ouvriers à l'usine en tant que service armé, en les brimant pour un temps par toutes sortes de mesures « militaires » et de « lois d'exception ».

La révolution était l'issue et la seule. Il n'y en avait pas d'autre pour le prolétariat. C'était le seul moyen de survivre. Et devant cette révolution accomplie par le prolétariat se posa d'emblée le problème social : écraser la dictature du capital financier dirigé contre le prolétariat et à sa place installer la dictature du prolétariat révolutionnaire dirigé contre la bourgeoisie impérialiste.

La révolution de février changea radicalement les rapports des forces de classe et créa les conditions de la future dictature prolétarienne.

Le prolétariat faisait irruption impérieusement et de plus en plus résolument dans la coalition entre le pouvoir d'Etat et le capital réduisant à néant l'hégémonie de ce dernier.

Comme dans le domaine politique où le prolétariat conquit à partir de la révolution de février une certaine « égalité de droits », de même à l'usine il proclama hautement son « égalité de droits » dans la question du travail et même de la production. Cependant aussi bien dans la politique que dans l'économie, pour autant que ces domaines sont au fond, inséparables, le prolétariat ne pouvait se borner à des formes « constitutionnelles ». Fidèle à sa situation de classe et à sa prédestination historique, la classe ouvrière devait aller au delà. La révolution fut appelée à détruire la forteresse capitaliste de production et sa première arme, le bélier qui portait des coups au capitalisme, furent les nouvelles organisations d'usines, celles du combat de classe créées par le prolétariat chez lui, sur son terrain, dès le début de la lutte.

Les comités d'usines réalisèrent les droits héréditaires du prolétariat sur les forces productives, et au cours de la lutte pour leur sauvegarde, ils affermirent leur dictature sur la production. Le contrôle ouvrier se développa dans le processus de la lutte révolutionnaire comme la méthode la plus simple pour surveiller son ennemi de classe et comme mesure d'autodéfense contre le sabotage ou contre la campagne active du capital.

Le développement de la révolution russe amena les comités d'usines à se rendre maîtres historiquement de la production, une fois atteint un certain niveau de la lutte de classe.

L'analyse de la situation concrète des événements d'avant octobre et les rapports des forces entre les classes confirment entièrement ce schéma général.

Les comités d'usines, œuvre de la révolution

On dit souvent des comités d'usines qu'ils sont « l'œuvre de la révolution ». C'est exact bien que leurs lointains prototypes aient existé aussi longtemps que s'est poursuivie dans l'enceinte de l'entreprise industrielle, la lutte entre le capital et le travail.

C'est exact parce que leur nature révolutionnaire de combat, leur essence de classe en tant qu'organes de la future dictature économique, se fait sentir seulement au cours de la révolution. Leur rôle se termine avec la chute de la vague révolutionnaire ou, au contraire, avec la victoire de la revolution. En période de réaction, ils entrent presque dans la clandestinité et, en tant que petites collectivités d'usine de type révolutionnaire comme nous les avons vus dans les entreprises sous forme de commissions d'usines pendant la guerre, ils deviennent les condensateurs de l'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière. Aux jours de la révolution victorieuse ils sont des aides actifs, l'appui de l'Etat prolétarien dans sa construction des nouveaux rapports de production, dans la création d'une nouvelle usine qui se réorganise en usine socialiste. Dans cette époque présocialiste les comités d'usine constituent la cellule fondamentale de l'organisation professionnelle ; ils sont le noyau de la discipline prolétarienne, celui qui cimente et organise, ils sont l'école du communisme.

Cependant leur rôle économique combattant et révolutionnaire commence et se termine avec cette période chaude de la lutte la plus acharnée que nous appelons habituellement révolution.

Avant de suivre le rôle et l'importance, les causes et les sources du mouvement des comités d'usines en Russie pendant la révolution, analysons brièvement les changements qui furent introduits par la révolution dans les rapports des forces de classe ainsi que la situation économique et politique après février 1917.

Déjà la première révolution des années 1905-1907 avait mis en avant le prolétariat non seulement comme la principale force motrice de la révolution et son élément dirigeant, mais aussi comme une nouvelle classe possédant à côté d'une inépuisable énergie de combat, une immense force potentielle créatrice et organisationnelle. Au moment de la deuxième révolution, en février 1917, cette force se révéla dans cette poussée spontanée avec laquelle le prolétariat démolit les dernières citadelles du tsarisme.

Or, dans la mesure où la révolution avait déjà été accomplie par le prolétariat et dans la mesure où elle correspondait aux intérêts économiques de la bourgeoisie libérale impérialiste, la libérant de la politique rapace de l'absolutisme, il ne resta à la bourgeoisie que de proclamer la révolution accomplie par le

prolétariat comme « nationale » et de se hâter « avec l'union de toutes les forces vives » de répudier le tsarisme.

La croissance et la maturité politique de la classe ouvrière furent reconnues par la bourgeoisie en la personne du président de la Douma octobriste, Rodzianko, qui, plus tard en 1919, se trouvant dans le camp de la contre-révolution de Denikine, devait constater que la « cause de la naissance de la révolution en Russie réside dans la politique erronnée du pouvoir d'Etat à l'égard de la classe ouvrière : les classes dirigeantes ne voulaient pas se rendre compte que la brassière d'enfant devient trop courte au peuple russe qui exige un autre vêtement et une autre attitude à son égard » (2). Cependant ce n'est pas en préconisant une révolution « nationale » et en reconnaissant les « forces du peuple » comme un fait peut-être désagréable mais évident, que la lutte entre les classes ennemies depuis toujours non seulement ne fut pas supprimée, mais au contraire s'accentua immédiatement jusqu'à des dimensions encore inconnues.

Avec un héroïsme sans réserve le prolétariat descendit dans la rue pour se battre contre les desseins impérialistes du capital financier et contre le despotisme tsariste.

Les usines furent les premiers foyers et barricades de l'énergie révolutionnaire et de la haine de classe du prolétariat, c'est ici que se concentrèrent l'énergie et l'opiniâtreté des masses ouvrières descendues dans la rue révolutionnaire aux jours de février. Quand le tsarisme fut vaincu et que le prolétariat rentra dans les usines et les fabriques, la lutte s'y transposa. Et elle y fut, comme il se doit, beaucoup plus longue, plus cruelle et plus obstinée que celle menée contre le tsarisme dans les rues, parce qu'il s'agissait d'une lutte contre une nouvelle classe, mise au pouvoir avec l'aide du prolétariat, parce que c'était une lutte pour la possession des machines-outils et des métiers vers lesquels les ouvriers étaient revenus. Mais le prolétariat vainqueur regardait déjà avec d'autres yeux ces machines qui, pendant si longtemps, avaient été les instruments de son exploitation et de sa soumission. Il faisait valoir ses droits sur elles comme si elles lui appartenaient. Il exigeait sa place et sa voix à l'usine. Il voulait non seulement garantir ses droits au travail, mais créer lui-même les conditions de ce travail. Ici résidait la revendication fondamentale de la « constitution d'usine » révolutionnaire. Désormais le prolétariat envisageait cette revendication sous une autre forme : il aborda cette question avec la mentalité d'un vainqueur qui parle en égal dans une nouvelle organisation d'Etat.

La lutte était inévitable : commencée à l'usine, elle se transporte, avec le développement de la révolution, de nouveau dans la rue, dans les établissements et organisations, dans l'organe du pouvoir ou sur le front, selon les circonstances.

(2) Rodzianko, *La Douma d'Etat et la révolution de Février* 1917, R.D. 1919.

Après la victoire de février le prolétariat ne pouvait plus revenir aux conditions économiques et juridiques antérieures. Son mécontentement de la situation économique se manifesta avant tout dans la lutte pour l'augmentation des salaires. Avant la révolution existait une échelle inégale et injuste des salaires. Alors que, par exemple, dans l'industrie métallurgique (surtout dans les usines de guerre), les salaires montaient avec les prix, dans d'autres productions ils restaient loin en arrière. En outre, l'arbitraire à l'égard de la classe ouvrière lors de la victoire paraissait trop injuste et demandait un changement immédiat et radical dans les relations du capital et du travail.

C'est pourquoi, lorsque le Soviet des Députés ouvriers créé en même temps que le Comité Provisoire de la Douma qui unifiait la bourgeoisie organisée, appela le prolétariat à arrêter les grèves et à retourner au travail, la classe ouvrière ne put le faire sans obtenir des garanties solides et immédiates concernant ses revendications.

La résolution du Soviet des Députés ouvriers du 5 mars annonce : « Dans le but de raffermir les positions conquises et en vue d'autres conquêtes, le Soviet des Députés ouvriers appelle en même temps qu'à la reprise du travail à créer immédiatement des organisations ouvrières de tous genres comme points d'appui de la lutte révolutionnaire ultérieure pour la liquidation complète de l'ancien régime et pour les idéaux de classe du prolétariat. D'autre part le Soviet des Députés ouvriers reconnaît qu'il est nécessaire en même temps que la reprise du travail, de procéder à l'élaboration du programme des revendications économiques qui seront présentées au nom de la classe ouvrière. »

Et à la réunion du Soviet, Tchkhéidzé, en faisant son rapport sur la reprise du travail dans les usines et sur l'organisation du prolétariat, déclara, sous la pression révolutionnaire des masses ouvrières et en leur nom : « Quelles sont les conditions pour que nous puissions travailler ? Il serait ridicule de reprendre le travail dans les conditions antérieures. Que la bourgeoisie en prenne acte. »

D'ailleurs la bourgeoisie elle-même comprenait que son obstination la mettait dans une situation désespérée. Au début elle croyait, il est vrai, que toute l'affaire se limiterait à quelques petites concessions. Le 2 mars encore, le centre du capital organisé représenté par le Conseil des Délégués de l'industrie et du commerce avertissait « toute la classe commerciale et industrielle de la Russie et toutes ses organisations de la nécessité de faire des concessions et proposait par une circulaire « d'oublier le différend social et de parti et de se rallier au Gouvernement Provisoire ».

Cependant une vague de grèves déferla à la suite de la chute de l'absolutisme. Pas une seule usine ou fabrique où, d'emblée, sans attendre l'accord d'en haut, ne furent présentées

des revendications essentielles concernant les salaires, la réduction de la journée de travail, etc... Les conflits économiques allaient chaque jour s'aggravant et se compliquant dans une atmosphère de combat.

Tout cela fut un puissant stimulant à une gestion autonome quasi totale par les masses (ouvrières, paysannes, soldats), se hâtant de créer leurs organisations, formulant à la veille d'une nouvelle existence, leurs anciennes revendications.

Au même moment parurent dans les usines les premiers combattants mandatés par le prolétariat, porte-parole de son esprit combatif et de ses revendications révolutionnaires : les comités d'usines. Comment ceux-ci ont-ils vu le jour ? Ce sont les représentants eux-mêmes qui le racontent lors de leur première conférence le 30 mai 1917 (3) :

« Au cours des mois de février et de mars, les ouvriers ont quitté les usines et sont descendus dans la rue afin, une fois pour toutes, d'achever l'hydre aux cent têtes du tsarisme. Les fabriques et les usines se sont arrêtées. Une semaine ou deux plus tard les ouvriers sont revenus au travail. Ils ont vu que plusieurs entreprises avaient été abandonnées à leur sort par l'administration. » (Voronkov).

« Dans ces usines il fallut se passer de l'administration. Mais comment ? Alors le personnel a immédiatement élu des comités d'usines grâce auxquels une vie normale a commencé à s'établir. » (Lévine).

« Rentrée dans son lit la révolution coula plus calmement. Les fuyards constatèrent que les ouvriers n'étaient pas si féroces. Ils commencèrent alors à revenir à l'usine. Certains d'entre eux, insignifiants et désespérément réactionnaires ne furent pas admis. Les autres furent acceptés mais tout de suite on leur donna pour aide les membres des comités d'usines. C'est ainsi que s'établit un contrôle effectif de tout ce qui se faisait dans l'entreprise. » (Lévine).

Ainsi le prolétariat, sans attendre une sanction législative, commença à fonder presque simultanément toutes ses organisations : les Soviets des Députés ouvriers, les syndicats et les comités d'usines.

Les Soviets sont les organes du pouvoir prolétarien. Absent en fait du Gouvernement provisoire soutenu par la classe ouvrière et les masses des paysans et des soldats « dans la mesure où », le Soviet de Pétrograd devint le maître effectif de la situation et l'organe du pouvoir panrusse.

Les syndicats avaient été détruits pendant la guerre. La révolution leur donna la possibilité de se reconstituer mais ce travail hâtif d'organisation ne leur permit pas d'attacher beaucoup d'attention à la vie qui bouillonnait à l'intérieur de l'usine.

(3) Voir, *La première conférence ouvrière des comités d'usines*, Pétrograd 1917, Editions du Soviet central des Comités d'usines.

Les comités d'usines se trouvaient au centre de ce bouillonnement. Ils se placèrent à la tête des masses et furent soumis à leur poussée révolutionnaire.

Leur première lutte eut pour terrain l'introduction de la journée de 8 heures. Les 10 et 11 mars fut enfin signé l'accord entre le Comité Exécutif et la Société des fabricants sur les nouvelles conditions de travail. Les fabricants pétersbourgeois signèrent une convention reconnaissant la journée de 8 heures ainsi que les comités d'usines créés pendant les premiers jours de la révolution, élus sur des bases démocratiques et possédant des fonctions étendues dans le domaine du règlement intérieur.

Les fabricants manifestèrent plus d'obstination contre « les prétentions des ouvriers ». Ils mirent en avant des « considérations de principe » contre la journée de 8 heures, « non pour des raisons d'intérêt personnel, mais en tant que citoyens qui tiennent compte de l'énorme manque de produits dans le pays et des besoins pour l'armée et le peuple ». Voici pourquoi le Comité du Commerce et de l'Industrie décida le 14 mars : « La question de la journée de 8 heures ne peut pas être résolue par un accord réciproque entre les patrons et les ouvriers, car elle a une importance d'Etat » (4).

Mais les ouvriers comprirent le vrai sens de ces « considérations d'Etat » des capitalistes et ils se prononcèrent presque dans toutes les entreprises pour la journée de 8 heures. « Si le Soviet tranche cette question négativement, disaient les députés élus par les ouvriers au Plenum du Soviet de Moscou le 18 mars, la journée de 8 heures sera introduite de sa propre autorité révolutionnaire. »

Le premier heurt sérieux avec la bourgeoisie au sujet des revendications économiques se termina par la victoire du prolétariat. La journée de 8 heures fut introduite suivant l'exemple de Pétrograd et de Moscou dans toutes les villes de la Russie, tantôt en accord avec les patrons, tantôt sans autorisation préalable, par la voie révolutionnaire.

En même temps, dans toutes les entreprises, selon l'exemple de Pétrograd, furent créés des Comités d'usines. Au début, l'appel du Soviet de Pétrograd (le 5 mars), d'organiser sur place des Comités d'usines ou d'élire des starostes suscita une certaine perplexité. La loi policière sur les starostes d'usines avait été trop détestée par les ouvriers pour qu'on la déterrât et en pleine révolution encore. Comment le Soviet de Pétrograd a-t-il pu mettre cette création à l'ordre du jour ? Quel sens ont ces starostes au moment où existent des députés du Soviet et la possibilité d'organiser les syndicats ? Le mot d'ordre qui vient de Pétrograd est-il juste ? Telles sont les questions que posaient les ouvriers d'Odessa (5).

(4) Discours de Hendelman aux réunions du Soviet de Moscou le 16 mars 1927 (*Izvestia des Députés ouvriers de Moscou*, n° 14).

(5) *Les starostes ouvriers. Izvestia du Soviet des Députés ouvriers d'Odessa*, n° 2-3, 19 mars 1917.

Cependant l'instinct ouvrier souffle « oui, c'est juste ». Il fallait seulement que les starostes ou les députés reflètent justement et expriment la volonté de leurs électeurs. « Le saint des saints » des usines, les règlements intérieurs où personne n'avait accès, devaient s'ouvrir aux starostes ouvriers.

Ainsi au début, les droits et les devoirs des Comités d'usines se définissent non par la loi écrite et même pas par les instructions, mais exclusivement par l'instinct ouvrier et les raisons révolutionnaires qui venaient des profondeurs de la masse ouvrière.

« La constitution d'usine et la loi du 23 avril 1917 »

Le prolétariat, un des principaux héros de la révolution, selon l'expression de Milioukov, « devait, et selon la théorie régnante du socialisme, et selon les considérations pratiques, tirer avantages et profits concrets de sa victoire de classe » (6).

Cependant le gouvernement de Goutchkov et de Milioukov, pas plus que ceux de leurs successeurs ne pouvaient pas et ne voulaient pas, par leur nature bourgeoise capitaliste reconnaître ces exigences du « héros principal de la révolution ».

« Les conditions de l'existence de l'industrie russe et celles du temps de guerre, expliquaient-ils invariablement, mettaient ces avantages dans des cadres extrêmement étroits. »

« Sortir des cadres de la protection du travail, marquée par la législation universelle, ne pouvait mener que vers l'utopie où vers la réalisation immédiate de la production socialiste ». Tels étaient les points de vue de la bourgeoisie sur les exigences des ouvriers que résume le même Milioukov. C'est pourquoi tant la journée de 8 heures que les comités d'usines qui, aux yeux du pouvoir bourgeois sortaient des « cadres », se heurtèrent à une résistance opiniâtre de la part des patrons et pendant longtemps n'obtinrent pas la sanction législative du gouvernement.

C'est seulement lorsque ces deux exigences furent satisfaites en partie sans autorisation préalable, en partie par voie de négociations séparées avec différents groupes de patrons, que le gouvernement Goutchkov-Milioukov se trouva dans l'obligation de légaliser officiellement les conquêtes révolutionnaires. La mise en place de la législation sociale avançait péniblement et lentement dans le Département du Travail auprès du Ministère du Commerce et de l'Industrie raconte le professeur Bernatski. Pendant les premiers mois les plus chauds de la révolution, le département du travail « dont le centre de gravité consiste dans la création de nouvelles formes législatives garantissant la liberté des organisations ouvrières, n'a été en mesure de promulguer qu'une seule loi sur les comités ouvriers dans les établissements industriels, loi parue après de longues délibérations et marchandages avec les patrons.

(6) Milioukov. *L'histoire de la deuxième révolution russe.* Première édition.

Malgré toute l'imprécision et la réticence de la loi du 23 avril 1917, son but principal demeure cependant clair : restreindre l'importance et le rôle des comités d'usines et limiter leurs pouvoirs. Examinons sommairement les traits les plus caractéristiques de la loi du 23 avril.

Tout d'abord l'introduction des Comités d'usines n'est pas obligatoire. Ensuite la loi laisse à « l'accord réciproque des parties » la décision des questions les plus importantes qui concernent les relations entre le Comité et l'administration, les conditions dans lesquelles les élus seront libérés du travail ainsi que l'ordre, le lieu et le temps des élections (§). Autrement dit la loi détruit en fait les conditions du développement libre des comités d'usines en les soumettant au jugement de l'administration.

Quel est, selon la loi, « l'objet de la compétence des Comités ouvriers ? »

Le § 9 en parle dans les grandes lignes.

Mais tout en dissimulant les problèmes des rapports réciproques entre les comités ouvriers et les patrons, la loi avait omis complètement la question, alors critique, concernant la participation des comités d'usines dans les domaines de l'embauche et du licenciement des ouvriers ainsi que celle du paiement du temps consacré par les membres des comités d'usines. Ainsi la loi, au lieu de résoudre les conflits en préparait de nouveaux.

D'ailleurs les ouvriers comptèrent peu avec la loi écrite en créant leur propre constitution à l'usine, en élargissant ses cadres et en définissant les pouvoirs de leurs représentants selon les rapports des forces. Pas une ville, pas une entreprise plus ou moins importante où les ouvriers eux-mêmes ne commentèrent la loi du 23 avril en inventant leurs propres « statuts », « règles » ou instructions.

Les couches exploitées corrigeaient spontanément et modifiaient radicalement tout ce qui était inconciliable avec l'éveil de l'esprit d'initiative ouvrier.

Voyons maintenant les manifestations de la création ouvrière dans le domaine de l'établissement de la « constitution d'usine ».

La « constitution » la plus précoce et la plus audacieuse par sa formulation des problèmes et par son élan est celle qui fut élaborée par la conférence des comités d'usines de l'industrie de guerre de la ville de Pétrograd en avril 1917, avant même la promulgation de la loi du 23 avril. Les paragraphes 5 à 7 de ce statut des comités d'usines très en avance sur les pouvoirs sanctionnés par la loi sont les plus intéressants.

« Du comité d'usine viennent toutes les ordonnances concernant le règlement intérieur fixé par la loi (comme : règlementation du temps de travail, salaires, embauche et licenciement, congés, etc.), avec notification au directeur de l'usine ou de la section ».

« Tout le personnel administratif : les cadres supérieurs, chefs de sections ou des ateliers, techniciens est engagé avec l'accord du comité d'usine qui doit en faire la déclaration lors de la réunion générale de toute l'usine ou par l'intermédiaire des comités aux ateliers. »

« Le comité d'usine a le droit de récuser les personnes de l'administration qui ne peuvent pas garantir des relations normales avec les ouvriers. »

« Le comité d'usine constitue l'organe qui contrôle l'activité de la direction dans les domaines administratifs, économiques et techniques. Dans le but de réaliser ce contrôle préalable, le comité d'usine envoie un de ses membres pour le représenter auprès de la direction, dans les comités économiques et techniques ainsi que dans les différentes sections de l'usine ; en outre, au représentant du comité d'usine doivent être présentés, pour le tenir au courant, tous les documents officiels de la direction, les budgets de production et de dépenses ainsi que toutes les pièces d'entrée et de sortie. »

Ainsi, dès avril 1917, de cette « constitution » des ouvriers de Pétrograd, particulièrement des métallurgistes, naquit par anticipation l'idée du contrôle ouvrier et de la coordination de l'industrie. A cette époque aucune « constitution d'usine » n'allait encore si loin.

Les tentatives faites à Moscou et en province pour créer une « constitution » furent plus modestes bien que toutes soient sorties des limites fixées par la loi du 23 avril.

« La note explicative » de la section du travail de Moscou auprès du Soviet des Députés ouvriers accompagne l'analyse point par point de la loi du 23 avril ; elle explique comment il faut comprendre et appliquer cette loi, donne des indications assez détaillées concernant les instructions qui étaient à la base des « règles » élaborées dans les entreprises moscovites les plus importantes.

« Le Comité ouvrier doit constituer l'organe de défense des intérêts économiques, professionnels et culturels des ouvriers », dit la note : au cas où les organisations professionnelles sont faibles, il incombe aux comités ouvriers d'assumer au début la direction de la lutte économique, la conduite des grèves. »

Plus loin, le comité d'usine est chargé de participer à l'élaboration des règles d'ordre intérieur, des conditions de l'embauche, de l'observation des règlements sanitaires, du contrôle des cantines d'usine, de la recherche des mesures à prendre contre

la crise des produits alimentaires, du règlement des conflits à l'aide de chambres de conciliation, etc. « Le comité ouvrier doit être un appui puissant de l'organisation professionnelle et du Soviet des Députés ouvriers.

Telle est, dans les grandes lignes, la constitution d'usine des ouvriers moscovites.

La constitution originale des typographes présente elle aussi un intérêt. Elle est connue sous le nom de « règlement autonome ».

L'exigence de l' «autonomie » avait toujours été primordiale chez les typographes. Nous avons vu que pendant la révolution de 1905-1907, les « commissions autonomes » dans les entreprises de la production polygraphique avaient joué un rôle important en obtenant avant les autres le droit à l'embauche et au licenciement des ouvriers par leur propre intermédiaire.

« Les règlements autonomes » ratifiés par la réunion des délégués des entreprises formulèrent les droits des élus d'une façon nette et claire : « La commission autonome est l'organe qui défend les intérêts des ouvriers et qui contrôle l'exécution aussi bien par les ouvriers que par l'administration de toutes les conventions conclues par l'union des ouvriers de la typographie et les patrons des entreprises typographiques. »

Parmi les obligations des délégués, on compte : l'examen des conflits, l'embauche et le licenciement, les congés de maladie et les vacances, l'établissement et la surveillance des règlements intérieurs (7).

Il est intéressant maintenant de se tourner vers la province qui, en général, non seulement n'était pas en retard en ce qui concerne l'étendue des pouvoirs de la « constitution d'usine », mais qui, par endroit, devançait les grands centres. Ainsi, les thèses proposées à la conférence des Comités d'usines de la ville de Kharkov le 29 mai 1917 servant de base aux instructions pour une série d'usines les plus importantes, sont allées beaucoup plus loin que la loi du gouvernement provisoire dans la définition des fonctions des comités d'usines. En considérant ces comités comme les cellules de base des syndicats et comme les organes de défense et de représentation des intérêts ouvriers dans l'entreprise, la constitution des ouvriers de Kharkov investit les comités d'usines des fonctions d' « organes de la révolution » y ajoutant celle des organes locaux du syndicat. « Les comités d'usines en tant qu'unités révolutionnaires de combat, doivent tendre vers l'affermissement et la consolidation de toutes les conquêtes de la révolution. Le point suivant stipule que les comités d'usines sont chargés d'une tâche fondamentale mise en avant par la révolution : « Les

(7) *Typographie*, n° 3 du 17 juin et n° 4 du 10 juillet 1917. « A propos des règlements autonomes ».

comités d'usines doivent prendre en mains la production, la sauvegarder, la porter à son point maximum et établir le contrôle nécessaire dans toutes ses branches d'activité ». En outre les comités d'usines devront être les organes promoteurs des accords tarifaires, la première instance de contrôle assurant l'exécution des accords entre patrons et ouvriers. « Enfin, ils sont chargés de la fixation des salaires, de l'hygiène, de la qualité technique des produits, de l'élaboration des règlements intérieurs et de la solution des conflits » (8).

Toutefois certains délégués à la conférence de Kharkov trouvèrent encore leurs pouvoirs trop limités ; quelques-uns protestèrent vivement car, selon eux, les comités d'usines devaient devenir immédiatement les patrons des entreprises.

A peu près en même temps (en avril et mai), les ouvriers d'Odessa élaborèrent leur « constitution » mais, pour contrebalancer celle de Kharkov, ils la conçurent si modeste et si limitative que même la loi du 23 avril semble, en comparaison, beaucoup plus libérale.

« A Odessa la convention fut élaborée en avril et l'instruction qui la complétait en mai (9). Les fonctions du comité d'usine y sont ainsi définies : sont du ressort du comité toutes les questions de la vie intérieure de l'entreprise, le temps et l'ordre des travaux, leur tarification, les règlements sur l'usage des institutions créées pour les ouvriers, ainsi que les accords spéciaux entre patrons et ouvriers d'une entreprise donnée, la solution des malentendus entre les ouvriers et l'administration, etc... (§ 2).

Cependant les articles suivants annulent ces fonctions des comités d'usines :

« Dans la solution des questions importantes, l'administration a le même nombre de voix que les ouvriers (§ 6). Le président, qui a voix consultative, est élu après accord des deux parties (§ 7). L'instruction règlemente avec précision les devoirs des comités, dans quel cas et quand ils doivent en référer à l'administration afin de ne pas porter préjudice à la production. »

Nous ne nous attarderons pas sur d'autres exemples de « constitutions d'usines », créées par la classe ouvrière elle-même dans les premiers mois de la révolution. Nous en avons retracé les grandes lignes les plus typiques aptes à montrer dans quelle voie la classe ouvrière essayait d'établir l'autogestion des usines.

(8) Toutes les « Thèses » sont reproduites dans la brochure de Kreizel : *De l'histoire du mouvement syndical de Kharkov en* 1917. Edition Youjbureau du Soviet central des Syndicats.

(9) Le projet de l'accord est imprimé dans *Izvestia du Soviet des Députés ouvriers d'Odessa*, n° 6, 8 avril 1917. L'instruction a paru dans *Izvestia* n° 35 du 19 mai 1917.

Dans la plupart des cas ces expériences sortaient des limites définies par la loi du 23 avril. Si certaines conventions, comme celle d'Odressa, restreignaient alors les droits des ouvriers, dans les mois qui suivirent la lutte révolutionnaire allait les abolir. La lutte de classe s'accentuait, le capital se préparait à l'agression, le prolétariat attendait de nouvelles batailles.

La croissance de la lutte entre le travail et le capital et la première conférence des comités d'usines

Les premières conquêtes de la révolution de février avaient été acquises par la classe ouvrière relativement sans grand effort, la bourgeoisie déconcertée par la forte pression de l'élément révolutionnaire ayant manifesté au début une faible résistance. Mais dès la seconde moitié de mars, elle commença à mobiliser énergiquement ses forces pour une riposte organisée et ensuite passer à l'offensive. La bourgeoisie tendait à faire du gouvernement provisoire impuissant son centre idéologique et organisationnel. La classe ouvrière et les larges masses des paysans et des soldats ne croyaient pas aux déclarations inefficaces et à la phraséologie révolutionnaire forcée du gouvernement. Le pouvoir effectif était entre les mains des Soviets dont la petite bourgeoisie s'était emparée avec, à sa tête le bloc des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Elle était effrayée par l'élan de la révolution et prête à capituler devant la grande bourgeoisie. Plus les masses sont révolutionnaires et actives, plus grande est la peur des éléments bourgeois et petits-bourgeois devant la révolution et plus vite et inévitablement s'accomplit leur repli du côté de la réaction.

La prise du pouvoir par le prolétariat devient le problème de la révolution. Sans elle les exigences de la classe ouvrière resteront lettre morte et sa liberté sans contenu réel ni signification.

La lutte se déchaîne autour de la question fondamentale, aggravée avec la révolution, de l'organisation de l'économie nationale et de celle du travail. C'est au sein de l'usine que cette lutte acquiert une force particulièrement acharnée. Le comité d'usine devient l'organisateur et l'interprète de la volonté de combat des masses ouvrières. Le guide idéologique et l'animateur est le parti révolutionnaire prolétarien qui le soutient, les social-démocrates : les bolcheviks. Toute l'histoire des comités d'usines, en 1917-1918 est étroitement liée au parti bolchevik. Et c'est normal. Un parti révolutionnaire et combattant ne pouvait pas laisser sans influence ni direction les organisations les plus étroitement liées avec la classe ouvrière qui œuvrait pour la révolution. Les mots d'ordre et les tendances qui montaient de ces profondeurs recevaient leur formulation, leur contenu idéologique et leur ciment organisationnel avec l'aide du parti.

Le moment le plus critique pour les comités d'usines fut la lutte pour le contrôle ouvrier. Elle se fit sous la direction du Parti qui avait permis au prolétariat de prendre le pouvoir politique et économique. Des actions agressives contre la classe ouvrière furent déclenchées par les industriels pétersbourgeois qui, peu avant, avaient signé la promesse solennelle d' « accorder » la journée de 8 heures et de reconnaître les comités d'usines. Se sentant plus sûrs, ils agrémentèrent l'introduction de la journée de 8 heures de toute une série de restrictions et, avant tout, de l'exigence d'une productivité intense et d'heures supplémentaires. Le Soviet des Députés ouvriers, les comités d'usines et le parti bolchevik appelèrent les ouvriers à s'unir autour de la journée de 8 heures et de son application sans restriction aucune.

Une âpre lutte s'engagea dont la description s'étala dans toute la presse périodique des premiers mois de la révolution.

La bourgeoisie ouvrit une campagne monstre contre la journée de 8 heures faisant passer les ouvriers aux yeux du pays et surtout de l'armée, pour des maraudeurs et des profiteurs. Les colonnes des journaux pleins de fiel et de haine de classe, se remplirent des échos sur l'argent allemand, la vénalité et l'espionnage des chefs, l'anarchie et la débauche des masses ouvrières qui mènent le pays vers sa perte par les « exigences extraordinaires ».

Le prolétariat indigné et la presse ouvrière démasquèrent courageusement les calomniateurs. Les organisations ouvrières publièrent des chiffres et des faits qui illustraient non la baisse mais la hausse de l'effort de travail des masses ouvrières en mettant en avant les autres causes objectives de la baisse de la production dans les entreprises. A l'appel des ouvriers, l'armée envoya ses délégués et mandataires dans les usines pour « vérification » et ils témoignèrent publiquement dans les meetings et dans la presse de la vérité des explications données par les ouvriers.

Sur ce terrain la bourgeoisie fut démasquée. Alors elle s'engagea ouvertement sur une autre voie, celle du sabotage et du lock-out.. Et ici on mit en avant le même thème : la chute de la productivité et le déficit de l'entreprise.

En profitant de la production capitaliste moderne, de sa liaison étroite avec les banques nationales et internationales ainsi qu'avec d'autres organisations du capital unifié (syndicats, trusts, diverses sociétés patronales, etc.), les capitalistes commencèrent à appliquer un système de sabotage large et mûrement pesé. Ils ne se gênèrent pas dans le choix des moyens en commençant par la carence de l'administration des usines, de la désorganisation artificielle de la vie industrielle, le recel et la fuite du matériel, etc., et en finissant par l'incendie et la fermeture de l'entreprise privée ainsi de ressources.

Mais le capital avait besoin de présenter tout cet énorme travail de destruction comme le résultat des « prétentions extraordinaires » de la classe ouvrière, comme le produit des exigences « antipatriotiques » du prolétariat, exigences qui ruinaient l'industrie. On commença avec l'aide de la presse à mettre l'opinion publique en condition.

D'autre part les patrons déployèrent une propagande conforme à leurs plans. Le 10 mai eut lieu une réunion du gouvernement de coalition où se présentèrent les directeurs des entreprises métallurgiques avec, à leur tête, le président du Conseil des Congrès du Commerce et de l'Industrie, Koutler. Ils déclarèrent que les usines ne pouvaient plus travailler, que la ruine économique tournait à la catastrophe car les ouvriers exigeaient une augmentation impossible des salaires. A l'objection de Skobélev, qui approuvait les revendications des ouvriers, les patrons firent une réponse dilatoire, à savoir que les mesures proposées par le Ministère du Travail sont « réalisables dans un avenir plus ou moins lointain ».

Au congrès du parti des « Cadets », Koutler peignit un tableau encore plus sombre de la ruine de « l'industrie nationale » provoquée par la révolution, mettant en avant comme cause principale de cette ruine « l'anarchie et les exigences excessives des ouvriers ». Avec la même véhémence, le ministre du Commerce et de l'Industrie, Konovalov, lors du Congrès des Comités des Industries de guerre, affirma que les exigences des ouvriers prenaient un caractère de plus en plus intolérable et inadmissible : « L'Etat ne peut pas prendre l'engagement d'offrir à la classe ouvrière une situation exceptionnellement privilégiée aux dépens de toute la population ».

La classe ouvrière opposa ses méthodes de lutte prolétarienne à ce système de provocation, de mensonge, sabotage et lock-out. Dès les premiers jours de mai, le pays fut submergé par un formidable mouvement de grèves. C'est à Donbass qu'il atteignit sa plus grande force et âpreté.

Le 23 mai le prolétariat de Pétrograd s'apprêtait lui aussi à protester par la grève, mais celle-ci n'eut pas lieu.

C'est dans cette atmosphère de lutte croissante entre le travail et le capital que, dans les profondeurs des masses ouvrières surgit l'idée de convoquer le 30 mai la première conférence de tous les Comités d'usines de Pétrograd. Cette conférence historique eut une telle importance, et dans l'évolution de la lutte pour la constitution d'usine et dans l'histoire de la révolution russe en général, qu'elle mérite d'être examinée de plus près.

C'était un vrai parlement ouvrier, réuni dans la même salle du Palais de Tauride où, à peine trois mois plus tôt, siègeait le parlement bourgeois et seigneurial, la Douma d'Etat.

Les discours longs et ampoulés des parlementaires bourgeois de la Douma avaient ici cédé la place aux répliques sincères, simples, généralement concises des députés qui venaient de quitter leurs outils et leurs machines afin d'exprimer pour la première fois publiquement leurs humiliations et leurs besoins aussi bien de classe que d'êtres humains. Ce n'était pas seulement pour cette raison qu'ils se réunissaient. Une grande tâche historique leur incombait : « rétablir l'ordre dans la désorganisation de la production et prévenir la catastrophe industrielle ».

Déjà le bureau d'organisation pour la convocation de la conférence avait défini qui peut remplir cette tâche et comment : « Ceux qui sont devant les machines-outils doivent sauver la Russie. C'est seulement par l'intervention du prolétariat dans la vie économique de la Russie qu'on peut sauver la révolution de sa perte. »

Telle était l'issue inévitable vers laquelle les masses ouvrières elles-mêmes arrivèrent dans le processus de la lutte âpre contre la bourgeoisie et sa politique de destruction.

Ni les mesures prises par le gouvernement, ni les vieilles formes de lutte n'étaient suffisantes dans les conditions présentes. « Au cours de la révolution le mouvement ouvrier mit en avant de nouvelles formes d'organisation : les comités d'usines. Par là il sortit des vieux cadres routiniers et s'engagea dans une toute nouvelle voie. »

« Bon gré, mal gré, les comités d'usines durent s'immiscer dans la vie économique de leurs entreprises qui, sans eux, se seraient arrêtées » (10). C'est ainsi que l'un des députés de la conférence décrit le processus d'élargissement des droits des comités d'usines et leur intervention dans la production.

Pour la première fois sont définis le rôle et l'importance de ces comités comme le comprend la masse ouvrière elle-même.

« A l'heure actuelle, dit le député Nemtsov (métallurgiste), dans toutes les usines règne l'arbitraire. La marche de l'usine se trouve entre les mains de la seule administration supérieure, mais il faut introduire le principe d'élection.

Pour l'évaluation des travaux, il faut des commissions de tarification, et non les décisions individuelles des contremaîtres. En introduisant le principe de l'élection, on peut contrôler la production. »

« Nous devons sortir la production du chaos et rétablir l'ordre, dit le député Naoumov, qui formule d'une façon encore plus nette les nouvelles tâches. En prenant entre nos mains le contrôle de la production nous apprendrons pratiquement à travailler activement dans la production même et nous l'élèverons à la production socialiste future. »

(10) *La première conférence des comités d'usines*, Édition Comité Central de la Fédération des Comités d'Usines (C.C.F.Z.K.) Pétrograd, 1917.

Dans ces problèmes encore timidement approchés, tels que les comprend la masse ouvrière dans ses profondeurs, se dessine déjà pour la première fois la tâche fondamentale de la révolution : l'organisation du contrôle ouvrier et la conquête de la future usine socialiste.

Que les comités d'usines soient les instruments de la lutte sur le chemin de ces conquêtes, la conférence le comprend déjà d'une façon précise. Elle réagit unanimement contre le discours du ministre du Travail, Skobelev, lorsque celui-ci déclare que « le rôle des comités d'usines est fini » et que « dans la mesure où nous subissons la révolution bourgeoise, nous devons nous entendre avec la bourgeoisie. »

Le discours du camarade Rozanov, un des créateurs et organisateurs du mouvement professionnel, ne trouve pas non plus de résonnance parmi les députés. A sa remarque que les « fonctions des comités d'usines sont éphémères » et que « les comités d'usines doivent constituer les cellules initiales des syndicats », les députés rétorquent vivement : « Les transformer en sections des syndicats est encore trop tôt, dit Naoumov, aux comités d'usines incombent les tâches spéciales de la règlementation de la vie économique de l'usine et de la réalisation du contrôle que les syndicats ne peuvent pas encore aborder. Les comités d'usines doivent exister non seulement pour la défense professionnelle, mais aussi comme une base d'appui du mouvement ouvrier. »

Un autre député, Jivotov, souligne le rôle révolutionnaire et combattant des comités d'usines : « Les comités d'usines, c'est la base de l'élargissement et de consolidation de la révolution (...) Le contrôle ouvrier c'est la contre-attaque de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Les ouvriers ont consolidé leurs positions d'avant-garde en créant les comités d'usines, et à partir de ces positions, ils ont mené une lutte économique contre la bourgeoisie. Avec l'aide des comités d'usines, les ouvriers obtiendront que les capitalistes reculent. »

Telle est l'évaluation unanime des tâches et du rôle des nouvelles organisations ouvrières. La résolution concernant les comités d'usines résume les conclusions auxquelles arrivent les orateurs ouvriers :

« Les comités d'usines sont des organisations économiques combattantes englobant sur place toutes les entreprises ouvrières. » Ils sont élus selon le principe d'une large démocratie et ont une direction collégiale. Ils ont pour but la défense des besoins économiques et la création de nouvelles conditions de travail. Leurs relations avec les syndicats, en tant qu'organisations prolétariennes apparentées doivent être celles d'une étroite amitié et d'un contact pratique. »

Ainsi fut résolue la tâche historique qui se posait depuis si longtemps au prolétariat, à savoir la conquête de la constitution d'usine. Cependant celle-ci est impensable sans l'immixtion créatrice et active du prolétariat dans la vie économique du pays. Comme résultat de la lutte des deux courants qui se heurtent, le bolchevik, défendu par Zinoviev et Lénine et le menchevik, défendu par Avilov et Techerevianine, la conférence parvint à résoudre la question sur l'introduction du contrôle de la production et de la répartition. Lorsque nous analyserons la lutte pour le contrôle ouvrier, nous nous arrêterons sur certains points et sur la signification de ces décisions. Contentons-nous de souligner que cette question fut serrée de près déjà lors de la première conférence. Elle devait être étudiée de même que cette autre question cardinale de la révolution : la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Le passage du pouvoir dans les mains du Soviet des Députés ouvriers, c'était la seule voie dans laquelle pouvait s'engager le prolétariat qui venait de se proclamer maître et créateur du nouvel ordre économique en se déclarant militant pour l'usine socialiste.

La première conférence des comités d'usines doit occuper une place d'honneur dans l'histoire de la révolution prolétarienne en Russie. Elle prédétermina toute la progression ultérieure de la révolution, elle montra que le prolétariat de Pétrograd et derrière lui toute la masse ouvrière marchait avec les bolcheviks, et que le prolétariat était prêt à défendre les mots d'ordre de la révolution sociale dans sa lutte contre la bourgeoisie jusqu'à la victoire finale.

Sur 421 députés, 335 votèrent pour la résolution des camarades Lénine et Zinoviev qui étaient les dirigeants idéologiques et les inspirateurs de la conférence. Ce groupe important décida du sort du Soviet des comités d'usines élu à la conférence : la direction passa aux mains des bolcheviks. A partir de ce moment, le Soviet central des comités d'usines devint très populaire et l'organe militant du prolétariat suivit fermement la ligne tracée par la première assemblée qui devait guider la lutte de la classe ouvrière pour le contrôle ouvrier et pour le pouvoir des Soviets. De même que le Soviet des députés ouvriers de Pétrograd devait jouer le rôle du Centre Panrusse de la lutte politique, le Soviet central des comités d'usines de cette ville devait jouer pour toute la Russie le rôle de l'organe de la lutte économique du prolétariat.

Dans nombre d'autres villes, les Soviets des comités d'usines furent créés beaucoup plus tard, presque à la veille de la conférence panrusse de ces comités qui eut lieu tout de suite avant la révolution d'Octobre.

Les mesures indiquées par la conférence dans le domaine du contrôle ouvrier et de la régulation de la production, de la lutte contre le chômage, de l'organisation de la bourse du tratail, de la coopération, de la démobilisation de l'industrie, tout cela fut inclu dans le programme des activités de tous les comités d'usines de la Russie.

La lutte jusqu'alors isolée du prolétariat pour la constitution d'usines reçut pour la première fois sa direction idéologique et organisationnelle à la conférence historique des comités d'usines de Pétrograd.

Campagne contre les comités d'usines et lutte pour leurs droits

En mai, la capitale donne le signal de passer à l'offensive contre les conquêtes de la classe ouvrière. L'intervention des industriels à la séance chez le Premier Ministre Lvov, le 11 mai, le discours de Konovalov au Congrès des Comités de l'Industrie de guerre, les délibérations à la conférence des industriels du Donbass poursuivirent, au fond, le même but : présenter à la face du pays tout entier les ouvriers comme « ennemis de la patrie », comme les destructeurs de l'industrie, comme des profiteurs ayant dépassé toutes les bornes et n'admettant même pas l'idée d'une « restriction volontaire ».

Docile entre les mains du capital militant, le gouvernement l'annonçait officiellement à chaque conférence panrusse, réunion ou congrès. Cette sorte d' « accusation » fut particulièrement vive dans la bouche des ministres « socialistes » qui ne se lassèrent pas de convier la classe ouvrière à pratiquer la politique des « sacrifices et restrictions volontaires ».

« Toute la difficulté, déclara Pechekhonov au premier congrès des Soviets, dans son rapport sur la question du ravitaillement, ne consiste pas à vaincre la résistance de la bourgeoisie qui cède en tout, mais à vaincre la psychologie des masses ouvrières qu'il faut appeler au travail le plus intense, aux privations, au refus de la facilité, aux sacrifices indispensables. »

Les tentatives du ministère du travail de concilier de quelque façon que ce soit les intérêts des ouvriers avec ceux des industriels se soldèrent par des échecs. En vain Grozdev essaya sous la double menace de grèves des ouvriers et de lock-out des patrons, de trouver un « terrain d'entente ». Sous la pression des capitalistes tous les projets du Ministère du Travail finirent constamment par de nouveaux appels aux ouvriers leur recommandant des sacrifices, un travail intense et des « restrictions volontaires ».

Dans son adresse aux ouvriers, le 27 juin, Skobélev écrivit : « En dépit de toutes les possibilités, sans prendre en considération l'état des entreprises dans lesquelles vous travaillez et au détriment du mouvement de classe du prolétariat, vous cherchez parfois à obtenir une augmentation des salaires telle qu'elle désorganise l'industrie et épuise le trésor. Ne pensez pas seulement à vos désiderata, mais aussi aux possibilités de les satisfaire, pas seulement à votre bien-être mais aussi aux sacrifices. »

Cette pression contre-révolutionnaire d'une part et la destruction de l'industrie, d'autre part, obligèrent le Comité Central des bolcheviks et le Bureau Central des comités d'usines à

adresser un appel au prolétariat pour manifester le 10 juin dans le calme afin de montrer à la bourgeoisie qu'il était prêt au combat. « A bas l'anarchie dans l'industrie et le lock-out des capitalistes. » « Vive le contrôle de la production et l'organisation de l'industrie », tels étaient les mots d'ordre qu'on proposa à la manifestation exigée avec insistance par les masses ouvrières. Or, le Congrès des Soviets qui eut lieu à ce moment, dirigé par les mencheviks et les s - r effrayés par l'élan de la révolution annula cette manifestation qu'il reporta, sous la pression du prolétariat, au 18 juin. Le même jour Kérenski lança les bataillons ouvriers-paysans à l'attaque, donnant à la bourgeoisie impérialiste la possibilité de fêter sa victoire décisive sur le prolétariat.

C'est alors que commença effectivement l'offensive sûre et énergique de la contre-révolution sur tous les fronts.

Le 3 juillet fut l'expression spontanée de la protestation de toute la masse ouvrière contre la réaction agressive et contre le soviet opportuniste pitoyable dans son impuissance et sa crainte du pouvoir.

Soukhanov dans ses « Notes sur la Révolution », raconte une scène caractéristique qui eut lieu pendant les événements de juillet. Elle témoigne combien forte et spontanée fut la volonté de la classe ouvrière de s'engager sur la voie de la lutte décisive contre la bourgeoisie et de la prise du pouvoir. Un groupe d'ouvriers armés entra dans la réunion du Soviet de Pétrograd. L'un d'eux, qui travaillait aux usines Poutilov, sauta sur la tribune devant Tchkhéidzé et avec colère s'écria : Devrons-nous, nous les ouvriers, supporter longtemps la trahison ? Vous vous êtes réunis ici, vous discutez, vous pactisez avec la bourgeoisie. Alors sachez que l'ouvrier ne le tolérera plus. Nous sommes ici trente mille ouvriers de Poutilov. Nous arriverons à nos fins. Nous ne voulons aucune bourgeoisie. Tout le pouvoir aux Soviets ! » Et Soukhanov d'ajouter : « Dans la souffrance et la colère, face aux chefs hostiles à la démocratie, il a exprimé la protestation et la volonté des authentiques masses prolétariennes ».

Dans le développement de la lutte de la classe ouvrière pour le bouleversement socialiste, les journées de juillet ont joué un rôle double. D'une part, encouragée par l'échec de l'action ouvrière, la bourgeoisie devint plus audacieuse et plus décidée. Les capitalistes s'organisèrent en créant leurs puissantes unions de classe, mirent en avant une série d'exigences qui devaient soi-disant sauver l'économie nationale qui dépérissait, mais en réalité pour affermir leur pouvoir économique absolu. D'autre part, ces journées débarrassèrent le prolétariat de ses illusions sur la « réconciliation des classes » et la coopération avec la bourgeoisie et le mirent en face d'une tâche décisive : la lutte pour la prise du pouvoir et des usines.

La première lutte sérieuse qui se déchaîna entre patrons et ouvriers s'engagea sur le droit à l'embauche et au licenciement par l'entremise des comités d'usines. Déjà le 8 juillet le **Journal du Commerce et de l'Industrie** avait publié le « programme maximum » sur la question des rémunérations qui, d'après les patrons, aurait pu « aplanir les conséquences menaçantes du mouvement désordonné de hausse des salaires ». Ces mesures, qui se réduisaient à la reconnaissance légale des lock-out, se résumaient par l'élimination des ouvriers de toutes les « affaires patronales ».

Les capitalistes firent des tentatives encore plus énergiques pour arrêter « l'immixtion ouvrière » dans l'industrie de guerre. Les comités patronaux de guerre publièrent un projet de « Consultation spéciale pour la défense de l'Etat » qui, à la place des comités librement élus, prévoyait la nomination de mandataires nantis des droits et compétences les plus larges (11). Ceux-ci furent chargés de régulariser les rapports entre les ouvriers et l'administration, de fixer les salaires, d'embaucher et de licencier les ouvriers et même, pour assurer « l'ordre », de faire appel au « concours de la force militaire ».

Ce projet bureaucratique tendant à l'anéantissement de l'autonomie ouvrière, provoqua une protestation de la part des ouvriers. « Le projet est une sorte de révolution du 3 juin pour supprimer la constitution d'usine, écrivit l'organe des typographes **L'imprimerie.** Ces chefs, élus par la noblesse, prévus pour chaque usine, spécialistes en uniforme aux affaires ouvrières, qu'on veut mettre à la tête de la production, que peut-on imaginer de plus exorbitant comme dessein contre révolutionnaire » (12).

Presqu'en même temps commença la campagne contre les « comités d'usines » dans les chemins de fer. A la réunion du Soviet économique du 3 août le vice-ministre de la marine, Koukel proposa de proclamer la loi martiale dans les chemins de fer, de désigner des commissionnaires mandatés avec le droit de dissoudre les comités. A la réunion du 10 août de la consultation moscovite des militants, le rapporteur Radionov décrivit l'état catastrophique du transport par rail en indiquant que les comités de chemin de fer étaient la cause directe de la chute de la productivité et de la désorganisation des transports. L'ingénieur Radionov qui s'opposait à lui illustre de la façon suivante les conclusions du rapporteur relatives à la surcharge excessive des chemins de fer que représentent les « comités » : « Selon l'enquête faite au Congrès des chefs de chemin de fer, sur les 37 voies, 5.531 hommes ont été désignés pour participer aux comités. Ces personnes sont libérées de tout service. Si on calcule que chacune d'elles touche en moyenne 2.000 roubles (minimum), alors ce plaisir coûtera à

(11) *Izvestia du Comité central de l'industrie de guerre*, n° 49, 29 juillet.

(12) *Imprimerie*, n° 7 du 18 août 1917 ; article : « Ils tâtent le terrain».

l'Etat 11 millions de roubles. Cela concerne 37 voies et il y en a plus de 60... » (13).

« L'économiste » Struve, dans sa conférence sur la situation économique de la Russie, donne une motivation théorique et de principe des conclusions qui ont été tirées à partir des calculs mathématiques lors de la « consultation des militants » : « De même que, dans le domaine militaire, l'élimination des officiers par les soldats est la destruction de l'armée, car elle signifie la légalisation du droit à la révolte incompatible avec son existence même, ainsi dans le domaine économique, la substitution du pouvoir du patron par la direction des ouvriers est la destruction de l'ordre normal de la vie économique de toute entreprise. On peut imaginer différentes formes de transition vers l'organisation constitutionnelle de l'usine, mais celle-ci peut avoir lieu seulement dans un système très compliqué de compromis constamment réalisés ; or en aucun cas elle ne peut être usurpation ni dictature. L'idée même de la constitution dans l'économie et dans la politique est en contradiction radicale avec l'idée d'usurpation. Toute constitution est basée sur l'accord, sur le compromis et par là même sur la reconnaissance des droits. »

D'ailleurs ces arguments théoriques d'un idéologue-économiste bourgeois revêtirent dans la conscience et par l'action des « classes de commerçants et d'industriels » une formulation beaucoup plus tranchante exprimée par Riabouchinsky au Congrès du Commerce et de l'Industrie à Moscou.

« Il est possible, déclara ouvertement le « chef » de la bourgeoisie, que pour sortir de la situation il faudra avoir recours au bras décharné de la faim, à la misère nationale qui prendrait à la gorge les faux amis du peuple, les soviets démocratiques et les comités. »

Telles furent dans les grandes lignes les attaques du capital contre la « constitution d'usine » comme la comprenait non le « théoricien » Struve mais le prolétariat dont chaque pas dans ce domaine acquis au prix de luttes s'accompagnait de victimes.

Par leur poignée de mains à la Conférence d'Etat de Moscou, Boublikov et Tseretelli ont conclu un marché entre la petite bourgeoisie et le capital contre le prolétariat sanctionnant en fait la croisade des capitalistes qui venait de commencer.

Il est vrai que le prolétariat essaya de protester et de lutter. La majorité des ouvriers de la région de Moscou éleva une énergique protestation contre « le tas de cadavres moscovites » et fêta le 12 août (ouverture du Conseil d'Etat) par une grève générale déclarée en dépit de la décision du Soviet opportuniste de Moscou (14).

(13) Compte-rendu de la consultation moscovite des militants du 8-10 août 1917, p. 124 et p. 63.

(14) L'attitude du prolétariat d'usine se manifesta vivement dans les discours à la séance du Soviet de Moscou le 11 août. Voir « sténogramme de la séance du Soviet des députés ouvriers et soldats ».

Compris déjà par le prolétariat au cours des travaux préparatoires, le dessein contre-révolutionnaire de la délibération devint encore plus net pendant la consultation même.

« Il est clair pour tout le monde, raconte un délégué ouvrier au Plenum du Soviet de Moscou, qu'il ne s'agit ni de gaffes ni d'erreurs mais que les organisations du prolétariat sur le front et à l'arrière empêchent de juguler la démocratie, si la détruire est impossible, au moins l'affaiblir et l'amoindrir. Il ne s'agit pas seulement des soviets et des comités, la bourgeoisie tend à mettre au banc des accusés toute la classe ouvrière. » (Compte-rendu sténographique du 18 août.)

La campagne préparatoire poursuivie par la bourgeoisie, sanctionnée par le gouvernement de coalition, se développa en un torrent contre-révolutionnaire ininterrompu.

La lutte fut menée par de fortes organisations industrielles qui ouvrirent une âpre campagne contre « l'anarchisme ouvrier » et contre les « folles expériences sociales » provoquées par la démagogie bolchevique « qui met en circulation le méprisable argent ensanglanté qui provient des troubles sources germaniques » (tel est le style de presque tous les journaux bourgeois y compris les journaux « socialistes » dans leur campagne de calomnies).

Répondant au signal donné par les sociétés d'industriels de Pétrograd et de Moscou, la guerre « contre l'immixtion des comités d'usines dans les entreprises et, ensuite, contre leur existence même, fut transportée dans tous les coins de Russie. »

Les ouvriers défendirent les organes de leur représentation avec une inébranlable fermeté.

Les capitalistes déclarèrent catégoriquement que l'existence ultérieure de l'industrie n'était possible que si l'embauche et le licenciement des employés et ouvriers appartenaient de droit exclusif aux entrepreneurs (extrait de la résolution de la conférence des industriels du Sud le 25 septembre).

Les industriels de l'Oural déclarèrent au Ministre du Commerce et de l'Industrie qu' « aucune direction d'usines ne reconnaîtrait les comités ou les chambres, quel que soit le patron ; elle ferait donc ce qu'elle voudrait. En ce qui concerne le contrôle social ou étatique, les industriels n'en reconnaissent aucun et ne le reconnaîtront pas ».

Les mêmes déclarations furent faites par les propriétaires des usines métallurgiques, l'union des pétroliers de Bakou, l'union de l'industrie textile de la région industrielle du Centre, les patrons de l'industrie houillère du Sud et toutes les autres organisations du capital unifié.

Pétrograd. Août 1917. La société des fabricants convoqua une conférence panrusse des organisations d'entreprises. Cette conférence créa l'Union de la société des fabricants ayant pour but

de « défendre leurs intérêts ». Le congrès exigea tout d'abord « que l'Union élaborât des directives pour éliminer l'ingérence des comités d'usines dans ce qui est du ressort de la direction d'usines. » (Discours du président de la conférence, Bymanov.)

Cette campagne organisée du capital contre les comités d'usines fut soutenue par le ministre « socialiste » du travail Skobelev. Une « circulaire Skobelev » du 28 août interdit les réunions des comités d'usines pendant le travail, justifiant cette mesure par la nécessité de « consacrer toutes les forces au travail intensif sans perdre une minute ».

Elle donna le droit à l'administration de retenir la part du salaire correspondant au temps de travail perdu.

Cette circulaire, composée de phrases patriotiques creuses fut publiée au moment où Kornilov marchait sur Pétrograd et alors que les ouvriers « se levaient, menaçants, pour la défense de la révolution sans prendre en considération si cela se passait pendant les heures de travail ou non ». Qu'est-ce que c'est, demande **La nouvelle voie**, organe du soviet central des comités d'usines, gaffe ou défi ? (15).

Une autre circulaire Skobelev souligne d'une façon plus nette et plus tranchante que les « circulaires » étaient non seulement un « défi » mais une offensive directe contre les conquêtes révolutionnaires de la classe ouvrière.

Elle interdit aux comités d'usines, « sous peine de sanction légale » de se mêler des questions d'embauche et de licenciement, réservant ce droit exclusivement aux patrons « s'il n'a pas été établi d'un commun accord, un autre ordre d'embauche et de licenciement » (§ 2).

« Des mesures contraignantes de la part des ouvriers dans le but de licencier ou d'engager telle ou telle personne sont des actes criminels qui seront punis », stipule le dernier paragraphe de la circulaire, qui propose, pour conclure, d'en informer les ouvriers et les employés de toutes les entreprises.

Pour savoir comment cette sorte de circulaire fut interprétée par les industriels sur place, il suffit de rappeler que même les statuts déjà reconnus et les accords collectifs qui inséraient les droits des comités d'usines furent très souvent ignorés et « d'après la loi » vidés de leur contenu.

Ainsi, par exemple, à la réunion des industriels d'Odessa, les propriétaires d'usines rejetèrent le statut en fait déjà reconnu par eux l'appelant « une fantaisie vide ». Et Gutnik, le représentant le plus intransigeant du capital, déclara que le statut des comités d'usines était inacceptable car il « contredit l'arrêté du gouvernement provisoire ». En cas d'application par la force du statut, l'orateur proposa de télégraphier aux ministères du Commerce et de l'Industrie, du Travail et de l'Intérieur et aussi d'en informer les patrons.

(15) *La nouvelle voie*, 15 octobre 1917, n° 1-2 « A propos de l'offensive contre le comité d'usine ».

La résolution proposée par « Proyoug » (industriels du Sud), annonça que la « classe ouvrière ne rencontrant aucun obstacle dans ces conquêtes économiques, dépassait la limite au delà de laquelle commenceraient la ruine et la destruction de l'industrie » (16).

En septembre tous les industriels d'Odessa, sentant le sol ferme sous leurs pieds, se réunirent pour voter une résolution encore plus radicale contre « l'irruption des ouvriers dans les domaines économique et technique des entreprises ». « L'état catastrophique du pays, dit la résolution, exige la plus forte augmentation possible de la productivité » et, dans ce but, considère comme indispensable :

1° Le remplacement du salaire à la journée par le salaire à la pièce ;

2° L'embauche et le licenciement par l'administration sans ingérence du comité ;

3° Le maintien des comités d'usines dans le cadre des droits qui leur sont octroyés par la loi ;

4° La réunion des ouvriers et de leurs comités à des heures non ouvrables ;

5° Le paiement des comités d'usines par les ouvriers eux-mêmes (17).

En conclusion la résolution proposa d'établir non seulement une responsabilité morale mais aussi matérielle dans le cas où elle serait violée par les industriels.

Plus caractéristique encore est « l'ultimatum » présenté par les capitalistes de la région minière de Bogoslov (Oural), aux ouvriers en grève.

« L'ultimatum » exigeait la restitution du pouvoir illimité du patron dans son entreprise : l'embauche et le licenciement constitue un droit imprescriptible et exclusif des patrons, des ordonnances intérieures sont établies par l'administration de l'usine pour rétablir les amendes et les sanctions, jusqu'au licenciement inclus, lorsque sont violés les règlements intérieurs. Le comité est éliminé de tout contrôle de la production et il n'est pas rémunéré. L'ordre et le temps des relations avec le comité sont fixés par l'administration. En cas de non exécution ou de violation de ces « règlements », l'usine de Nadejdinsk sera fermée et les ouvriers congédiés (18).

Comment les masses ouvrières réagirent-elles contre cette offensive ouverte du capital ?

Elles relevèrent le défi et répondirent par des grèves unanimes et prolongées.

(16) *Izvestia du Soviet des députés ouvriers d'Odessa*, n° 118, 28 août 1917. « L'enquête des industriels d'Odessa. »
(17) *Courrier professionnel du Sud*, n° 2, septembre 1917.
(18) *Le métallurgiste*, du 17 août 1917.

Les grèves des tanneurs du gouvernement de Moscou, des ouvriers du textile de la région de Moscou, des métallurgistes de Pétrograd, des typographes de Moscou et de Pétrograd, des ouvriers du pétrole de Bakou, des mineurs du Donbass — tels furent les épisodes frappants et les batailles isolées de la lutte héroïque commune que toute la classe ouvrière mena jusqu'à la révolution d'Octobre. On y relève un trait commun caractéristique : les patrons faisaient des concessions en augmentant les salaires, mais refusaient catégoriquement de reconnaître les droits des comités d'usines. Les ouvriers en grève présentaient leurs revendications et défendaient jusqu'au bout non pas tant l'augmentation des salaires que la reconnaissance des droits de leurs organisations d'usines.

Nous ne sommes pas en mesure, dans le cadre de ce travail, d'examiner toutes les étapes et tous les détails de cet « énorme conflit panrusse entre le travail et le capital », conflit qui, dans sa marche naturelle et inévitable, mena le prolétariat vers la prise du pouvoir politique et économique en Octobre. Cependant nous essayons de suivre les escarmouches qui se sont déroulées dans les secteurs particuliers d'un front continu de la lutte pour la « constitution d'usines ».

Le heurt le plus significatif et le plus âpre entre les ouvriers et les patrons eut lieu dans l'industrie du cuir de la région de Moscou.

Déjà les 5 et 9 juin fut signée une convention tarifaire commune à tous les ouvriers tanneurs. L'union de Pétrograd, par une pression organisée, exercée sur les entrepreneurs, obligea ces derniers à accepter les revendications des ouvriers. Les tanneurs de Moscou se montrèrent moins accomodants et refusèrent d'accepter la convention tarifaire et surtout le paragraphe sur la participation des comités d'usines à l'embauche et au licenciement.

Après de vaines tentatives de conciliation, les ouvriers du cuir se mirent en grève le 16 août.

La lutte dura deux mois et demi avec opiniâtreté et eut l'appui unanime de tout le prolétariat russe qui répondit à la grève des ouvriers du cuir par une aide aussi bien matérielle que morale. Toute la classe ouvrière suivait avec une attention intense le développement de la lutte des tanneurs, car la victoire des ouvriers moscovites ouvrait une phase nouvelle dans la lutte économique de tout le prolétariat russe et devait donner lieu à l'introduction de cette importante conquête révolutionnaire : le droit des organisations ouvrières à participer à l'embauche et au licenciement. Tout le capital organisé jugeait de la même façon la victoire des tanneurs. Aussi mobilisa-t-il toutes ses forces en soutenant au maximum les industriels, les dédommageant pour leurs pertes, etc. L'intervention du gouvernement provisoire et les efforts de « conciliation » du Mi-

nistère du Travail ne donnèrent aucun résultat et se brisèrent contre la ténacité du lock-out des industriels.

La grève se poursuivit dans l'enthousiasme et une parfaite discipline. Les comités d'usines qui se transformèrent en comités de grève, dirigèrent la lutte, informant et encourageant les ouvriers, collectant les dons, accordant les subsides et organisant, de la sorte, les masses ouvrières pour la lutte ultérieure.

Le comité central des ouvriers de la production du cuir adressa un appel à tout le prolétariat russe lui demandant de soutenir les grévistes qui avaient commencé la lutte contre le capital organisé dans le moment difficile de l'offensive générale de Kornilov et du capital (19).

Pas un seul groupe d'ouvriers dans les endroits les plus reculés de la Russie qui n'ait répondu à l'appel au secours.

Cependant la grève se trouva dans une impasse et il fallut abandonner la méthode pacifique pour des procédés plus énergiques. Le moment critique fut marqué par la réunion des délégués des entreprises de tannerie de Moscou avec les comités d'usines le 16 octobre, où fut entendu le rapport sur les pourparlers en cours avec les patrons. Les délégués exigèrent des actes et se prononcèrent pour le séquestre immédiat des fabriques et des usines qui refusèrent les revendications des ouvriers.

La résolution adoptée disait que « les ouvriers ne pouvaient pas et ne devaient pas renoncer à leur droit fondamental : la participation des comités d'usines au licenciement des ouvriers », mais qu'ils feraient des concessions et accepteraient les propositions du Ministère du Travail alors que les patrons les avaient rejetées, que ces derniers se moquaient des travailleurs en refusant de conclure un accord qu'ils avaient accepté en principe quatre jours auparavant. C'est pourquoi la conférence des comités d'usines décida :

1° De continuer la grève jusqu'à la victoire ;

2° De ne pas entrer en pourparlers avec la société des fabricants et des industriels tant qu'elle n'exprimerait pas clairement son accord manifeste de satisfaire les exigences des ouvriers ;

3° De s'adresser au Soviet des députés ouvriers et au bureau central des syndicats pour qu'ils exigent immédiatement un décret du gouvernement sur le droit des comités d'usines de participer au licenciement des ouvriers et des employés et sur la satisfaction des droits des ouvriers tanneurs que le Ministre du Travail avait lui-même reconnus justes.

Plus loin la résolution attirait l'attention sur le caractère politique du conflit avec les patrons qui s'appuyaient sur les troupes contre-révolutionnaires de Kornilov dans le but de diviser la classe ouvrière et de mener la révolution à sa perte.

(19) *La voix de l'ouvrier tanneur*, n° 2-3 du 7 octobre 1917. « La chronique d'une grève moscovite et son développement », voir *La voix de l'ouvrier tanneur*, n° 2-3 et n° 4-5.

Partant de cette considération la réunion exige :

1° Le transfert du pouvoir aux mains des Soviets ;

2° La séquestration immédiate des entreprises où l'accord entre ouvriers et patrons n'avait pas eu lieu ;

3° L'établissement d'une responsabilité juridique des industriels en cas de conduite irrégulière et contraire aux intérêts du pays et de leur entreprise. Si, déclaraient les délégués dans leur résolution, les ministères du Travail, de la Guerre et du Commerce et de l'Industrie ne prenaient pas des mesures pour régler le conflit avant le 18, nous exigerions la séquestration, par le Soviet des députés ouvriers, des fabriques et des usines n'ayant pas conclu une convention collective. Après le 18, les comités d'usine commenceront à préparer les mesures pratiques pour la séquestration : inventaire des marchandises, des machines, etc.

Cette position de combat sur laquelle les ouviers tanneurs se mirent d'accord à la fin de la grève força certains patrons travaillant pour le marché privé, et qui subissaient de grosses pertes, à engager des pourparlers séparés. Au cours de la lutte, l'Union des entrepreneurs jusqu'alors unie, se disloqua ; la section pour la fabrication des petites peaux s'en détacha, puis celle de la chaussure et de la bâche. Afin d'éviter la désagrégation, la Société des industriels fut obligée d'accorder des concessions aux ouvriers. Voici comment **La voix de l'ouvrier tanneur** jugea les résultats et l'importance de cette grève fameuse dans l'histoire des comités d'usines : « Jusqu'à présent la lutte des ouvriers, faute d'exigences de principe et de droit, s'est terminée par un échec. L'exigence fondamentale des tanneurs grévistes était le caractère juridique : le droit de la participation du comité d'usine à l'embauche. Cette grève a prouvé que pour le prolétariat organisé et ferme dans la lutte il n'y a pas d'obstacle infranchissable » (20).

Presque simultanément la même lutte pour la reconnaissance des comités d'usines et de leurs droits s'engagea dans d'autres branches de production.

A partir du 1er août les propriétaires des imprimeries de Moscou et de Pétrograd passèrent à l'offensive contre le deuxième accord des commissions autonomes. Ils commencèrent à s'organiser en hâte, créèrent un fonds d'assurance en cas de grève, établirent des « listes noires » d'ouvriers qualifiés ayant quitté le travail à cause du barême. L'union des typographes démasqua la politique de lock-out de ses patrons et déclara au nom des typographes que les ouvriers relèvent le défi et sont prêts à défendre leurs droits. La société des patrons interdit catégoriquement à la « section typographique » de leur union d'accepter des « règles autonomes » et déclara, lors de la consultation interministérielle, que les patrons étaient prêts à faire des concessions sur les salaires mais non sur les « règlements auto-

(20) *Voix de l'ouvrier tanneur*, n° 4-5. « A propos de la grève moscovite. »

nomes » qui devaient être « réduits aux neuf dixièmes ». En même temps la consultation se prononça contre la nomination des « commissions autonomes » les considérant comme socialistes (21).

A la restriction de leurs droits à l'autogestion, les typographes répondirent par une grève unanime et avec le soutien des syndicats obtinrent satisfaction pour la plus grande partie de leurs exigences.

Les ouvriers du textile de la région de Moscou durent soutenir une lutte beaucoup plus longue et plus opiniâtre. L'union de l'industrie textile associée refusa catégoriquement toute concession luttant par le lock-out et le sabotage contre les ouvriers qui exigeaient l'allègement des conditions difficiles du travail et la reconnaissance aux comités d'usines du droit à l'embauche et au licenciement. La grève des ouvriers du textile de la région industrielle d'Ivanovo-Kinechem se distingua par une combativité particulière. Elle se prolongea jusqu'à la révolution d'octobre (22).

Au cours de la lutte acharnée avec les patrons, les ouvriers du textile arrivèrent à la même conclusion révolutionnaire que les ouvriers tanneurs. Le 9 octobre l'assemblée commune des délégués et des comités d'usines de toutes les filatures de la région de Moscou (lorsqu'il devint évident, après lecture du rapport sur les pourparlers que les capitalistes seraient intraitables) déclara sans ambages que « deux cent mille ouvriers organisés du textile sont prêts à chaque instant, dès le premier appel du soviet, à engager la lutte pour la prise du pouvoir par les Soviets et appelle le Soviet des Députés ouvriers à des actions décisives, à la lutte contre le sabotage des patrons et contre l'activité nuisible du Gouvernement Provisoire » (23).

Dans leur lutte pour les droits des comités d'usines et pour la convention collective, les ouvriers des autres industries parvinrent aux mêmes décisions.

La lutte des métallurgistes de Pétrograd contre les patrons se termina par le même refus de reconnaître la convention collective et cela, malgré l'intervention du Ministre du Travail et en dépit de plusieurs consultations interministérielles.

A Moscou les conflits entre les entrepreneurs et les comités d'usines commença à s'aggraver tout de suite après la défaite du prolétariat en juillet. Pour caractériser les relations entre les patrons et les ouvriers citons, par exemple, le conflit surgi à l'usine Kramer en août 1917. La direction déclara qu'elle ne pouvait pas accepter la présence d'un membre du comité

(21) Voir *La marche des pourparlers tarifaires des typographes*, dans la revue *Imprimerie*, n° 7-8, août-septembre 1917.

(22) Voir le livre consacré à la grève des ouvriers du textile de la région Ivanovo-Kinechem par Klimokhine, 1918.

(23) *Izvestia du Soviet des Députés ouvriers de Moscou*, n° 185. « Union des ouvriers du textile ».

d'usine lors de l'embauche. Le comité d'usine et l'union des métallurgistes qui le soutenait répondirent qu'ils ne tolèreraient pas l'embauche par décision unilatérale de l'administration. Et lorsque le 10 août l'administration embaucha, à l'insu du comité d'usine, 6 ouvrières et un garçon, le comité d'usine refusa de les admettre au travail. Alors la section de la sidérurgie de l'union des patrons proposa à la direction de traduire le comité d'usine et l'union des métallurgistes en justice, le comité d'usine pour « violence et arbitraire », l'union des métallurgistes pour « participation à cette action en qualité d'instigateur ».

En se basant sur une longue série de finasseries juridiques et sur les vieux décrets tsarites, en engageant un procès de droit commun contre les organisations ouvrières qui luttaient pour leurs droits, l'union des patrons proposa : « Tant que les ouvrières et le garçon ne seront pas admis au travail, l'usine sera fermée parce que le droit à l'embauche et au licenciement constitue un droit inaliénable de la direction selon le § 424 du Code du travail industriel et « autres règlements légaux » qui, malgré la révolution, représentaient toujours les « normes juridiques » régissant les entreprises. Il va de soi que l'union des patrons couvrit cette justice sommaire des phrases habituelles sur le devoir « patriotique » dans ce « moment tragique » et appela même les ouvriers à respecter « la légalité, l'ordre et le travail, à atténuer autant que possible les conflits de classe, à respecter les droits et la liberté et à augmenter au maximum la productivité qui diminuait sans cesse ».

La lutte pour la convention collective chez les métallurgistes de Moscou prit un caractère de longue durée. La réponse des patrons aux revendications des ouvriers fut, selon la déclaration de l'union des métallurgistes, non seulement un refus total mais une attaque certaine. Les capitalistes s'organisèrent, provoquant les ouvriers à l'action.

La conférence régionale des ouvriers métallurgistes qui eut lieu à Moscou au début de septembre engagea toute son autorité dans la défense des droits des comités d'usines. « La tâche à l'ordre du jour », dit la résolution prise à la conférence, c'est la lutte active pour le droit du comité d'usine de contrôler l'embauche et le licenciement, question vitale pour toute la classe ouvrière ». La conférence exigea la révision immédiate de la loi du 23 avril et protesta « contre la politique du Ministère du Travail qui provoque et aggrave l'offensive contre-révolutionnaire de la bourgeoisie contre tous les droits des comités d'usines, acquis par la révolution ». « La conférence recommande aux unions de défendre ces droits par tous les moyens en leur pouvoir, en développant la lutte à l'échelle de tout le pays » (24).

La grève des menuisiers dura elle aussi plus d'un mois et se poursuivit pour quelques points de droit jusqu'au moment

(24) *Izvestia du Soviet des Députés ouvriers de Moscou*, n° 85. « La conférence régionale des métallurgistes ».

où la révolution d'Octobre fit pencher la balance définitivement en faveur des ouvriers.

La résistance unanime par laquelle le prolétariat risposta à l'attentat contre ses conquêtes révolutionnaires prouve que le retour à l'arbitraire d'autrefois était impossible. « La constitution d'usine » devint non seulement un « fait accompli », mais aussi un fait nécessaire dans le nouvel ordre de la production. Le combat qui se développa autour de la participation des comités d'usines à l'embauche et au licenciement devait répondre à la question : qui affermira sa domination économique et politique ? L'ingérence dans ces questions représentait une irruption dans le domaine de la production et entraînait d'autres démarches vers la conquête du contrôle ouvrier et la normalisation de la vie industrielle. Mais faire ces démarches sur le plan économique était impossible sans la prise du pouvoir politique par le prolétariat.

Le cours normal, inévitable et logique des événements amenait à de telles conclusions. Il est évident que ce ne sont pas les pitoyables circulaires limitatives du Gouvernement Provisoire ni même la rage des capitalistes qui pouvaient changer le cours des événements.

La lutte aguerrit seulement le prolétariat et resserra ses rangs. Une puissante protestation sortie du fond des fabriques et des usines, contre la limitation des droits des comités d'usines se répandit dans tous le pays.

Presque toutes les résolutions des réunions ouvrières dans les entreprises, les assemblées de délégués et les conférences exigeaient la suppression immédiate des circulaires « limitatives » et la révision de la loi sur les comités d'usines. Suivaient les exigences du contrôle ouvrier de la production et la prise du pouvoir par les Soviets des Députés Ouvriers.

Après avoir examiné la campagne contre les comités d'usines par les patrons organisés et la politique du Ministère du Travail dans ce domaine, la troisième conférence des comités d'usines de la ville de Pétrograd déclara que l'application des circulaires menaçait de détruire ces comités qui sont les organes les plus directs et les mieux adaptés à la lutte contre la désorganisation économique. « En ce moment, dit la résolution, alors que la contre-révolution se raffermit, que la désorganisation atteint son point culminant, qu'on décèle des signes de règlements de compte et que vont être fermées ou évacuées toute une série d'usines, un travail intense, ininterrompu des organes d'usines et de leurs soviets centraux, est indispensable. Dans un tel climat la campagne contre les comités est un vrai crime contre la révolution. Et, dans cette action criminelle, la solidarité du Ministère du Travail avec le Comité principal des organisations patronales doit servir de leçon à la classe ouvrière quant au résultat funeste de la politique de conciliation ».

La résolution indique plus loin que les circulaires violent la loi du 23 avril et mettent ainsi les comités d'usines « hors la loi et confirment l'absolutisme du patron dans les usines et les ateliers ».

« Clairement consciente que seules l'élimination du pouvoir de la bourgeoisie et la cessation pour elle de la possibilité d'utiliser l'appareil d'Etat à ses buts de brigandage, s'avèreront comme une garantie effective du développement libre et systématique des organisations ouvrières, la conférence décide d'obtenir :

1° L'abrogation immédiate des circulaires du Ministère du Travail des 28 et 29 août ;

2° La ratification par voie législative des droits dont les comités d'usines jouissent à l'heure actuelle sur la base du droit révolutionnaire coutumier ;

3° De confier au Comité Central l'examen et l'élaboration d'une nouvelle loi sur l'embauche ;

4° De continuer sur place le travail des comités d'usines sur les mêmes bases en l'approfondissant et en l'élargissant dans le sens du contrôle ouvrier effectif sur la production et la distribution ;

5° De ne pas permettre d'éliminer de la liste du personnel les camarades du comité et d'exiger pour eux un salaire moyen » (25).

Après les comités d'usines de Pétrograd ce sont ceux de Moscou et de province qui exigèrent la révision de la loi du 23 avril et l'abrogation des circulaires du Ministère du Travail.

La deuxième conférence municipale des comités d'usines de Moscou en octobre 1917 protesta elle aussi contre les circulaires du Gouvernement Provisoire qui, par ses arrêtés, avait mis les instruments de combat entre les mains des capitalistes. Aussi exigea-t-elle leur abrogation immédiate (26). Quant à la question de la législation ouvrière la Conférence adopta la résolution suivante :

« La législation ouvrière de la période pré-révolutionnaire poursuivait un seul but : affermir la servitude de la classe ouvrière en essayant de rendre impossible sa lutte pour sa libération politique et économique. En période de révolution, il faut à la classe ouvrière une législation telle qu'elle lui donne toutes les possibiités pour continuer la lutte et consolider ses conquêtes.

Les lois promulguées par le Gouvernement Provisoire ne pouvaient pas satisfaire les ouvriers, certaines mêmes suscitèrent leur colère. Jusqu'alors aucune loi n'avait encore été

(25) Voir la résolution de la 3e conférence du Comité d'usine de Pétrograd ; *Revue du Soviet panrusse des comités d'usines*, « Nouvelle voie », n° 1-2, octobre 1917.

(26) Voir la résolution des *Izvestia du Soviet des Députés ouvriers de Moscou*, n° 191. « La 2e conférence municipale des Comités d'usines. »

édictée en vue de maintenir les avantages acquis par les ouvriers et la révolution : la journée de 8 heures, le salaire minimum, la participation au contrôle de la production à l'embauche et au licenciement avec l'accord des syndicats et sous l'égide des comités d'usines, l'assurance d'Etat contre le chômage, etc. La loi insuffisante du 23 avril sur les comités ouvriers, gênant l'activité de ces derniers et provoquant nombre de conflits lors de son application avait été encore rendue plus nuisible par les circulaires de Skobelev, promulguées pour plaire à la bourgeoisie. »

On trouve dans cette déclaration l'appréciation par le prolétariat de la législation du Gouvernement Provisoire. Une telle « législation » pouvait-elle garantir et protéger les intérêts de la classe ouvrière ?

Certainement non. Et la résolution se terminait par ces mots énergiques : « La législation ouvrière ne peut garantir la défense des intérêts du travail et consolider les conquêtes de la classe ouvrière que si elle est mise en application par les ouvriers eux-mêmes et par le pouvoir révolutionnaire des Soviets » (27).

La classe ouvrière accomplit une longue évolution avant de poser cette revendication nette et claire. A travers le servage, la surveillance bureaucratico-policière, l'arbitraire de l'absolutisme patronal, la classe ouvrière était arrivée à cette conclusion que sa vie et son œuvre ne doivent dépendre que de ses propres mains et de sa propre raison prolétarienne.

Ainsi dans la lutte pour la « constitution d'usine » la classe ouvrière a compris la nécessité de devenir elle-même patron de l'entreprise. Une nouvelle tâche s'est dressée devant elle : s'emparer du pouvoir politique et économique. Le chemin qui y menait passait par le contrôle ouvrier et la lutte pour y parvenir a constitué la page la plus éclatante de l'histoire des comités d'usines.

La lutte pour le contrôle ouvrier

Ce n'est pas tout de suite que le problème du contrôle ouvrier de la production et de la distribution devint le problème fondamental et définitif de la révolution.

Les tâches économiques de production avaient avancé graduellement avec l'élargissement de ce cercle vicieux dans lequel la domination anarchique du capital avait mis le pays. Dans les résolutions des premières réunions et conférences ouvrières, l'exigence du contrôle ouvrier, tel qu'il avait déjà été défini à la conférence des comités d'usines de Pétrograd (30 mai - 5 juin) n'est pas encore avancée. Par exemple, la conférence du 13 mars 1917 qui, pour la première fois avait unifié les comités d'usines des plus grosses entreprises travaillant pour

(27) Izvestia du Soviet des Députés Ouvriers de Moscou, n° 189. « 2e conférence des comités d'usines. »

l'artillerie tombées entre les mains des ouvriers par suite de la fuite de l'administration, déclara que les ouvriers n'accepteront pas d'assumer la responsabilité de l'organisation technique administrative et économique de la production tant que ne sera pas réalisée la complète socialisation de toute l'économie étatique et privée.

A ce moment l'attention principale des organisations ouvrières était fixée sur la normalisation des rapports capital-travail, sur la nécessité de créer une administration ouvrière autonome. « En ce qui concerne les rapports capital-travail et les règlements intérieurs de l'usine, dit la résolution de la même conférence, les ouvriers forment une organisation démocratique avec des comités élus par toute l'usine et par les corporations particulières dans le but de défendre les intérêts du travail ». Quand l'administration principale du département d'artillerie refusa, sous menace de lock-out, les revendications des ouvriers, ceux-ci répondirent : « Les ouvriers ne travailleront pas dans les conditions de l'ancien régime. »

Dans le premier document élaboré par le Soviet de Pétrograd sur les tâches des comités d'usines, on ne trouve pas un mot sur le contrôle ouvrier ni sur les fonctions économiques des dits comités. Ces tâches se limitaient « à la solution des questions touchant les relations entre les ouvriers et les patrons ou leur administration ».

Cependant la vie élargit les limites préconçues et posa des problèmes nouveaux et plus complexes.

La production avait été ruinée au cours de 3 ans de guerre, 40 à 50 % des valeurs matérielles du pays avaient disparu. La désorganisation de la production, la diminution du rendement du travail, la faillite des finances, la désagrégation des transports, la crise alimentaire, le chômage grandissant, la paupérisation des masses travailleuses, tels étaient les symptômes de la proche catastrophe économique et de la ruine du pays. La politique économique destructrice de la bourgeoisie réagissant par peur du prolétariat contre toute tentative de normaliser la production n'avait fait que hâter sa décomposition.

L'ouvrier avait découvert un intérêt plus profond et plus vital dans le travail ininterrompu. Heureux de produire, sa pensée et son énergie se tournaient avec une insistance grandissante vers le maintien économique de l'activité de son usine. Cette identification avec l'établissement avait commencé par la mise en place d'une garde chargée de surveiller les entrées et sorties des produits. Ce contrôle embryonnaire portait un caractère occasionnel. Il était dicté avant tout par l'instinct de conservation. Cependant, même les premières formes de contrôle rencontrèrent la résistance du capital. Celui-ci y voyait la réduction de son pouvoir et ne pouvait pas l'accepter. Une lutte s'engagea déjà autour de ces premières tentatives.

Les ouvriers substituèrent aux postes de garde le contrôle jugé indispensable par les règlements intérieurs. Dès lors les contradictions des relations capitalistes se révélèrent à eux avec une clarté impitoyable. Le passage du contrôle passif au contrôle actif était dicté par la même logique de conservation. L'intervention des comités ouvriers lors de l'embauche et du licenciement fut le premier échelon vers l'ingérence active des ouvriers dans le processus de la production. C'est pourquoi les capitalistes opposèrent une telle résistance. Plus tard le passage vers les formes supérieures du contrôle technique et financier devint inévitable.

Cela plaça le prolétariat devant un nouveau problème : la prise du pouvoir, l'établissement de nouveaux rapports de production, la dictature économique et politique du prolétariat.

Le contrôle ouvrier, devenu entre les mains des ouvriers un lourd marteau, écrasa l'autocratie du capital dans le pays et à l'usine. Cette tâche mit fin au rôle historique de la bourgeoisie.

Ces traits généraux du développement du contrôle ont été confirmés par les faits.

Au cours de sa lutte opiniâtre contre la classe ouvrière, la bourgeoisie accusa celle-ci d'avoir des « exigences excessives » et de désorganiser la vie industrielle du pays. La presse bourgeoise dépeignait la classe ouvrière comme la seule coupable de la ruine économique. Cependant les faits prouvent le contraire. L'ouvrier, il est vrai, s'efforçait, grâce à la révolution, de maintenir son maigre budget au niveau du temps de paix ; mais il n'y réussissait guère. Voici les chiffres de la Bourse du Travail publiés par la presse en décembre 1917 : de février à octobre la hausse des salaires des ouvriers moscovites a atteint en moyenne 53 % et dans quelques cas isolés 100 %. Pendant le même laps de temps les prix des produits de première nécessité ont augmenté en moyenne de 112 %, pour le pain de seigle la hausse fut de 150 %, pour les pommes de terre de 175 %, pour les vêtements et les chaussures de 170 % ; de plus au début de la révolution le retard des salaires sur les prix était inférieur à ce qu'il devint ensuite surtout lorsque la résistance du capital augmenta sa pression pour obtenir une baisse des salaires.

Voyons maintenant l'état de l'industrie pendant cette période. De mars à juillet 568 entreprises furent arrêtées occupant 104.372 ouvriers dont 53.500 travaillaient dans 49 grosses entreprises de cotonnades. Cause de fermeture : manque de matières premières et de combustible pour 367 entreprises soit 82.882 ouvriers ; absence de commandes pour 47 des plus petites d'entre elles soit 3.896 ouvriers. Les « exigences excessives » et « les malentendus avec les ouvriers » causèrent seulement 57 cas de fermeture d'entreprises occupant moins de 10.000 ouvriers. Les usines travaillant pour l'intendance de guerre furent les plus atteintes. Privées de fournitures mais gardant d'énormes bénéfices, les capitalistes préférèrent fermer les portes plutôt que d'investir leurs capitaux afin de rééquiper.

Les industriels « patriotes » tentèrent de fermer les usines qui travaillaient pour la défense dès qu'elles cessèrent de leur donner des superbénéfices. Ce fut le cas de Goujon, Bari, Bramley à Moscou, de l'usine de construction de locomotives à Kharkov, des usines Maltsev (« à la suite de la révocation arbitraire de l'administration par les ouvriers à l'usine de Ditkov »). Au Donbass 77 entreprises furent arrêtées. Le sabotage et le lock-out devinrent un système. Le célèbre « sabotage de Likinsk » peut être considéré comme une manifestation typique. Le propriétaire, l'ancien contrôleur d'Etat Smirnov arrêta les usines, soi-disant faute de combustible et évoquant l'urgence de réparation des machines. Cependant l'enquête de la commission spéciale du conseil d'usine fit savoir qu'il restait du charbon pour 3 mois et que les machines avaient seulement besoin de réparation courante. Le comité d'usine s'adressa à tous les organes créés par la révolution et aucun ne fut capable de l'aider dans sa lutte contre le sabotage du patron et d'obliger ce dernier à faire remettre en marche. Même le Ministre du Travail admit devant les représentants des ouvriers de la Manufacture de Likinsk qu'il s'agissait d'un « phénomène général » et il ne proposa aucune issue à la situation. Le Ministre du Commerce et de l'Industrie, Paltchinski, proposa de résoudre le conflit relatif au retour des administrateurs congédiés à l'aide d'une commission paritaire, suggestion qui avait été acceptée par le patron.

Ainsi fut démasqué aux yeux des ouvriers le lock-out dissimulé et le sabotage de Smirnov qui était à cette époque président du comité des industries de guerre de Moscou et membre de l'organisation patronale des filateurs de coton. Derrière lui se tenait tout le capital organisé de la région industrielle de Moscou, celui qui dictait la politique de sabotage. Même le pouvoir d'Etat était sans force devant lui car, au lieu de diriger des poursuites contre les saboteurs, il proposait de se réconcilier avec eux dans une commission paritaire. Il est évident que les ouvriers n'avaient qu'une seule issue possible : prendre la production en mains.

La politique de sabotage et de lock-out des industriels cotonniers de la manufacture de Likinsk s'étendit à toute la région centrale et amena les ouvriers du textile à la grève générale.

Pour combattre le lock-out dans cette branche fut convoquée les 16 et 17 juin, une conférence des comités d'usines des 164 entreprises textiles de la région industrielle centrale partiellement ou entièrement soumises à l'action destructrice de la « politique de Likinsk.

« Le prolétariat du textile a très bien compris le plan des patrons qui ont recours au sabotage et au lock-out pour porter

un coup aux intérêts essentiels de la classe ouvrière », déclara la conférence qui appela à répondre coup pour coup par la résistance unanime (28).

Le « Plan » fut effectivement compris par toute la classe ouvrière. Le prolétariat se trouva devant le dilemme : « se soumettre à la réduction de la production ou risquer d'être licencié en intervenant activement dans la production et en prenant en mains le contrôle et la normalisation des travaux dans l'entreprise ».

Ainsi fut posée la question à la première conférence des comités d'usines par le délégué ouvrier de l'usine Poutilov où 40.000 ouvriers travaillaient sous la menace constante de la fermeture de l'entreprise du fait du manque de combustible. Ainsi se présentait-elle devant tout le prolétariat russe.

Par la bouche des orateurs surgis directement de la masse ouvrier, la conférence dévoila l'un après l'autre les faits de sabotage des capitalistes et parla de prendre en mains le contrôle de la production et de la distribution des produits.

« Le contrôle est inévitable si nous voulons vivre seuls et sauver la production pour l'avenir ». C'est ainsi qu'on peut formuler l'appréciation unanime de la conférence et sa manière d'aborder le problème du contrôle.

« La bourgeoisie est à la veille de la faillite. Elle a prouvé sa totale incapacité à prendre part à la création de nouvelles formes de la vie économique. »

« Le contrôle est indispensable, dit le député Naoumov, mais quel contrôle, organisé comment et par qui ? »

Dans la réponse donnée par les délégués, on voit déjà la ligne de classe définie par la conférence et qui se fait jour à travers toutes les décisions.

Malgré les tentatives de quelques mencheviks de réduire tout à des mots sur « le contrôle démocratique d'Etat », la résolution adoptée par la conférence d'après le rapport du camarade Zinoviev insiste sur le contrôle ouvrier d'une façon nette et décisive. « Ce n'est ni par la voie bureaucratique, c'est-à-dire par la création d'une institution à prédominance capitaliste, ce n'est ni par la sauvegarde du bénéfice des capitalistes et de leur omnipotence dans la production que l'on peut se sauver de la catastrophe. La voie du salut réside uniquement dans l'établissement d'un réel contrôle ouvrier. »

Plus loin la résolution contient tout le programme concernant ce contrôle qui fut la cause ultérieure d'une guerre cruelle contre le capital passé à l'offensive.

Les points principaux de ce programme peuvent se résumer ainsi :

(28) *Social-Démocratie*, n° 86 Moscou, 1917. « Le congrès pour la lutte contre le lock-out dans l'industrie textile ».

1° Le contrôle ouvrier doit se développer dans la normalisation complète de la production et de la distribution ;

2° Le contrôle ouvrier doit avoir son prolongement dans toutes les opérations financières et bancaires ;

3° Le passage aux mains des ouvriers de la plus grande partie des bénéfices et des revenus de la grosse économie capitaliste ;

4° L'organisation de l'échange des objets et machines agricoles contre les produits de la terre aux ouvriers par l'intermédiaire des coopératives ;

5° La réalisation du service obligatoire du travail, création de la milice ouvrière ;

6° Diriger la force ouvrière vers la production de la houille, des matières premières et des transports, vers la fabrication des produits en vue de la reconstruction économique ;

7° Prise du pouvoir par les Soviets.

Tel était le nouveau programme prolétarien conduisant à ce bouleversement grandiose qui fournit à la nouvelle classe organisatrice les moyens et les instruments de production et posa la première pierre de la nouvelle usine socialiste.

Ce programme reçut sa législation de principe et devint une plate-forme de combat pour le prolétariat à partir du moment où le VI[e] Congrès panrusse du parti social-démocrate bolchevik l'eût sanctionné.

Après le rapport du camarade Milioutine sur la situation économique et sur le contrôle ouvrier, le Congrès décida :

« La seule issue à la situation critique est la liquidation de la guerre et l'organisation de la production non pour la guerre, mais pour la reconstruction de tout ce qu'elle détruit, non dans l'intérêt d'un petit groupe d'oligarchies financières, mais dans l'intérêt des ouvriers et des paysans les plus pauvres. Une telle normalisation de la production en Russie ne peut être accomplie que par une organisation placée aux mains des prolétaires et semi-prolétaires ce qui suppose le transfert du pouvoir d'Etat à la classe ouvrière. En outre il est indispensable de prendre des mesures révolutionnaires catégoriques. »

Ce programme ébauché seulement par la conférence des comités d'usines s'éleva, lors du VI[e] congrès du parti social-démocrate russe (b), aux dimensions d'un programme économique harmonieux adapté au prolétariat en lutte pour le pouvoir. Revendiquant « l'établissement d'un contrôle ouvrier effectif » le Congrès définit les objectifs suivants :

« L'immixtion dans le domaine de la production en vue de la normalisation planifiée et de la distribution est nécessaire ; l'est aussi la nationalisation et la centralisaton des banques, la nationalisation d'une série d'entreprises syndiquées (par exemple entreprises pétrolifères, houillères, sucrières, sidérurgiques et des transports).

Pour appliquer le contrôle il faut prendre des mesures préventives : suppression du secret commercial, les comptabilités des marchands, des industries, des banques doivent être ouvertes au contrôle. Le recel des documents doit être déclaré et puni comme délit de droit commun. Périodiquement doivent être faits l'inventaire des réserves et la publication des disponibilités existantes avec l'indication des entreprises qui les possèdent. Pour lutter contre les lock-out secrets ou publics une loi doit être promulguée interdisant la fermeture des usines ou la réduction de la production sans l'autorisation du Soviet des Députés ouvriers, des syndicats et des comités d'usines centraux » (29).

Le contrôle ouvrier devint le mot d'ordre fondamental du prolétariat se heurtant dans une bataille sans merci avec le capital, et qui se dressa classe contre classe avec des slogans précis.

Quelle était la position de la petite bourgeoisie devenue par l'ironie de l'histoire le « Comité Exécutif » des cercles impérialistes du capital financier russe ?

Les soviets opportunistes et les « ministres socialistes » s'efforcèrent de trouver une plate-forme « d'unification » et de « conciliation » sur laquelle ils essayèrent d'unir les intérêts du travail et du capital. Comme drapeau, ils mirent en avant le principe paritaire. Dans ce but ils créèrent un Soviet économique où les intérêts de la bourgeoisie étaient représentés beaucoup mieux que ceux du prolétariat.

« Messieurs les capitalistes ont décidé de couper la route, écrit Lénine déjà le 7 mai dans la **Pravda** en jugeant les premières tentatives gouvernementales pour introduire des mesures dans le but de normaliser l'industrie. Dans les cercles ouvriers on prend de mieux en mieux conscience de la nécessité du contrôle prolétarien des usines et des syndicats. Et les brasseurs d'affaires « de génie » issus des milieux ministériels ou apparentés, ont eu une idée « géniale » : coupons-leur la route, entraînons dans notre sillage le Soviet des Députés ouvriers, but facile à atteindre tant qu'y prédomineront les populistes et les mencheviks. Etablissons un « contrôle public ». Cela aura l'air si important, si étatiquement intelligent... Et cela enterrera tout contrôle en fait, tout contrôle prolétarien, à coup sûr, sans bruit... » (30).

Mis en face de la grave désorganisation qui ne faisait que s'accentuer, non seulement le Soviet opportuniste mais aussi le Gouvernement Provisoire réalisèrent l'impérieuse nécessité d'intervenir dans le travail de destruction des capitalistes. Selon le mot de Lénine, Skobelev, dans un discours qui se voulait

(29) Voir *Le Parti Communiste russe, les résolutions de ses congrès et conférences.* Editions d'Etat Moscou, 1922.

(30) *Pravda*, n° 51, 7 mai 1917.

d'envergure ministérielle, en arriva à dire qu'il fallait prendre 100 % de bénéfice chez les capitalistes.

« Nous irons encore plus loin », menaçait le ministre menchevik dans son emballement (verbal) dépassant même les bolcheviks : « Et si le capital veut garder sa manière bourgeoise de gérer l'économie qu'il travaille alors sans pourcentage pour ne pas perdre la clientèle. Nous devons introduire un service obligatoire du travail pour messieurs les actionnaires, banquiers et industriels dont l'état d'esprit est morose car, jusqu'ici, aucun stimulant ne les excitait au travail... Nous devons forcer messieurs les actionnaires à se soumettre à l'Etat et, pour eux, il faut un service obligatoire du travail... »(31)

D'ailleurs, le sévère discours de Skobelev, était sans doute destiné aux oreilles des délégués qui assistaient à la réunion du Comité Exécutif du Soviet des Députés ouvriers, ceux qui croyaient encore à la phraséologie révolutionnaire des opportunistes. En réalité, c'est « à l'inverse » qu'il faut comprendre le discours de Skobelev. Un autre ministre, un « socialiste » également, Prokopovitch, prenant la parole plus tard et à une réunion plus « honorable », prononça effectivement devant le Conseil d'Etat à Moscou, le même discours avec les mêmes menaces mais « à l'inverse ». S'adressant non aux capitalistes mais au prolétariat, il proposa des restrictions et le service du travail non pour les patrons mais pour les ouvriers.

Voici ce programme du Gouvernement Provisoire et de la « démocratie » qui le soutenait dans la forme « rectifiée » par Prokopovitch et adopté le 12 août par l'organisation panrusse du capital :

1° Garantir les droits des patrons dans leur activité directrice par voie d'explications détaillées des droits des ouvriers et de la protection des intérêts violés par les manifestations anarchiques au moyen de mesures appropriées prises par le pouvoir ;

2° Etablir un contrôle d'Etat de la production pour donner des garanties aux ouvriers qu'il n'y aura pas de mesures préméditées contre eux ;

3° Etablir des prix fixes pour les produits de consommation et des salaires fixes ;

4° Limiter le bénéfice à un pourcentage normal, assurer le travail du capital monétaire dans l'industrie et préserver la population d'un enrichissement excessif des patrons à ses dépens ;

5° Promulguer une loi générale sur le service du travail, établir le nombre minimum des jours de travail par mois et le minimum de la production journalière ;

6° Coordonner les mesures dans un comité économique principal » (32).

(31) *Pravda*, n° 58 du 16 mars. « La catastrophe inévitable et les promesses excessives. »

(32) Prokopovitch : « L'économie nationale aux jours de la révolution ». Ed. d'Etat, « La coopération russe », 1918. Discours au Conseil d'Etat.

Il est intéressant de noter que ce programme du « contrôle d'Etat » fut sanctionné par le capital anglo-français qui dirigeait de loin la politique économique du Gouvernement Provisoire.

« Le capital français, belge et anglais investi dans les entreprises russes a déjà pris en considération la nécessité de se soumettre au contrôle et les représentants officiels de ce capital allié ont déclaré au Gouvernement Provisoire qu'ils accédaient à ses désirs de normaliser et de contrôler leurs entreprises ainsi que d'établir le bénéfice minimum ». Telle fut la déclaration faite aux journalistes moscovites le 16 juin par le ministre russe du Travail après un entretien avec Arthur Henderson, ministre anglais du Travail venu en Russie, selon sa propre déclaration, pour « aider le gouvernement par son expérience à résoudre les problèmes économiques et industriels à l'ordre du jour ». C'était sous l'influence de cet enseignement dû à « l'expérience » du capital anglais dans sa manière de conduire la classe ouvrière que le ministre russe du Travail bâtissait maintenant son programme. Mais pour que l'on ne pense pas qu'il introduisait le socialisme, il se dépêcha de donner lui-même cette explication : « Lorsque nous parlons de l'intervention décidée dans la production dans le but de normaliser et de contrôler, il ne s'agit pas ici évidemment de la production socialiste ni de socialisme d'Etat, mais de ce minimum de mesures dont a besoin la vie économique du pays et qui sont déjà appliquées en Angleterre. »

En effet, toute une série d'entreprises aux capitaux à prédominence anglaise (33) prenant en considération précisément ce programme « anglais » adressèrent au gouvernement russe une proposition visant à accepter le contrôle sur la même base que celui pratiqué en Angleterre, ceci afin que le gouvernement prenne sur lui la responsabilité d'établir les droits des ouvriers, de trouver « la solution au problème des salaires » et qu'il donne des « garanties contre la violation des personnes et des biens », « tant que la situation générale ne s'arrangerait pas et, en tous cas, jusqu'à la fin de la guerre ». Il est probable que les capitalistes anglais croyaient que le « contrôle », d'après leur recette, les garantirait contre les mesures excessives des ouvriers dont on réduirait les droits en leur interdisant les grèves, comme en Angleterre et, sous peine de prison et de déportation, toute « violation de l'ordre » ; en fait on détruisait la législation ouvrière.

Les capitalistes, aussi bien anglais que russes, ont fait un mauvais calcul en sousestimant la force de résistance de la classe ouvrière qui s'était mise, de ses propres mains, à trans-

(33) Dans son *Histoire de la deuxième révolution russe*, Milioukov indique les entreprises que voici : « La filature de Neva », « La Stéarinerie de Neva », l'usine cotonnière de Neva de Voronine, Lutch & Tchecher, l'usine cotonnière de Spassk, la brasserie de Kalinine, la raffinerie de pétrole russe, S. A. William Hartley.

former sa vie. Il est vrai qu'au début une partie du prolétariat s'illusionnait encore sur le contrôle « démocratique ». Ainsi, par exemple, la première conférence des comités d'usines de Moscou (23-25 juillet), contrairement à celle de Pétrograd (30 mai - 5 juin) croyait pouvoir se limiter au contrôle « démocratique » en l'occurence par les comités régionaux de ravitaillement : « Les comités régionaux de ravitaillement sont appelés à faire tout leur possible pour lutter contre la fermeture des usines d'importance vitale, contre le sabotage de la production ; ils doivent être créés sur la base de la démocratie révolutionnaire », disait la résolution adoptée à la conférence sur la normalisation de l'industrie. Et toutes les résolutions donnaient la priorité à cette reconnaissance accordée aux « institutions démocratiques d'Etat ». Les comités d'usines devaient jouer seulement le rôle d'auxiliaire en travaillant en liaison avec les organisations d'Etat. Cependant le développement de la lutte de classe enleva bientôt au prolétariat russe ses derniers restes de confiance dans les organes « démocratiques » et l'exigence d'un vrai contrôle ouvrier devint l'exigence unanime de toute la classe ouvrière.

A la deuxième conférence des comités d'usines de Moscou qui eut lieu au début d'octobre 1917 la revendication d'une organisation de la production avec participation des comités ouvriers et passage sous contrôle du pouvoir révolutionnaire de toutes les entreprises pratiquant le lock-out devint le slogan de combat.

La conférence est d'avis que :

1° Les Soviets des Députés ouvriers doivent prendre le pouvoir pour donner les terres aux paysans et aux comités agraires, pour établir le contrôle ouvrier, pour liquider la guerre, pour réorganiser la section de ravitaillement et convoquer l'Assemblée Constituante.

2° Les Soviets doivent tout de suite, de leur propre chef, décréter que les revendications des ouvriers seront satisfaites dans les branches de travail où, à l'heure actuelle, se prépare une grève ;

3° Les Soviets doivent ouvrir les entreprises fermées par le lock-out et tuer dans l'œuf toutes les velléités d'un complot organisé de la bourgeoisie ;

4° Le Soviet de Moscou doit envoyer ses délégués à Kiev, à Kharkov, en Sibérie, pour coordonner les actions contre Kalédine et pour ravitailler les grands centres en pain et en charbon.

La conférence déclare que les mesures prises par le Soviet dans ce sens seront soutenues par toutes les forces du prolétariat organisé (34).

(34) *Izvestia du Soviet des Députés ouvriers de Moscou*, n° 191. « 2e Conférence des Comités d'usines de Moscou ».

Dans sa lutte pour le contrôle ouvrier, le prolétariat des autres centres industriels arriva à la même conclusion : la prise du pouvoir par les Soviets.

La grève des ouvriers du Donetz qui dura près de six mois (avec interruption) et dont les exigences économiques les plus élémentaires avaient été rejetées déjà à la conférence de mai des patrons des charbonnages du Sud, mena le prolétariat du Donbass à la lutte révolutionnaire active contre le capital. La première conférence des comités miniers à Debaltsevo le 1er octobre 1917 constata les tristes résultats de la politique économique de la bourgeoisie et exigea une législation qui permettrait la réalisation du contrôle le plus strict de l'industrie et l'octroi aux organisations ouvrières des droits pour exercer le contrôle sur place ».

Mi-octobre une revendication semblable fut présentée par le congrès régional des Soviets des Députés ouvriers du Bassin du Donetz. Il désigna une commission pour mener les pourparlers avec les patrons, donna l'ordre, en cas de refus, de se transformer en comité de grève et d'obtenir satisfaction par la grève générale. « Nous considérons la grève générale des bassins du Donetz et de Krivorog comme le seul moyen d'attirer l'attention de tout le prolétariat et de l'opinion publique sur l'appui criminel du Gouvernement Provisoire aux rois du charbon, d'attirer l'attention sur la situation scandaleuse dans le bassin du Donetz contre lequel le gouvernement contre-révolutionnaire lutte par l'intermédiaire de l'expédition cosaque de Kalédine et par la nomination d'un dictateur avec pouvoirs absolus pour juguler non les patrons, mais s'acharner contre les masses « ouvrières affamées ».

La lutte des comités d'usines dépassait depuis longtemps déjà les limites étroites de l'usine tandis que les slogans et les revendications transformaient les exigences initiales de la constitution d'usine. Maintenant la lutte se poursuivait pour le droit à une mise en ordre rationnelle et utile de toute l'économie du pays. La lutte pour le contrôle ouvrier amena la classe ouvrière à la lutte pour le pouvoir des Soviets.

La lutte pour l'usine socialiste

Examinons maintenant comment les comités d'usines ont participé à la révolution d'Octobre. Il fallait unifier les manifestations dispersées des comités d'usines dans leur lutte pour le pouvoir des soviets. La première Conférence panrusse des comités d'usines, réunie du 17 au 22 octobre, à la veille de l'offensive révolutionnaire et de la prise du pouvoir par le prolétariat s'en chargea.

Le Soviet central des comités d'usines de Pétrograd choisit le bureau qui devait convoquer le Congrès. Ce bureau lança un appel à tous les ouvriers les exhortant à s'organiser pour

la lutte finale contre le capital et à créer leur centre de combat. Cet appel eut un grand retentissement. Des conférences de comités d'usines eurent lieu dans presque toutes les grandes villes industrielles russes. Les soviets des comités d'usines furent élus là où ils n'existaient pas encore. Les délégués à la Conférence panrusse reçurent pour instruction de présenter les exigences révolutionnaires décisives de caractère politique et économique. Les décisions et les instructions étaient centrées sur le contrôle ouvrier de l'industrie et la prise de tout le pouvoir par le soviet des députés ouvriers. Les actions décisives se déroulèrent à Pétrograd.

Avant la Conférence panrusse le prolétariat de Pétrograd convoqua sa quatrième conférence préparatoire des comités d'usines. Son esprit combatif et les décisions révolutionnaires qui y furent prises prédéterminèrent le chemin que devait suivre la Conférence panrusse.

Le camarade Derbychev indiqua nettement quel était ce chemin dans son rapport à l'ordre du jour : « Maintenant est arrivé le moment décisif de la bataille entre le prolétariat révolutionnaire et la bourgeoisie contre-révolutionnaire qui nous enserre dans un étau de fer. Notre tâche consiste à organiser nos forces aux bords de cet abîme où nous nous trouvons, et que l'on a creusé pour nous afin que nous puissions y précipiter les Kichkine et les Bourychine. Un complot est ourdi contre la révolution, nous devons être vigilants, fermes de caractère jusqu'au moment où l'on nous jettera ouvertement le gant. »

Un autre rapporteur, le camarade Skrypnik, formula ainsi la tâche principale des comités d'usines : «La tâche des comités d'usines consiste dans la lutte contre la contre-révolution par l'immixtion créatrice dans le domaine de la production. Il est nécessaire d'unifier l'activité de ces comités non seulement à Pétrograd mais partout. »

La page la plus éclatante s'inscrit ensuite dans l'histoire de l'ingérence révolutionnaire de la classe ouvrière dans la production : la première Conférence panrusse des comités d'usines passa en revue les forces ouvrières prêtes au combat à la veille d'Octobre.

Les rapports des délégués locaux, le premier jour de la Conférence, donnent un tableau des tentatives éparses, tantôt timides, tantôt audacieuses, du prolétariat pour s'immiscer dans le domaine de la production. Ils sont unanimes à souligner que, seule la prise du pouvoir politique peut réellement consolider les conquêtes des ouvriers et établir le droit de ces derniers d'influencer la vie économique.

Quel chemin faut-il suivre pour y arriver ? La Conférence trouva la réponse exhaustive à cette question après avoir entendu les rapports des camarades Trotsky et Kamenev à la séance du 19 octobre : « La Conférence panrusse des comités d'usines réunie en ce moment de danger mortel pour la révo-

lution, le peuple déclare : le gouvernement de la bourgeoisie contre-révolutionnaire perd le pays... Il fait traîner la guerre dans le seul but de tuer la révolution par la famine et de l'ensevelir sous les ruines de la vie économique dans son ensemble. Le salut de la révolution et la réalisation des buts fixés par les masses travailleuses résident dans la prise du pouvoir par les députés ouvriers, paysans et soldats. Le pouvoir soviétique doit proposer à tous les peuples un armistice immédiat et, jusqu'à la conclusion de la paix, il doit assumer la défense du pays révolutionnaire contre l'impérialisme mondial qui l'attaque. Le pouvoir soviétique doit donner sans tarder la terre aux comités agraires de paysans et établir le contrôle ouvrier dans la production et la distribution des produits à l'échelle nationale. »

A partir de la position de combat prise par la Conférence panrusse, la décision sur le contrôle ouvrier devait naturellement s'imposer.

1) « Après avoir renversé l'absolutisme sur le plan politique, explique la résolution, la classe ouvrière veut faire aussi triompher ses aspirations démocratiques sur le plan économique. L'idée d'un contrôle ouvrier est l'expression de cette aspiration, idée surgie en pleine ruine économique que la politique criminelle de la classe dominante a créée.

2) L'organisation du contrôle ouvrier est une manifestation saine de l'esprit d'initiative prolétarien dans le domaine de la production comme il l'est de l'activité du parti dans le domaine de la politique, de celle des syndicats dans le domaine des salaires, des coopératives dans le domaine de la consommation et des clubs dans le domaine de l'instruction.

3) Les ouvriers, plus que les patrons, sont intéressés au travail régulier et ininterrompu des entreprises. Sous ce rapport, l'introduction du contrôle ouvrier garantit les intérêts de toute la société contemporaine, de tout le peuple, bien davantage que le seul jugement autocratique des patrons guidés par des considérations de profit matériel ou politique.

Seul le contrôle ouvrier de l'entreprise capitaliste en prenant conscience de ses objectifs et de son importance sociale, créera les conditions favorables à l'instauration de notre ferme autogestion ouvrière et au développement d'un travail productif. »

Ces premiers points de la résolution adoptée définirent ainsi l'attitude de principe de la Conférence sur le rôle et la signification du contrôle ouvrier. Mais elle mit aussi en lumière les tâches pratiques du contrôle ouvrier, définit ensuite les cadres de son activité ainsi que son rôle parmi les organisations prolétariennes fondamentales : soviets, syndicats et comités d'usines.

En indiquant que la mise en place du contrôle ouvrier, dans les limites assignées par la décision de la Conférence, n'est possible que sous le pouvoir politique et économique du prolétariat, la Conférence, dans le dernier point de sa résolution, met en garde contre les manifestations isolées et désorganisées. « En exigeant le contrôle ouvrier à l'échelle générale la Conférence convie les camarades à le réaliser dès maintenant dans la mesure du possible selon les rapports de forces en présence et déclare incompatible avec les buts du prolétariat la main-mise des ouvriers sur les entreprises où ils travaillent, à leur profit personnel. »

Nous ne nous arrêterons pas sur les rapports pratiques, les communications théoriques et les réactions de la Conférence à l'égard des manifestations dispersées. En général, ces dernières se cristallisaient sur les points fondamentaux analysés par les résolutions citées plus haut. Les problèmes des échanges entre la ville et la campagne, des finances de la Russie, de la situation des transports et du ravitaillement de l'approvisionnement du pays en combustibles, toutes ces questions complétaient seulement le tableau de la décomposition de l'économie nationale et soulignaient la justesse et la nécessité des mesures révolutionnaires indiquées par la Conférence (35).

La Conférence ne pouvait ni préciser, ni détailler, ni ébaucher un plan concret de travail tant que la tâche fondamentale de la prise du pouvoir politique n'était pas résolue.

Les comités d'usines en reflétant l'état d'esprit des couches les plus basses de la population industrielle, se préparaient à la bataille décisive Les organisations ouvrières se transformaient en détachements de gardes rouges ; on ramassait les armes, on distribuait des tracts révolutionnaires, on organisait des meetings en appelant la classe ouvrière à la fermeté, à l'unité et à la décision, au combat. Le soviet central des comités d'usines était l'état-major des masses soulevées pour l'insurrection. Le comité militaire révolutionnaire créé le 20 octobre était composé des représentants envoyés par les comités d'usines, les syndicats, les organisations militaires et du parti.

C'est pour ainsi dire sous les yeux des autorités stupéfiées et décontenancées que presque imperceptiblement sans effusion de sang, par la seule poussée unanime et organisée des ouvriers et des soldats le pouvoir passa aux mains des Soviets des députés ouvriers. Le 26 octobre, au soviet de Pétrograd le camarade Trotsky déclara au nom du Comité militaire révolutionnaire que « le gouvernement provisoire n'existe plus ». Et au second Congrès panrusse des soviets la victoire du prolétariat fut consolidée par la proclamation du pouvoir des soviets, par l'élection du soviet des commissaires du peuple et par les premiers décrets de la révolution sur la paix et la terre.

(35) Voir les thèses et les résolutions de la première conférence panrusse des Comités d'usines dans *Nouvelle voie*, n° 3-4 consacré à la conférence.

La classe ouvrière accueillit la victoire avec enthousiasme. Mais ses représentants dans les organisations ouvrières, conscients de la difficulté des premières tâches, l'appelèrent déjà dans ces premiers jours de la révolution victorieuse, à se préparer à de nouveaux combats : « La révolution est en train de vaincre, la révolution a vaincu. Tout le pouvoir est passé à nos Soviets, ainsi s'adressèrent aux ouvriers de Pétrograd les organisations prolétariennes : le Soviet des députés ouvriers, le Soviet des syndicats et le Soviet des comités d'usines. Les premières semaines sont les plus dures. Il faut écraser définitivement la réaction qui est déjà brisée, il faut assurer le triomphe complet de nos aspirations. La classe ouvrière doit, est obligée de montrer ces jours-ci sa fermeté de caractère et son endurance afin que le gouvernement du peuple puisse accomplir toutes ses tâches. De nouvelles lois seront édictées ces jours-ci sur la question ouvrière : l'une des plus importantes portera sur le contrôle ouvrier de la production et sur la normalisation de l'industrie. Les grèves et les manifestations sont nuisibles à Pétrograd. Nous vous prions de cesser immédiatement toutes les grèves économiques et politiques, de reprendre le travail et de l'accomplir en ordre parfait. Les travaux à l'usine comme dans toutes les entreprises, sont nécessaires au nouveau gouvernement des Soviets car toute désorganisation nous crée de nouvelles difficultés qui suffisent sans cela. Chacun à sa place ! Le meilleur moyen de soutenir le gouvernement des Soviets en ces jours est d'accomplir son travail. »

Le pouvoir était maintenant aux mains du prolétariat. C'est avec un « œil de propriétaire » que celui-ci regardait l'héritage qui lui était échu sous la forme d'un appareil économique à demi détruit. Dès ses premiers pas, alors que son pouvoir était encore mal affermi, il était menacé par la désorganisation et par la ruine. La bourgeoisie opposait une résistance furieuse. Elle tendait avant tout à détruire l'appareil de l'Etat et à obtenir que les employés des institutions et des entreprises cessent leur travail. Ce que la classe ouvrière ne pouvait admettre. Et le Soviet Central des comités d'usines fit appel à tous les employés des industries pour soutenir le prolétariat, cesser le sabotage et la grève.

« Vous, employés, des ateliers et des usines, en tant que partie intégrante du prolétariat, vous devez venir à l'aide du pays, de la révolution. Vous devez mettre à la disposition des commissaires du peuple vos énergies et vos capacités pour remettre en marche, sur-le-champ, le travail de l'appareil de l'Etat et, par là, sauver de l'abîme la patrie déjà suffisamment torturée. Au nom du triomphe de la liberté et de la révolution nous faisons appel à tous les employés d'usines authentiquement révolutionnaires et dévoués à la classe ouvrière pour qu'ils participent à l'œuvre nationale en servant en premier lieu le commissariat au travail et les autres institutions de l'Etat. »

La situation réelle inspirait à la classe ouvrière angoisse et crainte. Elle la jugeait sainement sans illusions. A présent le prolétariat était devenu maître de ses usines et de son Etat, c'est pourquoi il devait sans tarder rétablir la vie économique.

« Il faut maintenant normaliser la production qui passe sous contrôle ouvrier avec la plus grande énergie possible. Il faut redoubler et redoubler encore d'efforts pour organiser la production en restaurant l'industrie qui, par la faute des capitalistes est en train de se décomposer, et en reconstruisant les transports détruits. »

Par cet appel au travail et à l'édification de la nouvelle usine qui venait d'être conquise commença le premier jour du pouvoir des ouvriers.

Du contrôle ouvrier à la gestion ouvrière

« La principale difficulté pour la révolution prolétarienne est de réaliser à l'échelle nationale l'inventaire et le contrôle le plus précis et le plus scrupuleux, le **contrôle ouvrier**, de la production et de la répartition des produits. » Voilà ce qu'écrivait Lénine à la veille de la révolution d'Octobre, dans sa brochure programmatique : **Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?** Et, liant la question du contrôle ouvrier à celle de la dictature du prolétariat et à celle de l'Etat en tant qu'organe de domination de **la classe**, il posait la question du contrôle en ces termes : « S'il s'agit de l'Etat prolétarien, **c'est-à-dire** de la dictature du prolétariat, le contrôle ouvrier **peut** devenir le recensement national, général, universel le plus minutieux et le plus scrupuleux de la production et de la répartition des produits. Là est la principale difficulté, la tâche principale de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire socialiste. Sans les Soviets cette tâche, du moins pour la Russie, serait insoluble. Les Soviets **décident** du travail d'organisation qui **permettra** au prolétariat de réaliser cette tâche de portée universelle. »

C'est ainsi que le camarade Milioutine, au VI[e] Congrès panrusse du Parti avait également défini l'importance du contrôle ouvrier au moment du passage au socialisme ; son point de vue fut approuvé par la majorité du Congrès : « Le contrôle ouvrier a été pour nous la première brèche faite pour donner aux ouvriers la possibilité d'entrer plus avant et plus directement dans le domaine de la normalisation et de la gestion de la production. » « Le contrôle de la production est à tel point vital que même si nous parvenons aux réformes socialistes, nous commencerons par le contrôle. Il est erronné de supposer que la dictature du prolétariat établira le socialisme. La dictature est une période de longue durée. »

C'est ainsi que fut considéré le contrôle ouvrier par le parti qui avait amené le prolétariat à la révolution d'Octobre. Avant cette date le contrôle ouvrier avait été le slogan de combat le plus populaire du parti ; c'est par lui que le parti assemblait et unissait les rangs ouvriers pour la lutte finale contre le capital.

C'est cependant la victoire du prolétariat qui permit de poser la question sur la réalisation pratique du contrôle ouvrier. C'est pourquoi, deux semaines après la révolution, le 14 novembre 1917, fut publié le décret sur le contrôle, depuis longtemps attendu. Pour la première fois la question de la normalisation de la production fut posée fermement de façon à mettre fin définitivement à « l'anarchisme saboteur des capitalistes ».

Le décret annonçait que dans toutes les entreprises où travaillaient des salariés, on introduisait le « contrôle ouvrier de la production, de l'achat, de la vente des produits et des matières premières ainsi que de la partie financière des entreprises ». « Le contrôle ouvrier est réalisé par tous les ouvriers d'une entreprise donnée par l'intermédiaire de leurs institutions électives : les comités d'usines, d'ateliers, les soviets de starostes, etc. ; en outre les représentants des employés et du personnel technique font partie de ces institutions. »

Pour la réalisation pratique, le décret proposait de créer sur place les soviets du contrôle ouvrier composés des représentants des syndicats, des comités d'usines et des autres organisations ouvrières, dont l'activité devait être dirigée par le Soviet panrusse du contrôle ouvrier. L'importance des mandats et leurs fonctions furent définies par le décret de la façon suivante : « Les organes du contrôle ouvrier ont le droit de surveiller la production, d'établir le minimum des fabrications de l'entreprise, de prendre des mesures pour fixer les prix de revient ; ils ont un droit de regard sur la correspondance et la comptabilité. Le secret commercial est aboli. » « Toutes les lois et circulaires qui gênent l'activité des comités d'usines et des autres comités et soviets d'ouvriers et employés sont abrogées. »

Le décret du 14 novembre n'a fait que dresser le bilan et légaliser ce qui, en fait, avait déjà été mis en pratique par les forces disparates du prolétariat dans les combats entre le capital et le travail. Jusqu'à la révolution d'Octobre le contrôle ouvrier ne pouvait cependant pas avoir eu d'importance pratique, économique, ni avoir pu jouer un rôle créateur. Il était beaucoup plus une arme de lutte, un moyen d'autodéfense, un mot d'ordre politique, qu'un système économique appliqué.

La pratique du contrôle ouvrier avant Octobre avait même parfois donné des résultats négatifs. Le souci naturel des comités d'usines d'aider les ouvrier à sortir de la misère et du chômage, les obligeait à jouer le rôle d'une sorte de

« rouage » chargé de se procurer par tous les moyens, matières premières, combustibles et autres matériaux indispensables à la production. L'administration des usines tendait parfois à utiliser les comités d'usines en leur confiant la responsabilité de l'entreprise, faisant imperceptiblement des organisations ouvrières ses agents et ses assistants. Si les patrons abandonnaient leurs entreprises et que les comités d'usines devenaient les maîtres par la force des choses, alors ces derniers s'appropriaient souvent le point de vue « patronal » et, oubliant l'utilité économique générale, défendaient leur propre usine, même si d'autres fabriques étaient plus importantes pour l'Etat et mieux équipées. La concurrrence et la tendance à s'arracher les maigres ressources qui assuraient la vie de l'entreprise mettaient les comités d'usine dans une situation de lutte économique réciproque, transformant ainsi les usines en « fédérations autonomes » de type semi-anarchique. Les anarchistes, profitant de ces tendances, exigeaient que la direction des entreprises passât aux mains des comités d'usines.

« Le contrôle de la production et les commissions de contrôle ne doivent pas être seulement des vérificateurs mais doivent, à l'heure actuelle, être ces cellules de l'avenir qui, dès à présent, préparent le transfert de la production aux mains des ouvriers » ; c'est ce que les anarchistes proposèrent dans leur résolution à la session du premier Congrès panrusse des comités d'usines, le 20 octobre.

Ces tendances se manifestèrent dans la pratique du contrôle ouvrier dès les premiers jours qui suivirent la révolution d'Octobre, d'autant plus aisément et avec d'autant plus de succès que la résistance des capitalistes était plus forte. Or, le prolétariat s'appuyait sur le pouvoir ouvrier et par la voie des organes révolutionnaires soumit les entrepreneurs récalcitrants. De l'arbitrage obligatoire à l'arrestation des patrons et à la mise sous séquestre des entreprises, la classe ouvrière acceptait d'utiliser tous les moyens pour briser la résistance des capitalistes.

« Nous, disaient les ouvriers dans leurs résolutions, n'écarterons pas les patrons nous-mêmes, mais nous prendrons la production en mains s'ils refusent de diriger leurs usines. » En effet, pendant cette période de nationalisation spontanée, « punitive », les comités d'usines se mirent souvent à la tête des entreprises dont les propriétaires étaient écartés ou avaient pris la fuite.

« Au lieu de la République des Soviets, nous nous basions sur la république singulière des artels ouvriers sur le modèle desquels se transformaient, semble-t-il, les usines capitalistes. Au lieu d'une rapide normalisation de toute la production et de la distribution, au lieu de mesures qui auraient constitué une approche vers une organisation socialiste de la société, nous trouvons une pratique qui rappelle les rêves anarchistes des communes productives autonomes. » C'est ainsi que le

camarade Stepanov, dans sa brochure **Du contrôle ouvrier à la gestion ouvrière,** dépeint cette expérience éphémère de gestion indépendante par des comités d'usines isolés les uns des autres.

A l'époque transitoire il fallait accepter les côtés négatifs du contrôle ouvrier, simple moyen de lutte contre le capital obstiné. Mais lorsque le pouvoir passa entre les mains du prolétariat « la politique de propriétaire » des comités d'usines isolées devint antiprolétarienne et les ouvriers eux-mêmes reconnurent l'insuffisance de leur contrôle. « La lutte contre la décomposition économique, le sabotage des patrons et de l'intelligentsia exige des mesures radicales en ce qui concerne l'organisation de l'économie nationale », dit la résolution adoptée le 27 janvier par les ouvriers du textile de Moscou qui proposèrent de « nationaliser l'industrie en éliminant ainsi les patrons saboteurs ».

Avant la nationalisation totale, la résolution propose une série de mesures préparatoires : réorganisation des organes de la normalisation, monopole d'Etat, obligation de se syndiquer et de se grouper en trusts. De nouveaux modes de normalisation de la production étaient indispensables car le contrôle ouvrier s'avérait insuffisant dans les conditions ainsi créées.

Déjà la première Conférence panrusse des comités d'usines concevait le contrôle ouvrier uniquement comme une étape vers d'autres modes de normalisation de la vie économique. « L'établissement d'un contrôle ouvrier dans diverses branches de la vie économique et surtout dans le domaine de la production n'est qu'une forme initiale qui, en se développant peu à peu, en s'élargissant et en s'approfondissant, se transforme en normalisation de la production et de l'économie du pays en général » ; ainsi la Conférence concevait-elle le développement ultérieur du contrôle ouvrier. « Notre voie est nouvelle, transitoire, disait le camarade Milioutine, rapporteur sur le contrôle ouvrier, nous dénions toute responsabilité à la classe des possédants. Le contrôle ouvrier, comme nous le comprenons, est possible seulement sous le pouvoir des Soviets. Par la suite ce système exigera la nationalisation de certaines branches de l'industrie et un contrôle au moment de la nationalisation des banques... Nous n'avons pas d'autre issue. »

Cette conception claire de l'essence du contrôle ouvrier amena à élargir les cadres du décret du 14 novembre. Ce décret n'était déjà plus qu'un moment dépassé dans l'histoire de la lutte pour fonder un nouveau type d'usine. Il n'avait eu pour tâche que de consolider les positions conquises et de sanctionner la victoire du prolétariat dans sa longue lutte économique contre le capital. La classe ouvrière s'affirmait désormais comme le créateur d'un système socialiste nouveau, fondant des valeurs et des rapports sociaux nouveaux. La réalisation du contrôle ouvrier, tel que le comprenait Lénine avant

la révolution, ne pouvait avoir lieu qu'avec l'aide de l'Etat prolétarien et à l'échelle nationale. Un tel contrôle devait inévitablement passer au stade de la normalisation publique, voire de l'organisation publique de la production.

Les commissions de contrôle déjà organisées auprès des comités d'usines, conformément au décret du 14 novembre, et les soviets du contrôle ouvrier, sont allés plus loin que le décret dans la fixation de leurs tâches et des limites de leur activité en se fixant comme but la normalisation publique de la production (36).

Certes, en pratique, une normalisation plus ou moins systématique ne réussissait pas toujours. Les industriels, comme nous le savons, opposaient une résistance opiniâtre, répondant aux tentatives des ouvriers par la fermeture en masse des usines. Ainsi, dans le Donbass, par exemple, les patrons des houillères essayèrent à maintes reprises de fermer les mines dont la remise en marche demandait toute une année. Dans l'Oural, les usines métallurgiques furent fermées dans des régions entières et les ouvriers ne touchèrent plus leurs salaires.

Le fameux conflit économique des 300.000 ouvriers du textile d'Ivanovo-Kinechemsk qui eut lieu après la révolution d'Octobre et l'immixtion forcée des organisations ouvrières dans le domaine de la production renforcèrent l'intransigeance des patrons et la menace d'une complète liquidation de la production. Ces menaces obligèrent les comités d'usines du textile à s'adresser au Soviet des députés ouvriers et à leur demander d'éditer un ordre pour qu'à l'insu des « gestions manufacturières » créées par les ouvriers, on n'enlève pas les matériaux et les machines-outils.

Si toutefois les ouvriers réussissaient à introduire le contrôle dans la plupart des cas, les propriétaires abandonnaient alors les entreprises, et il fallait bon gré mal gré les nationaliser. Les premiers arrêtés de nationalisation ou de confiscation furent pris tant à cause de la fuite des entrepreneurs que par leur sabotage opiniâtre (37).

Voici quelques exemples de pratique du contrôle ouvrier dans l'Oural : à l'usine de Bogoslovsk fut organisé un comité militaire révolutionnaire qui introduisit le nouvel ordre des choses par la voie administrative. Ce comité fut mis sur pied à cause de la résistance opposée à l'instauration du contrôle ouvrier. A l'usine de Néviansk il fallut désigner une commission administrativo-économique chargée cette fois, non pas du contrôle mais de la gestion de l'usine abandonnée par l'administration. Aux séances du contrôle ouvrier étaient examinées

(36) Voir dans l'organe du soviet du contrôle ouvrier pour la région industrielle centrale, *Le contrôle ouvrier*, n° 2 du 23 février 1918, l'instruction élaborée par le Soviet panrusse du contrôle ouvrier.

(37) Voir, par exemple, de tels arrêtés dans *Courrier du Commissariat au Travail*, n° 1, 1918.

presque tous les jours les requêtes de différentes usines qui exigeaient soit la répression des opposants au contrôle ouvrier, soit la remise des entreprises aux mains des ouvriers. La question des formes du contrôle fut résolue spontanément en fonction des situations de temps et de lieu. Cependant la nécessité d'un plan unique et d'organisations homogènes se faisait sentir chaque jour davantage.

Les premiers pas dans cette direction furent faits par le comité central des comités d'usines qui édicta le 6 février 1918 les instructions et le manuel pratique sur le contrôle. Tous les points essentiels de ces instructions élargissaient les cadres du contrôle et dépassaient de loin celles établies par le décret :

« Le contrôle ouvrier de l'industrie, comme partie intégrante de toute la vie économique ne doit pas être compris dans le sens étroit d'une simple révision mais, au contraire, dans le sens large de l'ingérence dans la gestion intérieure : capitaux, biens de l'entreprise, matières premières et produits manufacturés, exécution régulière des commandes, consommation de l'énergie et de la main-d'œuvre, participation à l'organisation de la production sur des bases rationnelles, etc. Le contrôle doit précisément être considéré comme un stade transitoire vers l'organisation de toute la vie économique du pays sur les bases socialistes, comme le premier pas indispensable dans cette direction, fait par la base parallèlement au travail au sommet dans les organes centraux de l'économie nationale. » Cette large interprétation du contrôle ouvrier précède les instructions données par le Soviet central des comités d'usines. Le décret définit le fonctionnement du contrôle ouvrier dans l'esprit de l'instruction proposée en confiant son application aux comités d'usines et à leurs associations : les soviets économiques de districts. Les comités d'usines ne sont déjà plus de simples observateurs des activités patronales, ils cessent d'être des « rouages » à la recherche de combustibles et de matières premières qui aident les capitalistes à maintenir leur entreprise en marche. Selon le sens des pouvoirs dont ils sont chargés, ils sont les guides effectifs de toutes les affaires de l'entreprise. Les comités d'usines peuvent arrêter les initiatives des patrons et de l'administration, et exiger qu'aucune mesure tant soit peu importante ne soit prise sans leur accord. Ils gèrent les produits manufacturés, les matières premières, le combustible, la main-d'œuvre ; ils établissent en commun avec les techniciens le plan des travaux, examinent les commandes avec l'administration et décident de leur exécution, ils démobilisent les entreprises et la main-d'œuvre, ils contrôlent les opérations financières et surveillent aussi le respect des intérêts du travail quant à l'ordre intérieur, le montant des salaires, les relations techniques et sanitaires ainsi que l'éducation culturelle (38).

Le schéma d'organisation élaboré par le Soviet central des comités d'usines en vue de l'application pratique du contrôle ouvrier se résume en gros ainsi : le comité d'usine désigne cinq commissions : organisation de la production, démobilisation, approvisionnement en matières premières, approvisionnement en combustibles et organisation du travail. Ces commissions de base peuvent créer des sous-commissions pour autant qu'il est nécessaire. Les comités d'usines s'unissent en soviets de district du contrôle ouvrier qui, à leur tour, s'unissent en soviets urbains, provinciaux et régionaux de l'économie nationale travaillant sous la conduite des soviets centraux des comités d'usines. Les soviets de l'économie nationale se divisent en secteurs selon les branches de l'industrie. Là où n'existe pas de soviets de l'économie nationale, tout le travail pratique pour diriger l'application du contrôle est effectué par le Soviet central des comités d'usines divisé à son tour en commissions correspondantes et en sections de production.

L'organisation du contrôle ouvrier prit un caractère de masse. Dans la seule région de Moscou, vers le 1er mars 1918, selon les données fournies par une enquête de la section du travail de l'Economie Nationale, il existait 22 commissions de contrôle.

Sur un nombre global de 326 entreprises interrogées, 284 affirmèrent qu'existaient en leur sein des commissions de contrôle ; dans 7 % seulement d'entre elles, les commissions n'étaient pas en fonction. Il s'agissait dans la plupart des cas de petites entreprises.

Le contrôle ouvrier s'appliquait en fait de la façon suivante : lorsque les usines avaient besoin de matières premières, de combustibles, d'argent, etc., le Soviet suprême de l'Economie Nationale, représenté par la section de production correspondante, exigeait des commissions de contrôle formées dans les usines des déclarations motivées, vérifiées ensuite sur place. Cette mesure s'imposait du fait que souvent les patrons abusaient de la confiance de ces commissions et profitaient de leur manque d'expérience dans les questions techniques et administratives. Très souvent les comités d'usines et les commissions de contrôle interprétaient trop libéralement ou trop arbitrairement les décrets et instructions sur le contrôle ouvrier. Des conflits surgissaient donc sur ce terrain non seulement avec l'administration des usines mais également avec le Soviet de l'Economie Nationale.

Aucun des problèmes en cours, concernant la vie de l'entreprise, ne pouvait être résolu sans les organes du contrôle ouvrier. Les conflits, la lutte avec les patrons, la liquidation

(38) Projet de l'instruction sur le contrôle ouvrier élaboré par le Soviet Central des comités d'usines, voir aussi « Statut des comités d'usines » dans *Nouvelle voie*, n° 1-2, 1918.

et la gestion des entreprises abandonnées pendant la révolution faisaient perdre un temps précieux.

Certains capitalistes menaient consciemment vers la liquidation de leurs entreprises, faisaient traîner en longueur le paiement des salaires ou quittaient la Russie au moment critique en emportant les capitaux disponibles ou en dissimulant les matières premières, le combustible ou toutes autres ressources indispensables. Dans de tels cas les commissions de contrôle faisaient l'inventaire des biens abandonnés et essayaient elles-mêmes d'organiser la production en la prenant en mains. Toutefois lorsque les patrons n'étaient plus là et que les usines n'étaient pas nationalisées, les comités d'usines interprétant largement les directives sur les commissions de contrôle, prenaient en fait la direction des entreprises. De ce point de vue le conflit très long et très vif qui eut lieu entre le comité d'usine et la direction de l'usine métallurgique « Langezipen » est significatif. Le comité d'usine et la commission de contrôle écartèrent effectivement le propriétaire, le citoyen allemand Langezipen, et se mirent à la tête de l'entreprise. Ni les commissions envoyées pour régler le conflit, ni même la désignation d'un commissaire du gouvernement ne purent résoudre ce conflit d'une façon satisfaisante. La situation dura jusqu'à l'automne 1918 où fut nommée, comme l'exigeaient les travailleurs, une nouvelle direction ouvrière.

De cette manière la tactique de sabotage de la bourgeoisie suscita un mouvement inverse de la part des ouvriers sous le mot d'ordre du « contrôle ouvrier ».

Cependant au moment où, surmontant la forte résistance du capital, le prolétariat se mit en devoir d'organiser la production, il se heurta à un nouveau sabotage, celui du personnel technique et administratif des usines, des spécialistes qui ne faisaient pas partie de la classe ouvrière mais dont elle ne pouvait se passer.

Le contrôle ouvrier dut résoudre la nouvelle tâche de surveillance constante et vigilante des spécialistes ; l'objectif était de les gagner afin de dépasser, avec l'aide des personnes sympathisantes ou loyales, l'ancienne lutte contre les patrons et jeter les premiers jalons de l'organisation de la nouvelle production. Au travers de ces heurts entre la classe ouvrière et les restes de la bourgeoisie, les hauts techniciens et les cadres administratifs, certains travailleurs des comités d'usines acquirent cette expérience administrative, technique et économique qui leur sera précieuse lorsque le passage du contrôle ouvrier à la direction ouvrière aura été accompli et que le besoin de directeurs d'usines issus du milieu ouvrier se fera sentir.

Ainsi graduellement les formes anciennes du contrôle évoluaient ; de nouvelles formes se cristallisaient, mieux adaptées à la situation économique et politique qui exigeait l'élimination définitive du capital comme organisateur de la vie économique du pays.

L'approfondissement ultérieur de la révolution économique demandait une organisation de la production sur des bases socialistes. Mais il fallait ici disposer d'une forme d'organisation plus efficace que le comité d'usine et d'une méthode plus large que le contrôle ouvrier. Il fallait lier la gestion de la nouvelle usine au principe d'un plan économique unique en fonction des perspectives socialistes générales du jeune Etat prolétarien. Il était pour cela nécessaire de mettre en place des organes nationaux de normalisation et d'administration de la production. Les comités d'usines manquaient de pratique et de connaissances techniques pour assimiler le travail compliqué du contrôle de la production. Le développement moderne de celle-ci est lié par tant de fils au monde extérieur, aux autres entreprises, à la situation du marché, à l'état des transports, au marché de l'emploi, etc., que les comités d'usines, de même que leur union panrusse, ne pouvaient pas saisir tous ces liens ; il leur manquait les prérogatives du pouvoir d'Etat. Le contrôle financier était particulièrement difficile à réaliser. Pour qu'il fût pleinement accompli, on était amené à briser toute l'énorme puissance du capital financier ainsi que l'ordre légal établi par ce dernier. Syndicalisme obligatoire, groupement en trust des branches isolées de la production, nationalisation des banques, nouveau système fiscal, toutes ces tâches économiques immenses de la période de transition vers le socialisme exigeaient la création d'un centre universel normalisant toute l'économie nationale à l'échelle de l'Etat. Le prolétariat comprit cette nécessité et, libérant de leurs mandats les comités d'usines qui ne répondaient plus aux nouvelles exigences économiques, délégua ses pouvoirs aux organes nouvellement créés, aux Soviets de l'Economie Nationale.

« Dès la première séance du Soviet du contrôle ouvrier, raconte le camarade Tchoubar, un des dirigeants du Soviet, il était devenu évident que les fonctions de contrôle ne pouvaient pas résoudre la question ; c'est pourquoi il fallait que tous les membres du Soviet du contrôle sacrifient leurs fonctions et se mettent au travail dès la mise en place du « Soviet suprême de l'Economie Nationale ».

L'idée de créer ce soviet naquit et prit forme au sein même des comités d'usines. Le Soviet Central des Comités d'usines prit une part très active à sa formation, lui donna ses meilleurs travailleurs et lui offrit son appareil.

Les comités d'usines de Pétrograd qui, à la première Conférence de mai 1917 avaient proclamé le contrôle ouvrier, l'enterrèrent unanimement lors de la sixième Conférence.

En ouvrant les débats sur la situation de l'industrie et sur la possibilité de sa nationalisation, la sixième Conférence décida : « Considérant que le pouvoir politique du prolétariat est un pouvoir effectif à condition qu'il domine économiquement et considérant que le développement économique du pays est assuré dans l'intérêt du prolétariat et de toute la société grâce, uniquement, au passage des forces productives de la Russie aux mains de la classe ouvrière organisée, la sixième Conférence des comités d'usines, déclare :

1) Reconnaître qu'il est indispensable de transférer tous les moyens de production, fabriques, usines et mines aux mains de l'Etat ;

2) Vu qu'il est impossible de réaliser simultanément et immédiatement la nationalisation de toutes les entreprises en l'absence d'un appareil technique correspondant aux intérêts du prolétariat, la classe ouvrière doit créer des organisations ayant pour but de préparer systématiquement et sans tarder la nationalisation de la production ;

3) La Conférence pense que ces organisations doivent être des bureaux spécialisés dont le but est de réorganiser les diverses branches de l'industrie, de préparer la nationalisation et de la mettre en pratique sous la conduite du Soviet suprême de l'Economie Nationale ;

4) A l'étape actuelle de la lutte, du sabotage et de l'insoumission de la bourgeoisie au pouvoir du prolétariat, la Conférence déclare que le combat est impitoyable : toutes les fabriques, usines, mines dont les patrons ne reconnaissent pas le contrôle ouvrier, sabotent ouvertement ou clandestinement, refusent de poursuivre la production et ne se soucient pas d'assurer les conditions du travail, doivent immédiatement devenir la propriété de la République prolétarienne ;

5) Doivent devenir aussi la propriété de la République les entreprises qui sont adaptées à la production de paix, bien équipées et stables au point de vue financier, car la République prolétarienne retire non seulement des mains des pillards l'économie ruinée qui pèse d'un grand poids sur la trésorerie nationale, mais aussi les entreprises qui peuvent travailler intensément et fournir au peuple les biens d'équipement, et par là-même aider à l'assainissement du bien public ;

6) Cependant, tout en prenant en considération le fait que les organes suprêmes de l'Etat ne possèdent pas d'organisations appropriées capables de gérer les entreprises devenues propriété de la République, que le pouvoir des ouvriers, des soldats et des paysans est fort parce qu'il possède la confiance des travailleurs et de leurs organisations, et qu'en contrepartie il peut s'appuyer sur elles, dans tous les cas de nationalisation, les comités ouvriers doivent être placés à la tête de toutes les entreprises et travailler sous la direction des Soviets de l'Economie nationale ;

7) Comme première mesure de nationalisation la sixième Conférence propose avec insistance au Soviet Suprême de l'Economie Nationale et au Soviet des Commissaires du Peuple que soit décrétée la nationalisation de toutes les commandes tant privées que publiques. Ces commandes et leur distribution doivent être centralisées dans un Bureau spécial créé auprès du Soviet de l'Economie Nationale et, localement, où il n'existe pas, auprès du Soviet des députés ouvriers, paysans et soldats. »

Pétrograd, comme toujours, fut suivi par toute la Russie ouvrière qui se mit énergiquement à la réorganisation recommandée par la Conférence.

La nationalisation se pratiquait parfois indépendamment des calculs et considérations économiques ; pour qu'elle soit cependant réalisée pour l'industrie dans son ensemble, n'existaient ni les moyens, ni les possibilités, ni les forces d'organisation. Dans son rapport sur l'activité du Soviet Suprême de l'Economie Nationale prononcé à son premier Congrès, le camarade Rykov caractérisa cette première période de la nationalisation comme celle de la lutte de la classe ouvrière pour l'affermissement de sa dictature. « Les nationalisations effectuées n'ont pas tenu compte des règles du contrôle ouvrier ,car elles ont été provoquées, soit par la fuite d'un patron ou d'une administration, soit tout simplement en conséquence de la non exécution des décisions du pouvoir soviétique, et ainsi de suite. Les premiers mois qui suivent la révolution d'Octobre ont été entièrement consacrés à la lutte directe la plus aiguë entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, lutte qui s'est transportée dans les usines isolées. La nationalisation des entreprises a revêtu, dans ce cadre, une signification non pas économique, mais purement punitive (39) ».

Ainsi la nationalisation de l'industrie devint le résultat naturel et inévitable de la marche de la révolution russe.

L'une après l'autre les entreprises devenaient la propriété de l'Etat prolétarien. Vers le 1er juin 1918 plus de 500 entreprises parmi les les plus importantes étaient déjà nationalisées. Jusqu'au premier Congrès des Soviets de l'Economie Nationale, en mai-juin 1918, toutes les branches fondamentales de l'industrie ainsi que le commerce privé furent soumises à la nationalisation.

Au moment de la prise du décret du 28 juin 1918 sur la nationalisation de toute l'industrie, le processus de liquidation de l'usine capitaliste privée avait été presque entièrement accompli. Toutefois le décret ne signifiait pas encore la complète socialisation de la production.

(39) Les travaux du premier Congrès panrusse du Soviet de l'Economie Nationale, p. 92.

Les patrons des usines n'étaient pas encore définitivement écartés et les entreprises étaient considérées comme « placées en gérance à bail, sans indemnité, aux mains des anciens propriétaires ». Cependant l'Etat, après leur avoir donné la possibilité de retirer des bénéfices, les priva du droit de gérer individuellement leurs entreprises. Les anciens propriétaires furent placés au rang de simples commis de l'Etat soviétique et pouvaient être éliminés à n'importe quel moment par la direction de l'entreprise. Il est donc normal que dans les premiers temps de la nationalisation le travail des cellules de contrôle d'usines n'ait pas diminué mais se soit même compliqué. Le premier Congrès panrusse de l'Economie Nationale dont les résolutions caractérisent de façon significative ce passage du contrôle ouvrier à la direction ouvrière, vota en même temps une résolution qui reconnaissait la nécessité du contrôle ouvrier et du travail futur des commissions de contrôle et donnait des instructions détaillées sur la gestion des entreprises nationalisées.

La résolution rend obligatoire l'élection de commissions ouvrières de contrôle dans toutes les entreprises nationales et nationalisées ; la réalisation de ce contrôle dans les limites d'une province ou d'une région doit être obligatoirement effectué par des commissions de contrôle spéciales composées de représentants des syndicats, des comités d'usines et des Soviets de l'Economie Nationale créés auprès des Soviets provinciaux et régionaux de l'économie nationale. Elle prévoit également la mise sur pied d'une section spéciale du contrôle ouvrier chargée de diriger le service du contrôle à l'échelle nationale.

La résolution du Congrès définit ainsi les fonctions, les droits et les devoirs du contrôle ouvrier : « Le contrôle ouvrier s'étend non seulement à l'inventaire des matières premières et du matériel, à la production, aux finances, etc. mais établit aussi les prix de revient et vérifie si l'entreprise travaille conformément aux plans élaborés par les Soviets de l'Economie Nationale. Au cas où l'activité n'est pas conforme aux tâches définies, les organes du contrôle ouvrier communiquent sans tarder tous les manquements et désaccords au Soviet régional ou provincial de l'Economie Nationale sans surseoir pour autant à la décision du conseil d'administration. Le Soviet de l'Economie Nationale doit, de son côté, prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires à la suppression des manquements remarqués. Le contrôle ouvrier concerne non seulement le patron ou le chef de l'entreprise, mais aussi les ouvriers dont il fixe le rendement du travail, les normes de production et la discipline du travail. Le contrôle ouvrier ainsi conçu fait connaître aux ouvriers l'activité industrielle et contribue à la mise sur pied graduelle et systématique de la nationalisation par les Soviets régionaux, jusqu'à la ratification des mesures prises par le Soviet Suprême de l'Economie Nationale. »

Mais en plus du règlement sur le contrôle ouvrier et de la création des commissions de contrôle — légèrement modifiées en comparaison des instructions précédentes —, le Congrès du Soviet de l'Economie Nationale adopta le « Règlement sur la gestion des entreprises nationalisées ».

Le paragraphe 2 de ce règlement énonça que : « Dans chaque usine, fabrique, mine, etc. devenues propriété de la République est formé un comité de gestion de l'usine. Les deux tiers des membres de ce comité sont désignés par le Soviet régional ou par le Soviet Suprême de l'Economie Nationale (si l'entreprise est soumise directement à la direction centrale) ; en outre, le Soviet de l'Economie Nationale a le droit de permettre au syndicat régional ou national de proposer la moitié de ses candidats.

Un tiers des membres du comité de gestion est élu par les ouvriers syndiqués de l'entreprise. Le comité de gestion d'usine doit inclure un tiers de spécialistes au nombre des employés techniques et commerciaux. »

Ainsi, avec un tel système d'organisation de la gestion, l'œuvre de normalisation de la production selon un plan unique put, d'une part, progresser de façon considérable ; mais, d'autre part, il imprima un caractère prolétarien à la gestion à laquelle il lia les masses ouvrières qui purent désigner directement leurs représentants aux comités de gestion des usines.

Lénine et le contrôle ouvrier *

Didier-L. LIMON

Le problème essentiel, la condition *sine qua non* de la victoire prolétarienne tenait en deux mots : combattre le sabotage. N'était-il pas symptomatique que le mot « saboteur » fût devenu dès le premier jour de la révolution la plus grave injure du prolétariat russe à l'égard de tous ses ennemis, sans distinction (1) ?

Combattre le sabotage afin d'assurer la subsistance des masses révolutionnaires, c'est à quoi devait se résumer, pour l'heure, le programme économique des bolcheviks, telle était la tâche que seuls, en tout premier lieu, les comités d'usines pouvaient mener à bien.

Combattre le sabotage, c'était maintenant, pour les semaines qui suivraient le 26 octobre, la traduction pratique, concrète, du mot d'ordre de contrôle ouvrier de la production et de la répartition.

Lénine ne renonçait nullement pour autant à son projet de régulation de l'économie par les nationalisations « qui ne modifieraient en rien les rapports de propriété ». Mais il s'avé-

* Cet article est extrait d'un ouvrage consacré à la question du contrôle ouvrier et qui doit paraître ultérieurement.

(1) Lozovski, *Les Syndicats en Russie soviétique*, p. 652 (en allemand).

rait pratiquement impossible de le réaliser « dès la première semaine ». Pour une période indéterminée, des mesures exceptionnelles étaient en passe de devenir la règle, qu'on le voulût ou non en haut lieu. Elles étaient dans la logique même de l'action révolutionnaire, la conséquence immédiate du sabotage contre-révolutionnaire. Toutes les considérations sur la différence qu'il convenait d'établir entre nationalisation, confiscation et socialisation, entre contrôle et gestion, semblaient perdre soudain tout sens face à la lutte impitoyable à laquelle les capitalistes provoquaient les ouvriers.

Le développement même de la révolution prolétarienne russe enseignait ainsi à Lénine, comme à l'ensemble du mouvement ouvrier international, qu'entre le moment de la prise du pouvoir et celui où l'on pourrait effectivement procéder sur le plan économique à la réalisation du « capitalisme d'Etat démocratique révolutionnaire » s'intercalait inévitablement une certaine phase de transition caractérisée par la guerre civile. Mais à nul égard cette période ne devait, selon lui, épouser nécessairement les traits de celle qui recevra plus tard le nom, plus ou moins heureux mais qui appartient aujourd'hui à l'histoire, de « communisme de guerre ».

Quoi qu'il advînt, cette situation exigeait, pour Lénine, d'avoir plus que jamais confiance dans l'initiative des masses, mais sans perdre un instant de vue la réalité, sans dévier de la voie révolutionnaire ; de frapper l'ennemi résolument sans chercher à concilier l'irréconciliable ni à résoudre des problèmes dont la solution n'était pas mûre. Ne donner que les directives essentielles et s'en remettre aux masses du soin de les adapter aux conditions particulières, concrètes, de leur lutte.

S'adressant à la population russe, Lénine lui déclarait dix jours après l'insurrection :

« Camarades, travailleurs ! Rappelez-vous que vous administrez maintenant *vous-mêmes* l'Etat. Personne ne vous aidera si vous ne vous unissez et ne prenez pas vous-mêmes en mains *toutes les affaires de l'Etat. Vos* Soviets sont désormais les organes de l'Etat, avec les pleins pouvoirs. Rassemblez-vous autour de vos Soviets. Renforcez-les. Mettez-vous de vous-mêmes au travail à la base, n'attendez après personne. Instituez l'ordre révolutionnaire le plus strict ; réprimez impitoyablement toute tentative d'anarchie de la part des ivrognes, des provocateurs, des junkers contre-révolutionnaires, des agents de Kornilov, etc.

« Instituez le contrôle le plus rigoureux de la production et le recensement des produits. Arrêtez et livrez au tribunal du peuple révolutionnaire quiconque osera nuire à la cause du peuple sous quelque forme que ce soit, qu'il s'agisse de sabotage de la production, de la dissimulation de stocks de blé ou de vivres, de la non fourniture de céréales, de la désorganisation des chemins de fer, des P.T.T., ou d'une manière générale de toute résistance dirigée contre la cause de la paix, la transmission de la terre aux paysans ou l'exercice du contrôle ouvrier sur la production et la répartition des produits. (2) »

La veille, à l'Exécutif panrusse des Soviets, s'élevant contre la rhétorique des socialistes-révolutionnaires de gauche qui reprochaient au gouvernement de passer outre aux formalités, Lénine avait souligné que la situation était trop grave pour qu'on s'arrêtât à la forme extérieure, aux apparences. Il fallait, de toute urgence, aller à l'essentiel. Tout délai, toute temporisation équivaudraient à la faillite.

« L'activité vivante, créatrice des masses, est le principal facteur de la nouvelle vie publique. Les travailleurs doivent passer à l'organisation du contrôle ouvrier dans leurs usines, ravitailler les campagnes en produits industriels et les échanger contre du blé. Chaque objet, chaque livre de pain doivent être recensés, car le socialisme est avant tout recensement. Le socialisme ne se créera pas par des ordres venus d'en haut. Il est étranger à l'automatisme officiel et bureaucratique. Le socialisme vivant, créateur, est l'œuvre des masses populaires elles-mêmes (3) ».

C'est dans cet esprit et pleinement conscient des conditions subjectives de l'ensemble du mouvement ouvrier russe comme des possibilités objectives en matière économique, que Lénine rédigea son projet de décret sur le contrôle ouvrier. Il le soumit à la commission du Commissariat au Travail le 1er novembre, avant même que celle-ci ait achevé d'élaborer le sien.

Le texte de Lénine, qui fut publié par la *Pravda* le 3 novembre, comporte les huit points suivants :

1. — *Dans toutes les entreprises industrielles, commerciales, bancaires, agricoles et autres, occupant plus de cinq ouvriers et employés (au total) ou bien ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à* 10.000 *roubles, sera institué le* contrôle ouvrier *sur la production, le stockage, l'achat et la vente de tous les produits et matières premières.*

2. — *Le contrôle ouvrier est exercé par tous les ouvriers et employés de l'entreprise soit directement, lorsque les dimensions de l'entreprise le permettent, soit par leurs représentants qui doivent être* aussitôt *élus en assemblée générale. Un procès-*

(2) LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXII (en allemand), p. 56.

(3) T. XXII, p. 46.

verbal des scrutins devra être établi et les noms des élus communiqués au gouvernement et aux soviets locaux d'ouvriers, soldats et paysans.

3. — *Il est formellement interdit, à moins d'une autorisation des représentants élus des ouvriers et des employés, d'arrêter ou d'apporter une quelconque modification à l'activité de toute entreprise ou branche de production présentant un intérêt national* (*voir paragraphe* 7).

4. — Tous *les livres et documents sans exception, toutes les réserves et dépôts de matériel, d'outillage et de produits sans exception aucune doivent être accessibles à ces représentants élus.*

5. — *Les décisions prises par les représentants élus des ouvriers et des employés ont force de loi pour les propriétaires de l'entreprise et ne peuvent être abrogées que par les syndicats ou les congrès syndicaux.*

6. — *Dans toutes les entreprises d'intérêt national,* tous *les propriétaires et* tous *les représentants des ouvriers et employés élus afin d'exercer le contrôle ouvrier sont responsables devant l'Etat du maintien le plus strict de l'ordre, de la discipline et de la protection de la propriété. Quiconque se rendra coupable de négligences, de dissimulation de stocks ou de pièces comptables, sera puni de la confiscation de l'ensemble de ses biens et d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans.*

7. — *Sont considérés comme étant d'intérêt national toutes les entreprises travaillant pour la défense nationale et de même celles qui, d'une manière ou de l'autre, participent à la production des articles nécessaires à l'existence des masses populaires.*

8. — *Des prescriptions plus précises sur le contrôle ouvrier seront fixées par les comités ouvriers locaux et les conférences de comités d'usines comme par les comités d'employés dans les assemblées générales de leurs représentants* (4).

Par ce projet, les comités d'usines obtenaient satisfaction sur l'essentiel, surtout que son huitième point, qui leur laissait toute initiative, indiquait assez que Lénine n'avait nullement l'intention, contrairement à ce qu'aurait voulu Riazanov, de leur imposer le contrôle du gouvernement. Mais, en même temps, le cinquième point, en conférant aux syndicats la possibilité d'un arbitrage, offrait à ceux-ci un précieux droit de regard sur l'activité générale des comités.

Bref, sans fléchir sur les principes révolutionnaires, Lénine, dans ce projet, réalisait un compromis politique entre les comités d'usines et les syndicats, qui libérerait l'initiative des

(4) T. XXII, pp. 26-27.

masses ouvrières sur le terrain même où seule celle-ci permettrait à la révolution de vaincre, celui de la lutte contre le sabotage. Il ne doutait pas un instant que son projet serait entériné, à quelques modifications de forme près, par le *Vtsik* comme par le *Sovnarkom* (5). De fait, la commission du Travail l'accepta et l'on n'en entendit point parler pendant quelques jours. Dans l'esprit de Lénine, sa publication dans la *Pravda* équivalait à une ratification ; il n'y manquait plus que les formalités officielles.

C'est ainsi que le 4 novembre, intervenant au Soviet ouvrier et soldat de Pétrograd à l'occasion d'une réception de délégués aux armées du front, en s'excusant de devoir se borner à un rapide exposé sur la situation du nouveau gouvernement et ses tâches, Lénine fit allusion à son projet de décret sur le contrôle ouvrier en le désignant comme une loi effective que les ouvriers devaient désormais s'attacher à faire passer dans les faits.

« Notre défaut, souligne tout d'abord Lénine, consiste en ceci que l'organisation soviétique n'a pas encore appris à administrer. Nous tenons trop d'assemblées. Les Soviets doivent se répartir en groupes et se mettre à l'œuvre de l'administration. Notre tâche est de parvenir au socialisme. »

Et c'est en quelque sorte à titre d'exemple d'une mesure d'ores et déjà prise par le gouvernement dans ce sens, que Lénine indique alors :

« Ces jours-ci, les ouvriers ont été dotés d'une loi sur le contrôle de la production. Du fait de cette loi, les comités d'usines sont maintenant une institution publique. Les ouvriers doivent aussitôt faire passer la loi dans les faits. Les ouvriers donneront du tissu, du fer aux paysans qui, en échange, donneront du pain. Je viens de voir un camarade de Ivanovo-Vosnessensk. Il m'a exposé que c'était là l'essentiel. Le socialisme, c'est le recensement. Si vous recensez chaque pièce de fer et de tissu, c'est là du socialisme. »

Mais Lénine dut rapidement se rendre à l'évidence : son texte était seulement considéré comme un projet, autrement dit on le jugeait susceptible d'être, pour le moins, amplement amendé avant d'avoir force de loi. Le compromis qu'il proposait entre les comités d'usines et les syndicats était loin d'être entièrement approuvé, surtout par ces derniers.

(5) Il est permis de croire, en effet, que le *Sovnarkom* était prêt à entériner le projet de son président. *Vtsik* = Comité central exécutif panrusse des Soviets. *Sovnarkom* = Conseil des Commissaires du Peuple.

Lozovski, notamment, rappellera un peu plus tard qu'il pensait du « projet du gouvernement » que celui-ci « ne sortait pas des limites de l'activité des comités d'usines ».

« Il nous semblait, dit-il, que la cellule première du contrôle doit agir dans des limites tracées rigoureusement par les organes supérieurs de contrôle, tandis que les camarades qui étaient pour la décentralisation du contrôle ouvrier organisaient l'indépendance et l'autonomie des organes inférieurs du contrôle, car ils estimaient que la masse saurait incarner elle-même le principe de contrôle. (6) »

A la demande des représentants des syndicats à la commission du Commissariat du Travail chargée d'élaborer le décret sur le contrôle ouvrier, le projet de Lénine, sans être repoussé, fut seulement adopté en définitive comme base des travaux de la commission.

Il faudra près de deux semaines de discussions pour mettre au point le projet définitif, les représentants des syndicats et ceux des comités d'usines ne cédant sur leurs prérogatives respectives que grâce à l'arbitrage des délégués du comité central du parti bolchevik.

Comment ne pas tenir compte des observations concrètes présentées par Lozovski au nom des syndicats, lors de la préparation du projet définitif ?

Dans une déclaration déposée au *Vtsik*, Lozovski rappelait entre autres :

« La pratique des comités d'usines nous a appris que les ouvriers et les patrons arrivent parfois à des compromis qui sont néfastes aux intérêts de l'ensemble du prolétariat. Les intérêts d'une fabrique ou d'une usine peuvent faire oublier les intérêts généraux. C'est pourquoi l'organe inférieur de contrôle doit subordonner son activité aux limites fixées par les instructions du Conseil panrusse du contrôle ouvrier (7). Il importe de le dire avec une netteté absolue et catégoriquement, afin que les ouvriers de chaque entreprise n'aient pas l'impression que l'entreprise leur appartient. »

En un mot, ce que veulent les syndicats, c'est que les comités d'usines se considèrent et soient dûment considérés comme les organes primaires des syndicats correspondants auxquels ils seraient, par conséquent, subordonnés. Une telle conception aurait abouti, si l'on avait voulu la réaliser sur-le-champ, par voie d'autorité, c'est-à-dire par en haut, à une sécession de la part des éléments les plus actifs du mouvement ouvrier. Un compromis s'imposait aux yeux des syndicats eux-mêmes, mais celui de Lénine leur paraissait faire la part beaucoup trop belle aux comités d'usines. Et ce dernier dut finalement accepter le projet de la commission.

(6) LOZOVSKI, *Le Contrôle ouvrier*, Pétrograd, 1918, p. 10.

(7) Ce conseil, dans l'esprit de Lozovski, devait comporter, à côté des délégués des comités d'usines, des représentants des syndicats et des autres organisations ouvrières. Voir plus bas le projet définitif.

Adopté le 14 novembre par le *Vtsik*, ratifié le lendemain par le *Sovnarkom*, le décret sur le contrôle ouvrier parut enfin le 16. Les huit points primitifs de Lénine avaient doublé de nombre et leur contenu essentiel s'y retrouvait bien, mais « complété et précisé », comme on peut le voir ci-dessous :

Décret sur le contrôle ouvrier (8)

1. — *Dans l'intérêt d'une régulation planifiée de l'économie nationale, le contrôle ouvrier sur la production, l'achat et la vente des produits et des matières premières, leur stockage, comme sur les finances de l'établissement, est institué dans toutes les entreprises de l'industrie, du commerce, de banque, de l'agriculture, des transports, dans les coopératives et toutes autres qui emploient des travailleurs salariés ou font travailler à domicile.*

2. — *Le contrôle ouvrier est exercé par tous les travailleurs de l'entreprise considérée à l'aide de leurs organes électifs : comités d'usines, conseil des anciens, etc., qui englobent également les représentants des employés et du personnel technique.*

3. — *Dans chaque grande ville, dans chaque province ou région industrielle, sera créé un* conseil régional de contrôle ouvrier, *composé de représentants des syndicats, des comités d'usines et autres comités ouvriers et coopératives ouvrières, qui fonctionnera comme organe du soviet d'ouvriers, soldats et paysans.*

4. — *En attendant la convocation d'un congrès des conseils de contrôle ouvrier, sera créé à Pétrograd un* Conseil panrusse de contrôle ouvrier, *avec la participation des représentants des organisations suivantes : 5 pour le Vtsik, 5 pour le conseil panrusse des syndicats, 2 pour la centrale des coopératives ouvrières,* 5 pour le bureau panrusse des comités d'usines, 5 *pour l'association des ingénieurs et techniciens, 2 pour l'association des agronomes, 1 représentant de chaque fédération syndicale panrusse comptant moins de* 100.000 *membres* (2 *représentants au-dessus de* 100.000 *membres*), 2 *représentants du conseil syndical de Pétrograd.*

(8) Documents annexes au tome XXII, p. 613.

5. — *Au sein des organes supérieurs de contrôle ouvrier seront constituées des* commissions d'inspecteurs *à l'aide de professionnels (techniciens, comptables, etc.) qui, sur l'initiative de ces organes ou à la demande des organes inférieurs du contrôle ouvrier, vérifieront l'activité financière et technique de l'entreprise.*

6. — *Les organes de contrôle ouvrier ont le droit de surveiller la production, de fixer un minimum de production et de prendre toutes mesures utiles pour déterminer le coût de production des produits.*

7. — *Les organes de contrôle ouvrier ont le droit de contrôler la totalité du courrier commercial de l'entreprise. En cas de dissimulation de cette correspondance, les entrepreneurs pourront être traduits devant le tribunal. Le secret commercial est aboli. Les entrepreneurs sont mis dans l'obligation de présenter aux organes de contrôle ouvrier tous les livres et pièces comptables de l'année en cours comme des années précédentes.*

8. — *Les décisions des organes de contrôle ouvrier sont obligatoires pour l'entrepreneur et ne peuvent être révoquées que par décision de l'instance supérieure de contrôle.*

9. — *L'entrepreneur ou l'administration de l'entreprise a le droit, dans un délai de trois jours, de présenter à l'instance supérieur des griefs contre toute décision prise par un organe inférieur de contrôle ouvrier.*

10. — *Dans toutes les entreprises, les entrepreneurs et les représentants des ouvriers et des employés élus pour exercer le contrôle ouvrier, sont responsables devant l'Etat de l'observation la plus stricte de l'ordre, de la discipline ainsi que de la protection de la propriété. Quiconque dissimule du matériel, des produits, de l'outillage, falsifie les comptes ou se livre à une quelconque atteinte à la loi se rend punissable.*

11. — Les conseils régionaux *de contrôle ouvrier sont habilités à régler tout conflit ou controverse entre les organes inférieurs de contrôle comme à recevoir les doléances des entrepreneurs. A cette fin, ils peuvent donner des instructions sur la base des particularités de la production considérée et des conditions locales, compte tenu des décisions et des directives du Conseil panrusse de contrôle ouvrier. Ils sont habilités à surveiller l'activité des organes inférieurs de contrôle ouvrier.*

12. — Le conseil panrusse de contrôle ouvrier *élabore des plans généraux de contrôle ouvrier, donne des instructions, prend des décisions à caractère obligatoire, règle les relations réciproques entre les conseils régionaux de contrôle ouvrier et constitue la plus haute instance dans toutes les questions de contrôle ouvrier.*

13. — Le conseil panrusse de contrôle ouvrier *coordonne l'activité des organes de contrôle ouvrier avec celle de toutes les autres institutions chargées de l'organisation de l'économie nationale.*

Une ordonnance spéciale sera publiée concernant les relations entre le conseil panrusse de contrôle ouvrier et les autres organes qui organisent et règlent l'économie nationale.

14. — *Toutes les lois et circulaires faisant obstacle à l'activité des comités d'usines et autres comités d'ouvriers et d'employés seront abrogées.*

Il ressort de ce document que les comités d'usines, en attendant d'être, à une étape ultérieure, eux-mêmes intégrés à l'organisation syndicale unique, constitueraient l'échelon inférieur d'un organisme pyramidal de contrôle ouvrier. Dès l'échelon régional, les délégués de ces comités devraient partager leurs pouvoirs avec les représentants des syndicats. Quant à l'instance supérieure, elle prévoyait non moins de vingt et un représentants, sans compter les délégués des diverses fédérations syndicales, face aux cinq délégués du « bureau panrusse des comités d'usines ».

Il pouvait donc apparaître, les porte-parole des comités d'usines ayant adopté le texte de ce décret, que le problème était résolu. Il s'en fallait de beaucoup.

Dans la mesure même où le décret légalisait l'existence d'un *bureau panrusse des comités d'usines*, on permettait qu'à côté de l'organisme pyramidal du contrôle ouvrier, se dressât une autre pyramide nécessairement concurrente, celle des comités d'usines. Loin de simplifier le problème comme le faisait à dessein le projet primitif de Lénine, le décret engendrait un état *virtuel* de dualité des pouvoirs entre la pyramide des comités d'usines et celle du contrôle ouvrier officiel. Nous soulignons *virtuel*, car, en effet, si le pouvoir des comités existait en *fait*, celui prévu par le décret ne resterait longtemps encore qu'à l'état d'ébauche.

En vérité, le décret du 14 novembre n'avait été accepté par les délégués des comités d'usines que du bout des lèvres, et ils ne tarderont pas à le prouver, tandis que ceux des syndicats ne dissimulaient pas leur mécontentement.

« Finalement, confesse Lozovski, le décret a pris une forme plus appropriée à l'intérêt de l'Etat, mais tout de même il ne pouvait pas nous satisfaire (9) ».

(9) LOZOVSKI, *Le Contrôle ouvrier*, p. 10.

A peine constitué, le conseil panrusse de contrôle ouvrier fut le théâtre de vives discussions qui remettaient purement et simplement le décret en question.

« Il faut savoir, déclarait le porte-parole des comités d'usines, sur quoi va s'appuyer le contrôle ouvrier et de quelle manière seront institués les organes inférieurs de contrôle. Les comités d'usines estiment que le contrôle doit être l'affaire du comité de chaque établissement. Ces comités se réuniront ensuite dans chaque ville, pour former le comité central pour chaque branche d'industrie, et pour opérer ensuite la coordination dans les organismes régionaux. »

A quoi le représentant de la fraction bolchevik des syndicats, Larine, ripostait :

« Le contrôle ouvrier n'est pas exclusivement l'affaire des ouvriers de chaque entreprise, mais des ouvriers de toute la branche d'industrie... Les syndicats représentent les intérêts de toute la classe, tandis que les comités d'usines ne représentent que les intérêts particuliers de leur établissement ; et ils doivent être soumis aux syndicats. »

Les deux camps restaient sur leur position et les comités d'usines, maîtres de la place, se rangèrent naturellement à l'avis de leur leader Jivotov, lorsqu'il annonça, à cette même séance du Conseil panrusse de contrôle ouvrier, douze jours après la publication du décret :

« Chez nous, aux comités d'usines, on élabore des instructions qui viennent d'en bas pour embrasser toutes les branches d'industrie ; ce sont là des instructions de l'atelier, de la vie ; par conséquent, ce sont les seules instructions qui puissent avoir de la valeur. Elles montrent de quoi sont capables les comités d'usines et, par cela même, elles doivent dominer tout ce qui concerne le contrôle ouvrier » (10).

On le voit, Lénine était loin d'avoir réussi à faire triompher sa conception particulière du contrôle ouvrier. A cet égard, il lui faudra, avec l'aide d'une poignée de compagnons qu'il avait gagnés à ses vues, se garder de toutes parts, à droite comme à gauche.

Parmi les adversaires de la conception léninienne du contrôle ouvrier, nous retiendrons surtout trois courants représentés respectivement par les dirigeants non bolcheviks des comités d'usines, par un certain nombre de leaders bolcheviks des syndicats et, enfin, à l'intérieur même du comité central bolchevik, par l'importante fraction des « communistes de gauche ».

(10) Discussion au Conseil panrusse de contrôle ouvrier, séance du 28 novembre 1917.

Le problème de la gestion des entreprises

Sans prêter davantage attention au décret du 14 novembre, les membres non bolcheviks du Conseil panrusse des comités d'usines rédigèrent un *Manuel pratique pour l'exécution du contrôle ouvrier*, qui fut répandu à profusion dans les faubourgs de Pétrograd.

Outre son intérêt historique, ce Manuel mérite d'autant plus d'être examiné que, dans la mesure même où ses instructions seront appliquées, il fera faire aux ouvriers russes une douloureuse mais précieuse expérience dont toutes les leçons sont loin d'avoir été tirées.

La principale caractéristique du *Manuel du contrôle* ouvrier *sur* les entreprises capitalistes, est qu'il traite, en fait, essentiellement de la *gestion* ouvrière *des* entreprises et aboutit à identifier le contrôle avec la gestion.

Or, il suffit d'étudier attentivement le projet de contrôle ouvrier de Lénine pour voir qu'il ne s'y trouve précisément pas la moindre possibilité de confusion entre le contrôle et la gestion.

Il y est bien spécifié que la tâche du comité d'usine est de contrôler l'ensemble de l'activité de l'entrepreneur qui demeure le propriétaire incontesté de son entreprise. Est-ce à dire que le propriétaire conserve pour autant l'exercice intégral de l'ensemble des droits particuliers qui compose la notion générale de propriété privée ? Non pas. La conception de Lénine ne peut être pleinement comprise que si l'on rapporte les diverses mesures indiquées dans son projet aux éléments spécifiques correspondants du droit général de propriété auxquels elles s'appliquent directement.

Ce projet énonce en premier lieu que les ouvriers sont habilités à contrôler la gestion au sens le plus large du mot, c'est-à-dire à la fois la conduite technique et financière de l'entreprise, d'une part, et, de l'autre, les résultats quant à la quantité et à la qualité de la production et aux bénéfices réalisés par l'entrepreneur. En d'autres termes, le contrôle ouvrier s'exerce sur les droits d'*usus* et de *fructus* du propriétaire. Contrôle de l'*usus* afin d'empêcher tout sabotage et de pouvoir en même temps recenser les quantités produites en prévision de l'élaboration ultérieure d'un programme et d'un plan de production et de répartition. Contrôle du *fructus* en vue soit d'une possible réduction des prix par la limitation des bénéfices, soit de l'établissement d'une imposition fiscale, suivant les décisions du pouvoir central.

Ce n'est qu'à propos du troisième élément du droit de pro-

priété privée que Lénine envisage une « suppression » véritable. L'article 3 de son projet stipule, en effet, qu'il est formellement interdit au propriétaire, sauf autorisation des autorités, d'arrêter ou de modifier l'activité de son entreprise. C'est là une atteinte fondamentale au droit d'*abusus*, à la faculté de « disposer en maître » que confère au propriétaire son droit général de propriété privée.

Mais on commettrait une grave erreur si l'on pensait que là se bornent les restrictions envisagées par Lénine à la propriété privée des moyens de production. S'il n'en fait pas état dans ce même projet, c'est précisément qu'il considère que toute autre limitation que celles qui y sont indiquées ne saurait être du ressort du contrôle ouvrier exercé dans le cadre de chaque entreprise.

Ici, à nouveau, il importe de différencier avec soin le contenu de notions aussi complexes que celle de la gestion. L'exercice du droit d'*usus* comporte, en effet, d'une part, la fixation de la qualité et de la quantité de la production et, d'autre part, la direction technique et financière de la fabrication ainsi déterminée. Par convention et pour simplifier, nous dirons de la première détermination du droit d'*usus* qu'elle en constitue la *substance*, et de la seconde, qu'elle en représente la *forme*.

Le système capitaliste est justement caractérisé par ceci que la *substance* du droit privé d'*usus* est, en fait, déterminée par les lois du marché qui, en dernière instance, imposent à l'entrepreneur-propriétaire et la qualité et la quantité de sa production particulière. La relation nécessaire entre les besoins de la société et la production capitaliste mue par la recherche du profit s'établit empiriquement, de manière « anarchique », par le rétablissement périodique et brutal d'un équilibre momentané sous forme de crises cycliques.

Par contre, l'objectif du système socialiste est d'établir une relation entre la production et les besoins de la société telle que leur équilibre puisse se recréer à tout moment sans provoquer les crises de surproduction et de chômage propres à l'économie capitaliste. Pour y parvenir, il importe de substituer à la course au profit individuel et aux lois aveugles du marché capitaliste un système de régulation permanent et *à priori* de la production en fonction immédiate des besoins de la société. Autrement dit, il faut que la société soit directement maîtresse de la *substance* du droit d'*usus*, qu'elle puisse souverainement déterminer la qualité et la quantité de chaque production particulière répondant à chacun de ses besoins, compte tenu de la totalité des ressources disponibles. Bref, le droit d'*usus*, *quant à sa substance*, de privé doit devenir *social*. Cela signifie que, dans chaque entreprise, cette substance doit être déterminée dès le principe en fonction non pas de la recherche du plus grand profit capitaliste, mais d'un plan général de production répondant aux besoins de l'ensemble de la société.

On conçoit dès lors que la simple substitution des ouvriers d'une entreprise au ou aux propriétaires dans l'exercice du droit de gestion *quant à sa substance*, serait absolument incapable de répondre aux exigences d'une économie socialisée. Le caractère de cet élément essentiel du droit de propriété n'est en rien modifié si, au lieu d'être l'attribut d'une personne, il échoit à une fraction de la société : comité d'usine ou syndicat, qui déciderait en la matière de sa propre autorité.

Le problème n'est pas ici celui des *personnes* jouissant du titre de la propriété, mais de l'*usage de l'objet* même de la propriété, autrement dit du but de la production. A cet égard, il n'est qu'une seule alternative : en dernière instance, la relation nécessaire entre la production et la consommation *ou bien* s'établit essentiellement en fonction de la recherche du plus grand profit par les propriétaires des moyens de production, *ou bien* résulte essentiellement de la mise en application d'un plan.

Dès l'instant que l'on s'oriente d'une manière générale vers le second terme de cette alternative et en particulier vers l'établissement d'un plan national de production, il s'ensuit pour autant que le droit d'*usus* en sa substance doit nécessairement et exclusivement incomber à la société dans son ensemble.

Ainsi ce n'est donc pas simplement parce qu'ils étaient d'égale urgence que Lénine travaillait simultanément à ses deux projets de contrôle ouvrier et de régulation de l'économie. Rapportés au problème capital de l'abolition de la propriété privée des moyens de production, on voit combien ces deux projets sont organiquement liés l'un à l'autre par leur dépendance fonctionnelle même. Le projet de *Conseil Supérieur de l'Economie Nationale* que prépare Lénine répond bien, en effet, à cette exigence du plan qui doit aboutir à « nationaliser » et à « socialiser » la *substance* du droit d'*usus* éparpillée entre la multitude des propriétaires privés des moyens de production de la Russie. Faire en sorte que, seul, le *Conseil Supérieur de l'Economie Nationale* soit habilité à déterminer, à imposer à chaque entrepreneur la qualité et la quantité de sa production en fonction à la fois des ressources de son entreprise « privée » et des besoins comme des disponibilités de l'ensemble de la société. Quant aux ouvriers, ils auraient précisément à contrôler que leurs entrepreneurs appliquent bien les directives et les instructions précises du C. S. E. N.

Lénine considère, en effet, que, pendant un certain temps du moins, l'exercice de la gestion *formelle* doit être laissé aux entrepreneurs capitalistes et à « leurs » techniciens, les ouvriers étant conviés à n'instaurer qu'un contrôle, le plus strict : rien de moins, mais rien de plus.

Si, sous l'angle de la *substance*, la gestion pose moins un problème de personnes que d'organisation de la production, il en va à l'inverse de la gestion *formelle*. Celle-ci, à l'âge de la grande production mécanique et scientifique, exige des techniciens hautement qualifiés ou instruits par une longue expérience, et aucun plan, si génial, si complet fût-il, ne pourrait y suppléer. Ces spécialistes ne sauraient être davantage improvisés du jour au lendemain par un comité ouvrier, quelque révolutionnaire, quelque grande que soient sa volonté de réussir et sa liberté d'initiative. Il n'est d'ailleurs nullement exclu *a priori* que de tels techniciens puissent s'être ralliés, avant ou pendant la révolution socialiste, à la cause prolétarienne et avoir donné leur pleine adhésion aux organisations ouvrières.

Malheureusement, pour ce qui est de la Russie de 1917, nous avons vu que ce n'était pas le cas, beaucoup s'en fallait. La quasi totalité du personnel dirigeant des usines et des fabriques — qu'il s'agisse des propriétaires en titre assumant effectivement la conduite de leurs entreprises ou des directeurs techniques et des principaux ingénieurs — s'est délibérément postée de l'autre côté de la barricade, dans le camp de la contre-révolution. D'autre part, le prolétariat industriel russe est encore trop jeune et trop peu important pour compter dans ses rangs suffisamment d'ouvriers capables de prendre au pied levé la place des techniciens qui assuraient jusque-là la direction de leurs entreprises.

Nous abordons ici un aspect fondamental de la révolution russe, qui a été l'objet des plus graves désaccords entre les leaders bolcheviks dès le lendemain de la prise du pouvoir, et qui, en vérité, loin d'être spécifiquement russe, ne peut manquer, à des degrés divers, de préoccuper l'ensemble du mouvement ouvrier international dès l'instant que l'on envisage pratiquement l'organisation d'une économie socialiste.

La gestion formelle est de nature essentiellement technique : qui le contesterait ? Mais les circonstances historiques dans lesquelles les ouvriers abordent eux-mêmes ce problème font que celui-ci leur apparaît comme étant d'ordre éminemment politique et social. Autrement dit, l'essence humaine de la révolution socialiste consiste en ceci, que les travailleurs voient dans les propriétaires des moyens de production et les techniciens à

leur service non pas des hommes qui ont *aussi* les capacités requises pour diriger les entreprises mais uniquement les artisans de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Si le monde capitaliste est bien celui du fétichisme intégral où les relations d'homme à homme disparaissent derrière des rapports de choses, il se fait précisément que dans le moment où les masses laborieuses s'insurgent contre ce monde, elles transpercent l'écran tabou des choses pour s'en prendre directement aux hommes qu'elles avaient respectés jusque-là au nom du fétiche sacro-saint de la propriété privée.

Dès ce moment, le capitaliste, le directeur, quelle que soit sa relation personnelle, technique, avec le fonctionnement de l'entreprise, n'est plus pour les ouvriers que l'exploiteur, l'ennemi, celui auquel ils ne veulent plus avoir autrement à faire que pour l'éliminer définitivement de leur vie. Leur demander alors de nuancer leur comportement, de ne plus voir dans l'ancien patron que le nouveau directeur technique, l'indispensable spécialiste (ce qu'il serait effectivement, toutes les mesures étant prises à cette fin), revient en quelque sorte — à l'heure où ils viennent soudain de prendre conscience de leur rôle historique et de leur puissance sociale, d'affirmer leur autonomie, à l'heure où ils ont enfin confiance en eux-mêmes, en leurs propres forces — à exiger des ouvriers qu'ils confessent leur incompétence, leur faiblesse, leur insuffisance en un domaine qui leur est sensible au plus haut degré car il embrasse leur vie quotidienne depuis l'enfance, celui de la production.

Telle était bien la tragique et inévitable antinomie enfermée dans la conception léninienne du contrôle ouvrier.

Lorsque, dans les mois qui précédèrent l'insurrection, Lénine développait ses thèses sur le contrôle ouvrier en spécifiant qu'il s'agissait de contraindre les patrons et le personnel technique à participer à la production sous le contrôle des masses salariées, d'aucuns pouvaient croire que ce programme n'était valable que pour la période antérieure à la prise du pouvoir, qu'il était seulement dicté par le rapport des forces entre la classe ouvrière et la grande bourgeoisie industrielle. Bref, que cette conception particulière du contrôle ouvrier était inspirée de considérations exclusivement *politiques* et ne constituait qu'une « formule tactique ».

De même, quand il insistait, avant octobre, pour que le mot d'ordre du contrôle ouvrier fût toujours « accompagné ou précédé de celui de dictature du prolétariat », certains pensaient et pensent sans doute encore que Lénine visait surtout un but de propagande révolutionnaire et que la « formule » du con-

trôle ouvrier ne servait qu'à faire mieux passer celle de la dictature du prolétariat.

Ce serait là se méprendre de la façon la plus totale, et, de plus, bien mal connaître la personnalité de Lénine. Ce qui fait justement la grandeur de ce « révolutionnaire professionnel » et confère à ses écrits une valeur d'enseignement universel pour l'ensemble du mouvement ouvrier vient de ce que Lénine est rien moins qu'un Machiavel. Socialiste et marxiste, ayant consacré sa vie entière à la cause de l'affranchissement des prolétaires, Lénine se propose avant tout d'élever la conscience politique des ouvriers, de leur faire prendre confiance en eux-mêmes, de leur enseigner après et avec Marx, que « l'affranchissement des prolétaires sera l'œuvre des prolétaires eux-mêmes ». Et toute son œuvre écrite et orale est inspirée de bout en bout de cette conviction. Tous ces mots d'ordre, il tient à les justifier sur-le-champ, ouvertement, devant les ouvriers, dans leur portée présente comme dans la perspective révolutionnaire où toujours ils s'inscrivent. Ses mots d'ordre, Lénine les adresse à la classe ouvrière et rien qu'à elle, en vue de son action propre, réelle ; il ne les lance jamais à la seule intention de l'adversaire, soi-disant pour le tromper, pour l'endormir, par ruse de guerre, cependant que seuls les « initiés » sauraient à quoi s'en tenir et que les masses, hors des cercles bien informés du parti, ne laisseraient d'être désemparées.

Pour Lénine, comme pour Marx, la lutte de classe est essentiellement un combat *mené par les masses* et non pas une bataille où certains détenteurs-de-la-vérité-historique *mènent* les masses. La guerre de libération révolutionnaire se distingue précisément des compétitions armées des oppresseurs capitalistes en ceci que la « troupe » doit à tout moment avoir pleinement conscience de la portée et du sens de la bataille engagée. Ainsi, lorsque Lénine déclare que le contrôle ouvrier sur les entreprises capitalistes, en vue de préparer la régulation de l'économie nationale par le nouvel Etat prolétarien, sera la principale et la plus difficile des tâches, ce n'est point là une « tactique », une ruse de guerre destinée à faire croire aux capitalistes que les bolcheviks n'ont pas l'intention, une fois au pouvoir, de les chasser de leurs entreprises, qu'au contraire les bolcheviks sont disposés à leur laisser une large jouissance de leur propriété. Non pas. Ce mot d'ordre s'adresse bien et seulement aux ouvriers afin qu'ils comprennent ou s'efforcent de comprendre que, dans les conditions générales de la Russie de 1917, par suite du niveau relativement faible de civilisation technique de la population industrielle russe, il serait irrationnel de se passer entièrement du concours des techniciens de

la production capitaliste, qu'ils soient propriétaires ou non. Dans ce sens, il conviendrait, une fois le prolétariat maître de tout le pouvoir politique, de considérer la personne des capitalistes — dans la mesure où ils conduisent ou sont capables de conduire effectivement, pratiquement, la production — et celle des techniciens bourgeois comme partie intégrante de cet « appareil économique » qui, à l'encontre de « l'appareil oppresseur », ne peut ni ne doit être brisé.

Ce que Lénine disait à propos de l'administration de l'Etat, à savoir que « la première cuisinière ou le premier manœuvre venus » ne sont pas en mesure d'y participer, n'est pas moins valable quant à l' « administration » de la production, de la gestion formelle des entreprises. Dans l'un et l'autre de ces domaines, il importe que les prolétaires puissent se mettre sur-le-champ à l'apprentissage. Car l'essentiel, Lénine ne se lassera jamais de le répéter, « c'est de donner aux opprimés et aux travailleurs confiance en leurs propres forces ».

Tel devrait être le but du contrôle ouvrier dans chaque entreprise : faire l'apprentissage de la gestion auprès des techniciens bourgeois tout en exerçant sur leur activité la plus vigilante en même temps que la plus instructive des surveillances.

Mais les entrepreneurs et les techniciens russes, dans les premiers mois de la révolution d'Octobre, ont préféré, pour la plupart, se terrer plutôt que de se laisser contrôler, cependant que là où ils l'auraient accepté, ce furent les ouvriers qui, emportés par leur élan révolutionnaire, répugnèrent à s'en tenir au contrôle.

Ainsi le propre « réalisme » rationnel de Lénine devait-il buter contre l'idéologie réactionnaire des uns et l'idéal révolutionnaire des autres : deux réalités bien concrètes qui ne manquaient pas d'ailleurs, chacune à sa manière, d'une certaine rationalité.

Mais nous savons que, loin de renoncer à sa conception du contrôle ouvrier, Lénine la propagea plus intensément que jamais, fort de sa confiance inébranlable dans la puissance créatrice des masses en « travail » d'affranchissement. Il lui faudrait pour cela combattre sans pitié ceux parmi les dirigeants ouvriers et jusque dans le parti bolchevik, qui cristallisaient en théories de toutes pièces les inévitables débordements de la marée révolutionnaire russe.

Le Manuel non bolchevik de contrôle ouvrier

En tout premier lieu, il importait de lutter contre les conceptions « ouvriéristes » du fameux *Manuel pratique pour l'exécu-*

tion du contrôle ouvrier établi par les dirigeants non bolcheviks du Conseil panrusse des comités d'usines.

Ce *Manuel* comporte une courte introduction — sorte d'exposé des motifs — et une série de dispositions concrètes formant un programme d'action pour les comités d'usines. Nous examinerons tout d'abord ces dispositions.

Chaque comité d'usine devrait constituer quatre « commissions de contrôle » au sein desquelles les membres du comité sont « autorisés à inviter des techniciens choisis parmi le personnel, avec voix consultative ».

Deux de ces commissions de contrôle seraient chargées, l'une, de l'organisation de la production, l'autre, de la conversion de la fabrication de guerre en fabrication du temps de paix. Les deux autres commissions auraient pour tâche de contrôler l'approvisionnement, l'un en matières premières, l'autre, en combustibles.

Ce schéma général étant établi, le *Manuel* prescrit à chacune de ces commmissions une série d'instructions pratiques qui définissent jusque dans le détail leurs fonctions particulières.

Les deux commissions relatives à l'approvisionnement ont pour but « la lutte contre le sabotage », et à cet égard, les tâches que leur assigne le *Manuel* sont bien essentiellement des fonctions de contrôle et de recensement, telles que les envisageait Lénine.

En ce qui concerne les matières premières, la commission ouvrière doit dresser l'inventaire de tous les stocks à la disposition de l'entreprise, surveiller les rentrées et les sorties pour chaque atelier, contrôler chaque commande, déléguer un de ses membres à la gare lors de l'arrivage des matières premières, donner son avis sur la nécessité de réduire la consommation d'une matière ou de la remplacer par une autre, établir le contingent indispensable pour la marche de l'entreprise, etc.

Des fonctions semblables, et aussi détaillées, sont confiées à la commission des combustibles.

Mais le contrôle ouvrier ne doit pas se borner à la vérification des matières premières et des combustibles : il s'applique non moins rigoureusement à leur transformation dans l'entreprise même, en d'autres termes, à l'ensemble du processus de la fabrication jusqu'à la livraison du produit fini.

Dans ce sens, la commission chargée du contrôle de la production proprement dite est de beaucoup la plus importante, mais c'est celle aussi qui soulève les problèmes les plus controversés au sein des organisations ouvrières. C'est ici que le défaut

d'une claire conception des exigences d'une économie socialisée entraîne presque inévitablement une confusion grave de conséquences entre le *contrôle* ouvrier et la gestion « ouvrière ». Il suffit d'examiner la série des tâches assignées par le *Manuel* à ladite commission de contrôle de l'organisation de la production pour s'en apercevoir.

Cette dernière, selon notre *Manuel*, est commandée « d'établir la liaison entre les différents compartiments de l'usine » ; de vérifier « l'état technique de l'outillage » ; d'examiner le « coefficient de l'exploitation » ; de donner son avis sur « la défectuosité de l'aménagement » ; de fixer « le nombre des ateliers, des ouvriers, l'amortissement des machines et des bâtiments, les intérêts sur le capital, les appointements de l'ensemble du personnel depuis les administrateurs jusqu'aux ouvriers et aux employés. » De plus, cette même commission doit s'occuper de la « partie financière » de l'entreprise.

C'est elle, en effet, que le *Manuel* charge d'établir la situation financière de l'entreprise en vérifiant, dans la comptabilité, l'actif et le passif, l'encaisse disponible, les sommes à verser aux créditeurs ; de décider si les fonds de roulement sont suffisants ou non. La commission, enfin, se prononce sur « le degré de sincérité des bilans » et examine « si le capital social est suffisant ou s'il imprime à l'entreprise un caractère spéculatif », si les frais généraux sont justifiés, etc.

Ainsi, sous le couvert de contrôle, cette commission se trouve, en fait, chargée d'assumer les fonctions qui, dans toute entreprise, incombent à sa direction générale. Autrement dit, la commission s'arroge l'ensemble de la gestion, de la détermination de sa substance comme de son exercice formel. Et, comme les capitalistes sont censés demeurer les propriétaires des moyens de production, on aboutit par conséquent, dans chaque entreprise, à un système de cogestion, collégiale et paritaire.

Tel est bien le but visé par le *Manuel* qui spécifie dans son introduction que « le contrôle ouvrier sur l'industrie, en tant que partie indivise du contrôle sur l'ensemble de la vie économique du pays, ne doit pas être considérée dans le sens étroit d'une révision, mais dans le sens le plus large de l'*ingérance* ». Et les auteurs formulent en conséquence le postulat : *le contrôle présuppose la part de gestion de la production.*

On remarque ici combien il importe, ne serait-ce que pour ne pas se payer de mots, de préciser à propos de la « gestion » ce que l'on entend désigner exactement.

1° S'agit-il de la *substance*, c'est-à-dire de la détermination du genre et de la quantité de la production dans chaque entre-

prise ? Dès lors, « la part de gestion » que « présuppose » le contrôle ouvrier ne saurait être que le transfert de cette prérogative des propriétaires capitalistes à l'ensemble de la classe ouvrière : ceci en vue de l'établissement d'un plan général de production répondant aux besoins de l'ensemble de la société et dont l'exécution serait obligatoire pour chaque entrepreneur suivant sa capacité propre de production. Dans ce cas, le comité ouvrier, après avoir vérifié l'exactitude des renseignements fournis par l'entrepreneur ou ses administrateurs quant aux possibilités particulières de fabrication, aurait pour tâche de contrôler l'exécution des directives correspondantes émanant par exemple d'une Commission *ouvrière nationale ou régionale* du plan.

Deux fonctions distinctes sur des plans différents et non pas dualité de fonctions ni « ingérance » de la part du même groupe isolé d'ouvriers dans une unité économique isolée.

Considérée dans sa substance, la gestion est *prise en charge* sans partage par la classe ouvrière dans sa totalité et contrôlée sans partage par les ouvriers de chaque entreprise privée. Mais il convient d'être plus précis encore. Lorsque les auteurs du *Manuel* croient prévenir tout reproche de séparatisme et de particularisme en annonçant qu'ils ont l'intention de grouper les comités d'usine en fédérations régionales et en une union panrusse, ils demeurent à côté de la question. Il ne s'agit pas, à propos de la substance de la gestion, d'harmoniser l'attitude des comités d'usines, mais en premier lieu de recenser toutes les forces économiques disponibles du pays, afin d'établir un plan national de production.

Le recensement constitué par la somme des renseignements fournis par les innombrables comités d'usines, pour être la condition préalable de tout plan de production, n'en épuise pourtant pas les exigences. Le problème, en second lieu, est d'appliquer les ressources disponibles connues à la satisfaction d'un ensemble de besoins qu'il n'importe pas moins de recenser et surtout de classer par ordre d'urgence. Or, il est bien évident que les comités d'usines, même rassemblés à l'échelle nationale, ne sont pas en état ni de connaître l'ensemble des besoins de la société — qui ne comporte pas que des travailleurs industriels — ni de déterminer leur inévitable échelle de priorité. Ce sont là les tâches d'organismes spéciaux auxquels peuvent collaborer les délégués des comités d'usines, mais qui doit également représenter les désidérata des autres catégories de la population et de leurs différentes organisations professionnelles, sociales, familiales, culturelles, etc. dont celle des comités d'usines ne constitue que l'une d'entre elles.

Ce qui précède ne vaut pas seulement pour les tâches confiées par le *Manuel* à la commission d'organisation de la production, mais également sinon plus encore pour celles imparties à la commission de reconversion de la fabrication de guerre en fabrication de paix.

2° S'agit-il, par contre, de l'exercice *formel* de la gestion, de la direction administrative de la production de chaque entreprise ? Dans ce cas, nous voyons que le postulat « le contrôle présuppose la part de gestion » aboutit à confondre les deux fonctions du contrôle et de la gestion formelle. Ces deux fonctions s'exerçant sur le même plan, celui de l'entreprise, le *Manuel*, dans la mesure où il s'efforce de les différencier, les assigne cependant l'une et l'autre à la même commission ouvrière. Et celle-ci est donc invitée à se contrôler elle-même, ce qui est proprement absurde.

Mais peut-être est-ce que nos auteurs, encore qu'ils ne l'aient pas précisé, considèrent le contrôle proprement dit comme étant davantage du ressort des commissions dites d'approvisionement, cependant que les commissions d'organisation et de reconversion de la production réaliseraient, elles, l'*ingérance* soulignée dans l'introduction du *Manuel ?*

Ingérance, nous l'avons vu, qui se présente sous forme de gestion collégiale mixte, mi-capitaliste, mi-ouvrière. Or, un tel partage de la gestion formelle des entreprises, indépendamment de tout autre considération, ne laisse pas de soulever deux questions de nature différente, l'une politique, l'autre purement technique.

Si l'on admet que les ouvriers, par leur comité d'usine, sont effectivement capables d'assurer la gestion formelle, on ne voit pas pourquoi ils devraient se contenter de la partager avec les anciens entrepreneurs ou directeurs capitalistes, sinon pour des raisons politiques. Mais s'il en est ainsi, cela signifie que la révolution victorieuse — puisque aussi bien le *Manuel* est postérieur à l'insurrection d'octobre — n'a pas encore complètement éliminé les capitalistes du pouvoir et qu'il convient de conclure avec eux un certain compromis sous forme d'instauration d'une sorte de « monarchie constitutionnelle » au sein de chaque entreprise. Le patron resterait le roi de son usine, mais devrait subir l'ingérance croissante du parlement et des ministres représentés par ses propres ouvriers et leurs délégués.

Un tel tableau de la révolution russe après octobre, dont les deux traits dominants seraient la maturité technique du prolétariat industriel et la capacité de la bourgeoisie russe de contraindre les bolcheviks au compromis en question, ne sau-

rait être plus faux : c'est précisément un rapport inverse de ces deux mêmes facteurs qui caractérise la réalité.

On sait de la manière la plus certaine que si Lénine n'a pas été d'avis, dès le lendemain de la prise du pouvoir, ni dans les mois qui suivirent, d'abolir définitivement et totalement la propriété capitaliste *privée* des moyens de la production, ce n'est nullement pour des raisons politiques. Ce n'est ni de près ni de loin par suite de la nécessité de conclure un compromis politique avec la grande bourgeoisie industrielle russe — ce qui eût, en fait, signifié l'échec irrévocable de la révolution prolétarienne —, mais uniquement, exclusivement en raison de l'insuffisante maturité technico-industrielle du prolétariat russe et de l'absence de cadres économiques tant soit peu acquis à la cause de la révolution socialiste. Tout ce que l'on pouvait envisager, dans une première étape, était de « nationaliser » la *substance* même de la gestion capitaliste, de réglementer le droit privé d'*abusus* et de placer sous le contrôle ouvrier l'exercice de la gestion *formelle* laissée provisoirement entre les mains de la bourgeoisie.

Presque partout où les comités ouvriers, encouragés par le *Manuel*, se sont effectivement ingérés dans la gestion formelle des entreprise, nous verrons que cela a donné des résultats catastrophiques, et nos auteurs finiront par le reconnaître. Sans doute l'avaient-ils quelque peu pressenti en « autorisant » les comités d'usines à s'entourer de conseillers techniques « choisis dans le personnel ». Mais n'était-ce pas pour autant concéder que les ouvriers russes, pour la plupart, ne pourraient d'eux-mêmes assumer cette fonction et que leur présence au sein d'un collège de gestion, ou bien rendrait celle-ci à la longue impossible ou bien se bornerait à un droit de regard sur l'activité des dirigeants effectifs, c'est-à-dire précisément à un contrôle de la gestion, tel que l'entendait Lénine ?

Les plus qualifiés des ouvriers russes auraient assez à faire en prenant en mains les entreprises vitales désertées par leurs propriétaires ou dont la direction persistait à saboter les directives du nouveau pouvoir prolétarien, et qu'il faudrait bien se résoudre à proclamer propriété nationale. Mais, là aussi, un problème allait se poser que les auteurs du *Manuel* croyaient avoir résolu une fois pour toutes.

Dans ces entreprises, sans propriétaires privés, sans « patron », était-on certain que la gestion formelle la plus efficiente, la plus rationnelle du point de vue des intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière, devait être exercée par un *collège* de préférence à une gestion *uninominale ?* Cette question a également suscité de vives controverses au sein des organisations ouvrières russes, qui ont duré plusieurs années avant qu'ait été entièrement abandonné le principe de la gestion collégiale.

3° Enfin, la solution du problème de la gestion formelle n'en laisse pas moins subsister celui du contrôle ouvrier, dans la mesure même où l'on s'accorde sur la nécessité de distinguer soigneusement, selon leur nature propre, les différentes fonctions qui président à la marche générale de toute entreprise dans une économie socialisée ou en voie de socialisation. Il apparaît ainsi que le concept de contrôle ouvrier recouvre un contenu des plus riches, d'essence historique, qui ne cesse de se développer, de se différencier pour répondre à chaque étape du mouvement ouvrier, dans la phase de préparation révolutionnaire, comme au lendemain de la prise du pouvoir, puis dans l'organisation de l'économie socialisée, aux exigences propres à chacune de ces périodes.

Autant de problèmes pour lesquels l'enseignement de la révolution russe nous est des plus précieux, car avant de se convaincre de la justesse de telle ou telle solution, qu'elle ait été préconisée par Lénine ou par un autre, les ouvriers russes les ont toutes expérimentées, et chacune a été l'objet de libres discussions passionnées : expérience et discussions sans lesquelles la marche au socialisme, en tant que mise en œuvre de l'affranchissement des travailleurs par eux-mêmes, resterait une phrase vide de sens et de vie.

C'est qu'en vérité les leaders du conseil central des comités d'usines ne furent pas les seuls à prendre sur eux de donner des directives en vue de l'application du contrôle ouvrier. Presque toutes les autres organisations ouvrières, sitôt après la parution du décret du 14 novembre, se firent un devoir d'établir leurs propres instructions pratiques.

A Moscou, à Samara, dans l'Oural et ailleurs, les unions des travailleurs du textile, les métallurgistes, les mineurs, les tailleurs, etc., se donnèrent à eux-mêmes des instructions pour l'exécution du contrôle ouvrier dans leurs professions particulières, en tenant compte de la situation locale et surtout de l'attitude de leur patronat respectif. D'où, naturellement, la plus grande diversité dans les mesures préconisées, depuis le contrôle plus ou moins passif jusqu'à la plus complète ingérance, mais traduisant toute la volonté d'éliminer complètement les capitalistes de la production, de façon graduelle, selon les uns, à brève échéance, selon les autres, pratiquement sur-le-champ, d'après d'autres encore.

Une telle diversité était à maints égards inévitable. En tout premier lieu, nulle expérience réelle de contrôle ouvrier, ni en Russie ni ailleurs, ne pouvait être invoquée à titre de comparaison. Il fallait innover sur toute la ligne. D'autre part, le mot d'ordre de contrôle ouvrier, encore au lendemain de l'insurrection, n'avait rien perdu de son caractère de lutte révolutionnaire. Dans les semaines qui suivirent la publication du décret du 14 novembre, on peut relever une série de proclamations émanant des organisations patronales russes, dans l'industrie et le commerce, qui menaçaient de « fermer les entreprises dans lesquelles les ouvriers demanderont l'introduction du contrôle ouvrier », ainsi que le déclarait, le 22 novembre, une résolution du Syndicat des usiniers et des fabricants de Pétrograd. Des résolutions identiques furent rédigées par l'union des industriels du bassin du Donetz, par le congrès des houillères de l'Oural, etc. (11)... Bref, il fallut procéder à quelques nationalisations par confiscation pure et simple, telles que Lénine en avait prévu la nécessité à titre d'avertissement ou de répression politique.

Mais, en certains endroits, les ouvriers n'attendirent pas qu'un décret officiel de confiscation fut édicté pour prononcer d'eux-mêmes la nationalisation de leur entreprise. Cependant, ce phénomène de « nationalisation par en bas » est encore très rare au cours des trois premiers mois de la révolution. Parfois, les comités ouvriers, après avoir chassé les directeurs et pris possession de la direction générale, demandèrent à ceux-ci de revenir au bout de quelques semaines d'essais infructueux de gestion collégiale. Nombre d'usines, relate Lozovsky, durent fermer leurs portes, le déficit étant devenu trop considérable à la suite de la gestion par les comités.

Ailleurs, l'ingérence du comité dans la gestion formelle aboutit à provoquer la fuite des rares techniciens qui ne participaient pas au sabotage alimenté par les banques privées.

Des cas sont également cités où les comités d'usines n'hésitèrent pas à vendre une partie de l'outillage pour acheter des matières premières. Ou bien, de leur propre autorité, les comités réquisitionnaient wagons et marchandises, ou se livraient à des opérations bancaires, pour le compte de l'usine dont ils avaient entrepris le « contrôle »...

On pourrait multiplier les exemples de ces échecs et de ces faux pas qui constituèrent la taxe d'apprentissage payée par les ouvriers russes envers lesquels, à ce titre, le mouvement socialiste international a contracté une dette inestimable.

(11) R. ARSKY, *Le Contrôle Ouvrier*, pp. 21, 22.

Retenons, toutefois, car cela appartient à l'histoire et enferme certains enseignements du grand débat d'octobre, que pendant les mois de novembre, décembre et une partie de janvier, selon le témoignage de Philips Price, un état très voisin de l'anarchie régna dans les industries du nord de la Russie.

« Les comités d'usines agissaient de leur propre initiative et s'efforçaient de résoudre les seuls problèmes de production et de répartition qui leur paraissaient les plus urgents dans le moment et dans leur secteur immédiat... Les entreprises se transformèrent pour ainsi dire en communautés anarchistes (12). »

Les bolcheviks de toute tendance n'avaient pas manqué de réagir devant pareille interprétation du contrôle ouvrier, qui ne pouvait que perpétuer, en l'accentuant, l'anarchie où se trouvait la production. De toute urgence, il fallait que le nouveau conseil panrusse du contrôle ouvrier prît les mesures nécessaires et rédigeât une sorte de contre-manuel. La tâche en fut confiée à une commission composée de représentants du *Vtsik*, du conseil central des syndicats et de la section économique du Soviet de Moscou, parmi lesquels on relève les noms des leaders bolcheviks Milioutine, Larine, Antipov et Smidovitch.

Le « Contre-Manuel »

Dès le 13 décembre, les *Izviestia* publiaient des « *Instructions générales sur le contrôle ouvrier établies conformément au décret du 14 novembre* », qui furent soumises le lendemain à la séance plénière du conseil panrusse de contrôle ouvrier.

Ce document, qui ne comporte pas moins de vingt-quatre articles, présente une importance capitale. Non seulement il contient la thèse léninienne la plus élaborée que l'on connaisse du contrôle ouvrier, mais surtout il précise certains aspects essentiels de la conception de Lénine relative à l'organisation économique au premier stade de la phase transitoire de l'économie capitaliste à l'économie socialiste.

Les quatre premiers articles précisent les modalités d'organisation du contrôle ouvrier au sein de chaque entreprise.

Il s'agit d'élire une *commission spéciale de contrôle* dont peuvent faire partie les membres du comité d'usine dans sa totalité mais qui, dans les entreprises importantes, doit obligatoirement compter les représentants des employés et si possible des techniciens. Il convient également, pour les entreprises

(12) Philips PRICE, *Die Russische Revolution* (traduit de l'anglais), Hambourg 1921, pp. 261 et 266.

les plus importantes, qu'une partie de la commission de contrôle soit élue par les différents métiers concourant à la production de l'entreprise considérée.

La commission de contrôle est responsable de son activité à la fois devant l'assemblée générale du personnel de l'entreprise et devant l'organisme supérieur de contrôle ouvrier dont elle dépend.

Dans une deuxième partie, qui comprend cinq articles, le document établit de façon détaillée les obligations et les droits de la commission de contrôle en insistant tout particulièrement sur les droits respectifs de la commission et de l'entrepreneur-propriétaire.

Les tâches incombant à la commission sont réparties entre les douze points suivants qui figurent à l'article 5.

Art. 5. — La commission de contrôle de chaque entreprise est tenue de :

1° *Déterminer les stocks de marchandises et de combustibles que possède l'entreprise et ceux dont elle a besoin, l'outillage utile à la production, le personnel technique et la main-d'œuvre spéciale nécessaires ;*

2° *Déterminer jusqu'à quel point l'entreprise est munie de tout ce qu'il lui faut pour assurer son fonctionnement normal*

3° *Prévoir si l'entreprise n'est pas menacée d'arrêt ou de diminution de production, et pour quelles causes ;*

4° *Déterminer le nombre d'ouvriers, par spécialités, la quantité d'outillage pour lesquels le travail peut faire défaut, en se basant sur les stocks de combustibles et de matières premières en réserve et ceux à recevoir ;*

5° *Déterminer les mesures à prendre pour maintenir la discipline ouvrière parmi les ouvriers et les employés ;*

6° *Surveiller l'exécution des décisions des organes gouvernementaux relatives à la réglementation de l'achat et de la vente des marchandises ;*

7° *S'opposer à l'enlèvement arbitraire des machines, matières premières et combustibles, etc., de l'entreprise sans autorisation des organes supérieurs de l'activité économique et surveiller la conservation des inventaires dans leur intégralité ;*

7 bis *Aider à éclaircir les causes qui font baisser la production et prendre des mesures pour la relever ;*

8° *Participer à l'étude des possibilités d'utilisation totale ou partielle de l'entreprise pour une production quelconque (particulièrement pour passer du pied de guerre au pied de paix et dans quelle mesure), déterminer quelles sont les modifications à apporter dans ce but à l'outillage de l'entreprise et à l'effectif de son personnel, les délais dans lesquels peuvent être réalisées ces modifications ;*

9° *Participer à l'étude des possibilités de développer les travaux en vue des nécessités du temps de paix, par voie de travail à trois équipes ou par tout autre moyen, en se préoccupant du logement des ouvriers supplémentaires et de celui de leurs familles ;*

10° *Veiller à ce que la production de l'entreprise reste dans les proportions qui devront être fixées par les organes directeurs du gouvernement et jusqu'à cette fixation, dans les limites de capacité normale de l'entreprise, envisagée en prenant pour base un travail consciencieux ;*

11° *Concourir à l'établissement des prix de revient de l'entreprise, sur l'invitation de l'organe supérieur du contrôle ouvrier ou des institutions centrales du gouvernement.*

Il ressort nettement de ces douze points que, dans l'ensemble comme dans le détail, la tâche de la commission de contrôle est bien essentiellement celle d'un *contrôle*. Et les points 6, 7 et 11 précisent que, dans la mesure où la commission intervient dans la gestion générale de l'entreprise, il s'agit de surveiller l'exécution des directives centrales des organes gouvernementaux spécialement chargés de régler l'activité économique sur le plan national.

C'est dans le cadre de ces douze points que les décisions de la commission de contrôle sont obligatoires pour l'entrepreneur-propriétaire ou ses représentants assumant la direction effective de l'entreprise, sa gestion formelle.

En ce qui concerne les questions financières, la commission de contrôle est simplement autorisée à examiner la correspondance d'affaires, les bilans des exercices en cours ou antérieurs et à assister, pour information, aux réunions de la direction au cours desquelles il lui est loisible de demander tous les renseignements désirables ainsi que de présenter ses propres observations.

A cet égard, l'article 8 spécifie que *la commission de contrôle ne s'occupe pas des questions financières de l'entreprise. Si ces questions sont soulevées, elles sont transmises aux institutions centrales du gouvernement.*

Les instructions sont donc précises : la commission de contrôle n'est d'aucune manière chargée de la gestion formelle de l'entreprise. Voici d'ailleurs le texte de l'article concernant ce point essentiel :

Art. 7. — Le droit de donner des ordres dans la gestion de l'entreprise, sa marche et son fonctionement, revient au seul propriétaire. La commission de contrôle ne participe pas à la gestion de l'entreprise et n'a aucune responsabilité à raison de sa marche et de son fonctionnement. Cette responsabilité continue à incomber au propriétaire.

De même encore, la commission de contrôle n'est absolument pas autorisée à s'emparer de son propre chef pas plus de l'entreprise que de sa direction. L'article 9 des instructions n'est pas moins net à cet égard :

Art. 9. — La commission de contrôle de chaque entreprise peut, par l'intermédiaire de l'organe supérieur du contrôle ouvrier, soulever devant les institutions centrales du gouvernement la question du séquestre de l'entreprise ou d'autres mesures de contrainte envers l'entreprise, mais elle n'a pas le droit de s'emparer de l'entreprise ni de la diriger.

Dans une dernière partie, consacrée aux organes supérieurs de contrôle ouvrier, les instructions de décembre marquent un nouveau succès de la thèse des syndicats à l'encontre des partisans de l'autonomie des comités d'usines. On trouve, en effet, dans les instructions, l'article fondamental suivant :

Art. 14. — La commission de contrôle de chaque entreprise constitue l'organe exécutif de la commission de contrôle de répartition de l'union syndicale professionnelle de la branche d'industrie à laquelle elle appartient et elle est tenue de faire concorder son activité avec les décisions de cette dernière.

Ainsi se trouve amorcée la refonte envisagée par les syndicalistes bolcheviks et qui consiste à faire du comité d'usine la cellule primaire de l'organisation syndicale. Celle-ci, qui s'édifie sur le plan vertical, prévoit le groupement des ouvriers de tous les métiers concourant à l'élaboration du produit fini dans une industrie déterminée en une *union professionnelle unique* représentant les intérêts généraux de cette industrie au-delà des intérêts particuliers de chacun des métiers qui la composent. Ceci ne signifie nullement que les intérêts propres à chaque métier seront méconnus puisque aussi bien ils sont spécifiquement représentés au sein de la commission de contrôle de chaque entreprise tant soit peu importante.

L'article 14 des instructions de décembre, en faisant de la commission de contrôle de chaque entreprise l'organe exécutif de la commission de contrôle et de répartition de l'union syndicale professionnelle, est donc bien conçu en vue d'une prochaine étape qui fera de ces « organes exécutifs » les fondements même de l'organisation syndicale.

Il est prévu, d'autre part, dans les instructions (art. 12) que la moitié au moins des membres de la commission de contrôle et de répartition de l'union professionnelle sont élus par les commissions de toutes les entreprises de la branche d'industrie correspondante. L'autre moitié l'étant par la direction ou les délégués ou encore l'assemblée générale de l'union professionnelle, de façon que puissent en faire partie des ingénieurs, des statisticiens ou toutes autres personnes qualifiées jugées utiles à la commission.

La partie des instructions relatives aux fonctions des commissions de contrôle et de répartition instituées par chaque union professionnelle n'est pas la moins importante. On y trouve les premières indications sur le rôle des syndicats dans l'organisation de la vie économique nationale dans la phase de transition du capitalisme au socialisme.

A cet égard, il est important de noter que la publication de ces instructions a eu lieu une semaine après la parution du décret instituant le *Conseil supérieur de l'Économie nationale.* Et l'étude des deux textes montre qu'ils participent d'une même conception générale et se complètent l'un l'autre. Nous verrons que, si au degré inférieur de l'échelon de la production, la commission de contrôle de l'entreprise constitue l'organe exécutif de la commission de contrôle de l'union professionnelle correspondante, cette dernière commission devient à son tour l'organe exécutif par excellence du Conseil supérieur de l'Economie nationale.

Quant au conseil panrusse du contrôle ouvrier, sa composition reste la même que dans le décret du 14 novembre ; les instructions de décembre prévoient cependant (art. 22) qu'il « peut charger l'union professionnelle panrusse ou régionale d'une branche d'industrie quelconque de former une commission de contrôle et de répartition panrusse ou régionale pour cette branche d'industrie ».

Les fonctions de ces commissions supérieures sont les suivantes :

Art. 16. — La commission de contrôle et de répartition peut aider chaque entreprise de son ressort à se procurer du combustible, des matières premières, de l'outillage suivant ses besoins par prélèvement sur les réserves d'autres entreprises de la même industrie, qu'elles soient en activité ou arrêtées.

S'il n'y a pas d'autres moyens, la commission peut proposer aux institutions centrales du gouvernement soit de réduire le nombre des entreprises pour soutenir certaines d'entre elles,

soit de transférer les ouvriers et employés des entreprises momentanément ou définitivement fermées aux entreprises de même fabrication maintenues en activité, soit encore toutes autres mesures susceptibles d'empêcher la fermeture ou l'arrêt d'entreprises et d'assurer leur fonctionnement régulier conformément aux plans et aux décisions des organes directeurs du gouvernement (13).

Dans une remarque annexe à cet article, il est indiqué que la commission d'industrie peut, selon sa spécialité, édicter des instructions techniques pour les commissions d'entreprise de leur branche, sous réserve qu'elles ne soient pas en contradiction avec le présent règlement.

Il est également spécifié que les commissions de contrôle d'industrie peuvent constituer près d'elles des conseils d'experts, de spécialistes divers, et établir des règlements de discipline ouvrière obligatoire pour les entreprises soumises à leur juridiction.

Enfin, il est souligné que toutes les décisions des commissions d'industrie, approuvées préalablement par le conseil panrusse du contrôle ouvrier, sont obligatoires aussi bien pour les commissions d'entreprises que pour l'ensemble des ouvriers et des entrepreneurs de l'industrie considérée.

Mais, nous l'avons vu, ces instructions ne furent pas aussitôt suivies par les comités d'usines, malgré tous les efforts des syndicats. Aucune modification sensible ne pourrait être réalisée dans ce domaine aussi longtemps que l'organisation des comités d'usines tendrait à se substituer à l'organisation syndicale au sein des entreprises comme sur le plan régional et national. Cette question, dont il est inutile de souligner l'importance, sera au centre des débats du premier congrès panrusse des syndicats qui va se tenir en janvier 1918, deux mois après la publication du décret sur le contrôle ouvrier.

Les Bolcheviks de gauche et le contrôle ouvrier

S'en tenant au schéma classique de la doctrine socialiste, maints bolcheviks parmi les plus proches sinon les meilleurs

(13) Au début de décembre 1917, le gouvernement, par suite du chômage croissant dans les industries qui avaient cessé de recevoir des commandes de matériel de guerre, dut se résoudre à décréter la fermeture d'un certain nombre d'entreprises pendant un mois et demi, afin de pouvoir organiser leur conversion pour les besoins civils. Cf. I. LARINE und L. KRITZMANN, *Wirtschaftsleben und Wirtschaftlicher Aufbau in Soviet Russland*, 1917-1920, Hambourg 1921, p. 13.

collaborateurs de Lénine ne voulaient voir dans le contrôle ouvrier qu'un mot d'ordre d'agitation révolutionnaire, pleinement justifié sous Kérensky, mais « dépassé » depuis l'insurrection d'octobre.

Pour eux — qui bientôt taxeront Lénine de « droitier » et s'intituleront « communistes de gauche » — il ne saurait y avoir aucun stade intermédiaire. La révolution d'Octobre devait, pour être vraiment socialiste et prolétarienne, réaliser sur-le-champ l'abolition intégrale de la propriété privée des moyens de production et partant décréter la complète socialisation de ces derniers par voie de confiscation pure et simple. En est-il ainsi, le contrôle ouvrier perd *ipso facto* toute raison d'être : grâce à la révolution, il devient possible de passer directement du « contrôle ouvrier » à la « gestion ouvrière » par l'entremise d'un organisme central de régulation de l'ensemble de l'économie nationale socialisée.

Se détourner de cette voie en faveur de quelconques demi-mesures, c'est aller au-devant d'une faillite. Et les « communistes de gauche » en donneront précisément pour preuve « l'échec » du décret sur le contrôle ouvrier du 14 novembre 1917.

« Le décret sur le contrôle ouvrier, écrit L. Kritzmann, l'un des meilleurs théoriciens et praticiens du « communisme de gauche », s'avéra comme une demi-mesure et partant comme irréalisable. En tant que mot d'ordre, le contrôle ouvrier signifie la puissance croissante mais encore insuffisante du prolétariat ; autrement dit, il est l'expression de la faiblesse non encore surmontée du mouvement ouvrier. L'entrepreneur n'était nullement disposé à diriger son entreprise à seule fin que les ouvriers apprissent à la gérer (car c'était là le but secret du contrôle ouvrier après la révolution d'Octobre). Inversement, les ouvriers ne ressentaient que de la haine pour les capitalistes et ils n'étaient pas davantage disposés à demeurer volontairement l'objet de leur exploitation. C'est pourquoi l'on se vit contraint, malgré son insuffisante préparation, de laisser le prolétariat s'emparer de la gestion là même où il ne s'agissait, en nom, que du contrôle ouvrier (14). »

En ce qui concerne l'aspect politico-psychologique du problème, nous avons vu que la conception léninienne du contrôle ouvrier ne laissait elle-même d'enfermer une certaine antinomie. Comment attendre des capitalistes qu'ils acceptent de bon gré d'instruire leurs « fossoyeurs » ? Mais n'était-ce pas l'une

(14) I. LARINE et L. KRITZMANN, ouvrage cité, p. 163.

des raisons d'être de la « dictature du prolétariat » que de les y contraindre ?

Quant à la « haine » anticapitaliste des ouvriers qui se manifeste à l'endroit des directions des entreprises, incarnation du régime abhorré, elle fait partie intégrante du sentiment révolutionnaire sans lequel toute tentative d'affranchissement serait proprement impensable. Mais n'est-ce pas le rôle des organisations ouvrières révolutionnaires de transmuer cette haine spontanée et anarchisante en une énergie capable de se canaliser et de se diriger elle-même vers un objectif non plus seulement sentimental, mais consciemment et volontairement délibéré ?

L'argument de Kritzmann contient cependant deux autres points essentiels.

Il voit, *primo*, dans le contrôle ouvrier, une « demi-mesure » par opposition à la pleine mesure que serait la socialisation des moyens de production et la gestion ouvrière subséquente. Et, *secundo*, il convient de « l'insuffisante préparation » du prolétariat russe en matière de gestion.

Cette double constatation n'offre au jugement qu'une seule alternative. Ou bien la révolution d'Octobre ne pouvait en aucun cas résoudre le problème d'une organisation économique socialiste, ou bien l'une ou l'autre des prétendues « constatations », dont on part, est inexacte.

1. — Dès l'instant, en effet, que l'on convient de l'insuffisante préparation technique du prolétariat russe, comment concevoir que l'éviction totale des entrepreneurs capitalistes impliquée par l'expropriation des propriétaires des moyens de production, puisse soudain, comme par un coup de baguette magique, doter les ouvriers des capacités indispensables à une gestion intégrale de l'appareil de la production ?

N'est-ce pas précisément en raison de cette insuffisance que le « contrôle ouvrier » s'avérait indispensable, inévitable encore après la conquête du pouvoir ? Mais s'ensuit-il alors que la révolution d'Octobre perdait pour autant son double caractère prolétarien et socialiste ? Face au prolétariat, maître incontesté du pouvoir politique, les capitalistes russes n'avaient pas d'autre choix : se soumettre dans leurs entreprises au contrôle ouvrier ou se démettre. Et, dans ce dernier cas, ils allaient au-devant de la confiscation justement prévue comme *sanction* conférant au décret de novembre toute son efficacité. Dans ces conditions, le contrôle ouvrier ne pouvait échouer qu'avec la révolution prolétarienne elle-même : un tel échec eût signifié que le pouvoir politique du prolétariat s'avérait incapable de briser la résistance politico-économique de la bourgeoisie.

En vérité, l'impasse à laquelle aboutit Kritzmann vient de ce qu'il admet comme postulat l'idée selon laquelle la révolution n'est socialiste que si elle abolit intégralement et d'un coup la propriété privée des moyens de production. Nous avons vu comment Lénine a discuté cet argument, sans qu'il soit utile d'y revenir. Il y a lieu, par contre, de mettre en lumière la confusion introduite par Kritzmann et ses amis politiques à propos du contrôle ouvrier, entre les problèmes politiques et les questions économiques : confusion qui se trouve à l'origine de leurs considérations sur le contrôle ouvrier post-révolutionnaire jugé comme une « demi-mesure ».

2. — « En tant que mot d'ordre, dit Kritzmann, le contrôle ouvrier signifie la puissance croissante, mais encore insuffisante du prolétariat, autrement dit, il est l'expression de la faiblesse non encore surmontée du mouvement ouvrier. »

En donnant ainsi au mot d'ordre du contrôle ouvrier une valeur exclusivement politique, Kritzmann méconnaît délibérément le contenu qui lui a été donné par Lénine. Peu importerait, s'ils étaient d'accord sur l'objectif visé par ce mot d'ordre, que Kritzmann ne partageât pas la définition qu'en a donnée Lénine. Mais il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'une dispute de mots : la divergence porte bien sur l'objectif. De sorte qu'à propos même du mot d'ordre, Kritzmann et Lénine évoquent, en vérité, deux phénomènes différents. La méprise, pour l'observateur non averti, est d'autant plus facile que le phénomène considéré par Kritzmann, quand il parle du contrôle ouvrier, existe effectivement dans le tableau que Lénine en a brossé : il importe cependant de noter que, chez ce dernier, le phénomène en question ne couvre qu'un fragment de la toile.

Ainsi, lorsque les « communistes de gauche » affirment que le contrôle ouvrier n'est qu'une « demi-mesure », ce jugement, loin de concerner les résultats qu'en attend Lénine, est-il davantage inspiré par la définition qu'ils en donnent eux-mêmes.

Si le contrôle ouvrier ne pouvait et ne devait exprimer que ce qu'en dit Kritzmann, ce serait à coup sûr une « demi-mesure », une de ces demi-mesures que Lénine avait été le premier à dénoncer dès avril 1917. Toute la différence réside, en fait, dans leur désaccord fondamental quant aux possibilités de réalisations immédiates de la révolution d'Octobre.

Les « communistes de gauche » n'ont voulu voir dans le

mot d'ordre du contrôle ouvrier que son aspect politique initial, celui qu'il présentait réellement entre les deux révolutions de février et d'octobre 1917. Au cours de cette période, il est exact que le contrôle ouvrier, ou plus exactement la mesure suivant laquelle les ouvriers russes réussissaient à l'imposer au patronat, ait offert l'un des meilleurs indices du rapport des forces entre le prolétariat et la bourgeoisie *sur le plan politique*. Dès ce moment, Lénine ne se lassait d'indiquer qu'aussi longtemps que tout le pouvoir politique n'appartiendrait pas aux ouvriers, il serait vain d'attendre du contrôle ouvrier une quelconque réalisation décisive et durable *sur le plan économique*.

Avant octobre, pour reprendre les termes de Kritzmann, le contrôle ouvrier « exprimait » certes la puissance *politique* croissante du prolétariat russe, qui était réelle, mais encore insuffisante. Mais dans le même temps, et c'est ce que méconnaît Kritzmann, le contrôle ouvrier explicitait la puissance *économique* du prolétariat russe, bien que son accroissement demeurât en tous points *virtuel*. Et c'est précisément pour sortir de cette virtualité, pour permettre au contrôle ouvrier de devenir une pleine réalité sur le plan économique, que le prolétariat devrait nécessairement parachever sa suprématie politique en conquérant le pouvoir.

De ce que la lutte pour le contrôle ouvrier, avant octobre, ait pu servir d'*indice* eu égard à la maturité du mouvement ouvrier sur le plan politique, il serait absurde d'en conclure que le mot d'ordre du contrôle ouvrier n'avait aucun objectif propre, quand bien même cet objectif ne pourrait être atteint qu'au lendemain de la prise du pouvoir. C'est aussi pourquoi la définition du contrôle ouvrier donnée par Kritzmann — qui aurait eu un semblant de fondement avant octobre — est devenue complètement fausse du jour où le prolétariat russe se trouvait au pouvoir. Comment prétendre, en effet, à ce moment, que le contrôle ouvrier « exprime la faiblesse non surmontée du mouvement ouvrier » ?

Pas plus que le contrôle ouvrier n' « exprimait » directement, avant octobre, la puissance politique du prolétariat dont il n'était qu'un *indice*, il n' « exprime » davantage, au lendemain de la révolution, le renversement du rapport des forces entre le prolétariat et la classe capitaliste. Ce renversement est caractérisé par la prise du pouvoir par le parti bolchevik et ceci ne s'identifie d'aucune manière avec le contrôle ouvrier tel que le concevait Lénine pour la première phase post-révolutionnaire.

Ce que le mot d'ordre du contrôle ouvrier explicite en Russie, en novembre 1917, c'est bien une « faiblesse non encore surmontée », non pas de la puissance politique de la classe ouvrière russe au pouvoir, mais essentiellement du degré de développement industriel et technique du prolétariat russe.

Et c'est en raison de cette insuffisance spécifique que « l'on se vit contraint », non pas, comme l'affirme Kritzmann, de « laisser le prolétariat s'emparer de la gestion, là même où il ne s'agissait, en nom, que du contrôle ouvrier », mais de s'en tenir précisément au mot d'ordre de contrôle ouvrier, alors qu'il eût été beaucoup plus facile de décréter sur-le-champ l'abolition intégrale de la propriété privée des moyens de production, ne fût-ce que dans les industries les plus vitales. Il était, à la limite, beaucoup plus facile de s'emparer du pouvoir dans un empire en pleine décadence, que de mettre sur pied un nouveau système économique et social sans précédent dans l'univers.

On trouve chez un autre « communiste de gauche » éminent, N. Ossinsky — qui détient à cette époque, nous le verrons, un des postes les plus importants dans l'organisation économique soviétique —, une définition du contrôle ouvrier qui, à l'encontre de celle de Kritzmann, met bien l'accent sur son caractère technico-économique, mais pour mieux démontrer combien il était impraticable.

A l'origine, le contrôle ouvrier, écrit Ossinsky (15), visait à la mise en tutelle des propriétaires des moyens de production par le prolétariat.

« Cette mise en tutelle, précise-t-il, se distingue de la tutelle ordinaire en ceci que, dans la période de « minorité », ce ne sont pas les « pupilles », mais les « tuteurs » qui ont appris à administrer. Pareile tutelle fut introduite par le décret du 14 novembre sous le mot d'ordre de « contrôle ouvrier ».

Cependant, avec le développement de la révolution, ce contrôle, au lieu de s'en tenir aux directives contenues dans le décret et dans les instructions, fut toujours plus appliqué à l'activité propre du prolétaire : le contrôle se transforma en gestion.

« Le destin du mot d'ordre de contrôle ouvrier, poursuit Ossinsky, est ainsi des plus intéressants. Né du désir de dé-

(15) N. OSSINSKY, *L'édification du Socialisme*, Moscou 1918 (en russe), p. 35 et suiv.

masquer l'adversaire, il a fait fiasco lorsqu'il tenta de se muer en système. Dans la mesure où, malgré tout, il se réalisa, son contenu devint tout différent de celui qui avait été prévu à l'origine : il prit, en fait, la forme d'une dictature décentralisée, de la mise en tutelle de capitalistes pris isolément par diverses organisations ouvrières agissant indépendamment les unes des autres. Et c'est justement à ce moment, lorsque le contrôle ouvrier apparut ouvertement sous ces traits, que certains s'efforcèrent de le définir et de le justifier comme système de contrôle. »

« C'est ainsi, conclut Ossinsky, qu'il se développa dans la classe ouvrière russe non seulement des tendances « séparatistes » et « syndicalistes », mais encore des « conceptions petite-bourgeoises de la propriété des entreprises ».

La plupart de ces constatations sont indiscutables et n'appartiennent pas en propre aux « communistes de gauche ». Mais ceux-ci ont voulu y voir la conséquence inévitable de la conception léninienne du contrôle ouvrier, la preuve irrévocable de son impossible viabilité.

La vie commune des « pupilles » et des « tuteurs », souligne Ossinsky, devient toujours plus insupportable ; la diarchie de l'entrepreneur et des ouvriers conduisit à la faillite de l'entreprise et se transforma rapidement en pouvoir unique des travailleurs sans que ceux-ci aient reçu la moindre autorisation à cet effet du pouvoir central... Nous retrouvons ici le raisonnement général des « communistes de gauche », déjà noté chez Kritzmann.

On pourrait, certes, épiloguer à l'infini pour savoir s'il n'eût pas été préférable, plutôt que de parier, comme Lénine, pour un contrôle ouvrier éminemment aléatoire, de liquider tous les entrepreneurs capitalistes, quitte à mal gérer une économie seulement socialisée sur le papier, mais qui aurait satisfait à l'amour-propre des ouvriers et aux exigences doctrinales des « comunistes de gauche » ? A moins de conclure avec Rosa Luxembourg que « le problème ne pouvait être que posé : il ne pouvait pas être résolu en Russie » ?

Pourtant, « communistes de gauche » et partisans de Lénine étaient du moins d'accord sur ce point : le problème *devait* être résolu d'une manière ou de l'autre ; il fallait coûte que coûte, tels les communards de 71, « monter à l'assaut du ciel ». Mais précisément, l'expérience de la Commune de Paris ne pouvait-elle, également sur le plan économique, apporter aux Russes quelque lumière ?

A ce moment déjà, Marx avait bien vu que *la domination politique du producteur ne peut co-exister avec la prolongation de son esclavage social.* Et c'est pourquoi, *la Commune devait donc servir de levier pour déraciner les fondements économiques sur lesquels repose l'existence des classes et partant leur domination.*

L'un des grands mérites de la Commune, nous indique Marx, est qu'elle « se proposait d'abolir cette propriété de classe... en transformant les moyens de production, la terre et le capital, qui servent aujourd'hui surtout à asservir et à exploiter le travail, en de simples instruments du travail libre et associé ». L'auteur du *Capital* précisait encore qu'il s'agirait de *régler la production nationale sur un plan commun sous le contrôle des travailleurs associés.*

Si l'on bornait là la référence marxiste à la Commune, l'impression serait que les « communistes de gauche » avaient du moins l'enseignement du maître pour eux. Mais on trouve sitôt après chez Marx, ces lignes que l'on ne saurait assez méditer :

Les travailleurs n'espéraient pas des miracles de la Commune. Ils n'ont pas d'utopies toutes prêtes à introduire par décret du peuple. Ils savent bien que, pour réaliser leur propre émancipation, et en même temps la forme la plus noble vers laquelle la société actuelle se dirige par ses propres forces économiques, ils auront à traverser de longues luttes et toute une série de progrès historiques, qui transformeront les circonstances et les hommes. Ils n'ont pas à réaliser un idéal, mais à dégager les éléments de la nouvelle société que la vieille société bourgeoise elle-même porte en ses flancs (16).

Si l'on rapproche ces textes du comportement de Lénine dans les premiers mois de la révolution d'Octobre — et l'on sait combien celui-ci s'est inspiré de l'expérience de la Commune et de l'analyse inégalée qui en fut faite à chaud par Marx — la moindre conclusion n'est-elle pas que l'auteur de *l'Etat et la Révolution* se trouve entièrement dans la tradition révolutionnaire marxiste, tandis que nos « communistes de gauche », à vouloir se faire l'écho des « aspirations » ouvrières, inclinent du côté de ceux qui attendent toujours des « miracles » et visent à réaliser un « idéal » par « décret du peuple ».

Briser l'appareil oppresseur de l'Etat capitaliste et dégager les éléments de la nouvelle société que la vieille société bourgeoise porte en ses flancs, ces deux enseignements marxistes

(16) MARX, *La Guerre civile en France* (Paris, 1936), pp. 62 et 63.

tirés de l'expérience de la Commune de Paris, ne les retrouvons-nous pas chez Lénine, appliqués à l'expérience de la révolution d'Octobre ? Mais saurait-on prétendre que Lénine envisageait si peu que ce soit de faire coexister la dictature du prolétariat avec la prolongation de son exploitation économique par l'entrepreneur capitaliste ?

Le contrôle ouvrier, défini par le décret du 14 novembre et précisé par les instructions de décembre — qui, encore une fois, ne constituait ni un objectif définitif ni la seule mesure prévue pour détruire dans le plus bref délai la suprématie économique de la grande bourgeoisie russe —, rendait précisément impossible toute nouvelle exploitation des salariés par leurs entrepreneurs. Du jour au lendemain, les travailleurs, par les comités d'usines, les syndicats, les Soviets et le gouvernement ouvrier, avaient l'entière latitude de fixer leurs salaires et de limiter les revenus des capitalistes au niveau d'un traitement de technicien, de déterminer les règles du travail à l'intérieur de chaque atelier et de créer toute une nouvelle législation industrielle et sociale dans l'intérêt exclusif du prolétariat. En le méconnaissant délibérément (17), les « communistes de gauche » ont donné dans le panneau des pires illusions ouvriéristes qu'ils ont ainsi contribué à renforcer malgré eux. A ce titre et dans la mesure où ils ont exercé une influence non négligeable sur les organisations ouvrières russes, les « communistes ds gauche » ne sont-ils pas en partie responsables de ce que les ouvriers, sous le couvert de contrôle, se sont emparés d'une gestion à laquelle ils n'étaient pas préparés, pour procéder peu après, d'une façon non moins anarchique, aux fameuses « nationalisations par en bas » ?

« Il ne se trouvera personne, écrit Kritzmann, pour affirmer que la révolution russe ait été artificielle. Elle fut davantage un processus élémentaire. Dès que fut renversé le pouvoir de la bourgeoisie, la volonté de classe du prolétariat, qu'aucune force ne retenait plus, s'exprima par la liquidation chaotique des entrepreneurs et la possession des usines. La conséquence

(17) Il est assez symptomatique qu'encore en 1923, un « communiste de gauche » ait continué de soutenir la thèse de N. Ossinsky en l'opposant à celle de Lénine, avec ce commentaire inattendu : « Le mot d'ordre du contrôle ouvrier, qui avait été des plus populaires dans les masses ouvrières avant octobre, changea totalement de contenu après l'arrivée au pouvoir des bolcheviks. En vérité, personne n'avait une idée absolument claire de ce que pouvait être véritablement ce contrôle, peut-être pas même Lénine (!). Pendant un certain temps, après la révolution, Lénine a continué de défendre son point de vue. » Cf. J.-S. ROSENFELD, *Die organisation der Industrieverwaltung* in *Das heutige Russland*, 1917-1922 (Moscou, avril 1923), p. 3.

fut évidemment la destruction des anciens rapports économiques et, non point rarement, le chômage de l'entreprise. La gestion ouvrière, surtout celle qui s'institua à la base, sur le plan local, s'avéra souvent incapable de diriger l'entreprise, car cette capacité ne peut s'acquérir qu'avec la pratique (18). »

N'est-ce pas se leurrer volontairement de croire que la seule publication d'un décret de confiscation générale des moyens de production aurait suffi à remédier à l'anarchie qui présida à la prise de possession des usines par les comités d'ouvriers? Un tel décret n'eût fait que précipiter le « processus élémentaire », sans en corriger les « erreurs » que rendait inévitables son insuffisante maturité. Ce n'est assurément pas à coups de décrets que l'on peut espérer d'élever le niveau technico-économique des masses, non plus qu'en invitant celles-ci à réaliser du jour au lendemain le programme maximum que constitue l'organisation d'une économie socialisée.

« Quand on vint nous remontrer, rappellera Lénine, que par l'institution du contrôle ouvrier nous aboutissions à désintégrer la production, nous avons repoussé ce non-sens. Nous savions fort bien qu'il ne s'écoulerait pas peu de temps jusqu'à ce que le contrôle ouvrier s'étendît à toute la Russie, mais nous voulions montrer que nous ne reconnaissons qu'une voie : celle de la transformation par la base, afin que les ouvriers créent d'eux-mêmes, d'en bas, les nouvelles fondations de l'économie. Et cela exige du temps (19). »

Le moins que l'on puisse remarquer chez les « communistes de gauche » c'est qu'ils ont méconnu ce facteur *temps* dans leur conception de la révolution socialiste ; ils semblent avoir oublié que la dialectique matérialiste reste une vue de l'esprit si l'on en exclut toute notion d'évolution.

C'est en quelque sorte le phénomène inverse que nous allons constater à propos de la discussion sur le contrôle ouvrier chez certains syndicalistes bolcheviks.

La conception des syndicalistes bolcheviks

Les bolcheviks placés à la tête des syndicats et qui, par là, se trouvaient en étroit contact avec la classe ouvrière russe sur le terrain de la production, avaient une vision plus concrète, plus objective des possibilités d'organisation de la vie

(18) L. KRITZMANN, ouvrage cité, p. 158.

(19) LÉNINE, rapport au III[e] Congrès panrusse des Soviets, Pétrograd, 11 janvier 1918, cf. *Œuvres complètes*, T. XXII, p. 220.

économique par les ouvriers et, en dernière instance, par eux-mêmes. Aussi étaient-ils loin de partager les vues d'un certain nombre de leurs camarades du comité central du parti, enclins à observer la réalité du faîte de leur prétendue intransigeance doctrinale.

Un Lozovsky, secrétaire général du conseil panrusse des syndicats, ne pouvait guère se faire d'illusions sur les résultats pratiques d'une socialisation générale à coups de décrets. Sur ce point capital, il était pleinement d'accord avec Lénine. « Le socialisme, écrit Lozovsky, ne peut être bâti en quelques semaines ou en quelques mois ; il y faudra de longues années, sinon des décades. Il ne s'agit pas d'abolir d'un trait de plume la propriété privée des moyens de production, mais de limiter sensiblement les droits de propriété privée sur les moyens de production et d'échange. Le contrôle ouvrier représente l'indispensable stade transitoire sur la voie de la socialisation de la production (20). »

Les bolcheviks des syndicats étaient ainsi les premiers à confondre leurs camarades du parti se proclamant « communistes de gauche ». Cependant, à côté des raisons invoquées, telles que l'insuffisance du développement économique général de la Russie, pour démontrer que toute tentative de socialisation immédiate conduirait à la catastrophe, les syndicalistes bolcheviks avançaient une série d'arguments qui ne faisaient rien de moins que remettre en question l'essence même de la révolution d'Octobre et partant la nature du régime transitoire que celle-ci avait inauguré.

Lozovsky, constatant l'impossibilité de réaliser d'emblée le socialisme, en déduisait que la révolution d'Octobre conservait le caractère « démocratique bourgeois » qui avait été celui de la révolution de Février.

« Les bolcheviks de gauche, s'indigne Lozovsky, soutiennent que la révolution d'Octobre est une révolution prolétarienne et socialiste, et qu'il importe de procéder immédiatement à la réalisation du programme maximum. C'est une erreur profonde : la Russie n'est pas encore mûre pour la socialisation de la production, et elle doit encore passer par une longue période bourgeoise et démocratique (21). »

Lénine, par contre, s'était efforcé de montrer que la marche progressive au socialisme, c'est-à-dire l'accomplissement de la

(20) LOZOVSKY, *Les syndicats en Russie soviétique*, p. 654.

(21) LOZOVSKY, *Le Moniteur professionnel*, organe du Conseil central des syndicats, numéro du 24 novembre 1917.

première phase inférieure de la société communiste, ne pouvait se faire qu'en passant par une série de stades transitoires. Mais si le socialisme, ou plus exactement la socialisation des moyens essentiels de production, ne pouvait donc être décrétée dès le début de la première de ces étapes, il n'en demeurait pas moins que cette première étape elle-même devait obligatoirement marquer une brisure totale et définitive avec le régime capitaliste sur le plan politique. Toute révolution qui réalisait cette rupture fondamentale et se donnait pour mission historique d'ouvrir la voie au socialisme, remplissait par là même les conditions permettant de la définir comme révolution prolétarienne et socialiste.

Cette thèse centrale de Lénine était combattue par la plupart de ses compagnons, dans les syndicats comme dans le parti, par les bolcheviks de « droite » et de « gauche ». Considéré comme gauchiste par l'opposition de droite et comme droitier par celle de gauche, Lénine entendait renvoyer dos à dos les deux thèses oppositionnelles. Pour l'une, la socialisation immédiate de l'économie étant impossible, la révolution ne pouvait pas être socialiste, pour l'autre, la révolution étant socialiste, la socialisation immédiate de l'économie s'imposait. Finalement, la droite et la gauche devaient tomber d'accord, face à la thèse léninienne, pour considérer que celle-ci ne cadrait pas avec la conception marxiste classique d'une révolution socialiste ou plus exactement avec l'idée qu'ils s'en faisaient.

Il est remarquable que, quelques années plus tard, rappelant la première expérience du contrôle ouvrier sitôt après octobre, Lozovsky ait donné rétrospectivement raison à la thèse gauchiste.

« Cette conception prudente du contrôle ouvrier, dira Lozovsky à propos du décret de novembre, résultait de l'analyse objective des possibilités économiques et de la conviction profonde que le socialisme pourrait être édifié non pas en quelques semaines ou quelques mois, mais au cours d'années et de décades. Un coin avait été enfoncé dans le système capitaliste de la production et ses « secrets ». Mais il s'avéra qu'à l'ère de la révolution sociale, une monarchie constitutionnelle au sein de chaque usine est impossible et que le propriétaire quelque compliqué que soit le mécanisme d'une entreprise moderne, n'y représente plus qu'un rouage superflu (22).

Il n'en reste pas moins qu'en novembre 1917, Lozovsky et

(22) LOZOVSKY, *Les syndicats en Russie soviétique* (Moscou, mai 1920) *in* ouvrage cité, p. 654.

l'opposition dite de droite au sein du comité central bolchevik, loin de faire confiance à l'initiative créatrice des masses, cherchaient une solution « d'en haut ». Les syndicalistes bolcheviks exigeaient que l'on mît fin, d'autorité, à l'activité pernicieuse des comités d'usines. Nous avons vu comment Riazanov proposait de substituer au contrôle ouvrier exercé par les comités d'usines, « le contrôle de l'Etat sur les ouvriers ». La formule de Lozovsky, pour être moins brutale, aboutissait au même résultat, sauf qu'au lieu de « l'Etat », il faut lire « le syndicat ». L'essentiel, pour eux, était d'encadrer fermement la classe ouvrière russe, de lui prescrire ce qu'elle avait à faire et d'empêcher qu'elle se livrât à des improvisations, à des actes spontanés, dont on ne pouvait rien attendre de bon dès l'instant qu'il ne s'agissait pas de combattre les capitalistes les armes à la main.

Et, comme corollaire à cette théorie de l'encadrement, prélude à la bureaucratisation à venir, les syndicalistes bolcheviks ne voyaient d'autre issue d'accord avec les « bolcheviks de droite », que dans une alliance politique avec les autres partis qui avaient coopéré à la révolution de Février 1917, mais s'étaient opposés par la suite à la prise du pouvoir par les bolcheviks.

« Il faut être aveugle, s'écrie Lozovsky, pour ne pas voir que la dictature d'un parti, qui s'appuie sur une fraction du prolétariat et des soldats, ne peut résoudre les problèmes qui sont posés à la révolution. Ou il faut élargir la base sociale de la révolution en s'entendant avec les autres partis socialistes, ou bien c'est la catastrophe ; il n'y a pas, il ne peut y avoir de moyen terme (23). »

Rien n'est plus édifiant que le rapprochement de cette déclaration de Lozovsky avec celle des « bolcheviks de droite », par laquelle ceux-ci avaient accompagné, quelques jours plus tôt, leur démission du *Sovnarkom* et du comité central du parti bolchevik.

« Nous considérons, disaient les représentants de l'opposition de droite, que seule la formation d'un gouvernement socialiste composé des représentants de tous les partis collaborant aux Soviets permettra de récolter les fruits de la lutte héroïque de la classe ouvrière et de l'armée révolutionnaire dans les journées d'octobre. Nous pensons qu'il n'est en dehors de cette solution qu'une seule voie possible : le maintien d'un gouvernement purement bolchevik par les moyens de la terreur politique. Le Conseil des Commissaires du Peuple s'est en-

(23) LOZOVSKY, *Le Moniteur professionnel*, du 24 novembre 1917.

gagé dans cette voie. Nous ne voulons ni ne pouvons l'y suivre (24). »

Pour l'heure, nous sommes toujours en 1917 et nous constatons que les syndicalistes et les socialistes de toutes tendances, aussi bien que les communistes de droite et de gauche, avaient encore toute liberté d'exposer, de défendre et d'imprimer leurs conceptions particulières. D'autre part, il n'avait tenu qu'aux socialistes-révolutionnaires de gauche de participer au gouvernement : c'est eux qui avaient décliné l'offre qui leur en avait été faite par les bolcheviks, Lénine en tête, dès le 26 octobre, et qui leur fut sans cesse renouvelée jusqu'à ce qu'ils l'acceptent, le 10 décembre.

Quant aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires de droite, appuyés par les syndicats des cheminots, des fonctionnaires et du livre, ils se montraient les adversaires les plus acharnés des bolcheviks, dénonçant Lénine et Trotsky comme les « bourreaux du peuple russe » qu'il fallait à tout prix écarter du pouvoir ; ils en faisaient la condition de leur participation à un gouvernement de coalition avec les bolcheviks.

En définitive, Lénine n'avait pour lui que la majorité du comité central bolchevik, avec Trotsky, Staline, Sverdlov, Joffe, Sokolnikov, etc., qui le soutenaient généralement contre les deux tendances de gauche et de droite. L'histoire ultérieure de la révolution russe a révélé que dans cette majorité fort peu nombreux étaient ceux qui partageaient pleinement la conception léninienne du passage au socialisme. Pour le plus grand nombre des bolcheviks, de droite, du centre ou de gauche, lorsque Lénine appelait à faire confiance à la puissance créatrice des masses, encore et plus que jamais au lendemain de la révolution, eux traduisaient par la puissance du parti bolchevik et du pouvoir de l'Etat qu'ils identifiaient et avec lesquels ils s'identifiaient eux-mêmes. Pour ces dirigeants bolcheviks, qui venaient de passer une douzaine d'années dans la clandestinité, en relégation ou dans l'émigration, sans participer personnellement à un mouvement ouvrier de masse, la « masse » ne pouvait désigner que la « masse inorganisée », incapable par elle-même de faire l'histoire et encore moins capable de jeter les bases d'une société socialiste. Et le déroulement même de

(24) Document annexe au t. XXII des *Œuvres complètes* de Lénine, p. 615. Cette déclaration, signée par les commissaires du peuple démissionnaires Noguine (Industrie et Commerce), Rykov (Intérieur), Milioutine (Agriculture) et Théodorovitch (Ravitaillement), fut approuvée notamment par les syndicalistes bolcheviks Riazanov et Chliapnikov, ainsi que par Larine, Zinoviev et Kamenev.

la révolution russe depuis février 1917 semblait leur donner raison dans la mesure où ils identifiaient la victoire de l'insurrection armée d'octobre avec la conquête par les bolcheviks de la majorité dans les soviets des grandes villes et dans certaines fédérations syndicales. Grande était leur surprise pour ne pas dire leur stupéfaction d'entendre Lénine, encore après octobre, insiter sur la nécessité de « puiser au tréfonds des masses populaires », de faire appel à leur « autonomie », comme il le souligne dans la citation suivante.

A l'occasion de divergences qui s'étaient manifestées dans certaines usines de Pétrograd entre les ouvriers qualifiés et non qualifiés à propos de la fixation des taux de salaire, il avait été décidé de convoquer en une assemblée commune les organisations ouvrières de la ville, à savoir la section ouvrière du Soviet municipal, le conseil des syndicats et celui des comités d'usines. Il s'était avéré, d'autre part, que les mencheviks s'efforçaient d'utiliser ces divergences pour dresser les travailleurs contre le pouvoir soviétique. Invité à se prononcer sur le différend, Lénine en profita pour faire le point de la situation économique et sociale. On ne possède de cet exposé que les extraits qui en furent publiés à l'époque par la *Pravda* et dont nous reproduisons ici les points essentiels relatifs à la conception léninienne du contrôle ouvrier et du rôle des « masses » dans l'édification du socialisme.

« La révolution du 25 octobre, dit Lénine, a montré la maturité politique extraordinaire du prolétariat qui se révéla capable de s'opposer fermement à la bourgeoisie. Mais, pour obtenir la victoire complète du socialisme, il faut un degré considérable d'organisation, porté par la conviction que le prolétariat doit devenir la classe dominante.

« Les tâches qui se posent au prolétariat sont celles de la transformation socialiste de l'ordre social car toutes les demi-mesures, aussi aisé soit-il d'apporter des arguments en leur faveur, sont insoutenables du fait même que la situation économique du pays a atteint un point tel que toutes les demi-mesures ne sont plus admissibles. Il n'est plus de demi-mesures possibles dans notre lutte gigantesque contre l'impérialisme et le capitalisme.

« Vaincre ou être vaincu ? Telle est la question.

« Les ouvriers doivent le comprendre et le comprennent fort bien. Cela se voit clairement dans le refus qu'ils opposent aux demi-mesures, aux résolutions de compromis. Plus la transformation est profonde et plus il est nécessaire d'avoir des ouvriers entreprenants pour accomplir l'œuvre de remplacement du capitalisme par le socialisme. Pour cela, la capacité de la petite bourgeoisie, même en l'absence de tout sabotage, est insuffisante. Ce n'est qu'en puisant au tréfonds des masses populaires, grâce à leur autonomie, que la tâche pourra être surmontée. C'est pourquoi l'on ne doit pas songer maintenant, en ce moment, à améliorer sa situation personnelle, mais uniquement à devenir la classe dominante... Le prolétariat doit devenir la classe dominante, c'est-à-dire se mettre à la tête de tous les travailleurs et devenir politiquement la classe dirigeante.

« Nous devons engager la lutte contre le préjugé suivant lequel seule la bourgeoisie est à même de diriger l'État. C'est au prolétariat qu'il revient de prendre la direction de l'Etat...

« C'est à la classe ouvrière qu'incombe entièrement l'organisation de la production. Détruisons une fois pour toutes ce préjugé affirmant que les ouvriers sont incapables de prendre en main les affaires de l'Etat et de diriger les banques et les entreprises. Mais tout cela ne saurait se faire qu'à la condition d'accomplir, jour après jour, un travail considérable d'organisation...

« Que chaque comité d'usine ne s'occupe pas seulement des affaires de son usine, mais se considère également comme la cellule primaire de l'organisation de l'ensemble de la vie nationale. Il est facile d'édicter un décret sur l'abolition de la propriété privée ; mais, le traduire dans les faits, seuls le peuvent et le doivent les ouvriers eux-mêmes. Des erreurs pourront, certes, être commises, mais ce sont là les erreurs d'une nouvelle classe à l'occasion de l'édification d'une vie nouvelle.

« Il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de plan concret pour l'organisation de la vie économique. Nul ne saurait l'inventer. Seule, la masse, d'en bas, peut le faire, et seulement grâce à l'expérience. Des directives seront naturellement établies et les voies tracées, mais il faut commencer à la fois par en haut et par en bas.

« Les soviets doivent se transformer en organes de régulation de l'ensemble de la production russe, mais pour ne pas se muer en un état-major sans troupe, il leur faut travailler au sein des masses... Ce n'est pas dans l'organisation des personnes, mais dans l'organisation de la masse des travailleurs dans son ensemble que réside la garantie du succès... » (25).

(25) LÉNINE, *Œuvres complètes*, T. XXII, p. 125-127.

Les soviets, la gestion ouvrière et les positions de Lénine dans la révolution russe *

Yves SARTAN

Les Soviets n'ont pu prendre le pouvoir et le conserver en octobre 1917 que parce que leur majorité était passée sur les positions du parti bolchevique, le seul parti ouvrier de la révolution russe qui, osant rompre avec la bourgeoisie russe incapable de résoudre aucune question, sut concentrer et réaliser la volonté des masses ouvrières et paysannes exigeant la paix, le pain et la terre. Mais avant d'obtenir la majorité dans les soviets, de février à octobre, avant de s'assurer la direction non seulement de la majorité de la classe ouvrière, mais aussi de la paysannerie, les bolcheviks devaient gagner pas à pas la classe ouvrière dont ils exprimaient les intérêts généraux.

La révolution de février avait pourtant été faite par une insurrection spontanée du prolétariat de Pétrograd à laquelle la bourgeoisie libérale ne prit aucune part. Or le pouvoir devait passer, non pas entre les mains de ces ouvriers qui seuls avaient été les artisans de la révolution, mais entre celles des libéraux qui forment au début de mars le gouvernement provisoire. Les cinq journées victorieuses de février avaient ainsi abouti à un paradoxe historique dont la solution ne devait survenir que huit mois plus tard. Mais dans le cours même des journées révolutionnaires de février, la classe ouvrière insurgée avait immédiatement et spontanément renoué avec la tradition de 1905 : dans les usines, les quartiers et les casernes, ouvriers et soldats (en fait des paysans en uniforme) déléguaient leurs représentants qui, à tous les niveaux, de l'usine à la ville entière, devaient former leur propre autorité, leurs conseils, leurs soviets. Avant

(*) Les indications (A1), (A2), dans le texte renvoient aux choix de textes de Lénine, publiés en annexe.

même que les élections aient eu lieu à Pétrograd, un Comité exécutif provisoire du soviet s'était formé à l'initiative des partis se réclamant du socialisme. Du fait de leur prépondérance, menchéviks et socialistes-révolutionnaires se trouvaient ainsi portés à la tête de l'insurrection. Les bolcheviks, dont les cadres avaient été arrêtés et déportés depuis le début de la guerre, bien que nombre de leurs militants aient été à la pointe du combat pendant les journées de février, ne comptaient alors qu'une représentation infime au Comité exécutif, ainsi bientôt qu'au sein du soviet. Les masses insurgées devaient tout d'abord suivre ceux des partis dont l'initiative et les moyens, du fait qu'ils réunissaient un grand nombre d'intellectuels et de propagandistes beaucoup moins touchés par la répression tsariste que les bolcheviks, les avaient placés à la tête du soviet, organisation naturelle de l'ensemble de la classe ouvrière. Mais, fidèles à leurs programmes qui affirmaient que la Russie arriérée ne pouvait connaître de révolution que bourgeoise, menchéviks et socialistes-révolutionnaires devaient, alors que le pouvoir venait de tomber entre leurs mains, refuser de constituer le gouvernement provisoire et y appeler la bourgeoisie libérale. Ainsi s'explique le paradoxe de février : le prolétariat qui avait fait la révolution se voyait exproprié du pouvoir, alors qu'il était, seul, cause de la chute de l'autocratie. Le sommet conciliateur du soviet s'empressait de remettre le pouvoir aux libéraux qui ne souhaitaient eux-mêmes que la restauration de la monarchie.

Cependant il restait aux masses révolutionnaires un acquis fondamental : une forme d'organisation regroupant la totalité des énergies révolutionnaires, leurs soviets. Ceux-ci étaient immédiatement devenus plus puissants, aux yeux des ouvriers et des soldats, que toutes les autres organisations qui pouvaient être tentées de rivaliser avec eux : les municipalités, les coopératives, partiellement aussi les syndicats qui se fondaient. Aux soviets obéissait l'ensemble de la classe ouvrière et les soldats ; derrière le gouvernement du prince Lvov se rassemblait la bourgeoisie solidaire de la féodalité et de la bureaucratie d'Etat. Février donnait naissance à une dualité du pouvoir, régime foncièrement instable qui ne pouvait conduire la révolution qu'à la victoire, si tout le pouvoir revenait aux soviets ou à la défaite, la bourgeoisie ne pouvant assurer son pouvoir qu'en restaurant l'autocratie.

En fait, fidèle aux engagements du tsarisme, le gouvernement provisoire bourgeois ne pouvait qu'aggraver la situation économique et sociale de la Russie engagée et maintenue par lui dans la guerre impérialiste de conquête. Les masses, qui s'étaient soulevées pour imposer la fin de la guerre, restaient subordonnées à ses objectifs. Seule la seconde insurrection produit de la conscience, résoud en octobre le paradoxe de février ; en donnant tout le pouvoir aux soviets, elle peut rame-

ner la paix et faire cesser le pillage d'une économie affaiblie et en pleine débâcle. Mais avant de prendre conscience de leur mission historique, avant que la majorité du prolétariat ne se prononce pour son propre pouvoir, la lutte des classes, dès la révolution de février, pose au sein des entreprises elles-mêmes la question du contenu du pouvoir.

Dès le début du mois de mars s'organisent, en plus des soviets, des comités d'usine que le gouvernement provisoire est contraint de reconnaître par une loi du 23 avril. Ainsi, dans les plus grandes entreprises — et l'industrie de Pétrograd est à cette époque la plus concentrée du monde — coexistent souvent une section syndicale, le soviet de l'usine ou ses délégués au soviet de ville et le comité d'usine. Il apparaît que les comités d'usine mènent avec le plus de résolution une lutte directe pour la semaine de 40 h, l'amélioration des conditions d'existence, la sécurité de l'emploi, mesures qu'ils imposent contre la volonté d'une bourgeoisie soucieuse de maintenir le régime existant, refusant toute réforme sociale afin de mieux poursuivre la guerre.

Alors que ces comités d'usine, de par leur existence même, sapent l'autorité patronale dans l'entreprise et posent la question du contrôle ouvrier, les socialistes conciliateurs tentent de sauver le régime économique en proposant au patronat d'instituer le contrôle d'Etat sur la production. En mai Skobelev, ministre socialiste du Travail dans le gouvernement de coalition entre les menchéviks et les hommes politiques bourgeois, explique : « Quand nous parlons de l'intervention décisive de l'Etat dans la production pour la réglementer et la contrôler, il ne s'agit ni de socialiser la production, ni d'introduire le socialisme étatique, mais d'introduire ce minimum de mesures que la vie économique du pays exige et qui ont déjà été introduites en Angleterre » (1). Tous les efforts des « conciliateurs », c'est ainsi que Lénine désigne les socialistes ministrables opposés à la perspective d'une seconde révolution, tendent à sauver de la débâcle une économie que la guerre a désarticulée, mais que la poursuite même de la guerre oblige à réglementer. Le contrôle d'Etat ne résoud en fait aucune question économique. Dans le cadre de la dualité de pouvoir, les capitalistes russes n'admettent aucun contrôle qui pourrait remettre en question la libre entreprise. Aucune mesure légale, aucun accord entre le gouvernement provisoire et les soviets conciliateurs ne peut empêcher les super-bénéfices de l'industrie de guerre.

Dans ce contexte, la propagande bolchevique s'attache à montrer à la fois l'impasse dans laquelle se trouve la bourgeoisie et dénonce par là-même le soutien impuissant que lui apportent les conciliateurs. Lénine écrit en mai : « M.M. les capitalistes se sont lancés dans une course de vitesse. La

(1) Cité par Marc Ferro, *La révolution de* 1917, Aubier, 1967, p. 392.

conscience de la nécessité d'un contrôle *prolétarien* des fabriques et des syndicats d'industriels grandit dans les milieux ouvriers. Les brasseurs d'affaires « pleins de génie » des ministères et des milieux ministériels ont donc eu cette idée « géniale » : « Prenons-les de vitesse ! Entraînons à notre remorque le Soviet des députés ouvriers et soldats ; ce résultat n'est pas difficile à obtenir tant que les populistes et les mencheviks sont à sa tête » (2).

Si dans les mois qui suivent la révolution de février, les Soviets restent encore aux mains des conciliateurs — au premier congrès pan-russe des Soviets, début juin 1917, sur plus de 1 000 délégués, on ne compte que 105 bolcheviks —, les comités d'usine passent beaucoup plus vite sur des positions révolutionnaires. A Moscou, dès le 27 février, 14 délégués représentent 750 bolcheviks à une réunion des comités d'usine. Ainsi, sur les 24 comités d'usine constitués alors dans la région, 30 bolcheviks les animent, en moyenne, par entreprise. On a vu qu'en avril le gouvernement provisoire est contraint de les reconnaître. Ils exigent alors le contrôle des livres de compte, puis le contrôle de la gestion de l'entreprise. Au milieu du mois de mai, ils demandent la gestion des entreprises. A la fin du mois de mai, à la veille même de l'ouverture du premier congrès des Soviets, les comités d'usine de la capitale se réunissent en conférence. Plus de 300 000 ouvriers y sont représentés par 499 délégués venant de 367 entreprises. La majorité des deux-tiers y est composée d'ouvriers métallurgistes, les plus avancés ; mais 131 usines n'avaient pas envoyé de représentants. Le rapporteur du bureau, bien que n'appartenant à aucun parti, exprime au niveau où il se situe, celui du fonctionnement de l'industrie, toute la réalité de la dualité de pouvoir : « Le mouvement ouvrier en Russie, explique-t-il, a franchi les anciennes limites de l'action des travailleurs. Les comités d'usine, actuellement, sont *forcés*, « nolens volens », d'intervenir dans la vie économique des entreprises parce qu'autrement elles auraient cessé de fonctionner. Toutes les usines de Pétrograd connaissent actuellement une crise de combustible. Mais l'administration ne fait rien pour y remédier. Aussi les travailleurs sont-ils menacés de famine comme chômeurs. Il leur revient de montrer de l'initiative là où les chefs d'entreprise n'en montrent pas. Et seule peut y parvenir une organisation qui réunira les comités d'usine » (3).

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la Conférence ait adopté les thèses des bolcheviks sur le contrôle ouvrier, refusant de suivre les mencheviks et le « contrôle d'Etat », par 335 voix contre 86 (A 1). Lénine, auteur de la résolution sur le contrôle ouvrier, la commente dans *La Pravda* le 4 (17) juin

(2) Lénine, *Œuvres complètes*, T. 24, « Une course de vitesse », paru le 20 mai 1917 dans *La Pravda*, p. 376.
(3) Cité par Marc Ferro, *op. cit.* p. 405.

en plein congrès des Soviets (A 2). Aux mencheviks qui accusent les partisans du contrôle ouvrier de déviation « syndicaliste », Lénine réplique que le contrôle, qui est une mesure absolument indispensable dans les conditions de la guerre et de la révolution, ne peut être mené à bien, même dans le cadre du maintien de la propriété privée de l'industrie, que par la classe ouvrière, et elle seule. Tout comme les tâches démocratiques de la révolution (l'instauration de la république, la réforme agraire), la simple réglementation de la vie économique n'est possible que si la classe ouvrière se rend maîtresse du pouvoir. « Quand nous disons « contrôle ouvrier », souligne constamment Lénine entre février et octobre, ce mot d'ordre est toujours accompagné ou précédé de celui de « dictature du prolétariat » ; nous expliquons par là même de quel Etat il s'agit. »

Ce même 4 juin, il développe la décision prise par la Conférence des comités d'usine devant le premier congrès des Soviets : « En ce qui concerne la crise économique, notre programme exige tout de suite — il n'est besoin ici d'aucun délai — la publication de tous les bénéfices exorbitants, atteignant jusqu'à 500 et 800 %, que les capitalistes empochent non pas en tant que capitalistes « à l'état pur », mais grâce aux fournitures de guerre. Voilà où le contrôle ouvrier est réellement indispensable et possible. Voilà une mesure que vous devez prendre au nom du Soviet, puisque vous vous dites démocratie « révolutionnaire », et qui peut être appliquée du jour au lendemain. Ce n'est pas là du socialisme. C'est ouvrir les yeux du peuple sur cette anarchie véritable et sur ce véritable jeu avec l'impérialisme (...) Rendez publics les profits de Messieurs les capitalistes, faites arrêter 50 ou 100 des plus gros millionnaires » (4).

Mais la capitale avançait considérablement sur les autres villes et celles-ci n'avaient pas encore entraîné les campagnes. Les propositions des bolcheviks sont rejetées par le congrès. Le gouvernement et les mencheviks mènent dès lors une campagne retentissante contre le contrôle ouvrier, le font condamner au congrès des syndicats. La réaction des conciliateurs provoque ainsi un déplacement des rapports entre les masses ouvrières et les dirigeants des soviets. Ceux-ci ne se retournent pas contre leur propre base sociale uniquement en matière d'organisation de la vie économique. En juin, ils soutiennent l'offensive militaire du gouvernement. L'échec accélère le changement de majorité dans les organisations des masses. Les journées de juillet voient celles-ci affronter, comme en juin 1848 à Paris, la force armée de l'Etat bourgeois. Mais l'heure de l'insurrection n'est pas encore venue : la majorité des ouvriers conscients suit encore les conciliateurs et surtout la paysannerie ne commence encore qu'à bouger. Aussi, en juillet, le parti bolchevique doit-il

(4) Lénine, *Œuvres complètes*, T. 25, p. 15, « Discours sur l'attitude envers le gouvernement provisoire ».

freiner les masses ouvrières qui, à Pétrograd, affrontent l'Etat, contre la volonté des soviets. Le parti bolchevique, malgré l'arrestation de ses dirigeants, la mise à sac de ses locaux et de sa presse, ne se laisse pas écraser. Lénine se tourne vers les comités d'usine contre les soviets. Mais en quelques semaines les soviets font l'expérience de la faillite de l'offensive, et par là-même de la politique de conciliation. Le 31 août à Pétrograd, le 6 septembre à Moscou, les bolcheviks gagnent la majorité dans les Soviets. A la même époque, la bourgeoisie est prête à livrer la révolution au général Kornilov. Devant la détermination ouvrière, le putsch avorte. Pour Lénine, à la mi-septembre, l'insurrection est à l'ordre du jour, la combativité ouvrière a fait l'expérience entière de l'échec de la conciliation avec la bourgeoisie, les campagnes s'ébranlent.

De sa retraite, Lénine critique avec véhémence la politique inchangée des conciliateurs en matière économique. La brochure, *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, développe le seul programme qui puisse sauver la révolution russe ; écrite entre les 10-14 septembre, elle paraît fin octobre. Le bilan du contrôle d'Etat est tiré, l'expérience de la faillite de la conciliation est achevée, seule l'insurrection d'octobre permet d'instituer le contrôle ouvrier sur la production. (A 3).

La grande leçon de la révolution russe, que Lénine devait dégager dès les journées de février, c'est qu'à l'époque du stade suprême du capitalisme, la « question fondamentale de toute révolution qui est celle du pouvoir » ne peut être résolue que par le prolétariat. La subordination de l'ensemble du mouvement révolutionnaire à l'objectif stratégique, telle est la première règle du parti bolchevique redressé par Lénine en avril 1917. Toutes les questions purement démocratiques : la paix, la terre, la république, mais aussi la remise en route de l'industrie, ce qui passait d'abord par la lutte contre le sabotage et les superprofits de guerre, l'amélioration des conditions de vie et de travail des ouvriers, aucune de ces tâches ne peut être réalisée sans la révolution prolétarienne. Cette thèse générale ne concerne pas la seule Russie de 1917 mais bien l'ensemble des pays où les conditions sont mûres pour une telle révolution : les défaites en Italie, en Allemagne, en Espagne en seront plus tard les exemples négatifs.

De quelque aspect qu'on envisage l'émancipation sociale des travailleurs, celle-ci présuppose donc la prise du pouvoir. En ce qui concerne l'organisation de l'industrie, tout pas en avant vers la direction et la gestion ouvrière ne peut être solide qu'une fois le pouvoir arraché des mains de la ou des classes dominantes. On s'explique ainsi que les soviets aient la prééminence sur les comités d'usine, que le pouvoir organisé de l'ensemble de la classe oriente et le rythme de la socialisation, et la transformation du régime intérieur des entreprises. Si,

comme le souligne Marx dans la *Critique du programme de Gotha*, la révolution n'accouche pas immédiatement d'une société socialiste modèle mais d'une société issue des flancs du capitalisme agonisant et qui en porte les stigmates, à la dictature naissante du prolétariat ne peut correspondre d'émancipation économique rapide que pour autant que la société révolutionnaire sera parvenue elle-même à un haut niveau de culture et de développement. On sait que ce ne fut pas le cas de la Russie, à l'issue de la révolution d'Octobre victorieuse. L'isolement de celle-ci dans un pays arriéré qui avait encore à réaliser nombre de tâches démocratiques-bourgeoises (en particulier la libération de la paysannerie) explique que du communisme de guerre au tournant de la N.E.P. et dans son cours ultérieur, la nouvelle société, encerclée par le capitalisme mondial, ne pouvait faire, par ses propres forces, que les tous premiers pas dans la voie de la transition au socialisme.

A la veille immédiate de la victoire d'Octobre, Lénine devait définir, à la fois sur le plan théorique et sur celui des conditions pratiques, comment l'insurrection poserait dans les faits la réalisation du programme de son parti. De même qu'avant de s'éteindre, l'Etat, aux mains du prolétariat, doit passer par une phase d'extrême centralisation, de même, dans le domaine de l'émancipation du travail, l'administration des choses ne peut triompher du gouvernement des hommes qu'à l'issue d'une longue lutte pendant laquelle, avant de s'instaurer, l'ordre économique socialiste doit s'assimiler toutes les conquêtes les plus avancées du capitalisme. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les nombreuses références de Lénine au capitalisme d'Etat, dont il voyait la réalisation la plus avancée dans l'Allemagne en guerre, et qu'il assigne pour but économique immédiat au prolétariat révolutionnaire de Russie. Les mesures de contrôle ouvrier doivent donc faire participer, sous la direction des soviets maîtres du pouvoir, l'ensemble des ouvriers aux tâches de recensement et de contrôle de l'industrie en débâcle, permettre d'assurer aux moindres frais le passage de l'ordre capitaliste au futur ordre socialiste, en utilisant au maximum les acquis du capitalisme lui-même (A 4).

A la même époque, dans *l'Etat et la révolution*, il reliait les tâches immédiates de la révolution russe à la théorie de Marx. Il montrait qu'en fait, il n'existe pas de conflit entre la nécessaire autorité imposée par la production elle-même et la démocratie ouvrière. Mais celle-ci serait d'autant plus développée que le capitalisme serait plus rapidement renversé, non seulement en Russie, mais aussi dans les pays avancés (A 5).

Le passage du pouvoir aux soviets allait permettre de mettre en application les mesures sur le contrôle ouvrier. Didier Limon a étudié dans le détail (on lira son article par ailleurs) le riche débat qui a eu lieu en 1917-18 autour de l'organisation de ce contrôle ouvrier sur la production. Il était en fait indis-

pensable, avant d'exproprier les expropriateurs, que la classe ouvrière au pouvoir utilise, sous sa direction, avec le plus de profit possible, les capacités techniques et gestionnaires du régime économique capitaliste. Mais précisément, une telle utilisation de l'héritage du capitalisme ne pouvait se faire que si une grande marge d'initiative était laissée aux soviets qui se multipliaient dans tout le pays et supplantaient les anciens organismes d'Etat. Une circulaire du Conseil des commissaires du peuple où l'on reconnaît la main de Lénine, fait appel, le 5 janvier 1918, aux capacités créatrices des masses : « Les Soviets locaux peuvent, selon les conditions de lieu et de temps, modifier, élargir et compléter les principes de base établis par le gouvernement. L'initiative créatrice des masses, tel est le facteur fondamental de la nouvelle société. Que les ouvriers se mettent à établir le contrôle ouvrier dans leurs usines et dans leurs fabriques, qu'ils fournissent à la campagne les produits fabriqués, qu'ils les échangent contre du blé. Il ne doit pas se trouver un seul produit, pas une seule livre de pain qui échappe au contrôle, car le socialisme, c'est avant tout le contrôle. Le socialisme n'est pas le résultat de décrets venus d'en haut. L'automatisme administratif et bureaucratique est étranger à son esprit ; le socialisme vivant, créateur, est l'œuvre des masses populaires elles-mêmes. »

La construction de l'organisation soviétique, au lendemain d'octobre, s'inscrit dans ce cadre créateur, à tel point même que de nombreux soviets locaux proclament leur autonomie et de minuscules républiques soviétiques. Cette expérience du séparatisme a pour Lénine quelque chose de sain et montre une aspiration créatrice. Mais parallèlement à cette éclosion des conseils ouvriers, à l'expérience nouvelle des masses, les dirigeants bolcheviks s'efforcent de donner un cadre, permettant, aux moindres frais et malgré d'inévitables erreurs, de mettre sur pied les fondements de l'ordre économique futur. Tirant les leçons de l'expérience des premiers mois du pouvoir prolétarien, Lénine, à la veille de la guerre civile, définit de la façon la plus rigoureuse les conditions particulières dans lesquelles la seule Russie doit alors aborder les tâches de socialisation de l'économie. En fait, son analyse de mars-avril 1918 (A 6) reste pleinement valable pour la période prochaine du communisme de guerre, future de la N.E.P. et même pour celle qui va au-delà. Ne rien cacher aux masses des difficultés qu'imposent les conditions de l'isolement et de l'arriération, telle est la règle d'or. En ce sens, Lénine ne saurait trop souligner que le contrôle ouvrier est loin encore d'être établi, l'utilisation des spécialistes bourgeois trop insuffisants, la soumission à la volonté d'un seul trop souvent non effective. Il semble que nous soyons loin de l'idéal « autogestionnaire » qui devrait, selon certains, animer la révolution prolétarienne. En fait, l'initiative ouvrière ne pourrait que se retourner contre la révolution, si dans les conditions de la Russie d'alors, il s'était

agi de précipiter les « confiscations », de confier sans direction consciente la gestion de l'industrie à des « bureaux ouvriers » sans compétence. C'est sur le terrain même de la contradiction que l'on doit pouvoir surmonter celle-ci. L'initiative ouvrière ne saurait être diminuée dans le cadre de l'organisation de la dictature des Soviets, celle-ci étant aussi l'expression vivante de la démocratie prolétarienne qui doit permettre à « chaque travailleur de gouverner l'Etat ». Mais c'est précisément dans le cadre de la démocratie ouvrière que la classe ouvrière se prononce, contre le laisser-aller désorganisateur dans la production, pour « la dictature personnelle dans telle branche du travail ».

Toutefois, ce n'est pas seulement contre les tendances anarchistes existant au sein de la classe ouvrière qu'eurent alors à lutter les bolcheviks, mais encore au sein même de leurs propres rangs. Il faut relier le texte de Lénine sur « les tâches immédiates du pouvoir des soviets » de mars-avril 1918 à la polémique de mai contre les communistes de gauche (A 7). Ce dernier texte pose l'ensemble des problèmes que dut affronter la première révolution ouvrière dans le pays le plus pauvre d'Europe. C'est pourquoi, « tant que la révolution tarde à éclore en Allemagne », il ne saurait être question d'instaurer un « nouvel ordre économique socialiste ». La révolution ne saurait craindre l'utilisation des méthodes les plus avancées du capitalisme (le système Taylor, le capitalisme d'Etat) qui lui sont absolument indispensables afin d'augmenter la productivité du travail — le seul progrès économique du socialisme sur le capitalisme se mesurant d'ailleurs en fonction de ce critère — dans la mesure où l'Etat est toujours plus fermement détenu par les « ouvriers et les paysans pauvres ». La question fondamentale de la « transition », à la veille de la guerre civile, en se pose pas en termes « d'autogestion ouvrière », la construction d'un ordre socialiste nouveau n'étant possible que si la révolution éclate en Europe. La question la plus importante pour la révolution russe, c'est d'affermir la démocratie ouvrière, de libérer l'énergie créatrice des soviets, de faire participer l'ensemble des masses au gouvernement du pays, de promouvoir aux tâches de direction l'avant-garde de la classe ouvrière afin que cette dernière forge l'indispensable discipline à la lumière de sa propre expérience. Conserver le pouvoir, après avoir su le prendre, telle est la tâche centrale de la révolution, à laquelle toutes les autres sont subordonnées. De même qu'en mai 1917, ce sont les comités d'usine et les syndicats les plus avancés qui s'étaient prononcés pour le contrôle ouvrier dans le cadre de la dictature du prolétariat contre les soviets conciliateurs, de même, en juin-juillet 1918, au moment où le pouvoir des Soviets se voit contraint de nationaliser la totalité de l'industrie, ces mêmes comités d'usine continuent à affirmer la nécessité première de renforcer le pouvoir d'Etat prolétarien. Ainsi, au lieu de se confiner dans des tâches purement

gestionnaires ou techniques — bien que ces dernières aient leur importance, nous l'avons vu — les syndicats et les comités d'usine deviennent, comme les Soviets, des organes directs du pouvoir de l'Etat ouvrier (A 8 et A 9).

En mai 1918, la bourgeoisie, dont les ouvriers au pouvoir essayaient d'utiliser les compétences économiques, déclenche la guerre civile. Très rapidement, il faudra nationaliser toute l'industrie sans que les ouvriers aient eu le temps de passer par l'école du contrôle. Avec la suppression de tout le commerce privé, les perquisitions dans les campagnes, les salaires en nature, la subordination de toute la production au front, est né le « communisme de guerre » qui n'est en fait que l'utilisation planifiée du potentiel économique existant, sans souci d'accumulation, dans une forteresse assiégée. Là encore, il s'agit, pour les bolcheviks, de mobiliser les masses sans rien celer de la vérité sur les contradictions qui déchirent le régime économique. Mais alors que dans la période précédente Lénine expliquait aux ouvriers : « Vous voulez que votre usine soit confisquée ? Bien, les formules des décrets sont là, nous allons les signer tout de suite. Mais dites, avez-vous appris à prendre en mains la production, avez-vous calculé ce que vous produisez, connaissez-vous la liaison entre votre production et le marché russe et international ? », avec la guerre civile, il lance, tout en soulignant l'insuffisance du contrôle ouvrier effectué, un appel pour l'organisation de la « gestion ouvrière » (A 10). Il ne s'agit certes pas de concevoir cette gestion ouvrière à la manière des utopistes anarchistes. Contre Kautsky qui déforme l'expérience de la révolution russe, il s'agit de réaffirmer la primauté de la centralisation (A 11). Mais là encore faut-il voir que cette centralisation n'implique en aucune façon une gestion bureaucratique de l'économie. Parallèlement à l'organisation du communisme de guerre, l'Etat prolétarien se renforce. Dans tous les domaines s'accentue la promotion des ouvriers aux responsabilités politiques et économiques. L'ère des spécialistes bourgeois comme celle de l'aristocratie ouvrière qui, au lendemain d'octobre, refusait, à la tête des chemins de fer, de suivre le pouvoir des ouvriers, prend fin (A 12). En ce sens, sur le plan théorique, on peut dire que la faillite de l'influence de la bourgeoisie sur le régime économique, pendant le communisme de guerre, est garant de l'échec certain du bureaucratisme qui est entretenu par la pression de la bourgeoisie sur la classe ouvrière et ses organisations. Mais pour que le régime du « communisme de guerre » puisse maintenir l'équilibre entre le très haut degré de centralisation nécessaire, approuvé par la classe, et l'épanouissement de la démocratie ouvrière, il manquait encore les deux prémisses indispensables au socialisme : un haut niveau de développement des forces productives, l'aide indispensable des pays avancés.

Dans ces conditions, la guerre civile épuise, et l'économie, et la classe ouvrière elle-même. Seuls les ouvriers avancés peuvent former le noyau le plus actif de l'armée rouge. Et dans une certaine mesure, l'avant-garde ouvrière disparaît de la production. Lénine écrit pendant la guerre civile : « Rester à Pétrograd, crever de faim, traîner autour des usines vides, se complaire au rêve futile de restaurer l'industrie de Pétrograd, ou bien sauvegarder la ville, c'est stupide et criminel. Les ouvriers de Pétrograd doivent par dizaines de mille partir pour l'Oural, pour la Volga, pour le Sud, (...) où l'ouvrier de Pétrograd est *indispensable* comme organisateur, comme guide, comme chef. »

L'année 1920 sera la plus fertile en controverses sur la question des formes de la gestion de l'économie. Au début de l'année, le débat porte sur la direction au sein des entreprises. Il s'agit en réalité de reconstituer un appareil économique pratiquement détruit par les années de guerre, ainsi que la classe ouvrière elle-même, épuisée, décimée, dispersée. Lénine et Trotsky, méditant sur les succès remportés par l'armée rouge, sont unanimes, en 1920, pour défendre la conception de la direction unique des entreprises. Si, immédiatement après l'insurrection d'octobre, il s'agissait pour les ouvriers de passer pendant toute une période à l'école du contrôle ouvrier, les comités faisant alors l'apprentissage de la gestion, on a vu que la guerre civile a brusquement coupé court à cette insuffisante expérience. La reconstruction d'une industrie presque totalement dévastée, en 1920, impose la tension la plus vive des forces productives, dont la principale est le prolétariat, ainsi que la plus grande économie des moyens. C'est pourquoi Lénine se prononce pour la direction personnelle des entreprises et reprend alors l'idée que pour se reconstituer, l'industrie doit encore emprunter pour longtemps aux compétences du régime capitaliste que la révolution a renversé (A 13 et A 14). Trotsky, qui a organisé l'élite ouvrière dans l'armée rouge, systématise à la même époque, les mêmes idées que Lénine, après que son projet de février 1920 visant à rétablir partiellement le marché ait été refusé (le tournant de la N.E.P. ne sera en effet effectué que plus d'un an plus tard). Il s'agit dès lors, pour sauver l'économie de l'effondrement, d'utiliser le seul appareil structuré dont dispose la révolution, et qui a fait ses preuves, celui de l'armée rouge. Mais il est bien entendu que la « militarisation du travail » ne supprime pas la démocratie ouvrière ; au contraire, « la direction rend compte de son activité à tout le personnel de l'usine ». Ces méthodes devaient remporter d'indéniables succès. L'industrie du Donetz et de l'Oural est ainsi remise en route, ainsi que l'organisation des chemins de fer.

Mais il n'était cependant pas possible de reconstruire toute l'économie de façon purement administrative. Les syndicats s'opposent aux déplacements de leurs responsables. Trotsky parle alors de « secouer », puis de « briser » les syndicats, de les intégrer à l'appareil de l'Etat ouvrier afin de promouvoir des

éléments ouvriers nouveaux à la direction de la production. Sur cette question, Lénine se sépare de Trotsky, soulignant que si le parti doit maintenir son contrôle sur eux, les syndicats ont pour tâche de défendre les travailleurs contre leur propre Etat, contre ses déformations bureaucratiques. En fait, l'unanimité sur le rôle des syndicats ne pourra se faire que dans le cadre de la N.E.P. au XI[e] congrès du parti en mars 1922 (A 15).

Cependant, dans les derniers mois du « communisme de guerre », la cristallisation la plus nette des aspirations ouvrières exigeant un changement du régime économique, s'exprime au sein du parti bolchevique par l'Opposition ouvrière, dirigée par Kollontaï et Chliapnikov. L'Opposition ouvrière s'en prend surtout au centralisme de Trotsky qui exprime, au détriment des syndicats, la logique même du communisme de guerre ; elle réclame le retour immédiat à la démocratie ouvrière, et affirme la possibilité de développer les forces productives supérieurement aux pays capitalistes eux-mêmes, dans le cadre de la seule Russie. Mais si la logique de la position de Trotsky conduisait à creuser le fossé entre le parti et les ouvriers, celle de l'Opposition ouvrière ne pouvait qu'élargir l'écart entre la classe ouvrière et la paysannerie. Lénine se rendit compte qu'un tournant était inévitable. Au X[e] congrès, en mars 1921, il explique que la N.E.P. est imposée par l'échec de la révolution européenne : « Une révolution socialiste, dans un pays comme le nôtre, peut finalement l'emporter, mais à deux conditions. D'abord si elle est soutenue au bon moment par une révolution socialiste dans un ou plusieurs pays avancés. (...) Nous avons fait beaucoup pour réaliser cette condition. (...) Mais nous sommes encore loin de sa réalisation. L'autre (...) est un compromis entre le prolétariat qui exerce la dictature ou tient entre ses mains le pouvoir d'Etat, et la majorité de la population paysanne. » Telle est la contradiction profonde de la révolution russe soumise à la pression d'un environnement capitaliste hostile, tant à l'intérieur (la paysannerie majoritaire) qu'à l'extérieur (le marché mondial). Chaque tournant (le Communisme de guerre, la N.E.P.) n'est pris que pour permettre à la révolution de reprendre son souffle, les bolcheviks étant intimement convaincus qu'aucune édification socialiste n'est possible dans le cadre de la « socialisation de la misère ». Mais si le socialisme, ou du moins ses prémisses, en tant que régime social nouveau, supérieur au capitalisme sous tous ses aspects, ne peut être construit que si le capital, là où il a le plus fructifié, est exproprié, il n'en demeure pas moins que la révolution russe a instauré pour la première fois dans l'histoire un régime de démocratie ouvrière. La démocratie ouvrière, pour Lénine et les bolcheviks, n'est pas un idéal, une aspiration des masses que la pauvreté sociale ne permettrait pas d'instaurer. Au contraire, c'est en construisant ses Soviets, la seule forme d'organisation ouvrière qui lui permette de s'émanciper, que le prolétariat russe a eu le redoutable privilège de conquérir le premier, la démocratie ouvrière. En ce sens, la construction d'un appareil d'Etat de type nouveau, de l'Etat ouvrier sur la base des Soviets, est le problème central de toute révolution ouvrière qui se doit de conserver un pouvoir que les anciennes classes dirigeantes tentent de reprendre par tous les moyens. C'est pourquoi la façon dont s'organise la vie économique, la gestion de l'industrie, dans le cours même de la révolution, est subordonnée à la tâche centrale de la consolidation du pouvoir. Certes, dans un pays où la classe ouvrière connaît un très haut degré de qualification et de culture, et où l'économie a atteint un très haut développement, on peut envisager sur une large échelle une organisation de la production où les fonctions de direction et de contrôle exercées par tous puisse rapidement voir le jour. Dans la Russie soviétique des années 1920, dans le cadre d'une industrie ruinée, d'une classe ouvrière décimée par la guerre civile, d'une immense prépondérance de la paysannerie dans le pays, le débat sur la gestion ouvrière ne pouvait que porter à faux. L'Opposition ouvrière, à la veille du tournant de la N.E.P., en réclamant l'application d'un communisme intégral dans les conditions économiques d'alors, risquait de saper le pouvoir en dressant les masses contre lui. L'insurrection de Cronstadt, en mars 1921, exprime la contradiction cruelle dans laquelle se débattait alors la révolution russe. Au nom de la « 3[e] révolution », les anarchistes de Cronstadt (l'Opposition ouvrière devait rallier le parti et condamner l'insurrection) montraient que la révolution russe ne pouvait, par ses seules forces, réaliser les fins socialistes qu'elle avait cependant mises à l'ordre du jour : derrière Cronstadt — et certes les insurgés n'en voulaient pas — se profilait la contre-révolution.

En attendant d'être sauvée par la classe ouvrière internationale, la révolution russe se voyait donc obligée de renoncer momentanément, et peut-être pour un long temps, non pas à la démocratie ouvrière, mais à la socialisation de la misère. Il ne s'agissait plus d'utiliser les techniciens bourgeois ou les acquis culturels et économiques du capitalisme, mais bien de restaurer partiellement le capitalisme lui-même, sous le contrôle, certes, étroit et vigilant des Soviets.

Il appartenait encore à Lénine, en 1922, au XI[e] congrès du parti, d'apporter une solution satisfaisante, à la lumière de cinq années de révolution, à la question des rapports qui, dans le cadre de la N.E.P., se nouaient entre le prolétariat, et la nouvelle structure économique. (A 15). Ainsi est encore nettement affirmé qu'au niveau de la gestion des entreprises doit prévaloir le principe de la direction unique. Mais le débat sur les syndicats reçoit enfin sa solution. Ces derniers obtiennent la possibilité de participer pleinement au travail d'organisation économique de l'Etat tout en conservant leur fonction de défense des intérêts immédiats de la classe, contre les déformations bureaucratiques de l'Etat ouvrier, la possibilité même de

la grève étant envisagée. C'est ainsi que Lénine parvint, au derniers congrès du parti bolchevique auquel il devait assister, de prévenir tant le développement de la bureaucratie en définissant les pouvoirs des syndicats que de dépasser les thèses de l'Opposition ouvrière qui, malgré elle, à Cronstadt avait reçu un coup de grâce.

La N.E.P. ne devait, dans l'esprit de ses promoteurs, durer que le temps nécessaire à l'effondrement du capitalisme européen. La 3e défaite de la révolution allemande, en octobre 1923, devait dès lors consacrer pour de longues années l'isolement de la Russie des Soviets. Sur la base de la restauration, certes consciente, d'un secteur capitaliste relativement important se développera dès lors, tant dans l'appareil politique que dans l'appareil économique, une bureaucratie ouvrière dont Lénine avait déjà expliqué, dans *l'Etat et la Révolution*, qu'elle ne devait son existence que par la pression exercée par le capitalisme sur les acquis du mouvement ouvrier. Une nouvelle période commence ; la révolution isolée n'espère plus officiellement en la capacité de la classe ouvrière mondiale de la sauver de l'enlisement. La démocratie ouvrière qui s'était maintenue, malgré les obstacles de la faiblesse économique, la guerre civile, les germes de bureaucratisme, perdra de plus en plus de ses prérogatives. Ainsi s'explique le paradoxe de la révolution d'Octobre : après avoir eu le redoutable privilège d'avoir fondée la première la démocratie ouvrière en exercice dans les Soviets, la classe ouvrière russe, coupée de son alliée internationale, subit dès lors la pression conjuguée du capital mondial et des forces sociales internes conservatrices qui, sur la base du régime économique nouveau issu de la révolution, triomphent en définitive de la démocratie ouvrière elle-même. C'est dire que le cinquantenaire d'Octobre est placé, tout comme au temps des années héroïques de la révolution, sous le signe de la nécessaire action internationale du prolétariat, seule classe porteuse, mais à l'échelle mondiale, d'une forme de civilisation supérieure. L'humanité qui a déjà fait vers la démocratie ouvrière des pas gigantesques ne peut en fait fonder solidement celle-ci que sur la base de la réorganisation socialiste de l'économie mondiale. Et c'est en ce sens que la révolution d'Octobre manifeste aujourd'hui encore toute son actualité.

ANNEXE

Choix de textes de Lénine

A 1

Résolution sur les mesures à prendre contre la débâcle économique (adoptée par la Conférence des comités d'usine, le 1er (14) juin 1917) T. 24, pp. 529-531

1. La désorganisation complète de toute la vie économique de la Russie a atteint un tel degré qu'une catastrophe d'une ampleur inouïe, arrêtant complètement le travail de toute une série de branches essentielles de la production, empêchant les cultivateurs d'exercer leurs activités à l'échelle nécessaire, interrompant les communications ferroviaires, privant de blé les villes et une population industrielle de nombreux millions d'âmes, est devenue imminente. Plus encore, le délabrement économique se fait déjà sentir et a gagné diverses branches de la production. Il n'est possible de le combattre avec succès qu'en faisant appel à toute l'énergie du peuple et en adoptant des mesures révolutionnaires immédiates, tant en province que dans la capitale.

2. On ne peut conjurer la catastrophe ni par des moyens bureaucratiques, c'est-à-dire en créant des institutions au sein desquelles prédomineraient les capitalistes et les fonctionnaires, ni en sauvegardant les bénéfices des capitalistes, leur toute-puissance dans la production, l'emprise du capital financier, le secret commercial dans les domaines bancaires, commercial et industriel. L'expérience de nombreuses manifestations partielles de la crise dans différentes branches de la production l'a démontré avec une évidence absolue.

3. On ne peut conjurer la catastrophe que par l'établissement d'un véritable contrôle ouvrier de la production et de la répartition. Pour appliquer ce contrôle, il est nécessaire que : 1° dans toutes les institutions importantes, les ouvriers aient une majorité garantie des trois quarts des voix au moins, les patrons qui n'ont pas cessé leur activité et le personnel technique compétent étant obligatoirement tenus de participer au travail de ces institutions ; 2° les comités de fabrique et d'usine, les Soviets centraux et locaux des députés ouvriers, soldats et paysans, ainsi que les syndicats, reçoivent le droit de participer au contrôle, tous les livres de banque et de commerce leur étant soumis, tous les renseignements devant leur être obligatoirement communiqués.

A 2

« La débâcle économique et la façon prolétarienne de la combattre ». T. 25, pp. 39-42 (extraits)

L'idée maîtresse de cette résolution est d'opposer à la **phrase** bourgeoise, bureaucratique et petite-bourgeoise, sur le contrôle, les conditions d'un contrôle **effectif** sur les capitalistes et la production. Les bourgeois mentent en faisant passer pour le « contrôle » des mesures de réglementation par l'Etat assurant aux capitalistes des bénéfices triplés sinon décuplés. A la fois naïfs et cupides, les petits-bourgeois se fient aux capitalistes et à l'Etat capitaliste, se contentant, pour le contrôle, des projets bureaucratiques les plus creux. La résolution adoptée par les ouvriers fait ressortir l'essentiel : comment faire en sorte : 1° de ne point « sauvegarder » en réalité les bénéfices des capitalistes ; 2° d'arracher les voiles du secret commercial ; 3° de donner aux ouvriers la majorité dans les organismes de contrôle ; 4° de confier l'organisation (du contrôle et de la direction) aux Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, **et non aux capitalistes,** étant donné qu'elle est conçue « à l'échelle de l'Etat tout entier ».

(...) « Militants de la « Pravda » défendant la résolution du Bureau d'organisation (adoptée par la conférence), nous rétrograderions du marxisme au syndicalisme !! Rougissez, camarades Avilov et Bazarov, d'une telle inattention (ou d'une telle entorse à la vérité), digne seulement de **la Retch** (1) ou de l'**Edinstvo** (2) ! Nous ne préconisons pas le moins du monde le passage humoristique des chemins de fer aux mains des cheminots et des tanneries aux mains des tanneurs. Mais nous affirmons le principe du **contrôle des ouvriers,** contrôle appelé à se transformer en une réglementation complète de la production et de la répartition par les ouvriers, en une « organisation à l'échelle de l'Etat » de l'échange de blé contre les produits manufacturés, etc. (les coopératives urbaines et rurales devant y participer largement) ; et nous exigeons « le passage de la **totalité** du pouvoir d'Etat aux Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans.

A 3

La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer (extraits). T. 25, pp. 354-397

L'organe officiel du plus haut placé de tous les organes dits « habilités » (ne riez pas !) de la démocratie « révolutionnaire » — les **Izvestia du C.E.C.** (c'est-à-dire du Comité exécutif central du Congrès des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans de Russie) — publie dans son n° 164, daté du 7 septembre 1917, une **décision** émanant d'une institution spéciale, créée aux fins de contrôle par ces mêmes mencheviks et socialistes-révolutionnaires et qui se trouve entièrement entre leurs mains. Cette institution spéciale, c'est la « Section économique » du Comité exécutif central. La décision reconnaît officiellement, comme un fait acquis, « *l'inaction totale des organismes centraux constitués auprès du gouvernement et chargés de réglementer la vie économique* ».

(1) Organe du parti cadet.
(2) Journal de Plékhanov.

En vérité, peut-on imaginer témoignage plus éloquent, signé de la main des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires eux-mêmes, attestant la faillite de leur politique ? (...) Lorsque ces derniers entrèrent, le 6 mai, dans le gouvernement de « coalition », ce dernier prit l'engagement d'instituer le contrôle et la réglementation de la vie économique par l'Etat.

(...) Mais en réalité, même le tsarisme, même l' « ancien régime », lorsqu'il créa les comités des industries de guerre, **connaissait** la mesure essentielle, le principal procédé et moyen d'exercer le contrôle qui consiste à associer la population par professions, par objectifs de travail, par branches d'activité, etc. Mais le tsarisme **redoutait** l'association de la population ; c'est pourquoi il restreignait de toutes les manières et entravait artificiellement l'emploi de ce procédé et moyen de contrôle universellement connu, éminemment facile et parfaitement applicable.

(...) Il aurait suffi à un gouvernement intitulé démocratique-révolutionnaire autrement que par dérision de décréter (d'ordonner, de prescrire) dès la première semaine de son existence, l'application des principales mesures de contrôle, d'établir des sanctions sérieuses, des sanctions d'importance, contre les capitalistes qui essaient de se soustraire frauduleusement à ce contrôle, et d'inviter la poulation à surveiller elle-même les capitalistes, à veiller à ce qu'ils se conforment scrupuleusement aux décisions sur le contrôle — pour que celui-ci soit depuis longtemps appliqué en Russie.

Ces principales mesures sont :

1. La fusion de toutes les banques en une seule dont les opérations seraient contrôlées par l'Etat, ou la nationalisation des banques.

2. La nationalisation des syndicats capitalistes, c'est-à-dire des groupements monopolistes capitalistes les plus importants (syndicats du sucre, du pétrole, de la houille, de la métallurgie, etc.).

3. La suppression du secret commercial.

4. La cartellisation forcée, c'est-à-dire l'obligation pour tous les industriels, commerçants, patrons en général, de se grouper en cartels ou syndicats.

5. Le groupement obligatoire ou l'encouragement au groupement de la population en sociétés de consommation, et un contrôle exercé sur ce groupement.

(...) En substance, les mesures de lutte décrites plus haut contre la catastrophe et la famine consistent à encourager de toutes les manières (y compris la contrainte) le groupement en associations de la population, et, en premier lieu, de la démocratie, c'est-à-dire de la majorité de la population : donc, avant tout, des classes opprimées, ouvriers et paysans, paysans pauvres surtout. Et c'est dans cette voie que la population s'est engagée d'elle-même, spontanément, pour lutter contre les difficultés, les charges et les calamités inouïes de la guerre.

(...)L'application de ces mesures démocratiques révolutionnaires est un pas en avant vers le socialisme, n'est possible que si l'on ne se met pas à la remorque de la bourgeoisie, mais si l'Etat passe entre les mains du prolétariat.

A 4

Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? 1-10-1917, extraits, T. 26, pp. 81-134

La principale difficulté pour la révolution prolétarienne est de réaliser à l'échelle internationale l'inventaire et le contrôle le plus précis et le plus scrupuleux, le **contrôle ouvrier,** de la production et de la répartition des produits.

Quand les gens de la **Novaïa Jizn** nous ont objecté que nous tombions dans le syndicalisme en avançant le mot d'ordre de « contrôle ouvrier », cette objection est un exemple de l'application scolaire et assez sotte d'un « marxisme » qui n'a pas été médité, mais **appris** par cœur à la Strouvé. Ou bien le syndicalisme rejette la dictature révolutionaire du prolétariat, ou bien il la relègue, comme le pouvoir politique en général, à la toute dernière place. Nous lui accordons la première place. A dire simplement, dans l'esprit des hommes de la **Novaïa Jizn, non pas** contrôle ouvrier, **mais** contrôle de l'Etat, on aboutit à une phrase réformiste-bourgeoise, on aboutit en fait à une formule purement dans le sens des cadets, car les cadets n'ont rien contre la **participation** des ouvriers au contrôle « de l'Etat ». Les cadets-korniloviens savent fort bien que cette participation est le meilleur moyen pour la bourgeoisie de tromper les ouvriers, le moyen le plus raffiné pour **soudoyer** politiquement tous les Gvozdev, les Nikitine, les Prokopovitch, les Tsérétéli et toute leur bande.

Quand nous disons : « contrôle ouvrier », ce mot d'ordre étant toujours **accompagné** de celui de la dictature du prolétariat, le **suivant** toujours, nous expliquons par là de quel Etat il s'agit. L'Etat est l'organe de domination d'une **classe.** De quelle classe ? Si c'est de la bourgeoisie, c'est bien l'Etat cadet-Kornilov-« Kérenski », par lequel le peuple est « kornilovisé et kérenskisé » en Russie voici déjà plus de six mois. Si c'est la domination du prolétariat, s'il s'agit de l'Etat prolétarien, **c'est-à-dire** de la dictature du prolétariat, le contrôle ouvrier **peut** devenir le **recensement** national, général, universel, le plus minutieux et le plus scrupuleux de la production et de la répartition des produits.

Là est la principale difficulté, la tâche principale de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire socialiste. Sans les Soviets cette tâche, du moins pour la Russie, serait insoluble. Les Soviets **décident** du travail d'organisation qui permettra au prolétariat de réaliser cette tâche de portée universelle.

Nous en venons ici à un autre aspect de la question de l'appareil d'Etat. Outre l'appareil « oppresseur » par excellence que représentent l'armée permanente, la police, les fonctionnaires, il existe dans l'Etat contemporain un appareil très intimement lié aux banques et aux cartels, un appareil qui accomplit un vaste travail de statistique et d'enregistrement, s'il est permis de s'exprimer ainsi. Cet appareil ne peut ni ne doit être brisé. Il faut l'arracher à sa soumission aux capitalistes, il faut le **couper,** le **trancher,** le **scinder** des capitalistes et de tous leurs moyens d'action, il faut le **soumettre** aux Soviets prolétariens, il faut l'élargir, l'étendre à tous les domaines, à toute la nation. Et l'on **peut** faire cela, si on s'appuie sur les conquêtes déjà réalisées par le grand capitalisme (car c'est seulement en s'appuyant sur ces conquêtes que la révolution prolétarienne en général sera capable d'atteindre son but).

Le capitalisme a créé des **appareils** de contrôle sous forme de banques, de cartels, service postal, coopératives de consommation, associations d'employés. **Sans les grandes banques, le socialisme serait irréalisable.**

Les grandes banques **constituent** l' « appareil d'Etat » dont nous **avons besoin** pour réaliser le socialisme et que nous prenons **tout prêt** au capitalisme ; notre seule tâche est alors de **retrancher** de cet excellent appareil d'Etat ce qui en **fait un monstre capitaliste,** de le **renforcer encore,** de le rendre plus démocratique, plus universel. La quantité se changera en qualité. Une banque d'Etat, unique, vaste parmi les plus vastes, qui aurait des succursales dans chaque canton, auprès de chaque usine, voilà les neuf dixièmes de l'appareil **socialiste.** Voilà la **comptabilité** à l'échelle nationale, le **contrôle** à l'échelle nationale de la production et de la répartition des produits, quelque chose, pourrions-nous dire, comme la **charpente** de la société socialiste. ,

Cet « appareil d'Etat » (qui n'est pas complètement un appareil d'Etat en régime capitaliste, mais qui le sera complètement chez nous, en régime socialiste), nous pouvons nous « en emparer » et le « faire fonctionner » en frappant un seul coup, par un seul décret, car le travail effectif de comptabilité, de contrôle, d'enregistrement, de statistique et de calcul est accompli dans ce cas par des **employés** qui sont en majorité des prolétaires ou des semi-prolétaires.

Par un seul décret, le gouvernement prolétarien peut et doit transformer ces employés en fonctionnaires de l'Etat, tout comme les chiens de garde du capitalisme, les Briand et autres ministres bourgeois, assimilent par un seul décret les cheminots en grève aux agents de l'Etat. De ces fonctionnaires, il nous en faudra beaucoup plus et nous **pouvons** en avoir plus, car le capitalisme a simplifié les fonctions de l'enregistrement et du contrôle et les a ramenées à des **opérations** peu compliquées et accessibles à tout homme qui sait lire et écrire.

« L'étatisation » de la masse des employés des banques, des cartels, du commerce, etc., etc., est une choes parfaitement réalisable et du point de vue technique (grâce au travail préliminaire accompli à notre profit par le capitalisme et par le capital financier), et du point de vue politique, si le contrôle et la surveillance par les **Soviets** sont réalisés.

Quant aux cadres supérieurs qui sont très peu nombreux, mais qui penchent vers le capitalisme, force sera de les traiter « avec rigueur », tout comme les capitalistes. Tout comme les capitalistes, ils **résisteront.** Il faudra **briser** cette résistance ; et si Péchékhonov, cet éternel naïf, balbutiait déjà en juin 1917, comme un véritable « apprenti en politique » : « la résistance des capitalistes est brisée », cette affirmation puérile, cette vantardise enfantine, cette boutade de petit garçon, **le prolétariat la réalisera pour de bon.**

Nous pouvons bien le faire, puisqu'il s'agit de briser la résistance d'une minorité infime de la population, littéralement d'une poignée d'hommes, dont chacun sera de la part des associations d'employés, des syndicats, des coopératives de consommation, des Soviets l'objet d'une **surveillance** telle que le premier Tit Titytch venu sera **cerné** comme les Français à Sedan. Nous savons les noms de ces Tit Titytch : il suffit de prendre les listes des directeurs, des membres des conseils d'administration, des gros actionnaires, etc. Ils sont quelques centaines, tout au plus quelques milliers dans **toute** la Russie ; auprès de chacun d'eux, l'Etat prolétarien, disposant de l'appareil des Soviets,

des associations d'employés, etc., peut préposer une dizaine, une centaine de contrôleurs, si bien même que, au lieu d'avoir à « briser leur résistance », on réussira peut-être, grâce au **contrôle ouvrier** (sur les capitalistes) à rendre toute résistance **impossible.**

Ce n'est pas dans la confiscation des biens des capitalistes que sera en effet le « nœud » de l'affaire, mais ce sera précisément dans le contrôle national, universel, exercé par les ouvriers sur les capitalistes et sur leurs partisans éventuels. La seule confiscation ne servira à rien, car elle ne comporte aucun élément d'organisation, rien qui contrôle la justesse de la répartition. Nous remplacerons facilement la confiscation par la levée d'un impôt **équitable** (ne serait-ce qu'aux taux de « Chingarev »), mais à la condition d'exclure toute possibilité de se dérober au contrôle, de cacher la vérité, de tourner la loi. Or, cette possibilité, **seul** le contrôle ouvrier de l'**Etat ouvrier peut l'écarter.**

La **cartellisation obligatoire,** c'est-à-dire l'association obligatoire en unions placées sous le contrôle de l'Etat, voilà ce que le capitalisme a préparé, ce que l'Etat des hobereaux a réalisé en Allemagne, voilà ce que pourront parfaitement réaliser en Russie les Soviets et la dictature du prolétariat, voilà ce qui **nous donnera « un appareil d'Etat »** à la fois universel, tout à fait moderne et sans bureaucratie.

A 5

L'Etat et la révolution

Contre Kautsky qui prétend que dans la société socialiste « peuvent coexister les formes les plus variées d'entreprises : bureaucratiques (??), trade-unionistes, coopératives, individuelles... » Lénine écrit, T. 25, pp. 519-520 :

« En ce qui concerne la nécessité d'une organisation prétendument « bureaucratique », les chemins de fer ne se distinguent rigoureusement en rien de toutes les entreprises de la grande industrie mécanisée en général, de n'importe quelle usine, d'un grand magasin, d'une grande exploitation agricole capitaliste. Dans toutes ces entreprises, la technique prescrit une discipline absolument rigoureuse, la plus grande ponctualité dans l'accomplissement de la part de travail assignée à chacun, sous peine d'arrêt de toute l'entreprise ou de détérioration des mécanismes du produit fabriqué. Dans toutes ces entreprises, évidemment, les ouvriers éliront des délgués qui formeront **une sorte de Parlement** ».

Mais le grand point ici, c'est que cette « sorte de Parlement » **ne** sera **pas** un Parlement dans le sens des institutions parlementaires bourgeoises. Le grand point ici, c'est que cette « sorte de Parlement » **ne** se contentera **pas** d' « établir le régime du travail et de surveiller le fonctionnement de l'appareil bureaucratique », comme se l'imagine Kaustky dont la pensée ne dépasse pas le cadre du parlementarisme bourgeois. Il est certain qu'en société socialiste une « sorte de Parlement » composé de députés ouvriers « établira le régime du travail et surveillera le fonctionnement » de l' « appareil », **mais** cet appareil-là **ne sera pas** « bureaucratique ». Les ouvriers, après avoir conquis le pouvoir politique, briseront le vieil appareil bureaucratique, le démoliront jusqu'en ses fondements, n'en laisseront pas pierre sur pierre et le remplaceront par un nouvel appareil comprenant ces mêmes ouvriers et employés. Pour **empêcher** ceux-ci de devenir des bureaucrates, on prendra aussitôt des mesures minutieusement étudiées par Marx et Engels : 1. électivité, mais aussi révocabilité à tout moment ;

2. un salaire qui ne sera pas supérieur à celui d'un ouvrier ; . adoption immédiate de mesures afin que **tous** remplissent des fonctions de contrôle et de surveillance, que **tous** deviennent pour un temps « bureaucrates » et que, de fait, **personne** ne puisse devenir « bureaucrate ».

Pp. 525-526 : Nous ne nous passons pas de fonctionnaires **en régime capitaliste,** sous la **domination de la bourgeoisie.** Le prolétariat est opprimé, les masses laborieuses sont asservies par le capitalisme. En régime capitaliste, la démocratie est rétrécie, comprimée, tronquée, mutilée par cette ambiance que créent l'esclavage salarié, le besoin et la misère des masses. C'est pour cette raison, et seulement pour cette raison, que dans nos organisations politiques et syndicales les fonctionnaires sont corrompus (ou plus exactement ont tendance à l'être) par l'ambiance capitaliste et manifestent une tendance à se transformer en bureaucrates, c'est-à-dire en personnages privilégiés, coupés des masses et placés **au-dessus** d'elles.

Là est l'**essence** du bureaucratisme. Et tant que les capitalistes n'auront pas été expropriés, tant que la bourgeoisie n'aura pas été renversée, une certaine « bureaucratisation » des fonctionnaires du prolétariat eux-mêmes est inévitable.

A 6

« Les tâches immédiates du pouvoir des soviets », écrit en mars-avril 1918, T. 27, pp. 243-287

Une nouvelle phase de la lutte contre la bourgeoisie.

La bourgeoisie est vaincue chez nous, mais elle n'est pas encore entièrement extirpée, anéantie ni même tout à fait brisée. Aussi, une forme nouvelle, supérieure, de lutte contre la bourgeoisie s'inscrit à l'ordre du jour : il s'agit de passer de la tâche la plus simple, qui est de poursuivre l'expropriation des capitalistes, à une tâche beaucoup plus complexe et plus ardue : créer des conditions dans lesquelles la bourgeoisie ne puisse ni exister, ni se reformer à nouveau. Il est évident que cette tâche est d'un ordre infiniment supérieur et qu'aussi longtemps qu'elle n'est pas accomplie, il n'y a pas de socialisme.

(...) L'essentiel, c'est d'organiser le recensement et le contrôle les plus rigoureux, par le peuple tout entier, de la fabrication et de la répartition des produits. Or, dans les entreprises, les branches et les domaines de l'économie que nous avons enlevés à la bourgeoisie, nous ne sommes **pas encore** arrivés à organiser le recensement et le contrôle : or, à défaut de cela, il ne saurait être question de la seconde condition matérielle, non moins importante, de l'instauration du socialisme, et qui est l'augmentation de la productivité du travail, à l'échelle du pays.

(...) Pour assurer le succès de l'offensive **ultérieure,** il faut, **aujourd'hui,** « arrêter » momentanément l'offensive.

(...) Jusqu'ici, ce qui figurait **au premier plan,** c'étaient les mesures visant directement à exproprier les expropriateurs. Aujourd'hui, ce qui se trouve **au premier plan,** c'est l'organisation du recensement et du contrôle dans les entreprises où les capitalistes sont déjà expropriés, comme aussi dans toutes les autres.

(...) Par suite du retard sensible en matière de recensement et de contrôle en général, nous n'avons pas encore créé des conditions qui mettraient à notre disposition les spécialistes bourgeois. (...) Force

nous a été de recourir maintenant au vieux procédé, au procédé bourgeois et de consentir à payer un prix très élevé les « services » des plus grands spécialistes bourgeois. (...) Cacher aux masses le fait qu'attirer les grands spécialistes bourgeois en leur offrant des traitements fort élevés, c'est s'écarter des principes de la Commune de Paris, ce serait tomber au niveau des politiciens bourgeois et tromper les masses. Expliquer franchement comment et pourquoi nous avons fait ce pas en arrière, examiner ensuite publiquement par quels moyens l'on peut se rattraper, c'est éduquer les masses et apprendre avec elles, par l'expérience, à construire le socialisme.

L'importance de la lutte pour le recensement et le contrôle populaire.

L'Etat, qui fut durant des siècles un instrument d'oppression et de spoliation du peuple, nous a légué la haine farouche et la méfiance des masses envers tout ce qui se rapporte aux choses de l'Etat.

(...) Toutes les habitudes et les traditions de la bourgeoisie en général, et de la petite-bourgeoisie en particulier, s'opposent, elles aussi, au contrôle **de l'Etat** et s'affirment pour l'inviolabilité de la « sacro-sainte » propriété privée. Nous constatons maintenant de toute évidence à quel point est juste la thèse marxiste selon laquelle l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme sont des tendances **bourgeoises ;** combien celles-ci sont en contradiction irréductible avec le socialisme, la dictature du prolétariat, le communisme. La lutte pour inculquer aux masses l'idée de l'enregistrement et du contrôle **soviétiques** ; la lutte pour l'application de cette idée, pour la rupture avec le passé maudit qui avait habitué les gens à considérer l'effort pour se procurer le pain et les vêtements comme une affaire « privée », la vente et l'achat, comme une transaction qui « ne regarde que moi », c'est là une lutte d'une immense envergure, d'une portée historique universelle, de la conscience socialiste contre la spontanéité bourgeoise et anarchique.

Le contrôle ouvrier est interdit chez nous comme une loi, mais c'est à peine s'il commence à pénétrer dans la vie, voire dans la conscience de la grande masse du prolétariat.

(...) L'Etat socialiste ne peut naître que sous la forme d'un réseau de communes de production et de consommation qui dénombreront strictement leur production et leur consommation, ne gaspilleront pas le travail, en augmenteront sans cesse la productivité et parviendront ainsi à réduire la journée de travail à sept heures, six heures et, moins encore.

L'augmentation de la productivité du travail.

Dans toute révolution socialiste, lorsque le prolétariat a réglé le problème de la prise du pouvoir, et à mesure que s'accomplit, dans ses grandes lignes, la tâche qui consiste à exproprier les expropriateurs et à écraser leur résistance, une tâche essentielle passe inéluctablement au premier plan : réaliser une structure sociale supérieure à celle du capitalisme, c'est-à-dire augmenter la productivité du travail et, en rapport avec cela (et pour cela), organiser le travail sur un mode supérieur.

(...) L'avant-garde la plus consciente du prolétariat de Russie s'est déjà assignée la tâche de développer la discipline du travail. Ainsi, le Comité central du syndicat des métaux et le Conseil central des Syndicats travaillent à l'élaboration de mesures et projets de décrets orientés dans ce sens. (...) Nous pourrons réaliser le socialisme justement dans la mesure où nous aurons réussi à combiner le pouvoir des Soviets et le système soviétique de gestion avec les plus récents progrès du capitalisme. Il faut organiser en Russie l'étude et l'enseignement du système Taylor, son expérimentation et son adaptation systématiques. Il faut aussi, en visant à augmenter la productivité du travail, tenir compte des particularités de la période de transition du capitalisme au socialisme, qui exigent, d'une part, que soient jetées les bases de l'organisation socialiste de l'émulation et, d'autre part, que l'on use des moyens de contrainte de façon que le mot d'ordre de la dictature du prolétariat ne soit pas discrédité par l'état de déliquescence du pouvoir prolétarien dans la vie pratique.

L'organisation de l'émulation.

Au nombre des absurdités que la bourgeoisie répand volontiers sur le compte du socialisme, il en est une prétendant que les socialistes contestent l'importance de l'émulation. Or, en réalité, seul le socialisme, qui supprime les classes et, par conséquent, l'asservissement des masses, ouvre pour la première fois la voie à une émulation véritablement massive. Et c'est justement l'organisation soviétique qui, passant de la démocratie toute formelle de la république bourgeoise à la participation effective des masses laborieuses aux **tâches de gestion,** donne pour la première fois à l'émulation toute son ampleur. Il est beaucoup plus facile de le faire dans le domaine politique que dans le domaine économique. Pour le succès du socialisme, c'est le second qui importe.

(...) Chaque fabrique, chaque village est une commune de production et de consommation qui a le droit et le devoir d'appliquer à sa façon les dispositions légales générales des Soviets (« à sa façon » non pas dans le sens de leur violation, mais dans celui de la diversité des formes d'application), de résoudre à sa façon le problème du recensement de la production et de la répartition des produits. Sous le régime capitaliste, c'était là une « affaire privée » du capitaliste, du grand propriétaire foncier, du koulak. Sous le pouvoir soviétique, ce n'est plus une affaire privée, mais une affaire d'Etat de la plus haute importance.

(...) Les communes modèles doivent être et seront des éducateurs, des guides, des stimulants pour les communes arriérées. La presse doit servir d'instrument à l'édification socialiste ; elle doit faire connaître dans tous leurs détails les succès des communes modèles, étudier les causes de leur réussite, leurs méthodes de travail et de gestion ; d'un autre côté, elle portera au « tableau noir » les communes qui s'obstinent à conserver les « traditions du capitalisme », c'est-à-dire celles de l'anarchie, de la fainéantise, du désordre, de la spéculation.

L' « organisation harmonieuse » et la dictature.

A mesure que la tâche essentielle du pouvoir devient non plus la répression militaire mais l'administration, ce n'est plus l'exécution sur place, mais le tribunal qui doit devenir la manifestation typique de la répression et de la contrainte. Et, sous ce rapport, les masses révolutionnaires se sont engagées dans la bonne voie au lendemain du 25 octobre 1917 et ont prouvé la vitalité de la révolution en procédant à l'organisation de leurs propres tribunaux ouvriers et paysans avant même qu'aucun décret n'ait été promulgué sur la dissolution de l'appareil judiciaire bureaucratique bourgeois. (...) L'esprit petit-bourgeois, contre lequel nous aurons maintenant à soutenir la lutte la plus opiniâtre, se manifeste justement dans la faible conscience

que l'on a du lien économique et politique existant entre la famine et le chômage, d'une part, et le laisser-aller de tous et de chacun en matière d'organisation et de discipline, d'autre part, et dans le fait que reste encore profondément ancrée la mentalité du **petit propriétaire** : empoche le plus possible, et après toi le déluge.

(...) La tâche la plus ardue, c'est qu'il nous faut apprendre à conjuguer l'esprit démocratique des masses laborieuses, tel qu'il se manifeste dans les meetings, impétueux, débordant, pareil à une crue printanière, avec une discipline **de fer** pendant le travail, avec la **soumission absolue** pendant le travail à la volonté d'un seul, du dirigeant soviétique.

Le développement de l'organisation soviétique.

Le caractère socialiste de la démocratie soviétique, c'est-à-dire **prolétarienne,** dans son application concrète, déterminée, consiste en ceci : premièrement, les électeurs sont les masses laborieuses et exploitées, la bourgeoisie en est exceptée ; deuxièmement, toutes les formalités et restrictions bureaucratiques en matière d'élections sont supprimées, les masses fixent elles-mêmes le mode et la date des élections et ont toute liberté pour révoquer leurs élus ; troisièmement, cnt voit se former la meilleure organisation de masse de l'avant-garde des travailleurs, du prolétariat de la grande industrie, organisation qui lui permet de diriger la très grande masse des exploités, de les faire participer activement à la vie politique, de les éduquer politiquement par leur propre expérience, et de s'attaquer ainsi pour la première fois à cette tâche : faire en sorte que ce soit véritablement la population **tout entière** qui apprenne à gouverner et qui commence à gouverner.

(...) Nous devons travailler sans relâche à développer l'organisation des Soviets et du pouvoir des Soviets. Il existe une tendance petite-bourgeoise qui vise à transformer les membres des Soviets en « parlementaires » ou, d'autre part, en bureaucrates. Il faut combattre cette tendance en faisant participer pratiquement **tous** les membres des Soviets à la direction des affaires. En maints endroits, les sections des Soviets se transforment en organismes qui fusionnent peu à peu avec les commissariats. Notre but est de faire participer pratiquement **tous les pauvres sans exception** au gouvernement du pays ; et toutes les mesures prises dans ce sens — plus elles seront variées, mieux cela vaudra — doivent être soigneusement enregistrées, étudiées, systématisées, mises à l'épreuve d'une expérience plus vaste, et recevoir force de loi. Notre but est de faire remplir **gratuitement** les fonctions d'Etat par **tous** les travailleurs, une fois qu'ils ont terminé leurs huit heures de « tâches » dans la production : il est particulièrement difficile d'y arriver, mais là seulement est la garantie de la consolidation définitive du socialisme.

(...) La lutte contre la déformation bureaucratique de l'organisation soviétique est garantie par la solidité des liens unissant les Soviets au « peuple », c'est-à-dire aux travailleurs et aux exploités, par la souplesse et l'élasticité de ces liens. Les parlements bourgeois, même celui de la république capitaliste la meilleure du monde au point de vue démocratique ne sont jamais considérés par les pauvres comme des institutions « à eux ». Tandis que, pour la masse des ouvriers et des paysans, les Soviets sont « à eux » et bien à eux.

(...) C'est le contact des Soviets avec le « peuple » des travailleurs qui crée précisément des formes particulières de contrôle par en bas, comme, par exemple, la révocation des députés, formes que

l'on doit maintenant développer avec un zèle tout particulier. Ainsi les Soviets de l'instruction publique en tant que conférences périodiques des électeurs soviétiques et de leurs délégués, discutant et contrôlant l'activité des autorités soviétiques dans ce domaine, méritent toute notre sympathie et tout notre appui. Rien ne serait plus stupide que de transformer les Soviets en quelque chose de figé, que d'en faire un but en soi. Plus nous devons nous affirmer résolument aujourd'hui pour un pouvoir fort et sans merci, pour la dictature personnelle **dans telles branches du travail,** dans tel exercice de fonctions de **pure exécution,** et plus doivent être variées les formes et les moyens de contrôle par en bas, afin de paralyser la moindre déformation possible du pouvoir des Soviets, afin d'extirper encore et toujours l'ivraie du bureaucratisme.

A 7

« Sur l'infantilisme » de gauche « et les idées petites-bourgeoises », extraits (9-10-11 mai 1918), T. 27, pp. 337-370.

On peut être résolu ou irrésolu en matière de nationalisation et de confiscation. Mais aucune « résolution », fût-elle la plus grande qui soit, ne suffit pour assurer le passage de la nationalisation et des confiscations à la socialisation. Toute la question est là, précisément. Le malheur de nos « communistes de gauche », c'est que par ce naïf et puéril assemblage de mots : « la socialisation... la plus résolue », ils révèlent leur incompréhension totale du nœud de la question et de la situation « actuelle ». Les déboires des « communistes de gauche » viennent précisément de ce qu'ils ne voient pas le trait essentiel de la « situation actuelle », du passage des confiscations (pour lesquelles un homme poiltique doit surtout faire preuve de résolution) à la socialisation (qui exige des révolutionnaires d'**autres** qualités).

Hier, il fallait essentiellement nationaliser, confisquer, battre et achever la bourgeoisie et briser le sabotage avec le maximum de résolution. Aujourd'hui, il n'est que des aveugles pour ne pas voir que nous avons nationalisé, confisqué, brisé et démoli plus **que nous n'avons réussi à compter.** Or, la socialisation diffère de la simple confiscation précisément en ceci qu'on peut confisquer avec la seule « résolution », sans être compétent en matière de recensement et de répartition rationnelles de ce qui a été confisqué, **tandis qu'on ne peut socialiser à défaut de compétence ».**

(...) C'est un rire homérique que provoque la découverte faite par les « communistes de gauche » et selon laquelle si « la déviation bolchevique de droite » l'emportait, la République des Soviets risquerait d' « évoluer vers un capitalisme d'Etat »... Or, ils n'ont pas songé que le capitalisme d'Etat serait **un pas en avant** par rapport à l'état actuel des choses dans notre République des Soviets. Si, dans six mois par exemple, nous avions instauré chez nous le capitalisme d'Etat, ce serait un immense succès et la plus sûre garantie qu'un an plus tard, dans notre pays, le socialisme serait définitivement assis et invincible.

(...) Parmi les gens qui se sont intéressés à l'économie de la Russie, personne, semble-t-il, n'a nié le caractère transitoire de cette économie. Aucun communiste non plus n'a nié, semble-t-il, que l'expression de République socialiste des Soviets traduit la volonté du pouvoir des Soviets d'assurer la transition au socialisme mais n'entend nullement signifier que le nouvel ordre économique soit socialiste.

(...) Le capitalisme d'Etat est, au point de vue **économique**, infiniment supérieur à notre économie actuelle. C'est là un premier point. Ensuite, il ne contient rien que le pouvoir des Soviets doive redouter, car l'Etat soviétique est un Etat dans lequel le pouvoir des ouvriers et des pauvres est assuré.

(...) Tant que la révolution tarde encore à « éclore » en Allemagne, notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'Etat des Allemands, de nous appliquer de **toutes nos forces** à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés **dictatoriaux** pour l'implanter en Russie encore plus vite que ne l'a fait Pierre I^er^ pour les mœurs barbares contre la barbarie.

(...) N'est-il pas évident que **plus nous nous élevons** au-dessus de ce degré politique, **plus nous réussissons complètement** à incarner dans les Soviets l'Etat socialiste et la dictature du prolétariat, et **moins** il nous est permis de redouter le « capitalisme d'Etat » ?

(...) « Liée au rétablissement de la direction des capitalistes » : c'est avec de tels mots d'ordre que les « communistes de gauche » pensent pouvoir « se défendre ». Leur défense ne vaut rien, parce que la « direction » est accordée aux capitalistes par le pouvoir des Soviets, premièrement, avec des commissaires ouvriers ou des comités d'ouvriers qui surveillent chaque geste du directeur, qui s'assimilent son expérience de direction et qui ont la possibilité, non seulement de faire appel contre ses décisions, mais de le destituer par le truchement des organes du pouvoir soviétique. Deuxièmement, la « direction » est confiée aux capitalistes afin qu'ils remplissent certaines fonctions exécutives au cours d'un travail dont les conditions sont définies par le pouvoir soviétique, lequel peut également les annuler et les réviser. Troisièmement, le pouvoir soviétique confie la « direction » aux capitalistes non pas en tant que capitalistes, mais en tant que spécialistes-techniciens ou organisateurs, moyennant des salaires élevés. Et les ouvriers savent parfaitement que 99 % des organisateurs des grosses entreprises, trusts ou autres établissements, appartiennent à la classe capitaliste, de même que les meilleurs techniciens ; mais c'est eux précisément que nous, parti prolétarien, devons embaucher en tant que « dirigeants » du processus de travail et d'organisation de la production, car nous n'avons personne **d'autre** qui connaisse la question pratiquement, par expérience. Car les ouvriers, sortis de cette première enfance où la phrase de « gauche » et le laisser-aller petit-bourgeois pouvaient les fourvoyer, s'acheminent vers le socialisme précisément à travers la direction des trusts dont le chiffre d'affaires se monte à plusieurs millions par an, et uniquement par la voie de cette production et de ces entreprises. Les ouvriers ne sont pas des petits-bourgeois. Ils n'ont pas peur du grand « capitalisme d'Etat », ils le considèrent comme leur instrument **prolétarien**, dont **leur** pouvoir **soviétique** usera contre le désordre et gâchis caractérisant la petite propriété.

(...) En attendant l'avènement de la phase « supérieure » du communisme, les socialistes réclament de la société et de l'Etat qu'ils exercent le contrôle le plus rigoureux sur la mesure du travail et la mesure de consommation.

A 8

Discours de Lénine à la IV^e^ conférence des syndicats et des comités de fabriques et d'usines de Moscou, 27 juin--2 juillet 1918, extraits, T. 27, pp. 496-508

Il est évident que les larges masses des travailleurs comprennent un tas de gens qui — vous le savez mieux que quiconque, chacun de vous l'observe à la fabrique — ne sont pas et ne peuvent être des socialistes éclairés puisqu'ils sont obligés de travailler comme des forçats à l'usine et n'ont ni le temps, ni la possibilté de devenir des socialistes. On conçoit que ces gens voient avec sympathie qu'à l'usine les ouvriers grandissent, ont les moyens d'apprendre à gérer eux-mêmes les entreprises — travail dur, travail difficile où les erreurs sont inévitables, mais seul travail qui permette aux ouvriers de réaliser enfin leur aspiration de toujours : faire servir les machines, les fabriques, les usines, la technique la plus perfectionnée, les plus belles conquêtes de l'humanité non pas à exploiter mais à améliorer la vie, à faciliter la vie de l'immense majorité.

Lorsque vous vous réunissez dans vos comités de fabriques et d'usines, afin de régler vos affaires, n'oubliez pas que la révolution ne pourra conserver aucune de ses conquêtes si vous ne vous occupez, dans vos comités de fabriques et d'usines, que de questions techniques ou de vos intérêts ouvriers purement financiers. Les ouvriers et les classes opprimées ont plus d'une fois réussi à prendre entre leurs mains le pouvoir, mais pas une seule fois ils n'ont réussi à le conserver. Pour le conserver, il faut que les ouvriers soient capables non seulement d'engager une lutte héroïque et d'abolir l'exploitation, mais aussi de s'organiser, de se discipliner, de se maîtriser ; capables de discuter lorsque tout autour d'eux chancelle et s'ébranle, lorsqu'ils sont attaqués, lorsque circulent et se répandent constamment des rumeurs absurdes — c'est à ce moment-là qu'une tâche politique de la plus grande importance incombe aux comités de fabriques et d'usines intimement liés dans tous les domaines aux larges masses, aux messes innombrables, à savoir la tâche de devenir avant tout un organe de gestion de la vie de l'Etat. (...) Vos comités de fabriques et d'usines doivent cesser d'être seulement des comités d'usines ; ils doivent devenir les cellules politiques fondamentales de la classe dominante.

A 9

Discours de Lénine au 5^e^ Congrès des soviets des députés ouvriers, paysans et soldats de Russie, 4-10 juillet 1918, extraits, T. 27, p. 549

Dans les villes, il faut organiser les usines, la métallurgie et, après le gâchis de la guerre, répartir la production, répartir les matières premières, le matériel, tâche des plus difficiles. Là, les ouvriers apprennent à s'en acquitter, créent des organes centraux d'administration, là nous avons à remplacer le Conseil supérieur de l'économie nationale, car les lois promulguées au début de l'année, ont déjà vieilli, le mouvement ouvrier progresse, l'ancien contrôle ouvrier est déjà suranné, quant aux syndicats, ils deviennent des embryons des organes d'administration de toute l'industrie.

(...) La révolution russe n'est qu'un détachement de l'armée socialiste mondiale, et le succès et le triomphe de la révolution que nous avons accomplie dépendent de l'action de cette armée. C'est un fait que personne parmi nous n'oublie. De même, nous nous rendons

compte que le rôle de premier plan du prolétariat de Russie dans le mouvement ouvrier mondial ne s'explique pas par le développement économique de notre pays : c'est exactement le contraire qui est vrai. Le caractère arriéré de la Russie, l'incapacité de la bourgeoisie dite nationale de résoudre les problèmes immenses posés par la guerre et par la liquidation de cette guerre, ont poussé le prolétariat à s'emparer du pouvoir politique et à exercer sa dictature de classe.

A 10

Discours de Lénine au VI[e] Congrès extraordinaire de Russie des Soviets de députés ouvriers, paysans, cosaques et des soldats de l'armée rouge (6-9 nov. 1918), extraits, T. 28, pp. 135-167.

Camarades, au début, notre mot d'ordre était le contrôle ouvrier. Nous disions : malgré toutes les promesses du gouvernement Kérenski, le capital continue à saboter la production du pays, la ruinant de plus en plus. Nous voyons aujourd'hui que l'on allait au désastre, et la première mesure, obligatoire pour tout gouvernement ouvrier, socialiste, doit être le contrôle ouvrier. Nous n'avons pas décrété le socialisme d'emblée dans toute notre industrie, parce qu'il ne peut s'établir et se consolider que le jour où la classe ouvrière a appris à diriger, et que les masses ont affermi leur autorité. Sans cela le socialisme n'est qu'un vœu pieux. C'est pourquoi nous avons institué le contrôle ouvrier, sachant que c'était une mesure contradictoire, imparfaite, mais il est nécessaire que les ouvriers s'attellent eux-mêmes à la tâche grandiose de l'édification industrielle dans un immense pays sans exploiteurs, contre les exploiteurs ; et, camarades, quiconque a pris part à cette œuvre, directement ou même indirectement, quiconque a connu toute l'oppression et toute la férocité de l'ancien régime capitaliste, a appris énormément. Nous savons que nous avons obtenu peu de chose. Nous savons que, dans un pays des plus arriérés et des plus éprouvés, où tant de barrières et d'obstacles étaient dressés devant la classe ouvrière, celle-ci a besoin d'un long délai pour apprendre à gérer l'industrie. Le plus important et le plus précieux à nos yeux, c'est que les ouvriers eux-mêmes aient pris en main cette gestion, et que le contrôle ouvrier, qui devait demeurer chaotique, morcelé, artisanal, incomplet dans les branches clés de l'industrie, ait cédé la place à la gestion ouvrière de l'industrie à l'échelle du pays tout entier.

La situation des syndicats s'est modifiée. Leur tâche majeure est maintenant de promouvoir leurs délégués dans tous les comités de direction, dans tous les organismes centraux, dans toutes les organisations nouvelles, qui avaient hérité du capitalisme une industrie ruinée, délibérément sabotée, et qui se sont mises à l'œuvre sans recourir à l'aide de ces intellectuels qui, dès le début, se proposaient d'utiliser les connaissances et l'instruction supérieure, fruits des trésors de la science accumulée par l'humanité, pour saper la cause du socialisme, et non pour aider les masses à construire une économie nationale, sociale, sans exploiteurs.

(...) La conscience consiste ici en ce que les masses ont entrepris une tâche d'une difficulté extraordinaire avec une énergie particulière, de leurs propres mains, en accumulant les erreurs par milliers et elles ont souffert elles-mêmes de chacune de ces fautes qui les ont aguerries, forgées dans l'organisation de la gestion de l'industrie, qui est mise sur pied aujourd'hui et qui repose sur des fondations solides. Elles ont mené leur travail à bonne fin. Désormais, cette œuvre ne se

fera plus de la même façon. A présent c'est toute la masse ouvrière, et non plus seulement les chefs et les ouvriers d'avant-garde, mais réellement les couches les plus larges qui savent qu'elles construisent elles-mêmes le socialisme, de leurs propres mains, qu'elles en ont posé les fondations, et qu'aucune force à l'intérieur du pays ne les empêchera de mener cette tâche jusqu'au bout.

Si dans l'industrie, nous avons rencontré de si grandes difficultés, si nous avons dû parcourir ce chemin, qui a pu sembler si long à beaucoup, quoique court en réalité, pour passer du contrôle ouvrier à la gestion ouvrière, le travail préparatoire qu'il nous a fallu accomplir à la campagne, plus arriérée, a été bien plus considérable.

A 11

La révolution prolétarienne et le rénégat Kautsky, extraits, T. 28, pp. 326-328

Kautsky commence son « analyse économique » de l'industrie par le magnifique raisonnement que voici :

Il y a en Russie une grande industrie capitaliste. Ne serait-il pas possible d'édifier sur cette base la production socialiste ? « On pourrait le penser, si le socialisme consistait dans l'appropriation par les ouvriers de telles mines et fabriques afin d'exploiter chacune d'elles séparément » (p. 52). « Au moment même où j'écris ces lignes, le 5 août, ajoute Kautsky, on me fait part d'un discours prononcé le 2 août par Lénine, dans lequel il aurait dit : « Les ouvriers tiennent solidement les fabriques dans leurs mains, et les paysans ne rendront pas la terre aux propriétaires fonciers. » Le mot d'ordre « L'usine aux ouvriers, la terre aux paysans » a été jusqu'ici une revendication anarcho-syndicaliste et non social-démocrate » (pp. 52-53).

(...) Kautsky ne veut rien savoir des faits innombrables attestant que les fabriques sont transmises **uniquement** à la République (et non individuellement aux ouvriers), qu'elles sont gérées par un organisme du pouvoir des Soviets, le Conseil supérieur de l'économie nationale, composé principalement de délégués des syndicats ouvriers.

A 12

Deux années de pouvoir soviétique, extraits, T. 30, pp. 123-133.

Discours à l'assemblée commune du comité exécutif central de Russie, du soviet des députés ouvriers et soldats rouges de Moscou, du conseil central des syndicats de Russie et des comités d'usine, consacrée au 2[e] anniversaire de la révolution d'octobre (7 *nov.* 1919).

Bien souvent on rencontrait des partisans de la bourgeoisie même à la tête des administrations ouvrières ; nous avons dû veiller à les confier entièrement à des ouvriers. Prenons, par exemple, l'époque où l'administration ferroviaire, où le prolétariat des chemins de fer était dirigée par des hommes qui le conduisaient dans la voie bourgeoise et non prolétarienne. On sait que dans toutes les branches où il nous a été possible d'en finir avec la bourgeoisie nous l'avons fait ; mais à quel prix ! Dans chaque domaine nous avons conquis chaque pouce de terrain, nous avons promu des ouvriers, mis en avant nos hommes d'avant-garde qui avaient été à la dure école de l'organisation du pouvoir d'Etat. Il se peut que, vue du dehors, cette entreprise n'offre pas de grandes difficultés, mais en réalité, si on y réfléchit bien, on se rend compte aux prix de quel effort les ouvriers, après avoir franchi

toutes les étapes de la lutte, ont conquis leurs droits, comment ils ont organisé le travail, depuis le contrôle ouvrier jusqu'à la gestion ouvrière de l'industrie, ou bien, dans les chemins de fer, à partir du fameux Vikjel, ils ont mis en place un appareil apte au travail ; vous verrez les représentants de la classe ouvrière entrer peu à peu dans toutes nos organisations, dont ils améliorent le fonctionnement. Prenons, par exemple les coopératives où nous comptons un nombre considérable de représentants ouvriers. Nous savons qu'autrefois elles étaient presque entièrement composées de représentants de la classe non ouvrière. Là encore, on trouvait des gens dont les opinions et les intérêts étaient ceux de la vieille société bourgeoise. A cet égard, les ouvriers ont dû beaucoup lutter pour s'emparer de la direction et soumettre les coopératives à leurs intérêts pour réaliser un travail plus fructueux.

Mais notre plus gros effort a été de refondre l'ancien appareil d'Etat ; bien que la tâche ait été difficile, nous voyons, depuis deux ans, les résultats du travail de la classe ouvrière, et nous pouvons dire que nous avons dans ce domaine des milliers de représentants ouvriers dans l'appareil d'Etat, nous en voyons dans les services du ravitaillement où il n'y avait naguère que des représentants de l'ancien gouvernement bourgeois, de l'ancien Etat bourgeois. Les ouvriers ont constitué les services du ravitaillement et si, il y a un an, nous ne pouvions pas encore tout à fait en assurer le fonctionnement, si, il y à un an 30 % d'ouvriers y figuraient, à présent, à l'intérieur des services du ravitaillement nous pouvons compter jusqu'à 80 % de représentants ouvriers. Ces chiffres simples et fort nets nous permettent d'exprimer le progrès accompli par le pays ; l'important pour nous, c'est d'avoir obtenu, après la révolution politique, de grands succès dans l'organisation du pouvoir prolétarien.

A 13

Discours de Lénine prononcé au IIIe congrès des conseils de l'économie nationale de Russie, 27 janv. 1920, T. 30, pp. 319-323.

La direction collective, type essentiel de l'organisation d'une administration soviétique, a quelque chose d'embryonnaire, d'indispensable à la première phase, lorsqu'il s'agit de construire à nouveau. Mais lorsque des formes plus ou moins stables ont été fixées, le passage au travail pratique entraîne la direction personnelle, système assurant au maximum la meilleure utilisation des capacités humaines et un contrôle réel, et non verbal, du travail accompli.

(...) Vous trouverez dans tous les domaines de l'activité soviétique un petit nombre de prolétaires conscients, une masse de prolétaires moins évolués et, au-dessous, à la base, une masse énorme de paysans accoutumés à l'exploitation individuelle et, par conséquent, attachés à la liberté du commerce et de la spéculation que les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires et les sans-parti appellent la liberté et que nous appelons, nous, l'héritage du capitalisme. Telle est la situation dans laquelle il nous faut agir ; elle exige des méthodes d'action appropriées. L'expérience de l'armée nous a montré le développement normal de l'organisation de la direction, depuis les forces primitives de la direction collective jusqu'au commandement unique, appliqué maintenant au moins dans cinq cas sur dix.

Dans le meilleur des cas, la direction collective entraîne une énorme dépense de forces et n'assure pas la célérité et la précision du travail qu'impose la grande industrie centralisée. Si vous considérez les partisans de la direction collective, vous trouverez dans leurs résolutions des formules exagérément abstraites affirmant que tout membre de collège doit porter la responsabilité personnelle de l'accomplissement des tâches. C'est devenu une vérité première pour nous. Mais ceux parmi vous qui ont une expérience des choses savent que ce principe n'est appliqué en réalité qu'une fois sur cent. Il reste lettre morte dans l'immense majorité des cas. Aucun des membres d'une direction collective ne se voit confier de tâches définies ; ces tâches ne sont pas accomplies sous le régime de la responsabilité personnelle. De façon générale, on ne vérifie absolument pas le travail chez nous.

A 14

Discours de Lénine prononcé au IIIe congrès des travailleurs des transports fluviaux de Russie, 15 mars 1920, T. 30, pp. 438-445.

Vous savez que l'un des points litigieux, l'un de ceux qui suscitent dans la presse et les réunions de vives polémiques, concerne la direction personnelle et la direction collective des entreprises. Je pense que souvent la préférence accordée à la direction collective témoigne d'une compréhension insuffisante des tâches auxquelles la République doit faire face et, je dirai plus, atteste souvent un degré insuffisant de conscience de classe. J'ai toujours envie de dire quand je réfléchis à cette question : les ouvriers n'ont pas encore été assez à l'école de la bourgeoisie. (...) Est-ce que la question de savoir si c'est un individu ou un groupe d'individus qui doit gouverner se rattache à la question de classe ?

(...) La direction collective serait celles des ouvriers et la direction personnelle ne serait pas ouvrière. Le seul fait de poser ainsi la question, d'argumenter de la sorte, montre que notre conscience de classe n'est pas encore assez claire, et plus encore, que notre conscience de classe est moins claire que celle de MM. les bourgeois. Cela se conçoit. Ce n'est pas en deux ans, c'est en deux siècles qu'ils ont appris à gouverner, et si l'on considère la bourgeoisie européenne, en beaucoup plus de deux siècles.

(...) Tout travail d'administration requiert des qualités spéciales. On peut être le plus qualifié des révolutionnaires et des propagandistes et n'être qu'un administrateur totalement incompétent. Quiconque observe de près la vie pratique et a l'expérience de la vie sait qu'il faut, pour administrer, être compétent, connaître à fond, avec le maximum de précision, toutes les conditions de la production, en connaître la technique dans sa phase moderne, avoir une certaine instruction scientifique. Telles sont les conditions que nous devons remplir à tout prix. Et quand nous présentons des motions d'ordre général, traitant de l'air grave d'un connaisseur de la gestion collective ou personnelle, nous nous persuadons peu à peu que nous ne savons presque rien en matière d'administration, mais que nous commençons à apprendre quelque chose, l'expérience aidant, à peser chaque démarche et à promouvoir chaque administrateur plus ou moins doué.

Vous savez par les débats du Comité central que nous ne nous opposons pas à ce que des ouvriers soient mis à la tête ; mais nous disons que la décision doit être subordonnée aux intérêts de la production. (...) Quand des personnes incompétentes sont à la direction, quand le combustible n'est pas amené en temps voulu, quand les locomotives, les vapeurs et les chalands ne sont pas réparés, l'existence même de la Russie soviétique est en jeu.

(...) Posez donc la question de la gestion en hommes de sens pratique. Exigez que l'on administre en dépensant le minimum de forces ; que les administrateurs, ouvriers ou spécialistes, soient à la hauteur de leur tâche, qu'ils aillent travailler et administrer ; et que leur non-participation à la gestion soit considérée comme un crime. Instruisez-vous grâce à votre propre expérience des choses. Apprenez aussi à l'école de la bourgeoisie. Elle savait maintenir sa domination de classe, elle avait une expérience dont nous ne pouvons nous passer ; en faire fi serait d'une suffisance extrême, infiniment dangereuse pour la révolution.

Les révolutions précédentes ont péri parce que les ouvriers n'ont pas su tenir par une dictature ferme et ne comprenaient pas que la dictature, la violence, la contrainte en suffisaient pas pour tenir ; on ne peut tenir qu'en s'assimilant toute l'expérience culturelle et technique du capitalisme progressif et en prenant à son service tous ces gens. Quand les ouvriers qui se mettent pour la première fois à administrer se montrent hostiles ou spécialiste, au bourgeois, au capitaliste qui, hier encore directeur, s'enrichissait à millions et les opprimait, nous disons que ces ouvriers ne font encore qu'approcher du communisme. Si l'on pouvait bâtir le communisme avec des spécialistes non imprégnés des opinions bourgeoises, ce serait très facile, mais ce communisme-là serait du domaine de la fantaisie. Nous savons que rien ne tombe du ciel ; nous savons que le communisme naît du capitalisme ; qu'on ne peut le bâtir qu'avec les vestiges du capitalisme, ces vestiges sont mauvais, il est vrai, mais il n'y en a pas d'autres.

(...) Ici l'expérience atteste que tout représentant de la culture bourgeoise, de la science bourgeoise, de la technique bourgeoise, doit être apprécié à sa valeur. Sans ces représentants, nous ne pourrons bâtir le communisme. La classe ouvrière gouverne en tant que classe. Le pouvoir soviétique qu'elle a institué est entre ses mains en tant que classe ; elle peut saisir au collet tout tenant des intérêts bourgeois et le jeter au dehors. C'est là le pouvoir du prolétariat. Mais pour édifier la société communiste, reconnaissons franchement notre immense incapacité à conduire les affaires, à être des organisateurs et des administrateurs ; nous devons aborder la tâche avec une extrême prudence en nous souvenant que seul est conscient le prolétaire qui sait préparer, en vue de la prochaine campagne, le spécialiste bourgeois et ne perd pas une minute à dépenser ses efforts comme cela se produit toujours pour les directions collectives.

A 15

« Le rôle et les tâches des syndicats dans les conditions de la nouvelle politique économique (décision du C.C. du P.C. (b) R. du 12 janvier 1922. T. 33, pp. 185-197. Extraits des thèses adoptées par le XIe congrès

(...) Aujourd'hui sont autorisées et se développent le commerce libre et le capitalisme, qui doivent être soumis à la réglementation, de l'Etat ; d'autre part, les entreprises de l'Etat, socialisées, adoptent le principe dit de la gestion équilibrée, c'est-à-dire qu'elles se mettent sur le pied commercial ; ceci, étant donné le retard culturel et l'épuisement général du pays, ne manquera pas d'aboutir dans une mesure plus ou moins grande, à opposer, dans l'esprit des masses, l'administration des entreprises en question aux ouvriers qui y sont occupés.

(...) Dès lors, une des tâches les plus importantes des syndicats est de défendre, dans tous les domaines et par tous les moyens, les intérêts de classe du prolétariat dans sa lutte contre le capital. Cette tâche doit être mise ouvertement au premier plan, l'appareil syndical doit être réorganisé, modifié, ou complété en conséquence (des commissions de conflits, des fonds de grève, des caisses de secours mutuel, etc., doivent y être constitués ou, plus exactement, constitués au fur et à mesure).

(...) Aussi bien, en ce qui concerne les entreprises socialisées, les syndicats ont le devoir absolu de défendre les intérêts des travailleurs, de contribuer, dans la mesure du possible, à leur mieux-être matériel, de redresser constamment les erreurs et les excès des organismes économiques, lorsqu'ils procèdent d'une déformation bureaucratique de l'appareil d'Etat.

(...) Il est évident d'ailleurs que le but final auquel doit viser la lutte gréviste sous le capitalisme, c'est la destruction de l'appareil d'Etat ; le renversement du pouvoir de la classe qui l'exerce. Or, dans l'Etat prolétarien de type transitoire comme le nôtre, le but final de toute action de la classe ouvrière ne peut être que le renforcement de l'Etat prolétarien et du pouvoir d'Etat exercé par la classe prolétarienne, au moyen de la lutte contre les déformations bureaucratiques de cet Etat, contre ses erreurs et ses faiblesses, contre les appétits des classes capitalistes, qui échappent à son contrôle, etc. Voilà pourquoi ni le parti communiste, ni le pouvoir des Soviets, ni les syndicats ne peuvent en aucune façon oublier et ne doivent pas cacher aux ouvriers et aux masses laborieuses, que le recours à la lutte gréviste, dans un Etat où le pouvoir politique appartient au prolétariat, peut être expliqué et justifié uniquement par des déformations bureaucratiques de l'Etat prolétarien et par toutes sortes de survivances du passé capitaliste dans ses institutions, d'une part, ainsi que par le manque de maturité politique et le retard culturel des masses laborieuses, de l'autre.

(...) Un succès très prompt et aussi durable que possible dans le relèvement de la grosse industrie, est la condition sans laquelle l'affranchissement du travail du joug du capital est inconcevable ; inconcevable la victoire du socialisme. Or, un tel succès, à son tour, exige absolument, étant donné la situation actuelle de la Russie, que le plein pouvoir soit concentré dans les directions d'entreprises. Ces administrations, fondées en règle générale sur le principe d'une direction unique, doivent elles-mêmes fixer le taux des salaires, répartir les ressources financières, les rations, les vêtements de travail et toutes autres fournitures, sur la base et en conformité des conventions collectives passées avec les syndicats ; en outre, elles doivent garder au maximum la liberté de manœuvrer, vérifier strictement les progrès réels quant à l'accroissement de la production, gérée sans pertes et avec bénéfices, choisir soigneusement les administrateurs les plus doués, les plus expérimentés, etc.

Toute immixtion directe des syndicats dans la gestion des entreprises doit être reconnue, dès lors, pour absolument inadmissible et néfaste.

Mais il serait absolument faux de déduire de cette vérité incontestable que les syndicats ne doivent pas participer à l'organisation socialiste de l'industrie et à la gestion de l'industrie d'Etat. Cette participation est indispensable sous les formes nettement déterminées, savoir les forme ci-après.

(...) Ecole du communisme en général, les syndicats doivent être en particulier une école de gestion de l'industrie socialiste (et puis, progressivement, de l'agriculture) pour toute la masse des ouvriers, et ensuite pour tous les travailleurs.

Partant de ces principes, il convient de fixer pour le proche avenir les formes essentielles de la participation des syndicats aux organismes économiques et administratifs de l'Etat prolétarien :

1) Les syndicats prennent part à la constitution de tous les organismes économiques et administrations se rattachant à l'économie ; ils proposent leurs candidats, dont ils indiquent l'ancienneté, l'expérience, etc. Le droit de décider appartient exclusivement aux organismes économiques qui portent l'entière responsabilité du travail des services respectifs, mais prennent en considération l'opinion donnée sur tous les candidats par le syndicat intéressé.

2) Une des tâches les plus importantes des syndicats consiste à promouvoir et à former des administrateurs parmi les ouvriers et en général parmi les masses laborieuses (....) Le recensement méthodique de tous les ouvriers et paysans capables de s'acquitter de cette tâche, et la vérification minutieuse, détaillée et pratique du succès avec lequel ils apprennent l'art d'administrer, doivent être effectués par les syndicats avec beaucoup plus de soin et de persévérance qu'à présent.

3) Il est nécessaire d'élargir la participation des syndicats à tous les organismes de planification de l'Etat prolétarien, à l'établissement de plans économiques, de programmes de production et de répartition des fonds de ravitaillement matériel des ouvriers, au choix des entreprises qui seront approvisionnées par l'Etat, données à bail ou en concession, etc. Sans assurer directement aucune fonction de contrôle sur la production dans les entreprises privées et données à bail, les syndicats prennent part à la réglementation de la production capitaliste privée exclusivement en participant aux organismes d'Etat compétents. En même temps qu'ils prennent part à l'ensemble du travail culturel et d'éducation et à la propagande en matière de production, les syndicats doivent entraîner de plus en plus largement et profondément la classe ouvrière et les masses laborieuses à l'œuvre toute entière de construction de l'économie nationale, en les initiant à l'ensemble de la vie économique, à l'ensemble de l'activité industrielle, depuis le stockage des matières premières jusqu'à l'écoulement des produits, en leur donnant une idée de plus en plus concrète du plan d'Etat unique de l'économie socialiste, ainsi que de l'intérêt pratique des ouvriers et des paysans dans l'exécution de ce plan.

4) L'établissement des tarifs, des normes de ravitaillement, etc, constitue l'une des parties inhérentes, indispensables de l'activité des syndicats dans l'œuvre de construction socialiste et de leur participation à la gestion industrielle (...)

Cette liste des principales fonctions des syndicats dans la construction de l'économie socialiste doit être, bien entendu, élaborée en détail par les organismes compétents des syndicats et du pouvoir des Soviets. L'essentiel pour relever l'économie nationale et affermir le pouvoir des Soviets, c'est d'entreprendre — compte tenu de l'expérience acquise dans l'œuvre immense accomplie par les syndicats en matière d'organisation et de gestion de l'économie ; compte tenu également des fautes commises et qui ont causé bien du tort : ingérence directe, mal préparée, incompétence et irresponsabilité dans la sphère de l'administration — d'entreprendre consciemment et résolument un travail de longue haleine, afin d'apprendre pratiquement aux ouvriers et à tous les travailleurs à gérer l'économie nationale du pays tout entier.

CHRONIQUES

LES SOVIETS. QUELS SOVIETS ?

La théorie marxiste d'Otto Bauer et la pratique de Lénine

Yvon *BOURDET*

1. Les intentions d'une critique.

Après la mort de Lénine, les *Izvestia* publièrent les commentaires de nombreuses personnalités de divers pays. Pour concilier les éloges que l'on doit à un grand mort et les critiques qu'il ne pouvait toutefois oublier, Otto Bauer faisait cette remarque : « Les Danton, Marat, Robespierre se combattirent avec passion jusqu'à s'envoyer à l'échafaud et pourtant aujourd'hui, la Révolution nous apparaît comme leur œuvre commune » (1). Ainsi ne faut-il pas, sans doute, exagérer l'importance des polémiques, voire des hérésies et des scissions ni, par conséquent, les camoufler par de faux-semblants. Tel fut, en tout cas, le fondement de l'attitude globale des Austro-marxistes — assez semblable à celle de Rosa Luxemburg — à l'égard de la Révolution russe ; seul un regard superficiel peut voir une « contradiction » entre leur admiration et leurs critiques sans concession, mais il ne suffit pas non plus d'invoquer pour « dépasser » cette opposition — comme on l'a trop souvent fait — l'action aussi magique qu'obscure de je ne sais quelle « dialectique » qui tient alors le rôle du *mysterium fidei*. Peut-être chez Rosa Luxemburg l'admiration relève-t-elle pour une part du sentiment et la critique d'un respect rigoureux des principes ; ce déchirement fait le caractère émouvant sinon dramatique de son écrit sur la Révolution russe. Assurément, pour une part, Otto Bauer est dans la même situation, mais son *admiration* porte davantage sur l'audace et le savoir-faire des chefs bolcheviks et sa *critique* n'a presque rien d'éthique, elle concerne l'inadéquation des moyens à la fin, l'impossibilité de réussir. Sa démonstration — qui est une analyse d'économie marxiste — est purement technique ; la « morale » n'intervient qu'au titre des conséquences prévisibles de l'échec : ou bien la contre-révolution triomphera, ou bien pour survivre la Révolution russe devra prendre une figure qui disqualifiera la révolution marxiste aux yeux du prolétariat des autres pays. Il est donc nécessaire, pour préserver

(1) *Die Gegenwart über Lenin*, Neuer Deutscher Verlag, Berlin, 1924, p. 21.

les chances de la révolution prolétarienne mondiale, de montrer que ce qui se passe en Russie est, pour une large part, conjoncturel, résulte de l'arriération économique et sociale de ce pays et peut donc être un *exemple*, mais nullement un *modèle*. Or préserver les chances de la révolution prolétarienne dans les pays industriels développés c'est le meilleur moyen de renforcer la révolution russe, comme le proclamaient les bolcheviks eux-mêmes. Bien sûr, les bolcheviks souhaitaient un soutien direct et une imitation de leur pratique et les « soutiens » du genre de celui de Bauer excitaient leur indignation et leur mépris. Il n'est pas question ici, pour nous, d'émettre des jugements de valeur mais d'expliquer des points de vue et de les mesurer seulement à l'événement. Sur ce plan, on pourra observer des « renversements » assez remarquables. Lénine, en tant que théoricien — qui écrit, par exemple, *l'Etat et la Révolution* — est un marxiste intransigeant ou, si l'on veut, maximaliste. Sans sous-estimer l'importance des facteurs économiques, il attribue une fonction de premier ordre à l'action révolutionnaire elle-même d'hommes organisés et décidés ; son marxisme prend ainsi une teinte blanquiste. Otto Bauer a étudié la théorie des crises économiques, il fait confiance aux analyses scientifiques de Marx et sans nier le rôle de l'action politique — qui occupera sa vie — il pense que la violence ne peut pas avant terme accoucher une femme d'un enfant viable. Pour simplifier, on pourrait dire que Lénine est le disciple du Marx qui écrit sur la *Commune de Paris* et Otto Bauer un lecteur du *Capital*. Lénine n'a jamais ignoré que le capitalisme bourgeois de Russie était loin d'avoir atteint les limites de son développement et il a passé outre consciemment. Les critiques d'Otto Bauer étaient, pour lui, des critiques de professeur. Mais ce qu'il est intéressant d'examiner, plus en détail, c'est comment, peu à peu, pour rester à la tête de la Révolution russe, Lénine donne « objectivement » raison à Bauer. Il *pratique* non sa théorie mais celle de Bauer, il est vrai, sans l'avouer jamais. Staline poussera cette méthode à l'extrême lorsqu'il exterminera ceux qui avaient préconisé avant lui la politique qui était devenue inévitable. Et pourtant tout n'est pas aussi « simple ». Le frère aîné semble bien avoir eu raison de ne pas partir puisque son frère prodigue est revenu. Si on peut demeurer à son point de départ il est douteux qu'on y puisse jamais revenir et il faudrait voir — en laissant de côté la parabole individuelle — ce qui, en ce qui concerne l'histoire de la Révolution — peut expliquer, éventuellement justifier, la joie du père.

2. Otto Bauer et la Révolution russe.

Avant d'en venir plus précisément à la question du fonctionnement du « système des conseils » en Russie, au cours des premières années de la Révolution léniniste, il paraît nécessaire de présenter très sommairement Otto Bauer à des lecteurs français, étant donné que depuis trente ans rien n'a été publié en notre langue ni *de* ni *sur* Bauer (2). Il y aura trente ans, le 4 juillet prochain, qu'Otto Bauer, exilé politique, est mort à Paris d'une

(2) Nous nous permettons de renvoyer, à ce sujet, à la courte notice qui précède la traduction de l'article qu'Otto Bauer avait écrit, en 1907, à l'occasion du quarantième anniversaire de la parution du *Capital* (*Cahiers de l'I.S.E.A.* N° S. 11,).

crise cardiaque ; il avait 57 ans. Il faut espérer que cet anniversaire sera l'occasion de publications qui feront connaître les divers aspects de sa vie et de son œuvre. Nous ne pouvons ici que résumer brièvement ce qu'il a écrit sur la révolution russe (3).

Otto Bauer était un observateur bien placé pour porter un jugement en connaissance de cause. Comme les autres dirigeants et théoriciens austro-marxistes, il avait eu de nombreuses occasions, avant la guerre de 1914, de rencontrer les révolutionnaires russes, notamment Trotsky ; à l'époque les discussions du *Café central* à Vienne étaient fameuses. Prisonnier de l'armée russe, dès le 23 novembre 1914, Otto Bauer fut envoyé en Sibérie, dans le camp de Beresovska, près de Troizkosavsk, réservé aux officiers. Il apprit le russe et put travailler. Dans une lettre à Kaustky, il se dit sans espoir mais poursuivant des études d'économie, d'histoire, de philosophie et de mathématiques (4). Après la révolution russe de février 17, Victor Adler demanda à Branting d'intervenir pour obtenir la libération d'Otto Bauer. De fait, il put quitter son camp en juillet et séjourna quelques semaines à Petrograd, en tant qu'invité de Theodor et de Lydia Dan. Ensuite il put emprunter un convoi d'échange de prisonniers et il retrouva Vienne en septembre. Il n'était toutefois pas démobilisé, mais seulement « en permission », c'est pourquoi il publia sa brochure : *La révolution russe et le prolétariat européen*, le 10 octobre 1917, un mois avant la Révolution d'Octobre, sous le pseudonyme d'Heinrich Weber (5). Il continua ensuite à commenter la révolution bolchevique par des articles non signés dans *l'Arbeiter-Zeitung* (6), parfois repris dans une brochure anonyme (7) ou non (8). Dans la préface de son étude, sur *le « nouveau cours » dans la Russie des Soviets*, Otto Bauer résume lui-même ces diverses publications : dans la première brochure, écrit-il, « j'exprimais la conviction que le résultat final de la Révolution russe ne pouvait être rien d'autre qu'une république démocratique bourgeoise (9). On pourrait gloser sans fin sur le sens qu'il faut ou qu'on peut donner à l'expression « résultat *final* » et soutenir, par exemple, qu'Otto Bauer a ainsi exprimé à l'avance l'opinion actuelle des dirigeants chinois, à cette différence près (capitale, il est vrai) que pour Otto Bauer il s'agissait là d'un déterminisme historique inévitable, tandis que, pour les « marxistes-léninistes », c'est la conséquence d'un choix et même

(3) Voir, à ce sujet, l'étude de Melvin Croan, *Prospects for the soviet dictatorship : Otto Bauer*, publiée dans l'ouvrage collectif : *Revisionism*, Londres, 1962, pp. 281-296 ; et celle, plus récente de Herbert Steiner : *Am Beispiel Otto Bauer, die Oktober-Revolution und der Austromarxismus*, numéro spécial de *Weg und Ziel*, Vienne, juillet 1967, 22 pp. ainsi que la savante biographie de Bauer établie par Julius Braunthal dans les cent premières pages de son choix de textes : *Otto Bauer*, eine Auswahl aus seinem Lebenswerk, Vienne, 1961. Certes il faut se rapporter aussi aux derniers ouvrages d'Otto Bauer, notamment à *Capitalisme et socialisme après la guerre mondiale*, t. I (le seul paru), Vienne, 1931. Voir également la polémique entre Otto Bauer et Pietro Garvi : *l'evoluzione del regime communisto nella Republica dei Sovieti* (« La critica sociale », 1926, pp. 122-27).

(4) Lettre du 27-3 (1916 ?) ; Archives Kautsky conservées à l'Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam.

(5) *Die russische Revolution und das europäische Proletariat*. Vienne, 1917, 39 p.

(6) Par exemple : *Die Bolschewiki und wir*, N° du 10 mars 1918.

(7) *Rätediktatur oder Demokratie*. Vienne, 1919, 16 p.

(8) *Bolschewismus oder Sozialdemokratie*. Vienne, 1920, 120 p.

(9) *Der « neue Kurs » in Sowjetrussland*. Vienne, 1921, p. 3.

d'une faute de la « clique au pouvoir ». Quoi qu'il en soit, Otto Bauer précisait son analyse en remarquant qu'on se trouvait en présence d'une révolution bourgeoise sans bourgeois, car, dans ce pays, « la République bourgeoise ne pouvait être fondée par la bourgeoisie ; elle ne pouvait l'être que par les ouvriers et par les paysans qui devaient d'abord s'emparer du pouvoir afin de réaliser la grande révolution agraire et de repousser la contre-révolution » (*ibid*). Otto Bauer précisera plus tard qu'on est ainsi en présence d'une révolution qui n'est, à proprement parler, ni bourgeoise, ni prolétarienne, mais *plébéienne* (10). Or l'histoire a toujours montré que la plèbe n'a jamais eu les moyens de conserver ni d'exercer durablement le pouvoir ; selon Bauer, une fois la révolution agraire réalisée et assurée, « la masse paysanne remettrait la bourgeoisie à flot (emportragen) et, par là, rétablirait la démocratie bourgeoise », ce qui lui permettait de conclure : « Dès lors, je considérais la domination transitoire du prolétariat uni à la paysannerie comme une phase d'évolution nécessaire dans la marche de la Russie à la démocratie bourgeoise. » (*ibid.*). La Révolution d'Octobre effectua un changement radical du mode de gouvernement sans changer toutefois durablement les perspectives. Otto Bauer poursuit en effet : « Un mois plus tard (...) la domination des ouvriers et des paysans prit désormais la forme de la dictature des soviets » (*ibid*). Otto Bauer analysa cette deuxième phase de la révolution russe dans sa brochure déjà citée : *Bolchevisme ou démocratie socialiste.* Selon lui les soviets n'étaient pas en mesure de réaliser une telle dictature *du* prolétariat, ce ne pouvait être encore qu'une « phase transitoire » qui, par la révolution agraire, devait créer les conditions du développement de la Russie. « J'avais annoncé, écrit Bauer, que la propriété individuelle paysanne ruinerait l'organisation économique socialiste » (*ibid.* p. 4). Les bolcheviks combattirent avec passion et non sans recours à l'injure les analyses de Bauer. Radek, en particulier, répliqua que malgré le partage des terres, « le monopole des blés amènerait l'agriculture paysanne dans les voies socialistes » (11). Mais, remarque Bauer, Radek a eu tort de se complaire aussi abondamment dans ses plaisanteries sur cette « nouvelle philosophie menchévique », car « le 21 mars 1921, le gouvernement a été forcé d'abolir le monopole des blés et de rétablir le commerce capitaliste des céréales » (*ibid.* p. 4 et 5). Entre la théorie des bolcheviks et celle de Bauer seule l'histoire pouvait trancher et Bauer conclut avec satisfaction, le 12 novembre 1921, que l'histoire a tranché en sa faveur « rapidement et à fond ». Le « Cours nouveau » (nous disons maintenant la N.E.P.) dans lequel le gouvernement des soviets a dû s'engager depuis le commencement de l'année 1921, sous la pression des masses paysannes, a confirmé mes pronostics ». (*ibid.* p. 5.)

On pourrait croire, à s'en tenir à ce que nous avons rapporté, que la position de Bauer ne se distingue guère de la position classique de l'Internationale socialiste respectueuse de la démocratie formelle, mais c'est faux. Il ne critique pas la dictature

(10) Dans son livre récent : *le dernier combat de Lénine*, Moshe Lewin montre les variations et les hésitations de Lénine lui-même sur la définition et la « périodisation » des premières phases de la Révolution russe (voir, en particulier, p. 38).

(11) Radek, *Theorie und Praxis der 2½ Internationale*. Hamburg, 1921, p. 9.

du prolétariat parce qu'il serait *contre la dictature*, mais parce qu'*il n'y a pas de prolétariat* capable d'exercer *sa* dictature, comme nous verrons plus loin que Lénine finit par le reconnaître avec une franchise brutale. Otto Bauer dénonce donc l'illusion de cette formule tout en reconnaissant qu'elle a une valeur « dopante » pour manier « le balai de fer » qui nettoie la Russie des survivances de la féodalité. Il faut, en effet, admettre, écrivait Bauer, que quiconque mène une lutte semblable à celle qu'ont menée les bolcheviks « a besoin d'illusions ». Il ajoutait : « Pour nous qui sommes loin des coups, ce serait malhonnête (schlecht) de railler les illusions nécessaires à la vie de ceux qui se trouvent au feu (12). On voit déjà, par le ton de ces remarques, qu'Otto Bauer s'oppose, bien sûr, à la seconde Internationale, mais on va voir qu'il se situe tout à fait à la gauche de l'U.S.P.D. Il écrit en effet à Kautsky, le 4 janvier 1918, pour « s'étonner vivement » d'une attaque contre les bolcheviks parue dans la *Leipziger Volkszeitung* ; pour lui, « cette attaque est injuste et inopportune ». Elle est d'abord injuste parce qu'il est tout à fait clair que « Lénine et Trotsky ne pouvaient rien faire d'autre que ce qu'ils ont fait » et parce que le prolétariat européen « qui a été incapable d'aider les Russes en aucune manière » n'a pas beaucoup le droit d'exiger d'eux qu'ils se sacrifient pour les intérêts des autres. En second lieu, cette attaque est inopportune : en effet, ce n'est pas en leur peignant en noir la Révolution que nous rendrons révolutionnaires les ouvriers allemands » (13). Ainsi, Bauer paraphraserait ici la formule connue : cette attaque est plus qu'une faute, c'est une erreur. Ce faisant, il va plus loin que Rosa Luxemburg qui écrivait vers la même époque (dans son livre alors inédit sur la *Révolution russe*) qu'aimer la liberté c'est d'abord l'accorder à ceux qui pensent autrement. Dans la suite de la lettre à Kautsky que nous venons de citer, Otto Bauer qualifie de « simples puérilités » les critiques des menchéviks sur « la dictature personnelle », sur « le complot des soldats », sur « le gouvernement despotique » ; à ce compte, remarque-t-il, « c'est toute la dictature révolutionnaire qu'il faudrait contester » ; et il ajoute, à un niveau de justification un peu inférieur, que Trotsky et les bolcheviks ne font que faire subir ce qu'ils ont eux-mêmes subi sous le gouvernement Kerenski et que c'est la faute de la « majorité des menchéviks » (14), si la révolution prolétarienne n'a pu s'accomplir que dans la forme présentée par les bolcheviks. Dès son retour de captivité, il écrivait en effet à Kautsky, le 28 septembre 1917, que les menchéviks, proprement dits (excluant ainsi les mencheviks internationalistes de Martov) avaient fait une « politique impossible » : craignant que si le prolétariat se montrait trop exigeant, il ne suscite un Cavaignac, ils ont proposé de jouer eux-mêmes le rôle de Cavaignac et ont

(12) *Der « neue Kurs » in Sowjetrussland*, p. 6.

(13) Lettre inédite dans les archives Kautsky de l'Institut International d'Amsterdam (K.D. II. 503). Ce « radicalisme » de Bauer par rapport à Kautsky notamment est reconnu, avec les injures d'usage, par les bolcheviks. Voir par exemple Radek, *Les questions de la Révolution mondiale à la lumière du menchevisme*. Pétrograd, 1921, p. 21 et par Eugène Varga, *Les partis social-démocrates*, Paris, s. d. p. 14.

(14) On pense à la formule : dans toute minorité il y a une majorité d'imbéciles. On sait que les préférences d'Otto Bauer allaient aux thèses de Martov. (Voir : *Julius Martov*. Sein Werk und seine Bedeutung für den Sozialismus, « Der Sozialismetische Bote », Berlin, 1924. pp. 21-25.

fait fuir les masses vers les bolcheviks (15). Comme on le voit, il ne s'agit pas pour Bauer d'une quelconque « sympathie » pour l'action des bolcheviks mais de la conviction que les bolcheviks réalisent en Russie les formes du socialisme qui y sont *possibles*. Cette attitude de Bauer restera inchangée, même à l'époque stalinienne et Trotsky qui croyait avoir réglé son compte, dans son rapport au 4e Congrès de l'I.C., à « Otto Bauer et aux autres philistins » s'indignera plus tard « qu'Otto Bauer ne blâme qu'avec modération la justice de Vychinski » (16). Mais cela déborde le sujet de cet article. Il nous reste à voir comment cette position de Bauer s'articule avec les critiques qu'il a formulées et plus précisément en quoi consistèrent en Russie les « illusions plébeiennes ».

3. Le « contenu réel » de la dictature des conseils au temps de Lénine.

Avant de tenter d'approfondir ce problème, il convient de rapporter comment Bauer effectue lui-même consciemment ce « passage ». Après avoir, nous l'avons vu, admis les nécessités des « illusions » des masses russes, illusions entretenues par les bolcheviks pour prendre le pouvoir, il poursuit en remarquant qu'il ne serait pas convenable qu'il tombât lui-même dans « des illusions que, seule, peut excuser l'ardeur du combat ». A son avis, cela ne nous servirait pas à grand chose d'être des marxistes si nous ne savions pas analyser scientifiquement une situation historique afin de déterminer quelles sont les vraies forces en présence et ce qu'il est *possible* d'entreprendre. Même pour les combattants, d'ailleurs, les « illusions » ne constituent une source vivifiante qu'aussi longtemps qu'il s'agit « de mener le combat jusqu'au bout » ; elles deviennent « le plus grand des dangers » dès qu'il s'avère nécessaire d'interrompre le combat afin d'éviter une défaite totale étant donné qu'on avait, par erreur, visé un but impossible à atteindre (17). Otto Bauer félicite le gouvernement des soviets d'avoir eu, par la N.E.P., le mérite de mettre un terme, à temps, aux « illusions économiques ». On ne pouvait même par la terreur instaurer un système de production et de distribution communiste dans un pays arriéré et décimé par les guerres de toute sorte, civiles et étrangères. Lénine l'avoue sans détour en dressant le bilan de quatre ans de révolution : « Nous comptions — ou peut-être sera-t-il plus exact de dire : nous pensions, sans un calcul suffisant — pouvoir par les ordres exprès de l'Etat prolétarien (on peut remarquer au passage l'usage courant de ces formules lénifiantes) organiser *à la manière communiste* (souligné par nous) dans un pays de petits paysans, la production et la répartition des produits par l'Etat. La vie a montré notre erreur. Une suite de degrés intermédiaires se sont révélés indispensables : *le capitalisme d'Etat* (souligné par nous) et le socialisme en vue de *préparer* — par un travail de longues années — le passage au communisme » (18). Dans ces conditions, quel peut être le rôle des « conseils ouvriers » ?

(15) Lettre inédite. (I.I.S.G. d'Amsterdam, Archives Kautsky, K.D. II, 500).
(16) Trotski. — *Leur morale et la nôtre*. Paris, Sagittaire, 1939, p. 44.
(17) *Der « neue Kurs » in Sowjetrussland*, p. 6.
(18) *Pour le quatrième anniversaire de la révolution d'Octobre*. (Pravda, N° 234, du 18 octobre 1918, publié en français dans le t. II des Œuvres Choisies de Lénine, Moscou, 1948, p. 916.)

A. *Les Soviets prolétariens.*

Certes, Lénine continue à parler d'Etat prolétarien mais il reconnaît en même temps que le prolétariat — entendu au sens marxiste d'ouvriers de l'industrie — déjà très minoritaire en Russie — « pays de petits paysans » — s'est encore affaibli depuis la Révolution d'Octobre. Otto Bauer cite à ce propos le discours de Lénine du 17 octobre 1921 devant le « Congrès de l'organisation pour l'éducation politique » (*Neue Kurs*, pp. 12 et 13) mais dans un texte précédent, publié dans la *Pravda*, n° 190, du 28 août 1921, Lénine reconnaît que « la création de *l'appareil militaire et d'Etat* (souligné par nous) (...) a occupé, absorbé, épuisé les « forces réelles » (...) de la classe ouvrière » ; toutefois, dans un pays qui se serait développé industriellement ce prélèvement par les appareils militaires et bureaucratiques aurait pu être compensé (et au-delà) par l'entrée de nouveaux hommes dans le processus de production. En réalité, avoue Lénine dans le même texte, « aujourd'hui l'afflux des forces neuves de la classe ouvrière est faible, et parfois très faible (...) en dépit de tous les décrets, appels, agitation, en dépit de tous les ordres relatifs à la « promotion des sans parti » (19). Dès 1918, Otto Bauer s'était moqué de cette manie bolchévique pour les décrets, forgeant à ce propos le terme de « decretinismus » (20) ; pour Otto Bauer, résolument anti-blanquiste, le volontarisme révolutionnaire, malgré quelques succès voyants, est finalement vain, comme Lénine s'en rend compte à son tour en écrivant « ces forces neuves (...) ne pourront se développer que lentement ; ce n'est que sur la base de la grosse industrie (21) rétablie (...) qu'elles peuvent surgir. *Pas autrement* » (souligné par Lénine) (22). En donnant raison (implicitement cela va sans dire) à Bauer, Lénine ne fait, du reste, que s'accorder avec Marx qui écrivait : « Le développement des forces productives est une condition pratique préalable absolument indispensable, car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement en plein dans le vieux fatras (alte Scheisse) » (23). Mais, pour en rester à ce qui fait l'objet de cette étude, c'est-à-dire que signifie *exactement* et *concrètement* le pouvoir des soviets au cours des premières années de la révolution russe, il semble qu'on puisse plaider, sans esprit de polémique, qu'il ne réalise pas encore la grande révolution annoncée comme la révolution définitive dans le *Manifeste communiste* : « Tous les mouvements du passé ont été le fait de minorités ou ont profité à des minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité » (24). Que la révolution bolché-

(19) *Nouveaux temps, anciennes erreurs sous une forme nouvelle.* (Œuvres choisies, t. II, p. 902).
(20) *Arbeiter-Zeitung* du 10 mars 1918. Quelque trois ans plus tard, Lénine concèdera : « Aujourd'hui, trois ans plus tard, pour chaque point de la question de la production, pour toute la série de ses éléments constitutifs, il existe des décrets — quelle triste chose que ces décrets ! — que l'on signe et puis que nous oublions nous-mêmes et que nous-mêmes n'appliquons pas ». (T. 32, p. 14.)
(21) Lénine remplace souvent cette expression par celle de « l'électrification » qui lui paraît plus « exacte » (?) et plus concrète.
(22) *Nouveaux temps...* p. 902.
(23) *Deutsche Ideologie*, MEW, Dietz, t. 3, pp. 34-35. — Voir aussi *Le Manifeste communiste*, Pléiade, t. I, p. 173.
(24) Pléiade, t. I, p. 172.

vique ait été accomplie — bien que, dans son intention, elle visât le bien du peuple dans son ensemble — d'une façon (formellement) non démocratique, c'est ce dont Trotsky convient avec sa franchise habituelle : « Le pays tout entier se trouva placé devant le fait accompli (...) par les forces d'une cité (Pétrograd) qui constituait à peu près la soixante-quinzième partie de la population du pays » (25). Que, d'autre part, sur un plan plus général, plus profond et plus grave, Lénine soit amené à récuser comme menchevique et comme anarchiste la volonté d'accroître dans le système soviétique l'impact de la classe ouvrière prouve combien le régime était exsangue, je veux dire vidé de classe ouvrière. Lénine écrit, en effet, en toutes lettres : « Sous le mot d'ordre : « Plus de confiance en la force de la classe ouvrière », on travaille, *en fait*, aujourd'hui, à renforcer les influences menchéviques et anarchistes : au printemps 1921, Cronstadt l'a montré et démontré avec une entière évidence » (26). Ainsi, en 4 ans, la classe ouvrière russe s'est appauvrie, au moins quantitativement, et on se demande dans quelle mesure il serait encore possible de parler, en 1921, de conseils ouvriers. Otto Bauer et Lénine s'accordent pour observer que nombre des meilleurs ouvriers ont été tués durant la guerre civile ou ont été absorbés par les cadres de l'administration civile et militaire. Lénine va même plus loin dans un texte que, sauf erreur, on ne cite pas très souvent : « Tout le monde sait que la Révolution d'Octobre a, de fait, mis en avant des forces nouvelles, *une nouvelle classe* ; qu'à l'heure présente les meilleurs représentants du prolétariat gouvernent la Russie ; ils ont créé une armée, l'ont commandée, ils ont créé l'administration locale, etc., ils dirigent l'industrie, et ainsi de suite » (27). Un peu plus tard, lors du 4e anniversaire de la Révolution d'Octobre, il reprend cette expression (que nous soulignons) de « *nouvelle classe* » : le régime soviétique, selon lui, peut être fier de ce que ce « bonheur (lui) soit échu d'*amorcer* (...) une nouvelle époque de l'histoire mondiale, époque de domination d'une *nouvelle* (souligné par Lénine) classe (...) s'acheminant (...) vers la dictature du prolétariat » (28). Cette expression de « nouvelle classe » est ambiguë ; certes, Lénine ne l'emploie pas au sens de James Burnham (29), ou de Milovan Djilas (30) ni de Modzelewski et Kuron (31) ; cependant elle n'en reste pas moins étonnante dans la bouche d'un marxiste ; la classe ouvrière, en tant que telle, n'est pas « nouvelle » même dans la Russie de 1917 ; le prolétariat est né de la révolution industrielle bourgeoise. D'autre part, la révolution prolétarienne, selon Marx, ne peut pas être la victoire d'une « classe nouvelle », mais l'instauration d'une nou-

(25) *Histoire de la Révolution russe*, Paris, Le Seuil, 1950. p. 138. De son côté, en 1921, Lénine avouera : « Combien d'ouvriers ont participé à la gestion ? Quelques milliers dans toute la Russie, c'est tout. Si nous disons que ce n'est pas le parti, mais les syndicats eux-mêmes qui vont présenter les candidatures et diriger, cela aura une allure très démocratique et nous donnera peut-être des voix, mais pas pour longtemps. Ce serait la fin de la dictature du prolétariat. » (t. 32, p. 56). On sait, en effet, que de l'aveu même de Lénine, le parti ne comptait que 600.000 membres quand les syndicats en avaient quatre millions (T. 31, pp. 42-43.)

(26) *Nouveaux temps, anciennes erreurs.* Œuvres choisies, t. II, p. 903.

(27) *Nouveaux temps, anciennes erreurs.* (Œuvres Choisies). T. II, p. 901.

(28) *Pour le quatrième anniversaire de la Révolution d'Octobre.* (Œuvres Choisies, t. II, p. 913).

(29) *Managerial Revolution*, 1941.

(30) *The new class*, 1957.

(31) *Lettre ouverte au parti ouvrier polonais*, 1966.

velle société *sans* classe. Le prolétariat est la « classe universelle » qui ne peut se libérer qu'en libérant toutes les classes, dans laquelle « le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous », formule du *Manifeste communiste* qui, soit dit en passant, est le fondement de l'autogestion. Si Lénine qualifie le prolétariat russe, après 1917, de « nouvelle classe », ce ne peut être qu'au sens où cette classe a un nouveau rôle, comme il dit de gouvernement de la Russie, de commandement de l'armée, de direction de l'industrie. Etant donné le caractère extraordinairement minoritaire de cette *nouvelle* classe, on ne peut parler d'un point de vue marxiste d'une *nouvelle* révolution ; elle est, par avance, englobée dans les « révolutions du passé » par les auteurs du *Manifeste :* « Tous les mouvements du passé ont été le fait de minorités ». Certes, comme d'autres grandes révolutions, celle d'Octobre a été rendue possible au moins par le consentement de la majorité du peuple au moment où elle s'est produite. En effet, en Russie, le programme bolchévique répondait non seulement aux aspirations du prolétariat en tant que tel mais aussi aux aspirations des soldats (fin de la guerre) et de l'immense masse des paysans (partage des terres). Ce fut donc, comme l'écrivit Otto Bauer, une *révolution plébéienne* (32) et, en ce sens, elle fut le fait d'une « majorité ». Naturellement Marx et Engels n'ignoraient pas le phénomène majoritaire de la révolution plébeienne, mais ils remarquaient que, dans le cas d'une telle majorité plébeienne, la révolution accomplie par une majorité ne profitait qu'à une minorité, en l'espèce la classe bourgeoise. Il en a été de même en Russie, partiellement en 1905 et ensuite en février 1917. Devant la déception d'une telle révolution voulue par la majorité du peuple et exploitée par une minorité bourgeoise, a lieu en octobre 17 une nouvelle révolution qui répond à l'attente de la majorité du peuple mais qui bientôt est effectivement *dirigée* par une minorité, *la nouvelle classe* dont parle Lénine. Il n'est pas besoin, sur ce point, de recourir aux textes de l'opposition ouvrière, pour établir ce fait. Dès la célébration du second anniversaire de la Révolution d'Octobre, Lénine fait éloge aux représentants ouvriers — non pas d'avoir instauré un nouveau mode de gestion de l'économie — non pas d'avoir « brisé » l'appareil étatique bourgeois mais de s'en être « emparés » (33). Il écrit : « Des milliers de représentants ouvriers (...) ont pu éliminer pas à pas les représentants du pouvoir bourgeois. Nous ne voyons pas seulement des ouvriers dans l'appareil d'Etat, nous en voyons dans les services du ravitaillement » (34), et un peu plus loin, « pas à pas, nous arrachons le pouvoir à l'ennemi ». Quelques mois plus tard, le 27 janvier 1920, reconnaissant que face « aux masses paysannes », les ouvriers ne constituent qu'une « couche ténue de la

(32) *Der « neue Kurs » in Sowjetrussland*, p. 31.

(33) Dans la préface de 1872 au *Manifeste communiste*, Marx et Engels reconnaissent que leur programme est « vieilli sur certains points » et que « la Commune, notamment, a démontré que la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte » et ils renvoient à *La guerre civile en France* où cette idée est plus longuement développée. (Voir Editions sociales, p. 38). Lénine connaissait bien ce texte qu'il commente ainsi dans *l'Etat et la Révolution :* « L'idée de Marx est que la classe ouvrière doit BRISER, DEMOLIR la machine d'Etat, etc.) (Ed. Soc. pp. 38-39).

(34) *Œuvres complètes*, t. 30, p. 127.

classe prolétarienne dirigeante », il conclut à la nécessité d'organiser militairement la production sur le modèle de la hiérarchie militaire. Il préconise le passage de « la direction collective diffuse, fortuite (*sic*) pour arriver au commandement unique » car, selon lui, « la direction collective entraîne une énorme dépense de force » ; en outre, elle manque de « célérité » (35). Il s'agit là d'une critique de la direction collective qui dut être précieuse à Staline. Dans son discours prononcé au III[e] Congrès des travailleurs des transports fluviaux de Russie, le 15 mars 1920, Lénine revient sur cette condamnation de la direction collégiale (disons crûment sur la condamnation du système des conseils). Cette revendication de la direction collective prouve... « que notre conscience de classe est moins claire que celle de MM. les bourgeois » ! (36). Ainsi on pourrait faire dire à Lénine que le système collégial des conseils est mauvais parce que les bourgeois — si riches d'expérience — n'y ont pas recours dans la direction de l'industrie ni dans l'administration de l'Etat.

On comprend dès lors que Trotsky ait le souci de répondre à son tour à l'accusation d'avoir vidé les soviets de substance ouvrière et d'autonomie. « On nous a accusés plus d'une fois d'avoir substitué à la dictature des Soviets celle du Parti » (37). Trotsky dans sa réponse à l'accusation qu'il vient de formuler contre lui-même, en un sens, plaide « coupable ». Il commence par affirmer qu'il n'y a jamais eu de dictature des Soviets en tant que telle et que donc le Parti communiste ne peut avoir « volé » ce qui n'a jamais existé. Selon lui « la dictature des Soviets n'a été possible que grâce à la dictature du Parti (... qui ...) a assuré aux Soviets la possibilité de se transformer, d'informes parlements ouvriers qu'ils étaient, en un appareil de domination du travail ». Trotsky plaide, en conséquence, que bien que minoritaires, « il est tout à fait naturel que (...) les communistes deviennent les représentants avoués de la classe ouvrière en sa totalité » (38).

Trotsky fait alors état d'une nouvelle « objection » qu'il attribue à « quelques malins » et qui concerne la représentativité du Parti bolchevique : « En supprimant ou en rejetant dans l'ombre les autres partis, vous vous êtes débarrassés de leur rivalité politique, source d'émulation, et, par là, vous vous êtes privés de la possibilité de vérifier votre ligne de conduite »

(35) *Œuvres complètes*, t. 30, p. 320. On est loin du Lénine qui écrivait, le 17 juin 1917 : « la lutte contre la débâcle économique ne doit pas aboutir à la confiance en l' « Etat », chose digne des Louis Blanc ; elle doit aboutir à la revendication d'un Etat dirigé par les prolétaires et les semi-prolétaires », (t. 25, p. 42). Voir aussi t. 26, p. 103.

(36) T. 30, p. 439-440. Déjà dans son pamphlet contre Kautsky, Lénine se défendait vivement d'avoir jamais voulu remettre les usines aux ouvriers (t. 28, p. 327). Et dès novembre 1918 il constatait : « nous avons institué le contrôle ouvrier (...) nous avons obtenu peu de choses » et il se réjouissait de ce que le « contrôle ouvrier qui devait demeurer chaotique, morcelé, artisanal (...) ait cédé la place à la gestion ouvrière (?) de l'industrie à l'échelle du pays tout entier », (t. 28, p. 140).

(37) *Terrorisme et Communisme*. Paris 1963, pp. 170-171.

(38) Dans son *Rapport d'activité politique au dixième congrès du P. C. (B) R*, Lénine reconnaît à son tour tranquillement : « en qualité de Parti au pouvoir, nous devions fusionner les « milieux dirigeants » des Soviets avec ceux du Parti — nous le faisons et nous continuons à le faire » (*Œuvres complètes*, t. 32, p. 183). Il serait assez dans le style de Lénine que le verbe « fusionner »fût ici une litote.

ou plus précisément de vérifier si le parti bolchevique exprime bien « les intérêts du développement historique » du prolétariat russe.

La réponse de Trotsky encore une fois est un aveu franc, voire aux yeux de certains, cynique ; selon lui cette objection « est dictée par une idée purement libérale de la marche de la révolution » et le parti bolchevique dirigeant « a, pour vérifier sa ligne de conduite, assez de matériaux en main et de criteriums, indépendamment du tirage possible des journaux mencheviques ». L'expression de « tirage possible » exprime pudiquement que ces journaux sont interdits. Bien que Trotsky vienne de dire qu'il a assez de « matériaux et de critériums », il n'en cite, par la suite, qu'un seul qui lui paraît suffisant : « Nous avons écrasé les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires et il n'en reste rien. Ce critérium nous suffit. » Au contraire « NOSKE foudroie les communistes et cependant leur nombre ne cesse de s'accroître ». On suppose l'usage que pourront faire du critérium de Trotsky, Hitler par exemple à l'égard des communistes ou Staline à l'égard des trotskystes. Ce critère de l'écrasement de l'adversaire n'est peut-être pas tout à fait satisfaisant aux yeux de Trotsky lui-même puisqu'après avoir répété que la tâche du parti bolchevique ne peut consister à « évaluer à toute minute, par une statistique, l'importance » des divers groupes « mais bien à assurer la victoire » de son parti, il ajoute qu'il faut trouver « dans les divers frottements qui s'opposent au bon fonctionnement » du mécanisme intérieur de la dictature des soviets informés par le parti un critère pour vérifier la valeur des actes. Ainsi ce n'est pas l'écrasement pur et simple des autres tendances qui serait révélateur mais les modalités de leur résistance.

B. *Les soviets de soldats.*

La preuve d'ailleurs qu'il ne s'agit là que d'une habileté de style c'est que lors du 10[e] Congrès, Lénine et Trotsky réussirent à faire voter une résolution qui interdisait les tendances et, en fait, toute opposition ; Trotsky déclara que « le Parti est obligé de maintenir sa dictature (...) quelles que soient les hésitations temporaires même de la classe ouvrière » (39).

Ainsi le système des soviets n'instaure en rien le *pouvoir ouvrier*. Kollontaï explique pour sa part qu'en défendant les soviets, Lénine, Trotsky et les autres défendaient en fait l'impact du *parti bolchevique* contre *l'Opposition ouvrière* qui s'appuyait sur les syndicats. Les soviets réunissaient sur une base locale toute la plèbe, non les ouvriers (40). Les conseils sont à la fois assez vides d'ouvriers et de surcroît organisés de plus en plus militairement. Certes, sur ce point, il y eut des divergences et même de vives polémiques entre Lénine et Trotsky (41). Ce dernier voulait épurer ou plutôt « sélectionner » le « personnel

(39) Voir les extraits du discours de Trotski cités dans le N° 35 de *Socialisme ou Barbarie*. P. 119, notes du groupe anglais *Solidarity* à propos du texte de A. Kollontaï sur *l'Opposition ouvrière*.

(40) *Socialisme ou Barbarie*, N° 35, p. 60.

(41) Voir, par exemple, « *Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotski* », dans les Œuvres complètes de Lénine, t. 32, pp. 11-35 et plus loin, pp. 67-109 : « *A nouveau les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotski et Boukharine* ».

dirigeant » des syndicats et Lénine s'y oppose vivement en voyant dans cette sélection « la véritable bureaucratie » (42). Battu sur ce point, Trotsky, pour pouvoir mettre au pas les syndicats, crut habile d'accepter l'interdiction des fractions. Il se rendit compte plus tard des dangers de cette interdiction comme le prouve ce passage d'une lettre inédite que je dois à l'obligeance de Daniel Guérin : « Le Parti bolchevique a, il est vrai, interdit les fractions du X[e] Congrès (mars 1921), à un moment de danger mortel. On peut discuter sur la question de savoir si cela fut juste ou non. Le cours ultérieur de l'évolution a montré en tout cas que cette interdiction a été l'un des points de départ de la dégénérescence du Parti. La bureaucratie s'est empressée de faire de l'idée de « fraction » un épouvantail pour ne pas permettre au Parti de penser ou de respirer. C'est ainsi que s'est formé le régime totalitaire qui a tué le bolchevisme » (43). On voit bien qu'historiquement la militarisation du parti et la faiblesse des ouvriers dans la dictature des soviets sont deux phénomènes, comme on dit, dialectiquement liés.

Souvent les bolcheviks, Radek notamment, répondant à Otto Bauer, expliquent le dépérissement des conseils ouvriers par les nécessités de la défense nationale. Lénine écrit lui aussi que « des dizaines et des centaines de milliers de courageux ouvriers, issus de notre milieu, sont lancés contre les généraux blancs » (44).

Les conseils de soldats seraient-ils de ce fait les vrais conseils prolétariens ? Isaac Deutscher écrit : « En 1918, plus des trois quarts du personnel de commandement de l'armée rouge étaient composés d'officiers de l'ancien régime ; aux échelons supérieurs du commandement, la proportion était plus grande encore » (45). D'ailleurs, encore une fois, il suffit de lire Lénine. Après avoir évoqué les officiers du tsar qui ont trahi les bolcheviks, il poursuit : « Mais des dizaines de milliers d'autres anciens officiers nous servent, *tout en restant attachés à la bourgeoisie* (souligné par nous), et sans eux nous n'aurions pas d'armée rouge (46). Et vous savez que lorsque nous avons essayé, il y a deux ans, de former une Armée rouge sans eux, nous avons eu des troupes indisciplinées, une débandade, dix ou douze millions de baïonnettes et pas une division (...) capable d'aller au feu (...) Cette expérience nous l'avons payée au prix du sang ; il faut la transposer dans le domaine de l'industrie » (47). Qu'en est-il devenu de la fameuse notion du peuple en armes de l'Etat et de

(42) Œuvres complètes, t. 32, p. 34.

(43) Lettre de Trotski au Parti socialiste ouvrier et paysan, du 25 juillet 1939, Archives de France « Papiers des Amis de Marceau Pivert ».

(44) *Œuvres complètes*, t. 30, p. 127.

Le même phénomène se produisit par exemple dans la Révolution des Conseils de Hongrie « Le 2 mai, lorsque la République des Soviets (de Hongrie) fut, pour la première fois menacée par les Roumains, tous les anciens soldats travaillant dans les grandes fabriques furent rappelés, de sorte qu'il ne resta dans les fabriques qu'une main-d'œuvre de valeur inférieure... » (Eugène Varga, *La dictature du Prolétariat*, p. 91).

(45) *Le Prophète armé*, p. 545, cité par Serge Bricianer dans le N° 36 de *Socialisme ou Barbarie*, p. 66.

(46) Cela n'empêchera pas Lénine, un peu plus tard, d'apprécier comme suit la révolte de Cronstadt : « Le pouvoir politique détenu par les bolcheviks est passé à un conglomérat mal défini ou à une association d'éléments disparates, légèrement plus à droite que les bolcheviks, semble-t-il, et peut-être « plus à gauche » on ne sait (...) Dans le même temps, il est certain, vous le savez tous, que les généraux blancs ont joué un rôle important. » (T. 32, p. 190).

(47) *Œuvres complètes*, t. 30, pp. 442-443.

la Révolution ? (48). Plus généralement, dans *l'Etat et la Révolution*, écrit avant l'exercice réel de la révolution, Lénine expliquait que : « Les exploiteurs ne sont naturellement pas en mesure de mater le peuple sans une machine très compliquée, destinée à remplir cette tâche ; tandis que le *peuple* peut mater les exploiteurs même avec une « machine » très simple, presque sans « machine », sans appareil spécial, par la simple *organisation des masses armées* (comme, dirons-nous, par anticipation, les soviets des députés ouvriers et soldats). » (49).

Cela apparaît maintenant comme une illusion. C'est que la guerre, imposée par les puissances capitalistes, a réduit au néant à la fois les conseils ouvriers et les conseils de soldats et il est totalement abusif de continuer à parler d'un « Etat ouvrier ». Lénine s'exprime sur ce point à plusieurs reprises sans la moindre ambiguïté : « Le camarade Trotsky, dit-il le 30 décembre 1920, parle d'un « Etat ouvrier ». Mais c'est une abstraction ! (...) Lorsqu'on vient nous dire : « Pourquoi défendre la classe ouvrière, et contre qui, puisqu'il n'y a plus de bourgeoisie, puisque l'Etat est un « Etat ouvrier », on se trompe manifestement car cet Etat n'est pas tout à fait ouvrier, voilà le hic » (50); et quelques jours plus tard, le 19 janvier 1921, précisant sa pensée sur une question de Boukharine, il s'écrie : « Un Etat ouvrier est une abstraction. En réalité nous avons un Etat ouvrier, premièrement, avec cette particularité que c'est la population paysanne et non ouvrière qui prédomine dans le pays et, deuxièmement, c'est un Etat ouvrier avec une déformation bureaucratique » (51). Mais les paysans ne sont-ils pas eux aussi organisés en soviets ?

C. *Les soviets de paysans.*

Ici encore n'est-on pas en présence d'une « inflation verbale » ? Pour quelles raisons les paysans ont-il suivi les bolcheviks et jusqu'où ? En tout cas, les bolcheviks sont si peu rassurés qu'ils se livrent à d'étranges pondérations dans les réunions du soviet des soviets : alors qu'il y a *un* délégué ouvrier pour 25 000 ouvriers, *un* délégué paysan représente 125 000 paysans ou, si l'on veut, 125 000 paysans ont un député alors que 125 000 ouvriers en ont cinq (52).

Selon Otto Bauer, ce passage de la révolution majoritaire plébeienne à une direction minoritaire a été rendu possible parce que, dans leur grande masse, les paysans russes ne savaient ni lire ni écrire et n'avaient aucune éducation ni organisation politique. Dans d'autres pays, industriellement plus développés et

(48) *L'Etat et la Révolution*, t. 25, pp. 516-517.

(49) Ibid. p. 501. Cette contradiction entre les « théories » de *l'Etat et la Révolution* et la *pratique* postérieure de Lénine a souvent été mise en lumière, dans les ouvrages de Carr par exemple. Plus récemment Moshé Lewin a montré que par rapport à la théorie le pouvoir effectif des bolcheviks était une « dictature dans le vide » sous deux aspects : « le premier manque est celui du prolétariat ; le second, celui de l'infrastructure économique ». (*Le dernier combat de Lénine*, les Editions de Minuit, 1967, p. 31). Lewin a recours, pour ce faire, à des textes nouvellement édités de Lénine qui pour intéressants qu'ils soient, ne font guère *sur ce point*, que confirmer « ce qu'on savait déjà ».

(50) *Œuvres complètes*, t. 32, p. 16.

(51) *Ibid.* p. 41.

(52) *Arbeiter-Zeitung*, du 26 mars 1919, article attribué à Otto Bauer et repris dans la brochure anonyme : *Rätediktatur oder Demokratie*, Vienne, 1919, 16 p. Lénine de son côté remarque qu'en Russie « un seul prolétaire est plus fort que 200 paysans ». (T. 32, p. 53).

donc constitués d'une classe ouvrière plus nombreuse, la dictature prolétarienne était paradoxalement plus difficile, car souvent, le partage des terres avait déjà été fait par la révolution antiféodale de la bourgeoisie et parce que la paysannerie, plus éduquée, était déjà partiellement mieux organisée et plus exigeante en ce qui concerne l'égalité dans le suffrage politique. Toutefois, si les paysans russes ont pu être grugés en ce qui concerne l'arithmétique électorale, il n'en a pas été de même lorsqu'il s'est agi des réquisitions par exemple. Otto Bauer note alors que ni l'armée, ni la Tchéka n'ont pu imposer « le communisme » dans les campagnes, d'où la nécessité du retour en arrière de la N.E.P. Certes, « la nouvelle classe » dirigeante a pu mener, des années durant, la guerre contre les capitalistes étrangers notamment, car les paysans craignaient la restauration des grands domaines et la reprise des terres par les anciens propriétaires. Une fois la guerre finie, la contre-révolution écartée, l'intérêt objectif de classe des paysans s'oppose à ceux de la « nouvelle classe » qui, pour garder le pouvoir, va être obligée de lâcher du lest.

Dans son livre, intitulé *La Dictature du prolétariat*, Eugène Varga explique l'évolution des rapports de force à peu près de la même manière : « Du prolétariat rural d'autrefois naquit, grâce au partage du sol — qui était, dans les circonstances données, le seul moyen d'intéresser les paysans pauvres au maintien de la dictature — la classe des paysans moyens » (53). Ces paysans devaient livrer leur excédent en contre-partie des « objets industriels nécessaires », mais, pour les raisons que l'on sait, l'Etat ne fut pas en mesure de fournir ces produits industriels et les paysans n'eurent aucun intérêt à produire au-delà de leurs besoins. Ce fut ce que Varga appelle « le retour à l'économie primitive ».

Ainsi, la Révolution russe, selon une formule d'Engels, avait été un temps « poussée au-delà de son but » et ramenée à son but. Telle est, observe Otto Bauer, « la signification historique du *nouveau cours* ». A son avis, l'idéologie communiste de la révolution russe était une idéologie enthousiaste, illusoire, utopique, à laquelle la révolution bourgeoise est toujours sujette durant la phase de dictature plébeienne. Le communisme russe de 1917 ne pouvait pas réussir parce qu'il n'était pas réalisé par un prolétariat assez nombreux, évolué, éduqué, mûri par l'évolution même du grand capitalisme. Ce prolétariat n'était pas capable de mener une lutte pour la socialisation de *tous* les moyens de production et d'échange que par son évolution même le grand capitalisme rend possible. Ce communisme a été plutôt une illusion des masses plébeiennes — illusion nourrie par les bolcheviks — dans un pays qui dans sa majorité ne pouvait vouloir que l'affranchissement des chaînes de la féodalité (54).

(53) Préface de l'édition française, du 15 mars 1922, pp. III et IV. Evoquant plus loin, p. 40, un phénomène semblable en Hongrie, Varga rapporte ce propos d'un paysan : « Autrefois, je portais les oies au marché et moi, je mangeais les pommes de terre ; maintenant je vends les pommes de terre, et c'est moi qui mange les oies. »

(54 *Der « Neue Kurs » in Sowjetrussland*, pp. 31-33. En 1921, Lénine confirme encore : « Nous n'avons pas d'autre soutien que des millions de prolétaires, inconscients, le plus souvent incultes, peu évolués, illettrés, mais qui, en tant que prolétaires, suivent leur parti. » (T. 52, p. 52.)

4. La question du point de non-retour.

A s'en tenir aux textes et aux événements historiques, il serait possible de conclure qu'Otto Bauer avait vu plus clair que Lénine, que sa formation juridique et économique l'a préservé des « illusions romantiques » des révolutionnaires professionnels. Pour une part, en effet, Lénine a été obligé de faire machine arrière ou lorsqu'il conservait une formule de lui enlever tout contenu ; c'est ce qui, sans conteste, est arrivé pour le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets ». Cette formule n'a jamais été réalisée, étant donné que les modalités d'exercice de ce pouvoir ont été réglementées par le parti et que, comme on le sait, c'est celui qui *délimite* le pouvoir qui *a* le pouvoir. Surtout la proportion d'ouvriers de l'industrie dans la révolution russe faisait qu'il ne pouvait vraiment s'agir d'une révolution prolétarienne, même s'il était utile et nécessaire d'en parler, même si, dans les faits, il s'agissait, pour une part, selon l'expression d'Otto Bauer, d'une « révolution plébéienne ».

Lors du fameux X[e] Congrès, Lénine avait lui-même évoqué l'utilité des « rêveurs ». Dans son *rapport sur la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions*, il dit, le 15 mars 1921 : « Si quelque communiste a imaginé de transformer en trois ans la base, les racines économiques de la petite agriculture ce ne pouvait être, naturellement, qu'un rêveur. Et, avouons-le, ces rêveurs ont été assez nombreux parmi nous. Et il n'y a rien de mal. Comment donc un tel pays aurait-il pu amorcer la révolution socialiste sans rêveurs ? » (55). Otto Bauer, nous l'avons vu (56) accordait qu'il y eût des « illusions nécessaires », mais le plus grand mérite de Lénine fut, sans doute, d'éveiller ces grands rêves et la question qui se pose à nous est de savoir s'il ne reste pas quelque chose de positif de ces rêves, même après que nous nous sommes réveillés au contact des dures réalités. Que propose, en effet, Bauer, à la fin de sa brochure sur le « nouveau cours » ? Selon lui, en bon marxiste, on ne peut pas ne vouloir que modifier les relations économiques car cette modification infrastructurale aura des conséquences sur la structure politique, sur la forme de gouvernement. Il n'y a donc *a priori* que deux solutions : ou bien reconnaître que la révolution a été poussée trop loin de son but et revenir en arrière aussi d'un point de vue politique en supprimant la dictature d'un prolétariat trop faible, ou bien continuer en provoquant une contre-révolution qui rétablira l'ancien régime. En réalité, ce dilemme ne se posa pas concrètement à Lénine car il fut poussé au-delà par un troisième « danger », par les thèses de *l'Opposition ouvrière* qui, selon Lénine, n'étaient plus des rêves mais des inepties. Dans la *conclusion sur le Rapport d'activité* du X[e] Congrès, le 9 mars 1921, on peut lire : « On a dit ici que la production doit être gérée par le « congrès des producteurs de Russie ». J'ai du mal à trouver les mots pour qualifier cette ineptie » (57). Et le 14 mars, à ceux qui voulaient invoquer Engels (53) à ce propos, il réplique : « Engels parle de la société communiste où il n'y aura plus de classe, mais seulement des producteurs. Mais actuel-

(55) *Œuvres complètes*, t. 32, p. 227.
(56) *Der Neue Kurs in Sowjetrussland*, p. 6.
(57) *Œuvres complètes*, t. 32, p. 211.
(58) *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*. Ed. soc. p. 154.

lement, y a-t-il des classes chez nous ? Oui. Y a-t-il actuellement chez nous une lutte des classes ? La plus acharnée ! Et venir parler d'un « congrès des producteurs de Russie » à un moment où se déroule la lutte des classes la plus acharnée, qu'est-ce donc sinon une déviation syndicaliste qu'il faut condamner énergiquement, définitivement ? » (59). On le voit, Lénine prend une troisième voie, exactement opposée à celle de Bauer et qui est, non pas la suppression, mais *le renforcement de la dictature du parti* (60). « Après deux années et demie de pouvoir soviétique, nous avons déclaré à la face du monde dans l'Internationale Communiste que la dictature du prolétariat est impossible sans l'intermédiaire du parti communiste. » (61). Lénine veut bien se fatiguer à le répéter, il veut bien essayer de convaincre mais sa décision est prise. Il a recours à une de ces formules, très étranges pour ne pas dire stupéfiantes, dont il a le secret : « Nous devons convaincre et contraindre ensuite » et, se rendant compte que ce qu'il dit est étonnant, il répète aussitôt : « Nous devons coûte que coûte, convaincre d'abord, et contraindre ensuite » (62). Le savant et raisonnable Bauer aurait sans doute répondu avec les cartésiens qu'il suffisait de convaincre *ou* de contraindre, mais à un autre moment du X[e] Congrès, Lénine abandonne ce style spécieux, cauteleux, un peu hypocrite et s'écrie franchement : « Nous avons passé pas mal de temps à discuter et je dois dire que, maintenant, il vaut beaucoup mieux « discuter avec les fusils » (63) qu'avec les thèses préconisées par l'opposition (...). Je crois que le congrès devra arriver à cette conclusion, il devra conclure que l'opposition est finie, et bien finie, nous en avons assez des oppositions » (64). Ce fut, en effet, fini et bien fini et pour longtemps. Aujourd'hui encore si l'on trouve des partis communistes antagonistes et s'il y a des discussions intérieures, aucun d'eux ne tolère officiellement en son sein des oppositions sur programmes écrits et diffusés. Otto Bauer a, pour sa part, préféré le stalinisme, qu'il n'avait pas prévu, à la contre-révolution qu'il redoutait car, selon lui, la terreur ne devait être qu'une étape que les circonstances avaient temporairement imposée. La Russie n'était pas mûre pour la grande révolution qui exige qu'un *prolétariat majoritaire* impose sa *dictature* et devienne rapidement la classe universelle, c'est-à-dire enfante une société sans classe. En Russie n'était possible que le *despotisme d'une minorité* organisée. Fallait-il donc se contenter d'une révolution bourgeoise qui créerait peu à peu ses propres fossoyeurs ? Certes partout où le prolétariat peut saisir le pouvoir il doit le faire, mais qu'allait-il en résulter? N'allait-on pas déclencher une contre-révolution comme cela arriva en Hongrie et en Bavière ? Ou bien, pour conserver le pouvoir, le prolétariat ne serait-il pas amené lui-même à restaurer le capitalisme ? Si la révolution prolétarienne ne se répand pas dans tous les pays industriels, ne sera-t-il pas nécessaire de faire du commerce avec les pays capitalistes, de leur consentir des bénéfices, de les renforcer en leur donnant de l'or ? Coexistence

(59) *Œuvres complètes*, t. 32, p. 222.
(60) Moshé Lewin le note lui aussi : « Lénine dirigeait une dictature qui ne put survivre qu'en devenant implacable » (*o.c.* p. 69).
(61) *Ibid.* p. 208.
(62) *Ibid.* p. 221.
(63) Allusions aux « événements » de Cronstadt.
(64) T. 32, p. 209.

(pacifique) avec les pays capitalistes et coexistence avec les paysans moyens majoritaires, n'est-ce pas la liquidation de la révolution ? Qu'est-ce, en effet, que la N.E.P. ? C'est, dit Lénine, « la liberté des échanges ? C'est la liberté du commerce ; or la liberté du commerce, c'est le retour au capitalisme » (65). Lénine répond lui-même avec une certaine prudence dans son rapport sur *la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions :* « Peut-on restaurer jusqu'à un certain point la liberté du commerce, la liberté du capitalisme pour les petits agriculteurs, sans saper les fondements du pouvoir politique du prolétariat ? Est-ce possible ? Oui, car c'est une question de mesure » (66). Un an plus tard, Eugène Varga peut affirmer d'une façon beaucoup plus tranchée : « Il importe de déclarer bien haut qu'il existe une différence absolue entre la politique d'un prolétariat qui, en pleine possession du pouvoir, est amené, sous la pression des événements, à réduire dans une certaine mesure son programme d'étatisation et la politique qui consisterait à débuter par l'application d'une étatisation limitée. Les expériences des gouvernements social-démocrates d'Allemagne, d'Autriche (67), de Tchécoslovaquie (...) ont clairement démontré que toute socialisation est impossible aussi longtemps que le pouvoir politique reste en possession de la classe capitaliste » (68). Il est en effet évident que l'expropriation préconisée par Varga « sans indemnité et s'opérant automatiquement » est révolutionnaire, mais ce « saut définitif » a été remis en question en Hongrie où Varga fut commissaire du peuple. La Russie a pu résister parce que les bolcheviks ont eu l'habileté de se procurer l'appui des paysans, dans une première phase par le partage des terres, ensuite par la N.E.P. Ils ont été aussi sauvés par l'immensité de la Russie et par l'aide, au moins passive, du prolétariat international. Dans son discours aux ouvriers des transports, le 27 mars 1921, Lénine déclare : « Ce n'est pas nous qui avons vaincu car nos forces militaires sont infimes ; l'essentiel c'est que les puissances n'ont pu lancer contre nous toutes leurs forces militaires. Les ouvriers des pays avancés déterminent la marche de la guerre au point qu'il est impossible de se battre contre leur volonté ; et, en définitive, grâce à leur résistance passive ou semi-passive, ils ont voué à l'échec la guerre engagée contre nous. (...) Il est hors de doute que si au lieu d'avoir en face de nous des pays avancés, nous avions eu à lutter contre les pays arriérés, sans puissantes masses prolétariennes, nous n'aurions pas tenu trois ans et demi, pas même trois mois et demi » (69). Et Lénine reconnaît dans le même discours que ce phénomène s'est produit « même là où (le prolétariat) était manifestement sous l'influence » des social-démocrates. Assurément on a pu dire aussi que la passivité ou semi-passivité du prolétariat de l'Europe occidentale a eu de multiples causes et que l'une d'elles pouvait bien être le découragement des travailleurs devant le premier visage (famine, despotisme, guerre civile)

(65) T. 32, p. 228.
(66) *Ibid.* p. 229.
(67) Il n'y a jamais eu de gouvernement social-démocrate en Autriche ; à la chute de l'Empire les socialistes toutefois participèrent à un gouvernement de coalition.
(68) *La dictature du prolétariat*, préface du 15 mars 1922 à l'édition française, p. VII.
(69) T. 32, pp. 291-292.

que « la dictature du prolétariat » présentait en Russie. La causalité n'est jamais linéaire et la détermination « en dernière instance » n'est pas toujours, comme on le croit, la plus importante ; ce peut être, ajoutée aux autres, une « cause infime » et même un choc en retour. Mais chacun, sur ce thème, a ses « certitudes » et on ne peut guère, sur ce point non plus, « dépasser » le Marx qui écrivait, il y a plus d'un siècle : « Les révolutions prolétariennes (...) se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui paraissait déjà être accompli pour recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et de se dresser à nouveau formidable en face d'elles, reculent encore constamment devant l'immensité infinie de leurs propres tâches jusqu'à ce que soit créée enfin la situation qui rend impossible tout retour en arrière, et que les circonstances elles-mêmes crient : hic rhodus, hic salta » (70). Peut-être ne connaîtrons-nous longtemps encore au lieu de cette danse que le travail sans perspective et les épines de cette rose. Quoi qu'il en soit, ces « hasards », ces incertitudes, ces détours font souvent qu'un Otto Bauer aura tort d'avoir eu raison, car il y a aussi un risque dans le souci de sécurité et il est douteux qu'on puisse selon une expression de Lénine réussir « une révolution sans révolution » (71).

(70) *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Trad. Marcel Ollivier, Ed. soc. inter. Paris, 1928, p. 27.
(71) *La révolution prolétarienne et le rénégat Kautsky*, t. 28, p. 328.

ISAAC DEUTSCHER ET LA DEMOCRATIE SOVIETIQUE

Michel RAPTIS

Dans l'historiographie de la Révolution russe, Isaac Deutscher occupe une place de choix. Pour des raisons que lui-même a expliquées cette historiographie ne se distingue pas encore par un nombre important d'ouvrages respectant l'objectivité historique et apportant une contribution positive, scientifique, à la connaissance du plus grand événement historique et social de notre siècle.

Isaac Deutscher qui projetait conclure son œuvre par une biographie de Lénine, suivie d'une Histoire de la Révolution russe, a surtout contribué à l'historiographie et connaissance de la grande révolution d'Octobre par ses biographies magistrales de Staline et de L. Trotsky.

Il nous est apparu particulièrement intéressant de dégager de son œuvre ses propres vues sur la façon dont la Révolution russe a posé les questions du pouvoir de la classe ouvrière, de l'organisation de l'économie et de la démocratie socialiste.

⁂

Dans son « Staline » écrit en 1948, Isaac Deutscher décrit la situation dans laquelle se trouva la révolution d'Octobre vers la fin de la guerre civile en 1920. Il constate que si la révolution était arrivée à écraser ses ennemis elle avait perdu également la plupart de ses amis : les paysans se révoltaient un peu partout contre les réquisitions et rigueurs du « Communisme de guerre », tandis que le prolétariat industriel décimé

par la guerre civile, frappé par le chômage, se trouva, en quelque sorte, « déclassé » et tomba dans le « chaos » du « marché noir ». La « dictature du prolétariat », écrit Isaac Deutscher, avait été plus ou moins consolidée ; mais au cours de ce processus le prolétariat a disparu comme élément possédant une conscience de classe et comme facteur organisateur. »

Pressé par les nécessités immédiates, urgentes, le gouvernement soviétique s'embarqua dans la voie de la « militarisation du travail » et autres mesures qui abolissaient de fait la démocratie socialiste basée sur les « conseils », les syndicats, le système multi-parti. Chose plus grave encore, au lieu d'insister sur le caractère provisoire de ces mesures, les dirigeants « demandaient au peuple de les accepter comme équivalentes au vrai socialisme, comme le nouveau style de vie, la civilisation supérieure de la société soviétique ».

En mars 1921 survint la révolte de Cronstadt, suivie de l'introduction de la N.E.P. Mais le relâchement de la dictature économique amène un renforcement de la dictature politique : les partis des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires sont définitivement interdits. Dans le parti bolchevique même on interdit la formation de tout groupe oppositionnel temporaire. Cette dernière mesure est prise lors du fameux X° congrès du P.C.U.S., à l'occasion du dramatique débat sur le rôle des syndicats dans le système soviétique. L'idée qu'un seul parti devait gouverner les Soviets n'était pas du tout inhérente au programme bolchevik, reconnaît Isaac Deutscher. Encore moins l'idée qu'un seul parti devait exister au sein duquel tout regroupement idéologique temporaire devait être exclu.

En procédant cependant ainsi les bolcheviks se sont mis dans une situation comparable à celui qui tente de résoudre le problème de la quadrature du cercle, admet Isaac Deutscher. « Pour sauver les conquêtes de la révolution, ils furent amenés à supprimer le rythme spontané de la vie politique du pays. Mais en procédant ainsi le Parti mutilait son propre corps et cerveau (...) Dans le but de sauver la révolution, le Parti cessait d'être une association libre de révolutionnaires indépendants, critiques, et courageux. (...) L'administrateur commençait à éliminer l'idéologue, le bureaucrate et le comitard à éliminer l'idéaliste. »

Isaac Deutscher tire la conclusion que cette évolution ne pourrait profiter qu'à Staline « le comitard par excellence », qui s'appuiera sur la bureaucratie montante pour établir son règne absolu.. (Nous retrouvons ces mêmes thèmes considérablement mieux développés dans la biographie de L. Trotsky.) Les bolcheviks, considère Isaac Deutscher, n'étaient pas idéologiquement préparés pour affronter tous les problèmes posés par la prise du pouvoir. Dans l'abondante littérature pré-révolutionnaire on avait procédé à des identifications schématiques, non dialectiques et on avait omis d'envisager certaines éventualités dans la période qui s'ouvre après la prise du pouvoir. Ainsi, par exemple, cette « conviction naïve que le socialisme était l'idée prolétarienne par excellence et que le prolétariat, dès lors qu'il s'était rallié à elle, ne l'abandonnerait pas ».

D'autre part, « on avait à peine (avant 1917) examiné la question de savoir ce que feraient les socialistes au pouvoir, s'ils perdaient la confiance des travailleurs. Il n'était jamais arrivé aux marxistes de se demander s'il était possible ou admissible de tenter d'instaurer le socialisme, sans tenir compte de la volonté de la classe ouvrière. Ils tenaient simplement cette volonté pour acquise. Pour la même raison, il semblait évident aux bolcheviks que la dictature du prolétariat et la démocratie prolétarienne (ou soviétique) n'étaient que deux aspects complémentaires et inséparables de la même chose : la dictature était là pour vaincre la résistance des classes possédantes ; elle tirait sa force et sa légitimité historique de l'expression libre et démocratique de la volonté des classes laborieuses ».

Entre 1920 et 1921 le Parti bolchevique traversait une crise morale profonde, « une maladie mortelle » selon l'expression que Lénine évoqua plus tard pour caractériser cette période. Au fond de toutes les questions soulevées à l'occasion du débat sur le rôle des syndicats, se trouvait, selon Isaac Deutscher, celle de la nature même de l'Etat soviétique.

Du point de vue de la défense formelle de la « démocratie prolétarienne » dans les Soviets, les partis, les syndicats, vis-à-vis de la dictature du Parti, c'est la dite Opposition ouvrière et ceux que l'on appelait les Décémistes (le groupe du Centralisme démocratique) qui avaient, selon Isaac Deutscher, raison. Car ils « furent les premiers dissidents bolcheviks à protester contre la méthode de gouvernement destinée à « forcer les gens à croire ». Ils conjuraient le parti de « confier son sort » à la classe laborieuse qui l'avait porté au pouvoir. Ils tenaient le langage que le parti tout entier avait tenu en 1917. Ils étaient les véritables égalitaristes de cette Révolution ». Mais Isaac Deutscher considère que leurs vues étaient « idéalistes », « utopistes ». « Le Parti ne pouvait pas les écouter, à moins qu'il ne fût prêt à un noble mais impardonnable suicide. *Il ne pouvait pas remettre son destin et celui de la république à une classe ouvrière amenuisée, épuisée, démoralisée par la guerre civile, la famine et le marché noir.* » (Souligné par nous).

Vers 1921 « la classe ouvrière russe » considère Isaac Deutscher, « s'était montrée incapable d'exercer sa propre dictature. Elle ne pouvait même pas exercer un contrôle sur ceux qui gouvernaient en son nom. Epuisée par la révolution et la guerre civile, elle avait presque cessé d'exister comme force politique. » C'est dans ces conditions que la vieille idée « jacobine » qu'une petite minorité vertueuse et éclairée, en l'occurence celle du Parti, et de sa direction, avait le droit de « se substituer » à un peuple qui n'est pas encore mûr, émerge et devient la justification théorique de la bureaucratie, et de sa dictature. En 1917, écrit Isaac Deutscher, les bolcheviks avaient fondé la légitimité de leur pouvoir sur la majorité qu'ils détenaient dans les Soviets. Ces organismes « étant fondés sur le principe de la représentation de la classe, constituaient par définition les organes de la dictature du prolétariat. Ils n'avaient pas été élus au suffrage universel ; la noblesse et la bourgeoisie avaient été privés du droit de vote ; quant à la paysannerie elle n'avait élu de députés qu'autant que leur proportion ne menaçait pas la prépondérance des ouvriers des villes. Les ouvriers avaient voté, non en tant qu'individus et dans les circonscriptions électorales traditionnelles, mais dans les usines et les ateliers, en tant que membres de ces unités de production dont leur classe était composée ».

Mais en 1921-1922 les choses avaient déjà considérablement changées. « En théorie », écrit Isaac Deutscher, « l'état ouvrier reposait toujours sur les Soviets ». Mais ces Soviets « n'étaient pas et ne pouvaient pas être représentatifs. Il ne leur était pas possible, en effet, de représenter une classe ouvrière qui pratiquement n'existait plus. Ils étaient des créations du parti bolchevique ». Isaac Deutscher insiste beaucoup sur la disparition quasi physique de la classe ouvrière russe pour expliquer les conditions dans lesquelles le parti bolchevique se substitua pratiquement à la classe. Mais en même temps la mentalité du Parti a changé depuis l'époque pré-révolutionnaire et depuis octobre, le parti bolchevique et Lénine n'imaginèrent jamais, écrit à juste raison Isaac Deutscher, qu'ils pourraient prendre et conserver le pouvoir sans l'appui de la majorité des ouvriers, ou des ouvriers et des paysans. « Jusqu'à la révolution, et pendant celle-ci, et même quelque temps après, ils voulurent toujours soumettre leurs décisions politiques au « verdict de la démocratie prolétarienne », c'est-à-dire au vote de la « classe ouvrière ». Mais vers la fin de la guerre civile, « le verdict de la démocratie prolétarienne » était devenu, selon Isaac Deutscher, « une phrase vide de sens. Comment ce verdict pouvait-il être exprimé alors que la classe ouvrière était dispersée et déclassée ? »

C'est dans ces conditions que les bolcheviks « identifièrent leur volonté et leur pensée avec ce qu'ils croyaient qu'auraient été la volonté et la pensée d'une classe ouvrière vigoureuse. Leur habitude de se considérer comme les interprètes des intérêts de classe du prolétariat rendit cette substitution d'autant plus facile. » Cette substitution a eu comme conséquence logique de supprimer tous les autres partis, et d'interdire au sein même du parti bolchevique les fractions. La politique bolchevique était, en définitive, décidée par une petite section du parti « qui s'était substituée elle-même au parti tout entier ».

Dans l'esprit de Lénine cette partie du Parti, « unique dépositaire de l'idéal socialiste, mandataire du Parti » devait être la vieille garde bolchevique composée de quelques milliers de personnes. Mais même cette couche introduite après la prise du pouvoir dans l'administration de l'Etat, commençait à changer qualitativement, à perdre sa pureté idéologique et morale originelles. Dans l'interaction complexe de tous ces facteurs évoqués, la bureaucratisation et la bureaucratie sont devenues des processus irrésistibles. Telle est la problématique que pose selon Isaac Deutscher l'évolution de la Révolution russe et la dialectique de ses propres réponses.

Or, une certaine ambiguïté existe dans la manière dont Deutscher pose ces questions. Quelle est la part exacte entre les conditions objectives caractéristiques de la classe ouvrière russe et le rôle de la superstructure idéologique du bolchevisme, du léninisme, dans la formation de la bureaucratie ? La classe ouvrière est-elle incapable par sa position sous le capitalisme de contrôler et surtout gérer l'économie et l'Etat après la Révolution ? La bureaucratie est-elle donc inévitable et historiquement progressive ?

Isaac Deutscher semble croire que le processus de bureaucratisation a commencé en U.R.S.S. déjà sous Lénine, en raison de l'épuisement, de la dislocation, de la destruction quasi physique de la classe ouvrière et des ravages faits par la guerre civile dans la vie économique et générale du pays. Les tendances « autoritaires » et « centralistes » du bolchevisme se sont trouvées renforcées par ce climat. La substitution du Parti à la classe, et de la direction du Parti au Parti, ont eu lieu insensiblement, faute d'une articulation vigoureuse de la classe. Dans les conditions de désorganisation de l'économie, de déclassement du prolétariat, d'absence de culture et de cadres dans la classe, c'est le Parti qui se substitue, quasi inexorablement, à la classe, et au sein même du Parti sa direction se substitue à l'ensemble du Parti. Dans un stade ultérieur, le danger

est grand de voir une seule personne se substituer à la direction même du Parti. Ainsi de la démocratie prolétarienne basée en principe sur le vaste réseau pyramidal des soviets démocratiques et d'un système multi-parti, on aboutit au bonapartisme soviétique le plus absolu.

Mais cette phase est-elle historiquement nécessaire, et donc progressive ? Peut-on considérer que la classe ouvrière, mal préparée sous le capitalisme, est organiquement incapable d'exercer un contrôle effectif sur ses dirigeants et d'assumer la gestion de l'économie et de l'Etat ? Isaac Deutscher ne répond pas clairement à cette question. On a cependant le droit de considérer qu'il se prononce plutôt pour l'inévitabilité d'une phase de pouvoir bureaucratique succédant à la prise du pouvoir et qu'il considère ce pouvoir historiquement progressif. L'idée d'un « modèle » de construction du socialisme basé sur l'autogestion combinée au plan et au marché ne l'a jamais tenté. Sa tendance fut plutôt de se fier au rôle efficace des minorités « jacobines » et des personnalités « fortes » qui, de manière autoritaire, centraliste, dirigeraient la société post-capitaliste dans sa première phase. Sentimentalement, il est avec les égalitaires et les intégristes de la « démocratie prolétarienne ». Mais il croit leurs vues « utopiques » et ne cesse d'être tenté par l'efficacité de l'action autoritaire, centraliste, qui accélère l'histoire. Il a terminé en 1948 sa biographie de Staline, en évaluant comme suit, globalement, le rôle historique de son héros : il l'assimile tout d'abord aux « grands despotes révolutionnaires » auxquels appartiennent Cromwell, Robespierre, Napoléon. Il déclare ensuite que la partie positive de l'œuvre de Staline surclasse celle qui est négative et durera comme cela fut le cas avec l'œuvre de Cromwell ou de Napoléon.

Dans la dernière édition révisée de son *Staline* qui a paru en anglais (1) peu avant sa mort, le jugement est plus nuancé. Isaac Deutscher admet que le règne de Staline dans les dernières années de sa vie était devenu absolument négatif et un frein quasi absolu au développement ultérieur de la société soviétique. Il considère que les méthodes de direction autoritaire, centraliste de l'économie, pendant la période initiale d' « accumulation primitive » que Staline a employées, pourraient se justifier dans les conditions d'extrême pénurie d'alors. Mais il concède que ces méthodes ne sont plus valables quand il s'agit de les appliquer « au vaste, technologiquement avancé et complexe système industriel actuel ». De même il semble justifier les méthodes brutales par lesquelles Staline a collectivisé dans les années 30 l'agriculture et développé l'industrie, ainsi que les inégalités criantes dans les rémunérations de différentes catégories des travailleurs. Il en trouve l'excuse dans la pénurie extrême de main-d'œuvre et des cadres. Il concède cependant que dans les conditions actuelles de développement économique et culturel de la classe ouvrière soviétique ces méthodes de coercition et d'inégalité stérilisent l'effort productif des travailleurs et paralysent ces derniers.

(1) Penguin Books, London, 1967.

Elles sont donc devenues des méthodes anachroniques et réactionnaires. Son jugement global sur l'évolution de la société soviétique et la question de la bureaucratie nous le trouvons dans son dernier ouvrage « La Révolution inachevée - Russie 1917-1967 » qui réunit les conférences qu'il a prononcées à l'Université de Cambridge, de janvier à mars 1967 (2). « Il n'est pas question, à mon avis », écrit-il, « d'une soi-disant abolition de la bureaucratie. La bureaucratie comme l'Etat lui-même ne peut être simplement détruite. L'existence d'experts et de groupes professionnels d'employés civils, d'administrateurs, de directeurs, fait partie de l'indispensable division sociale du travail, qui est déterminée par les larges différences et les clivages existant au niveau de la qualification et de l'éducation entre le travail qualifié et non qualifié, et plus fondamentalement entre le cerveau et le muscle ». Dans ces conditions, Isaac Deutscher considère que la classe ouvrière doit viser simplement *à contrôler* l'Etat et la bureaucratie, qui dépériront et disparaîtront ensemble, mais seulement au bout d'une longue période historique. La question cependant du contrôle de la bureaucratie est vague et ne résout pas celle de savoir qui *gère* l'économie, l'Etat, la société tout entière.

On peut très bien concevoir l'existence d'une certaine bureaucratie qui se prolonge, tout en dépérissant, mais qui ne gère pas, ne gouverne pas, et se limite à louer ses services techniques aux collectifs démocratiques des producteurs directs et des citoyens. Sous cette forme le contrôle de la classe s'imbrique à la fonction de gestion et ne reste pas extérieur à cette dernière. Car si tel était le cas, le contrôle s'avérerait vite inefficace, laissant la place au développement de la bureaucratie omnipotente. Le dépérissement de la démocratie socialiste basée sur les Soviets, les syndicats indépendants de l'Etat, le parti démocratique, le système multi-parti au profit d'un mode de gestion de l'économie et de l'Etat, administratif, autoritaire, centraliste a eu comme équivalent la formation de la bureaucratie gestionnaire. Isaac Deutscher n'a pas su établir le

(2) Oxford University Press, London 1967 (une édition en français vient de paraitre de cet cuvrage aux Editions Lafont, Paris.)

rapport organique qui existe entre mode de gestion de l'économie et de l'Etat, la démocratie socialiste et le phénomène de la bureaucratie. Mais en cela il n'était pas le seul. Cette lacune est propre à un grand nombre de marxistes qui, influencés par l'expérience soviétique n'ont pu encore dégager complètement une théorie cohérente concernant la façon d'aborder la construction du socialisme dans la période historique concrète actuelle.

COMPTES RENDUS

REFORME DE L'ENTREPRISE OU CONTROLE OUVRIER ?
Débat public entre MM. François Bloch-Lainé, Ernest Mandel et Gilbert Mathieu, Cahiers du C.E.S., n° 70-71, préfacé par J.-M. Vincent, E.D.I., Paris, 50 p.

La question combien importante du contrôle ouvrier, toujours liée d'après les théoriciens du socialisme scientifique, à celle de la dualité de pouvoir (et dont l'étude de la Révolution russe, en ce 50e anniversaire peut restituer l'authenticité, semble devoir recéler pour l'Europe occidentale, de nos jours, des vertus nouvelles. Ainsi l'atteste ce « dialogue » entre certains théoriciens en vue de la « gauche socialiste » et un représentant de la technocratie au service du grand capital. Un tel débat revêt donc une certaine importance.

Le souci premier de M. Bloch-Lainé consiste à savoir ce que les socialistes peuvent conserver des propositions de réforme qu'il propose pour tenter de résoudre la contradiction fondamentale du régime capitaliste, au niveau de l'exercice de l'autorité dans l'entreprise, dans le cadre aménagé de ce régime. « Mon réformisme tend à multiplier les formes d'entreprises, non à substituer une solution unique à la solution capitaliste et à la solution socialiste (...) ; sortir d'un certain immobilisme doctrinal, de ces intégrismes opposés ». Ainsi s'agit-il, par des réformes appropriées et « discutées » avec les théoriciens du socialisme moderne, de modifier le régime interne de l'entreprise afin de dépasser l'opposition du capital et du travail, en fait paralyser la lutte des classes en associant à ce projet les partenaires du dialogue. L'essentiel des réformes technocratiques tient dans la volonté de dégager la direction de l'entreprise des petits actionnaires (« identification plus précise des centres de décision ») tout en « décentralisant ce qui est possible pour rendre possible la participation des salariés dans un système représentatif ». Ces mesures impliquent que le patronat rende « obligatoires » les cotisations syndicales et que l'Etat, au service de la bourgeoisie comme nous l'apprend le marxisme, institue « l'arbitrage entre partenaires sociaux » sous la forme d'une « magistrature économique » chargée de prévenir les conflits sociaux. Ce programme d'intégration ouvrière nécessaire au fonctionnement présent du régime capitaliste, consiste en fait à briser l'indépendance que la classe ouvrière a conquise dans sa lutte, dans la mesure même où il lui est présenté sous l'enveloppe de ses aspirations aux « responsabilités » : ainsi, « il n'est nullement entendu d'exclure la gestion ouvrière de toute forme d'entreprise ».

A la clarté de ces propositions qui, sans avoir l'approbation franche du patronat n'en sont pas moins l'expression de ses intérêts fondamentaux, M. Ernest Mandel qui se réclame du « socialisme de gauche » et qui « se sentirait insulté si on le classait dans la catégorie des « bons » réformistes » n'oppose cependant qu'un programme centré sur la nécessité de promouvoir, selon lui, des **réformes** de structures anti-capitalistes. Ainsi le dialogue est-il noué et la polémique courtoise. En fait, les contre-propositions de M. Mandel se situent volontairement à deux niveaux isolés l'un de l'autre. Il envisage tout d'abord d'avancer un modèle économique pour une société socialiste et propose l'institution d'un « contrôle ouvrier » qui fonderait « trois pôles de pouvoir » (au niveau du plan national, du conseil ouvrier de l'entreprise, de l'indépendance syndicale vis-à-vis de l'Etat et des partis). C'est ensuite qu'en fonction de ce schéma idéal, dont la réalisation « suppose que le capitalisme a été renversé » l'orateur développe son point de vue « réformiste » pour ce qui est des sociétés capitalistes : « Il ne s'agit pas de « refuser » des réformes octroyées, disons comme moindre mal par le camp adverse ». Ainsi pour M. Mandel qui renvoie son public aux thèses également réformistes de M. Gorz, la question la plus importante est celle de savoir « comment on peut avancer aujourd'hui des revendications qui vont dans le sens général de mise en question du pouvoir du capital sur le travail, au niveau de l'entreprise ? » La question est d'importance. Elle porte en fait sur le fond du marxisme lui-même : le capitalisme contemporain connaît-il toujours les mêmes contradictions dégagées par Marx et Lénine ou bien un « néo-capitalisme » est-il la réalité historique de notre temps ? M. Mandel qui a théorisé la seconde réponse se doit donc logiquement de théoriser ce qu'il appelle une « politique d'offensive ouvrière » qui consiste en fait à « contester » au niveau de l'entreprise, le pouvoir du capital. On se croirait proche de l'émancipation du travail par les travailleurs eux-mêmes, voire même de l'autogestion. En fait, proposer l'institutionalisation du « contrôle ouvrier » dans le cadre du « néo-capitalisme » ne revient-il pas à mieux assurer l'intégration ouvrière en promouvant une « participation » qui ne peut que servir le grand capital ? M. Mandel répond ainsi aux propositions de M. Bloch-Lainé, d'accord avec celle qui revendique une « publicité sur les réels détenteurs du pouvoir économique », reste neutre sur les autres propositions des technocrates et ne veut contester aucune d'entre elles. Il apparaît donc qu'entre les « réformes de structures anti-capitalistes » et le réformisme des hauts fonctionnaires n'existe pas d'incompatibilité radicale. Il est évident que dans ce cadre de pensée et d'action toute la perspective marxiste qui fonde l'émancipation du travail sur la nécessité de la rupture la plus totale avec le réformisme (toujours bourgeois) est reléguée, théoriquement et pratiquement, dans le domaine des idées dépassées et par conséquent mortes. Dans sa dernière réponse, M. Mandel souligne clairement : « Il s'agit pour l'avant-garde d'arracher dans la lutte une série de positions de puissance, d'éléments de dualité de pouvoir qui débouchent sur une lutte accentuée et **éventuellement sur la conquête du pouvoir par les travailleurs** ».

Pour M. Gilbert Mathieu, il « est étonnant que la gauche se soit tue » devant les propositions de M. Bloch-Lainé. Manifesterait-elle ainsi son accord avec lui contre le « déluge de critiques patronales » dont certaines le qualifient de « socialiste », de « dirigiste », voire de « communiste » ? Selon M. Mathieu, s'il est « illusoire de vouloir que le capitalisme travaille à visage découvert », la « lutte des classes » n'est elle-même qu'une « expression imagée ». Il ne reste donc aux « socialistes modernes » qu'à rechercher les « points de convergences entre directeurs cooptés et travailleurs ». L'orateur voit cette convergence en ce qui concerne la stabilité de l'emploi, celle-ci s'accompagnant cependant de l'égoïsme d'entreprise. Ainsi est-il nettement affirmé que l'intégration ouvrière ne saurait résoudre que les seuls problèmes du patronat, seule une infime aristocratie ouvrière, liée à la marche de l'entreprise, étant concernée par la « gestion ouvrière ». Là encore, les « socialistes » rejoignent les gérants du grand capital contemporain en se prononçant, à l'encontre de toute la tradition du mouvement ouvrier pour une « magistrature économique » capable de prévenir, voir de guérir (comme au printemps 1963, lors de la puissante grève des mineurs en France, le tenta le Comité des sages auquel appartenait M. Bloch-Lainé), les grands conflits sociaux, en d'autres termes, tenter d'en finir avec la lutte des classes.

L'importance du débat publié par le C.E.S. dépasse donc considérablement le cadre d'une simple discussion entre technocrates et socialistes. Par les convergences que celle-ci révèle et malgré le niveau théorique élevé, semble-t-il, auquel se sont hissés les orateurs, ressurgit le vieux débat entre « réforme et révolution ». Pour les tenants du néo-capitalisme, la « gestion ouvrière » ou simplement un « contrôle ouvrier » serait possible en dehors de toute lutte de classe révolutionnaire pour le pouvoir : les réformes de structures anti-capitalistes doivent pouvoir faire l'économie de la dictature du prolétariat. Il est vrai que les orateurs soulignent la permanence du régime capitaliste, même dans le cas où les réformes peuvent être obtenues. Ainsi, M. Jean-Marie Vincent écrit-il en préface : « Il faut que soit combinée la lutte pour le contrôle du processus technique de production (auto-gestion) et la lutte pour la prise en main à l'échelon social des moyens de production ». Cependant l'essentiel du dialogue avec M. Bloch-Lainé ne consiste pas à user des armes de la critique radicale à l'égard du réformisme bourgeois, mais à répondre positivement, bien qu'avec des réserves, aux suggestions technocratiques. Tout revient en somme, pour les tenants de la théorie du néo-capitalisme à savoir s'adapter, en s'y insérant à cette société qui serait qualitativement différente du capitalisme classique, thèse que cette théorie elle-même dévoile. Ainsi la mission historique du mouvement ouvrier qui ne saurait pénétrer dans le « règne de la liberté » qu'en réalisant sa domination de classe est-elle déviée, comme chez les utopistes pré-marxistes, vers la perspective étroite de la « participation », « contestataire » ou non, à la vie économique contemporaine. En ce sens le mouvement ouvrier n'est-il pas désarmé, non seulement de la critique elle-même, mais également en tant que tel n'est-il pas amené à renoncer à ses propres objectifs historiques, à la réalisation de son unité de classe et à s'armer pour le renversement révolutionnaire du capital ? On entrevoit dès lors quel rôle peuvent jouer ainsi les débats conciliants qui subordonnent aujourd'hui l'indépendance et l'activité de classe du prolétariat à la bourgeoisie, toujours aussi soucieuse de retarder l'heure de sa chute historique par le mythe constamment renouvelé de possibles réformes de son régime économique et social.

Jean SANVOISIN.

VILLE ET REVOLUTION
ARCHITECTURE ET URBANISME SOVIETIQUES DES ANNEES VINGT

par Anatole KOPP ; Préface de I. Shein ; Editions Anthropos, 1967, 278 p. 30 p. d'annexes, bibliographie, 1.106 illustrations.

Les années vingt, époque de Bahaus et de l'esprit nouveau en Europe occidentale, ont vu apparaitre en U.R.S.S. une architecture tout à fait nouvelle, en complète rupture avec le passé. C'est l'histoire de cette période, interrompue brutalement par l'avènement du stalinisme que retrace A. Kopp.

A l'inverse de ce qui se passait alors dans l'Europe capitaliste, les architectes russes d'avant la révolution étaient liés à une bourgeoisie marchande, peu raffinée, dont ils exécutaient fidèlement les commandes ; il en résultait des palais sans style, inspirés tout à la fois des temples grecs ou romains, de la renaissance italienne ou de la « belle époque ».

Avec la prise du pouvoir par les soviets et la socialisation du sol (février 1918) apparaissent ce que l'auteur appelle « les conditions nécessaires » : deux types de raisons vont guider l'orientation de l'architecture pendant une dizaine d'années ; les unes inspirées par le contexte idéologique, les autres par l'urgence des problèmes à régler. Une série de nouvelles tendances vont ainsi apparaitre en quelques années ; un art totalement nouveau doit se faire jour : on étudie au Vhutemas (l'école d'architecture) le moyen de créer des formes expressives ; l'école se transforme en laboratoire où des expériences doivent permettre de trouver des idées. Il s'agit de construire des logements ouvriers, des bâtiments pour les prolétaires : ainsi le palais du travail des frères Vesnine en 1923, conçu dans un style inhabituel.

Il n'est pas question de rappel historique ni de mise à la disposition des travailleurs des splendeurs passées, mais d'une nouvelle politique architecturale, adaptée aux besoins. Le pavillon agricole, construit à Moscou et celui de Paris, pour l'exposition des Arts décoratifs de 1925 répondent à l'idée que l'on doit se faire de l'U.R.S.S. un nouveau mode de vie, l'austérité, idées qui se traduisent sur le plan plastique par des innovations comme l'affirmation du matériau, même simple, et l'interpénétration des espaces intérieurs et extérieurs. Le concours pour cette exposition ne sera plus jugé par les classiques maintenus un temps dans des fonctions officielles, mais verra le triomphe des modernes, Golossov, Melnikov, Guinzbourg, et les frères Vesnine, grâce à un jury où participent le ministre Lounatcharski et Maïakovski.

1925 verra disparaitre un temps la tendance formaliste : le contexte économique d'alors (la N.E.P.), influe sur l'architecture : la priorité à l'industrie lourde, le plan quinquennal, etc... ainsi que le rôle des capitaux étrangers font renaitre la vie urbaine un moment éteinte pendant la période du communisme de guerre ; le problème du logement se pose à nouveau : il faut en construire pour les ouvriers, et non plus se contenter des mesures d'urgences en partageant les appartements bourgeois entre plusieurs familles — auparavant logées dans les taudis de la banlieue.

Pendant ce temps des associations d'architectes se sont constituées, des promotions de jeunes élèves sortis récemment des écoles (Vhutemas), formés aux méthodes et problèmes nouveaux les animent.

Deux grands courants symbolisent les luttes idéologiques entre les divers groupes d'architectes : les uns sont regroupés dans l'ASNOVA (formée en 1923) ; ils prennent une position formelle détachée du contenu politique et social ; ils s'agit de « mesurer l'architecture par l'architecture » ; l'un des plus importants de ce groupe, Melnikov, plus attiré par les réalisations que par les théories et les manifestes, tentera de concrétiser à travers sept projets de clubs ouvriers (dont six seront construits) un nouveau type de relations sociales déjà existantes ; il se cantonne au domaine de l'architecture, tenant compte des moyens techniques mis à sa disposition, sans déborder du cadre professionnel, comme le fera le groupe de l'O.C.A. ; celui-ci veut résoudre les problèmes économiques et sociaux, qui ne dépendent pas de l'architecture ; ces oppositions entre les deux groupes cités sont abondamment expliquées, textes à l'appui, dans l'ouvrage de Kopp, qui mentionne encore bien d'autres groupes ; ces oppositions ne font d'ailleurs que refléter les contradictions de l'U.R.S.S. et ses problèmes d'alors : la priorité donnée à l'industrie lourde sur les biens d'équipement favorisent le progrès technique, mais limite en même temps les possibilités de matérialisation des projets architecturaux. De tous ces groupes, l'O.C.A. avec Guinzbourg, les frères Vesnine et Golossov l'emportera un temps par son côté militant que traduit la revue « Architecture contemporaine » et où son combat s'affirme inséparable de celui du socialisme. Les membres de l'O.C.A. viennent de toutes les régions du pays, des collaborateurs étrangers s'y adjoignent, et l'organisation ne regroupe plus seulement des architectes, mais aussi des artistes et des techniciens. L'O.C.A. lutte contre l'architecte-exécutant, qui en est réduit à la commande ; ses membres affirment leur volonté de participation à l'édification d'une nouvelle société, non pas seulement au niveau des principes et de la construction elle-même, mais dans leur pratique même : ils effectuent ainsi des enquêtes auprès des usagers, lancent les idées de préfabrication, de standardisation ; tout cela est repris dans un manifeste (1928) où ils se réclament du « constructivisme ». Cette théorie développe des idées de rationalisation de l'habitat, s'appuie sur la technique moderne, avance la notion de mode de vie nouveau, aboutissant à un type de construction (logements communautaires, usines, clubs, etc...) fondé sur les « condensateurs de la culture socialiste » ; ceux-ci devaient déboucher sur un cadre de vie adapté aux formes sociales nouvelles, agissant sur elles, excluant tout dilettantisme, l'amateurisme et les spéculations artistiques de la part des architectes. C'est ce « mode de vie nouveau » qui va, jusqu'en 1932, guider les programmes des architectes. Nombre d'entre eux, parce que les transformations de l'économie sont plus sensibles que celles de la vie quotidienne, s'imaginent avoir déjà affaire à un homme totalement neuf pour lequel ils doivent concevoir un cadre de vie adapté : la libération de la femme, inscrite dans tous les programmes politiques, l'éducation pour tous, etc... les incitent à construire des logements communautaires où les équipements collectifs sont nombreux ; en fait il ne s'agit pas seulement d'idéologie, mais de répondre à des besoins ; l'entassement des familles ouvrières dans les appartements bourgeois entraine ce que Guinzbourg appelle « le mode de vie infernal », vie traditionnelle sans alimentation saine, ni hygiène, ni intimité, ni éducation.

A partir de ces considérations négatives, les architectes soviétiques vont s'atteler à la tâche énorme d'accélérer l'avènement de la société socialiste, grâce à ces condensateurs sociaux, faisant de l'urbanisme une fonction éducative. Ces condensateurs seront le club, le logement et principalement l'usine. Le club ouvrier aura un rôle déterminant : compensation collective de ce que l'on peut donner individuellement à chacun, où les travailleurs iront volontairement ; pour permettre que toujours corresponde le cadre et les activités, des recherches mettront à jour la conception des cloisons mobiles, facilitant les changements de volumes, des espaces et aussi des atmosphères. Le logement sera tel que la coha-

bitation sera rendue impossible ; les fameuses cellules de Stroikom, à deux niveaux reliés par un escalier intérieur, donnant sur une sorte de rue intérieure, celle-ci menant à toute une série d'appartements, réservait l'intimité tout en ouvrant à la vie collective. De nombreuses études ont essayé de rationaliser économiquement ces logements, établissant des rapports précis entre la surface et le nombre d'habitants, tenant compte des possibilités financières et du volume nécessaire par personne.

Certains comme Kouzmine iront plus loin dans la conception de ce nouveau mode de vie, prenant comme modèle la « dom-komuna », fondée sur un concept populaire de vie communautaire, d'origine paysanne où se mêlaient la tradition familiale et les difficultés économiques ; il voudra créer des maisons communes sans « alcôves ni cuisine », qui deviendraient des annexes des usines : ces projets effrayeront surtout la population, qui tolérait le mode de vie infernal qu'elle menait à cause de l'entassement dans la mesure où elle le considérait comme provisoire ; mais cette super-collectivisation était refusée car elle apparaissait comme définitive.

Pour parachever la « ville socialiste », l'usine, principal condensateur social, sera l'outil de l'urbanisation ; c'est là que doit se retrouver la classe qui doit diriger : cette conception animera l'invention d'une architecture industrielle dont le meilleur exemple sera le Dnieproguess (barrage sur le Dniepr).

Cette volonté de planifier rationnellement la « ville socialiste de type nouveau », adaptée aux rapports humains, à la collectivité, ce heurtait à des difficultés techniques, aux anciennes structures de l'habitat toujours en place et avec lesquelles il fallait composer. L'imagination et la théorisation se donnent libre cours quand on en vient à construire des villes en terrain vierge, comme le sera Magnitogorsk. Urbanistes et désurbanistes, les premiers, partisans d'une supercollectivisation et les second de la dilution de l'habitat dans le pays amenant la fin de l'opposition ville-campagne, se heurteront aux mêmes problèmes techniques et d'ordre généraux de la société soviétique, au mur « où viennent frapper les rêves justes et chimériques », comme l'a dit Le Corbusier à ce sujet.

L'orientation générale deviendra la construction de logements comportant le maximum d'équipements collectifs, pour faire de la libération de la femme une réalité, et pour des raisons de place et d'économie générale. Guinzbourg et Milioutine travailleront dans cette voie encore quelques temps. Mais les théories échafaudées sur la conception de la ville socialiste, la planification et la répartition de la population, les projets de renouvellement total du cadre de vie, s'évanouiront faute de moyens techniques et financiers, d'une part, et aussi avec l'avènement du stalinisme, qui favorisera les tendances les plus classiques de l'architecture pré-révolutionnaire, redonnant les postes officiels et les « commandes » à leur anciens détenteurs.

Avant de conclure sur ce bilan des années vingt, l'auteur consacre tout un chapitre aux projets d'avant-garde de Léonidov, qui encore aujourd'hui font toujours figure de projets futuristes. La conclusion du volume débouche sur la période contemporaine où l'on retrouve depuis deux ans des projets et maquettes (et constructions) comparables à ceux d'il y a quarante ans. Cet ouvrage riche en photos, en reproductions de plans et de photographies, de maquettes, en documents de toutes sortes représente un apport considérable non seulement sur le plan historique, mais aussi sur celui des conceptions urbanistiques et architecturales qui paraissent encore bien souvent, à la lecture, des projets d'avant-garde.

Catherine LÉVY.

LE DERNIER COMBAT DE LENINE
par Moshé Lewin, Ed. de Minuit, 1967, 171 p.

Ce livre est consacré à la maladie de Lénine et aux développements politiques auxquels elle donna lieu. La question de l'autogestion ouvrière n'y est abordée qu'incidemment. On ne traitera ici que de ce seul point.

L'auteur mentionne la suppression des conseils d'usine qui marqua le début du processus de bureaucratisation de la Révolution soviétique. Mais il ne le fait que superficiellement.

Il néglige, tout d'abord, que l'autogestion ouvrière avait été préconisée, avec beaucoup de conviction et d'ardeur, par les bolcheviks. On n'en veut pour preuve que les extraordinaires articles de Lénine parus jadis en France dans un recueil sous le titre : **Sur la voie de l'insurrection** ainsi que les procès-verbaux du Comité central du Parti communiste russe publiés par François Maspéro.

Omettant ce point de départ, Lewin soutient, assez sévèrement, que les conseils d'usines avaient été le fruit « d'une poussée libertaire d'inspiration anarcho-syndicaliste » et il affirme, les condamnant en bloc, qu'ils « n'amenèrent que des désordres ». Ce serait la raison pour laquelle Lénine aurait été obligé de favoriser la bureaucratie administrative « contre les tendances anarcho-syndicalistes des ouvriers ».

Pas un mot, bien entendu, du témoignage produit par Voline dans un livre trop peu lu : **La Révolution inconnue.** Cet anarchiste russe, mêlé étroitement à la période des conseils d'usines, a démontré que l'autogestion, pendant la courte période où elle avait pu être expérimentée, avait, au contraire, apporté la preuve de la maturité de la classe ouvrière russe et de sa remarquable capacité d'initiative créatrice, hélas vite bridée.

Moshé Lewin n'explique pas clairement pourquoi cette gestion par en bas a dû si rapidement s'effacer devant la tutelle bureaucratique. Ou, s'il le fait, c'est en des termes injustes pour le prolétariat. A l'en croire, les ouvriers auraient été « trop incultes » pour pouvoir participer effectivement à la gestion des entreprises. Il **fallait** qu'ils fussent supplantés par les bureaucrates.

Cependant l'auteur réfute, sans paraître s'en apercevoir, sa propre thèse, lorsqu'il ajoute : « En disant cela, nous voulons parler des ouvriers en tant que groupes, car, individuellement, ils arrivaient aux plus hauts postes dans le Parti ». N'est-il pas singulier que les ouvriers aient été collectivement des incapables mais qu'une fois absorbés dans le Parti ils aient soudain démontré leurs capacités ? Il eût été bien utile de tenter d'expliquer cette bizarre métamorphose.

Lewin observe, par ailleurs, que les usines ont été privées de leur élite prolétarienne, recrutée pour renforcer l'appareil administratif. Nous sommes ici au cœur du problème. Dans les moments tragiques que traversait la Révolution, fallait-il sacrifier l'autogestion ouvrière au profit de la construction d'un appareil d'Etat envahissant et pléthorique, d'une caste de bureaucrates impatients de commander et de se faire obéir ?

Lénine a soutenu que « les forces du prolétariat ont été surtout épuisées par la création de l'appareil ». Il est bien évident que ce prélèvement ajouté à la dispersion d'un grand nombre d'ouvriers dans la campagne du fait de la famine et du manque de matières premières n'a pas facilité la consolidation de l'autogestion. Mais, tout de même, le prolétariat n'avait pas été rayé de la carte et l'on a parfois l'impression que l'on invoque son « épuisement » comme une mauvaise excuse.

Lewin admet que la machine du Parti s'est assez vite substituée au prolétariat organisé. Mais il croit que ce processus aurait d'abord

été considéré comme un « phénomène transitoire en attendant le regroupement des ouvriers des grandes usines et le renforcement de l'industrie par les réalisations à venir ».

On eût aimé des preuves à l'appui de cette affirmation, des citations incontestables. Mais l'auteur ne semble pas à même de les produire. Et il constate, mélancoliquement, qu'en réalité débutait dans les usines le règne des bureaucrates — règne dont on commence seulement aujourd'hui à entrevoir le dépérissement, et encore à longue échéance, — un demi-siècle après la glorieuse Révolution d'Octobre.

Daniel GUERIN.

LA REVOLUTION RUSSE

par Marcel Liebman, Editions Marabout Université, Paris, 1967

Cet ouvrage condense de manière souvent heureuse l'énorme masse d'événements et de commentaires que doit comporter normalement tout récit historique vivant de la grande révolution d'octobre. Destiné au grand public, il est une contribution sérieuse à la connaissance objective du plus grand événement historique et social de notre siècle.

Dans une dernière partie consacrée aux « Destins de la Révolution russe », l'auteur s'efforce de résumer les « préoccupations doctrinales — et donc les idéaux — des protagonistes » de la révolution. Il trouve ainsi l'occasion d'exprimer ses propres opinions de sociologue, d'historien et de moraliste sur la Révolution russe.

Insistant sur la « philosophie » pré-révolutionnaire du bolchevisme qui visait à un nouveau type de démocratie basé sur l'égalité garantie de tous les citoyens, il analyse plus particulièrement la conception dialectique qu'avait Lénine de la « dictature du prolétariat ». Même après la prise du pouvoir, Lénine défendra l'essentiel de sa pensée sur ces questions développées dans **l'Etat et la Révolution,** en déclarant : « Notre but est de faire participer pratiquement **tous les pauvres sans exception** au gouvernement du pays ». Il ajoutera : Notre but est de faire remplir **gratuitement** les fonctions d'Etat par **tous** les travailleurs, une fois qu'ils ont terminé leurs huit heures de « tâches » dans la production ». Lénine, tout en admettant qu'il serait « particulièrement difficile d'y arriver » restait cependant formel : « Là seulement est la garantie de la consolidation définitive du socialisme ». L'auteur cite plusieurs autres exemples qui démontrent que la « participation des travailleurs à la gestion administrative fut un des objectifs essentiels de la démocratie soviétique ».

Mais les effets de la guerre civile sur l'économie, sur la composition même du prolétariat, ainsi que l'isolement international de la Révolution russe, amènent la ruine de la démocratie soviétique et voient apparaître le règne de la bureaucratie. L'auteur consacre de nombreuses pages à suivre cette évolution rétrograde de la Révolution russe sur le plan politique et décrit les « imperfections et les errements auxquels cette évolution a donné lieu.

Tout en se gardant de s'ériger en juge, il préfère adopter « l'attitude sereine de celui qui, constatant les défaillances humaines et les imperfections sociales, les juge inévitables et y puise des motifs de résignation et de conformisme social », ce qui présente « moins de risque ».

Celui qui, cependant, désire être mieux fixé sur le bilan de la Révolution russe et ses perspectives aura, à notre avis, intérêt à consulter le dernier ouvrage de Isaac Deutscher, **La Révolution Inachevée,** (Editions Laffont, Paris), qui se distingue par une profonde analyse et une sobre appréciation du sujet.

M. R.

LES PAROLES QUI EBRANLERENT LE MONDE

Anthologie bolchevique, 1917-1924. — Par Jean-Jacques Marie, Edit. du Seuil, 1967, 362 p.

Un demi-siècle après la victoire de la révolution d'Octobre, les historiens, les chercheurs en sciences sociales, tout comme les militants, sont encore loin d'avoir une connaissance complète des documents indispensables qui rendent vivante, présente, compréhensible la première révolution prolétarienne qu'a connue la société capitaliste. En ce sens, sur le simple plan de la nécessaire information, l'anthologie de textes traduits du russe par J.-J. Marie et dont la moitié étaient encore inédits en français, apporte une contribution précieuse. Le choix effectué par l'historien qui vient de publier récemment un **Staline** (Ed. du Seuil) est également judicieux. La période choisie, 1917-1924, est aussi celle où les bolcheviks qui se sont préparés par la lutte la plus intransigeante, à la prise du pouvoir, mettent tout en œuvre pour développer la révolution à l'échelle internationale, tout en se débattant dans les problèmes de la guerre civile ,de la reconstruction économique dans un contexte qui, en dernière analyse, deviendra déterminant pour l'avenir de la révolution russe, celui de l'isolement et de l'arriération.

Cette anthologie, le traducteur le souligne, ne saurait être considérée comme définitive pour ce qui est la période des sept premières années de la révolution, celle qui maintient présent le programme de la révolution sociale mondiale en liaison indissoluble avec l'exercice constant de la démocratie ouvrière dans le premier Etat prolétarien du monde. Ainsi d'autres **anthologies** seraient nécessaires, notamment sur la discussion syndicale de 1920-1921, sur les questions de l'organisation économique sous la N.E.P., sur les premières années de la IIIe Internationale... Malgré un choix rendu inévitable, l'Anthologie bolchevique de J.-J. Marie demeure cependant un document historique de premier plan, dont l'intérêt est aussi rehaussé par l'actualité même du programme à partir duquel les paroles des militants et des dirigeants bolcheviques se sont emparés des masses qui ont ainsi ébranlé le monde. Tant il est vrai qu'après 1924 où le programme bolchevique se fourvoie dans les sentiers nouveaux et inattendus du « socialisme dans un seul pays », la perspective tracée par Marx, déjà, dans le **Manifeste communiste** est cependant restée concrète et sa réalisation non seulement possible, mais encore nécessaire.

C'est donc un moment de la continuité du programme marxiste, exprimée alors au niveau gigantesque du pouvoir d'Etat prolétarien, que nous restitue J.J. Marie, la certitude de la victoire, mais aussi les contradictions à surmonter dans un contexte spécifique, bref la lutte même de la pensée dialectique et de l'action révolutionnaire. Et c'est dans cette continuité, s'exprimant tant dans la victoire que dans les contradictions engendrées par cette victoire isolée que l'on peut voir précisément l'actualité de ces textes qui n'ont pas pour but de rendre un hommage formel à une époque grandiose, mais concentrent la solution même des contradictions fondamentales de la société contemporaine.

Chaque partie de l'anthologie est introduite par une chronologie qui met bien en relief la dialectique historique. « Avant les journées de juillet », nous pénétrons au cœur de ce laboratoire de la révolution qu'est le Parti bolchevique. Les hésitations des dirigeants contrastent avec les décisions prises par les militants. Le témoignage de l'ouvrier bolchevik Kaïourov, de Vyborg, publié en 1923 est net : « Pendant trois

jours (en février) c'était uniquement des chefs issus des rangs bolcheviks qui avaient dirigé la lutte de rues des masses ; nous n'avions senti absolument aucune direction de la part des organismes dirigeants du parti » (p. 37). Ainsi, au soir du 26 février voyons-nous un Chliapnikov, ancien métallurgiste, dirigeant du parti à Pétrograd s'opposer à l'armement des ouvriers. Plus grave, un mois après l'insurrection de février, Staline, dans un rapport du 29 mars écrit : « Il faut accorder notre soutien au gouvernement provisoire **dans la mesure où** il consolide les pas en avant de la révolution... » (p. 42). Dès son arrivée, Lénine dénonce ce « gouvernement des capitalistes » auquel il ne faut apporter « aucun soutien » et critique vertement la formule conciliatrice « dans la mesure où ». Ces pages nous font vivre la façon dont Lénine, seul, avec Kollontaï à voter pour ses thèses le 4 avril se bat constamment dans son propre parti pour l'indispensable redressement qui devait permettre la victoire d'Octobre. Ainsi, tout comme les bolcheviks dans leur ensemble luttaient pour gagner la majorité dans les soviets, Lénine luttait pour la gagner au sein du parti. Trotsky qui, depuis février avait compris l'absolue nécessité de rompre avec les mencheviks — « depuis, affirmait Lénine, il n'y a pas eu de meilleur bolchevik » (p. 129) — tire la leçon de cette lutte capitale dans son **Histoire de la révolution russe** : « Entre Lénine et le menchévisme, la révolution ne laissait pas de place pour des positions intermédiaires. Une lutte intérieure dans le parti bolchevique était absolument indispensable » (p. 59). On peut lire aussi dans ce recueil des récits très vivants de cadres et de militants bolcheviks sur les journées d'Octobre à Pétrograd, à Moscou, à Kiev, etc.

Avec la victoire d'octobre, la lutte n'en continue pas moins parmi les bolcheviks, dans les cadres du centralisme démocratique. Si les divergences apparaissent à propos de la paix de Brest-Litovsk (Volodarski, hostile d'abord à cette paix déclare cependant le 25 février : « Je déclare, au nom du groupe des adversaires de la paix : nous acceptons cette paix archi-pillarde, cette paix archi-annexionniste, nous la signons (...) pour garantir les destins de la révolution, nous porterons ensemble tout le poids du coup qui nous est asséné » (p. 167), tous les bolcheviks pensent, comme Sverdlov le dit à l'unique séance de l'Assemblée constituante, malgré les rires et les bruits à droite que : « La révolution d'Octobre a allumé l'incendie de la révolution socialiste non seulement en Russie, mais dans tous les pays » (p. 147).

Car en fait la révolution d'Octobre est prête à se « sacrifier », c'est le terme même de Lénine, au profit de la révolution européenne. Grâce aux bolcheviks qui « ont sauvé l'honneur du socialisme international » comme le dira Rosa Luxembourg, l'Internationale ouvrière révolutionnaire va revivre de nouveau. Il faut lire l'étincelant « Manifeste de l'Internationale Communiste aux prolétaires du monde entier » rédigé par Léon Trotsky et adopté par le congrès de fondation de la IIIe Internationale, le 6 mars 1919, qui explique : « Exiger du prolétariat que dans sa dernière lutte à mort contre le capital, il observe pieusement les principes de la démocratie politique, cela équivaudrait à exiger d'un homme qui défend sa vie contre des brigands qu'il observe les règles artificielles et conventionnelles de la boxe française, définies par un ennemi qui ne les observe pas... » (pp. 241-245). La même lutte fait écrire à Sultan-Galiev, en octobre 1919, les mots suivants qui gardent aujourd'hui encore une force combien précieuse : « L'ordre soviétique, le communisme sont opposés à l'état capitaliste bourgeois. Ces deux ordres ne peuvent ni coexister, ni vivre en paix l'un à côté de l'autre. Ils ne peuvent se tolérer que provisoirement, jusqu'au moment où l'une des parties en présence acquerra une certaine supériorité qui doit la conduire fatalement à l'attaque contre la partie adverse plus faible... » (p. 247).

Et c'est en synthétisant l'expérience de la lutte mondiale du prolétariat pour son émancipation totale du capital que l'Internationale définit, à son 3e congrès la tactique du Front unique ouvrier que Zinoviev explique ainsi dans la **Pravda** en 1921 : « Le problème du front unique n'est pas, dans son origine comme dans son essence, le problème des relations entre les fractions parlementaires communiste et socialiste, entre les comités centraux des deux partis, entre **l'Humanité** et **le Populaire** (...) Les réformistes ont peur de l'élan potentiel révolutionnaire du mouvement des masses ; la tribune parlementaire, les bureaux des syndicats, les organismes d'arbitrage, les antichambres des ministères, telles sont leurs arènes favorites. Nous avons, au contraire, à faire sortir les réformistes de leurs abris et à les placer à nos côtés sur le front des masses en lutte. Avec une bonne tactique, ce ne peut être qu'à notre avantage » (pp. 250-255.) On mesure encore ici l'actualité brûlante de ces questions décisives pour le mouvement ouvrier.

Le recueil de J.-J. Marie a aussi l'avantage de montrer comment, du fait de l'échec de la révolution en Allemagne, les luttes et les polémiques se font de plus en plus âpres entre les bolcheviks. Après la fin de la guerre civile qui a épuisé le prolétariat russe, après les défaites en Hongrie, en Bavière et en Bulgarie, à la veille de la lutte qui va être décisive pour l'Allemagne, Staline écrit, en août 1923 : « (En Allemagne)... les fascistes ne dorment pas : mais nous avons intérêt à ce qu'ils attaquent les premiers : cela rassemblera toute la classe ouvrière autour des communistes. D'ailleurs, d'après tous les renseignements, les fascites sont faibles en Allemagne. A mon avis, on doit retenir les Allemands et non les stimuler » (p. 259). Ici apparaît la formulation d'une orientation qui va prévaloir, pendant la N.E.P. après la défaite en Allemagne et se cristalliser, en opposition avec le programme qui justifie l'existence de la IIIe Internationale, dans la « victoire du socialisme dans un seul pays ». Déjà, Chliapnikov, au XIe congrès du parti (1922), avait exprimé ainsi le désarroi de nombreux bolcheviks devant l'héritage de la guerre civile : « Vladimir Illitch a déclaré hier que le prolétariat, en tant que classe, dans le sens où Marx l'entendait, n'existait pas. Permettez-moi de vous féliciter de constituer l'avant-garde d'une classe qui n'existe plus » (p. 277).

La conjonction de ces différents facteurs : l'épuisement de la classe ouvrière russe, la défaite de la révolution européenne, en deux mots l'isolement et l'arriération expliquent la limitation puis la disparition de la démocratie ouvrière dans les Soviets. Après Kirov qui soulignait dans un rapport du 6 avril 1921 sur Cronstadt que « dans le milieu des paysans moyens se crée un état d'esprit qui fait trouver insupportable ce qui paraissait auparavant habituel » (p. 229), Trotsky donnait en 1938, dans le **Bulletin de l'Opposition** une explication profonde des causes sociales de Cronstadt en liaison avec les rapports dialectiques entre la dictature du prolétariat et la démocratie ouvrière : « Seul un esprit absolument vain, conclut-il peut voir dans les bandes de Makhno ou dans le soulèvement de Cronstadt une lutte entre les principes abstraits de l'anarchisme et ceux du socialisme étatique » (pp. 231-235).

Ce n'est pas par hasard si la fin des espoirs placés dans la révolution européenne coïncide avec la formation d'un appareil (du parti et de l'Etat) qui tente de se substituer à une classe ouvrière exangue.

Si l'Opposition ouvrière, fin 1920, début 1921, revendiquait l'impossible, « l'administration économique de la république ouvrière élue directement par les producteurs eux-mêmes, la préparation des comités d'usines et d'atelier à gérer la production » (pp. 272-3), Lénine répondait : « La Russie n'a pas atteint le niveau de développement des forces productives nécessaires pour rendre possible le socialisme » (janvier 1923). Mais c'est aussi Lénine qui, conscient de la contradiction dans laquelle la révolution risquait de s'enliser mettait en garde son parti contre le danger de la bureaucratie : « On nous dit que l'unité de l'appareil nous était nécessaire. D'où venaient donc ces affirmations ? Ne venaient-elles pas de ce même appareil russe que nous avons emprunté au tsarisme en nous contentant de l'oindre légèrement de sainte huile soviétique ? » (30 décembre 1922) ? Pour suivre la lutte des idées qui, à cette époque, s'est avérée décisive et a décidé en dernier ressort de l'avenir du bolchevisme. J.-J. Marie verse l'essentiel des textes au dossier. Le **journal des secrétaires de Lénine,** les lettres de ce dernier au congrès, (décembre 22 - janvier 23), la lettre de Trotsky du 8 octobre 1923 au Comité central, la lettre des 46 du 15 octobre 1923 marquent les jalons de ce regroupement des bolcheviks qui, malgré les contradictions objectives qui enserrent la révolution et la défigurent, veulent en maintenir les perspectives programmatiques et organisationnelles en s'organisant en Opposition de gauche. Enfin la lettre de Trotsky sur le **Cours nouveau,** parue dans la Pravda du 10 décembre 1923 vise, dans l'unité, à redresser le régime intérieur du « parti qui doit se subordonner son propre appareil, sans cesser d'être une organisation centralisée ».

C'est à cette époque, quelques jours avant la mort de Lénine, que la polémique se noue. Si Boukharine se prononce lui aussi contre le « danger bureaucratique », il critique l'opposition dans laquelle il voit un « danger politico-démocratique » fin 1923 ; de même pour Kamenev qui, le 13 décembre se prononce catégoriquement contre la formation des groupes dans le Parti. En fait, c'est Staline qui tire la conclusion : « Il est en tout cas plus facile de dénigrer le travail de ces « pions du parti » que de comprendre et de défendre les excellentes qualités de notre appareil administratif » (15 décembre 1923).

Avec la mort de Lénine la lutte va devenir encore plus âpre. L'historien a eu raison de s'arrêter à l'année 1924 dans le choix de son anthologie bolchevique. Cette année est en effet celle qui voit se cristalliser la fraction qui, au sein du parti bolchevique derrière Staline, rompt avec le programme de la révolution mondiale. Dès lors que la rupture est théorisée, on ne saurait plus voir dans le stalinisme une tendance du bolchevisme : avec la nouvelle « théorie du socialisme dans un seul pays » la dialectique de l'histoire a donné naissance à quelque chose qui diffère du bolchevisme et donc du marxisme dans son essence même. C'est pourquoi J.-J. Marie clot son passionnant recueil par les textes contradictoires qu'écrivit Staline entre 1924 et 1926 et qui soulignent la rupture opérée au niveau du programme. Ainsi, le 30 avril 1924, Staline écrit-il dans la **Pravda :** « Pour la victoire définitive du socialisme, pour l'organisation de la production socialiste, les efforts d'un seul pays, et surtout d'un pays paysan comme la Russie, sont insuffisants ; pour cela les efforts des prolétariats de plusieurs pays avancés sont indispensables » **(Les Bases du léninisme).** Mais dans la seconde rédaction du même ouvrage, il écrit en 1925 : « Ayant consolidé son pouvoir et entraîné la paysannerie à sa suite, le prolétariat du pays victorieux peut et doit édifier la société socialiste ». Au début de 1926, tout est lumineux : « Nous avons tout ce qui est nécessaire pour construire la société socialiste intégrale ».

Il ne s'agit pas là d'une exégèse de textes, mais l'affirmation ouverte de l'abandon de la perspective de la révolution mondiale qui rend, en quelques années, caduc le combat pour l'édification de la nouvelle Internationale. Il n'en demeure pas moins que les lois de l'histoire et de la lutte des classes sont plus fortes que toutes les déformations théoriques et que cinquante ans après, alors que la société bourgeoise domine encore le monde, les « paroles des bolcheviks » ont encore le pouvoir de servir les fins de l'humanité. C'est le grand mérite du livre de J.-J. Marie que de nous le rappeler.

Yves SARTAN.

N. BOUKHARINE

la théorie du matérialisme historique

MANUEL POPULAIRE DE SOCIOLOGIE MARXISTE

Un volume, 358 pages, format 13×19
L'ex. : **20** F
+ T.L

N. BOUKHARINE

l'économie mondiale et l'impérialisme

ESQUISSE ECONOMIQUE

Un volume, 178 pages, format 13,5×22
Prix : 15 F + T.L.

D. RIAZANOV

Marx et Engels

CONFÉRENCES FAITES
AUX COURS DE MARXISME
PRÈS L'ACADÉMIE SOCIALISTE EN 1922

Un volume, 226 pages, format 13,5×22
Prix : 15 F + T.L.

A PARAITRE PROCHAINEMENT

D. RIAZANOV

Marx

HOMME, PENSEUR
ET RÉVOLUTIONNAIRE

éditions anthropos
paris

15, rue Racine, PARIS 6e
Tél. : 326-99-99
C.C.P. N° 8.721-23 PARIS